



Union monétaire et suprématie allemande

EN dix jours, les partisans de la construction d'une Europe monétaire ont enregistré deux bonnes nouvelles : après une décennie de refus obstinés, le premier ministre britannique a finalement accepté que la livre fluctue conjointement avec les autres monnaies au sein du système monétaire européen et le chancelier Helmut Kohl vient de faire savoir, le mercredi 17 octobre dans un entretien accordé à FR3, qu'il était favorable à l'entrée en vigueur de l'étape décisive de l'Union économique et monétaire en 1994.

Les réactions positives aux propos de M. Kohl, comme celle de M. Pierre Bérégovoy, n'ont pas manqué. Les européens convaincus ne cachaient pas, en effet, leur inquiétude devant les conséquences de l'absorption de la RDA par sa voisine de l'Ouest. Quel intérêt pourrait présenter pour l'Allemagne l'adoption d'une monnaie unique, alors que le mark, déjà la plus solide et la plus stable des devises européennes, verrait son poids renforcé ? Comment les autres pays pourraient-ils s'opposer à la puissance économique d'une Allemagne unifiée ?

L'ANNONCE de M. Kohl a cependant moins d'importance qu'il n'y paraît. En proposant que le lancement de la véritable unification monétaire de l'Europe intervienne en 1994, le chancelier mécontente ceux qui, comme le président de la Communauté européenne M. Jacques Delors, souhaitent un lancement de cette union parallèle à l'avènement du grand marché intérieur, le 1^{er} janvier 1993. Mais le rapport Werner de 1970 n'avait-il pas prédit l'achèvement de l'union monétaire en 1980 ?

L'unification monétaire est un processus tellement long que son lancement officiel un an plus tôt ou plus tard ne saurait constituer une différence de taille. D'autant qu'en attendant chaque pays doit poursuivre l'importante tâche d'harmonisation de ses performances économiques avec celles de ses partenaires.

M. KOHL n'a donc fait que clarifier le débat sur le calendrier. Mais il n'a pas apporté de réponse aux interrogations concernant les objectifs de l'union monétaire. Nombreux sont ceux, en Grande-Bretagne, mais aussi en France, qui s'opposent au principe de l'adoption, à terme, d'une monnaie unique de la Communauté. Nombreux également sont ceux qui considèrent que seul un petit groupe de pays (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg) pourrait participer dans un premier temps à l'union monétaire européenne. De plus en plus nombreux aussi sont ceux qui s'interrogent sur les effets de la puissance allemande dans cette union.

Compte tenu du poids de son économie et de la stabilité de la monnaie, l'Allemagne pourrait être en mesure de faire prévaloir aisément ses vues. M. François Mitterrand avait probablement raison en estimant, le 8 octobre, que « la marche vers l'union politique rencontre moins de difficultés que la marche vers l'Union économique et monétaire ».

Lire page 33 - section D
l'article de LUC ROSENZWEIG

M 0147 - 10190 - 5,00 F



La répression contre les chrétiens à Beyrouth

Les Syriens ont exécuté des dizaines de partisans du général Aoun

La France « ne livrera jamais » le général Michel Aoun, l'ancien chef du réduit chrétien libanais, réfugié depuis le 13 octobre à l'ambassade de France à Beyrouth, a déclaré, mercredi 17 octobre, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Paris en fait une « question d'honneur ».

Les conversations se poursuivent entre les gouvernements français et libanais pour permettre au général Aoun de quitter le Liban.

Les témoignages commencent à se faire plus précis, plus terribles. L'attaque-clair, samedi 13 octobre, de l'armée syrienne contre les régions chrétiennes tenues par le général Michel Aoun n'a pas dérogé à la loi commune au Liban depuis le début, il y a quinze ans, de la guerre qui ravage le pays du Cèdre. Après les premières alertes sur les exactions - vols et pillages, notamment - qui ont accompagné l'avance syrienne (le Monde du 16 octobre), viennent maintenant les récits d'exécutions sommaires - après le combat - de dizaines de militaires libanais, partisans du général Aoun, qui avaient tenté de s'opposer à l'offensive des troupes de Damas.

Sources médicales ayant constaté des blessures à la signification évi-

dente (balle en plein front, mâchoire arrachée), employés de morgues ayant relevé des traces qui ne laissent aucun doute quant au traitement subi par les victimes (mains liées, genoux pliés) : à ces premiers récits s'ajoutent maintenant les confidences de Libanais pro-syriens. Ainsi celles de ce haut responsable d'une milice libanaise citée par l'agence Reuters et qui affirme qu'« ayant subi de lourdes pertes humaines [en certains points de la ligne de front], les Syriens ont immédiatement exécuté les capifs ».

Et des sources proches de milices pro-syriennes, toujours citées par Reuters, d'expliquer la tuerie par un piège qu'auraient tendu les soldats du général Aoun aux unités syriennes en faisant croire qu'ils se rendaient. Une fois

les Syriens à découvrir à la vue des drapeaux blancs, les militaires libanais auraient ouvert « un barrage de feu », infligeant de très lourdes pertes aux forces de Damas.

Un soldat syrien, également cité par l'agence britannique, a reconnu que vingt autres prisonniers avaient été fusillés pour avoir continué à se battre après que le général Aoun se fut réfugié à l'ambassade de France. « Après la reddition d'Aoun, ses soldats cachés à l'hôpital [proche du palais présidentiel de Baabda] ont continué de tirer », a expliqué ce soldat - qui a refusé de déclarer son identité. « On les a capturés. Ils ont été exécutés ».

Y. H.
Lire la suite page 5

Les socialistes et les « affaires »



L'opposition met en cause M. Henri Nallet, tandis que les dirigeants du PS se détournent de M. Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire d'Angoulême.

Lire page 9 les articles d'EDWY PLENEL
PASCALE ROBERT-DIARD et PIERRE SERVENT

La crise du Golfe

Washington campe sur ses positions
Moscou recherche une issue politique

pages 3 et 4

Grève des routiers espagnols

22 000 salariés de Renault en chômage technique

page 33 - section D

Banlieues en marge

Calme trompeur à Marseille
Quand les Minguettes jouent le jeu

page 14 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

Les treize guerres d'Afrique

Secoué par des conflits en tout genre, des plus insolites aux plus meurtriers, le continent noir est au bord de l'explosion politique

Pour superviser le cessez-le-feu qu'ils espèrent imposer au Rwanda, les chefs d'Etat de ce pays, de la Tanzanie et de l'Ouganda ont souhaité, mercredi 17 octobre, que la Communauté économique européenne envoie une « force d'interposition ». Le président rwandais, M. Juvénal Habyarimana, devait rencontrer M. François Mitterrand, jeudi 18 octobre, à l'Élysée.

L'Afrique est ainsi faite et a été ainsi faite par ceux qui l'ont dominée que, se jouant de ses faiblesses, la guerre, sa vieille compagne, ne l'a jamais laissée en paix. Il y a, çà et là, sur le continent noir, des

foyers d'incendie qui s'éteignent, d'autres qui couvent, d'autres encore qui reprennent, d'autres enfin qui s'allument. Sans qu'aucune logique n'aide toujours à comprendre le pourquoi des choses.

A son passif, l'Afrique inscrit, aujourd'hui, treize guerres (!). Des guerres qui, en sont vraiment, comme en Éthiopie, où les « sécessionnistes » érythréens mènent la vie dure aux troupes du colonel Mengistu Haile Mariam. Des guerres qui ressemblent à des simples jacqueries, comme au Sénégal, où les « indépendantistes » casamançais montent des embuscades pour se rappeler au bon souvenir du pouvoir central. Des guerres qui ne ressemblent à rien du tout, comme au Libéria, où les marquisards de Charles Taylor et de Prince Johnson, grands enfants tra-

vestis, affublés de perruques et de masques, meurent en grimaçant.

Quel que soit le nom qu'en définitive on leur donne, ces « guerres », sophistiquées ou non, coûtent très cher à l'Afrique. D'abord, en hommes. De juillet 1967 à janvier 1970, l'indépendance naïve du Biafra a coûté la vie à quelque deux millions de Nigériens. En quinze ans, la lutte fratricide entre les « bandits armés » de la RENAMO et les troupes gouvernementales s'est déjà soldée par la mort d'au moins 900 000 Mozambicains. Et que dire des réfugiés ? Si l'on en compte quelque 15 millions à travers le monde, le continent noir en rassemble, à lui seul, près du tiers, soit 4,6 millions.

Il est arrivé que la raison finisse par l'emporter. Pour régler leur différend à propos de la bande d'Aouzou, la Libye et le Tchad viennent

de s'en remettre, ainsi que le prévoyait l'accord de paix d'août 1989, à l'arbitrage de la Cour internationale de justice. Comme l'avaient fait, avant eux, le Burkina et le Mali, qu'une guerre éclair de six jours avait opposés, en décembre 1985, pour quelques arpents de mauvaise terre. En avril 1988, dix ans après le conflit de l'Opaden, l'Éthiopie et la Somalie décidaient de rétablir des relations de bon voisinage.

Il y a vingt ans, les « fédéraux » venaient à bout de l'opiniâtreté des Biafrais coincés dans leur « réduit ».

JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 6

(1) Angola, Éthiopie, Libéria, Mali, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sahara occidental, Sénégal, Somalie, Soudan, Tchad.

« Taxi Blues » et les fractures de l'URSS

Coproduction franco-soviétique, Taxi Blues a reçu le prix de la mise en scène au dernier Festival de Cannes.

A travers les tribulations d'un chauffeur de taxi moscovite et d'un musicien alcoolique, le premier film de Pavel Lounguine, diffusé en France depuis mercredi, montre les fractures profondes de la société soviétique.

Mais ce constat pessimiste et violent, formellement très beau, marque aussi le renouveau du cinéma russe et révèle un metteur en scène.

Lire page 15 - section B
l'article de JEAN-MICHEL FRODON

Vivre la mort

M. Mitterrand a ouvert, le 17 octobre, le premier congrès de l'Association européenne des soins palliatifs

Ouvrant le congrès qui réunit à Paris 1 600 spécialistes, le président de la République a souhaité, « non pas que se multiplient partout des unités de soins palliatifs - il en faudrait davantage, mais il ne faut pas en faire un système, - mais que notre société s'inspire de cette philosophie, qu'elle sache approcher la mort autrement ».

« Vivre toute sa vie, aimer tout son amour, mourir toute sa mort » : notre société qui, au fil des siècles, a « désocialisé » la mort, serait incapable aujourd'hui d'assumer cette devise attribuée à Thérèse d'Avila. En ces temps de toute-puissance de la médecine et de la science, quel

paradoxe de constater ce besoin de « démedicaliser » la mort, ce désir, sinon de redonner un sens au « passage », du moins d'assumer pleinement la fin de sa vie !

Avec la notion de soins palliatifs - « ce qui reste à faire quand on croit qu'il n'y a plus rien à faire », disait le docteur Thérèse Vanier du Saint-Christophe's Hospice, - toute la science médicale, conçue jusqu'ici comme devant aboutir à un acte de guérison, se trouve remise en cause.

On meurt de plus en plus vieux : sous la Rome impériale, en moyenne, à vingt-neuf ans ; au début du vingtième siècle, en Europe occidentale, à cinquante ans.

FRANCK NOUCHI
Lire la suite page 12 - section B

LIVRES • IDÉES

Portrait de l'artiste en jeune Sartre

Le grand Atlas des littératures de l'Encyclopédia Universalis
Le mentir-veau de Lamartine de Peter Fleming, gentleman aventurier
Le feuilleton de Michel Brando : « Le dernier Romain »

pages 21 à 32 - section C

AFFAIRES

Le nouvel âge de Suez

Le traître des pannes
Le « made in Germany » passe à l'Est

pages 37 à 39 - section D

Philippe Séguin

Louis Napoléon le Grand

La grande biographie de Napoléon III



Grasset

LA CRISE DU GOLFE

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité présentent un nouveau projet de résolution contre l'Irak

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies se sont mis d'accord, mercredi 17 octobre, à New-York pour présenter jeudi au Conseil un projet de résolution autorisant les Etats et les individus lésés par l'invasion du Koweït à demander des réparations à l'Irak. Du à l'initiative de M^{me} Thatcher, ce projet, qui devra être approuvé par les Etats membres, vise à replacer la crise du Golfe au centre des travaux du Conseil après une semaine de débats sur le conflit israélo-palestinien.

Les gouvernements seraient priés de fournir des indications au nom des personnes lésées par l'occupation de l'émirat. Ce texte demanderait égale-

ment à l'Irak d'assurer la protection des ressortissants étrangers, diplomates compris, et de prévoir leur ravitaillement. Mais il n'est pas question d'un tribunal spécial pour juger des crimes de guerre du régime de M. Saddam Hussein ou décider des modalités pour obtenir des réparations, telles que des ponctions sur les avoirs irakiens gelés à l'étranger depuis le 2 août.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, s'est réjoui de ce projet. Mais il a estimé qu'il était plus urgent d'envoyer de la nourriture et de l'eau aux diplomates bloqués au Koweït. Les Etats-Unis étudient donc un projet de résolution humanitaire concernant l'approvisionnement du

personnel, diplomatique ou non, resté dans l'émirat.

A Bruxelles, la CEE a rendu publique mercredi une étude sur le coût de la crise du Golfe pour l'Europe de l'Est. Pour 1990, l'embargo sur le pétrole irakien, l'embargo international sur le commerce avec Bagdad et la réduction des approvisionnements soviétiques coûteraient à ces pays près de 7 milliards de dollars.

En Jordanie, des agences maritimes ont indiqué mercredi que l'Arabie saoudite avait interdit, depuis le 11 octobre, le chargement de marchandises à destination du port jordanien d'Akaba. Cette mesure, qui n'a pas été annoncée officiellement par Riyad, vise essen-

tiellement des marchandises à destination de la Jordanie et transitant par le port saoudien de Djeddah. Aucun navire provenant de ce port n'est arrivé à Akaba depuis une semaine.

En Syrie, la radio officielle a estimé mercredi que la visite effectuée actuellement à Damas par le président turc, M. Turgut Ozal, « aidera à trouver les meilleurs moyens susceptibles de sauver » la région « des dangers de la guerre qui la menacent ». « Les embûches qui ont surgi dans les relations entre les deux pays ont été vite dépassées en raison du bon voisinage et des nécessités historico-géographiques », a ajouté la radio.

M. Ozal s'est longuement entretenu mercredi avec le président Hafez El Assad.

Enfin, la Chine continue de manifester une grande prudence sur la crise du Golfe, nous câble notre correspondant à Pékin : s'en entretenant avec son homologue singapourien, le premier ministre chinois, M. Li Peng, a souligné mercredi que si son pays exigeait toujours le retrait inconditionnel des forces irakiennes du Koweït, « tant que demeure une ombre d'espoir pour un règlement pacifique de la crise, la communauté internationale doit œuvrer à prévenir l'éclatement d'une guerre » dans la région. - (AFP, AP, Reuter.)

Washington campe sur ses positions

WASHINGTON
de notre correspondant

L'heure n'est pas aux concessions, mais elle n'est pas non plus à une solution militaire : l'administration américaine campe sur ses positions, et n'envisage apparemment aucune initiative susceptible de « débloquer », par la diplomatie ou par la force, la situation dans le Golfe.

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a redit, mercredi 17 octobre, devant la commission des affaires étrangères du Sénat, ce qu'il avait dit la veille, et qui était déjà dans le droit fil des déclarations américaines depuis l'invasion du Koweït. « Nous devons résister au chant des sirènes appelant à une solution partielle », M. Baker répondait à un sénateur républicain qui évoquait l'hypothèse d'un « marché de type commercial », aux termes duquel le Koweït pourrait « vendre » à l'Irak les fûts qui sont l'objet d'un contentieux ancien entre les deux pays. « Ce serait une très grave erreur de conclure des marchés qui récompensent l'agression », a répliqué M. Baker.

La porte à toute concession étant fermée à double tour, ne restait-il que la solution militaire, c'est-à-dire les « body bags » - les sacs dans lesquels on rapatrie les cadavres, pour reprendre l'expression du même sénateur, M. Frank Murkowski ?

M. Baker veut croire que non, et il indique une autre voie, que l'administration estime toujours être la bonne, et même la seule bonne : « La seule action réellement efficace que nous pouvons prendre maintenant est de continuer à accroître l'isolement politique, économique et militaire de l'Irak ».

Le ton modéré de M. Baker s'explique d'autant mieux qu'il s'adresse à des sénateurs qui, pour la plupart,



PANCHO

appellent à la prudence. Mais l'administration a de nombreuses raisons de rester sur le terrain connu et relativement « sûr » de l'embargo. Certaines de ces raisons sont déjà anciennes. M. Bush ayant joué la carte d'une vaste coalition internationale contre l'Irak, une opération militaire « multilatérale » devrait être concertée, faire l'objet d'une résolution du Conseil de sécurité.

C'est une opération de longue haleine, à laquelle plusieurs partenaires majeurs des Etats-Unis dans cette affaire ne paraissent pas encore prêts - l'URSS en particulier, qui explore toujours les voies d'une solution diplomatique, et qu'il faut ménager (le vice-premier ministre soviétique Primakov, qui vient d'achever

une tournée au Moyen-Orient, en particulier à Bagdad, et dans plusieurs capitales européennes, doit être reçu vendredi par M. Bush).

Des conditions intérieures peu propices

L'autre option, celle d'une attaque unilatérale des Etats-Unis - la seule de nature à ménager un effet de surprise et donc à minimiser les pertes, - n'est sans doute pas complètement écartée, mais tout indique, les propos privés de responsables comme les déclarations publiques de M. Baker lui-même, que, faute de provocation flagrante de la part de l'Irak, les Etats-Unis n'y songent pas à brève échéance.

Les premiers éléments de la brigade blindée britannique sont arrivés en Arabie saoudite

Les premiers éléments combattants de la 7^e brigade blindée britannique ont débarqué, mardi 16 octobre, en Arabie saoudite. Cette unité, forte de 9 500 hommes équipés de 120 chars Challenger, sera mise en place dans les dix prochains jours. Selon leur chef, le général Patrick Cordingley, les fameux « rats du désert » « devraient être totalement prêts au combat sous le commandement des marines américains à la mi-novembre », après deux semaines d'entraînement dans le désert saoudien.

Le commandant de la flotte américaine dans le Golfe, l'amiral Henry Mauz, a affirmé mercredi au journal néerlandais *De Telegraaf* que, en cas de guerre contre l'Irak, la flotte multinationale déployée dans la région serait placée sous commandement américain. En revanche, en cas d'attaque irakienne, chaque flotte nationale conserverait toute latitude de se défendre elle-même.

D'autre part, selon une déclaration du général saoudien Tourki bin Abdulaziz au quotidien égyptien *Al Akhbar*, l'Egypte va envoyer des avions de combat dans le royaume wahabite, pour appuyer les 14 000 soldats déjà sur place.

Sur le plan diplomatique, la Grande-Bretagne a protesté mercredi contre le refus de l'Irak d'accorder le statut diplomatique aux huit membres de son ambassade au Koweït. Ce refus, décidé par Bagdad le 12 octobre dernier à l'encontre de toutes les missions encore en place dans l'émirat - dont la France, - constitue, selon le Foreign Office, une violation du droit international. Les derniers diplomates qui résistent encore sur

place ne reçoivent plus ni vivres, ni eau, ni électricité.

L'Irak a en outre refusé l'envoi au Koweït d'un avion chargé de médicaments, comme l'avait demandé l'ambassadeur koweïtien aux Nations unies. Quant aux secours envoyés par l'Inde pour ses ressortissants en Irak et au Koweït, ils ont moins de destinataires : il ne reste plus, en effet, dans les deux pays que 12 000 indiens sur les quelque cent mille présents avant le 2 août dernier.

Selon des réfugiés parvenus en Arabie saoudite, les Koweïtiens ont jusqu'au 25 octobre pour retirer leurs nouvelles cartes d'identité

qui font d'eux des citoyens irakiens. La population désespérée de plus en plus de voir le pays libéré et se trouve en proie à une peur grandissante.

Enfin, trois Britanniques sont parvenus lundi à fuir l'Irak pour se réfugier en Arabie saoudite. Deux d'entre eux travaillaient dans un hôpital irlandais à Bagdad. Ils ont été sévèrement critiqués par leur employeur, une filiale de la compagnie aérienne Aer Lingus, pour cette action « très dangereuse et irresponsable » entreprise « contre l'avis des ambassadeurs britannique et irlandais en Irak ». - (AFP, Reuter, AP.)

Renforts français

A la sortie du conseil des ministres du mercredi 17 octobre, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, a confirmé ses propos de la semaine dernière (le *Monde* du 17 octobre) annonçant, depuis Yuluf où il a fait une brève visite au dispositif « Daguet », que des renforts seraient envoyés pour assurer l'impérissabilité de la brigade française.

« Nous avons déjà des effectifs qui dépassent 5 000 hommes », a expliqué le ministre de la défense. Le but recherché est d'assurer l'auto-protection de nos forces et leur capacité d'autonomie technique. Il faut qu'elles soient capables de se défendre par elles-mêmes en cas d'agression », a-t-il conclu.

Dans un premier temps, il s'agira de l'envoi de nouveaux hé-

licoptères lance-missiles anti-chars et de nouveaux blindés à roues AMX-10 RC armés d'un canon de 105 mm. C'est un complément aux matériels du même modèle qui équipent déjà la brigade. Mais, selon l'évolution de la situation, deux autres hypothèses de renfort sont à l'étude. Il pourrait s'agir de l'envoi de pièces d'artillerie de 155 mm tractée (qui portent à 27 kilomètres et qui complèteraient les mortiers de 120 mm déjà sur place et tirant à 11 kilomètres) ou de l'envoi de chars AMX-30 B2.

A ce jour, aucun régiment équipé de ces derniers armements n'a été désigné pour partir, mais le choix de ces matériels s'explique par le fait que l'Arabie saoudite en est déjà équipée, ce qui faciliterait les problèmes de logistique.

Altercations à la Ligue arabe

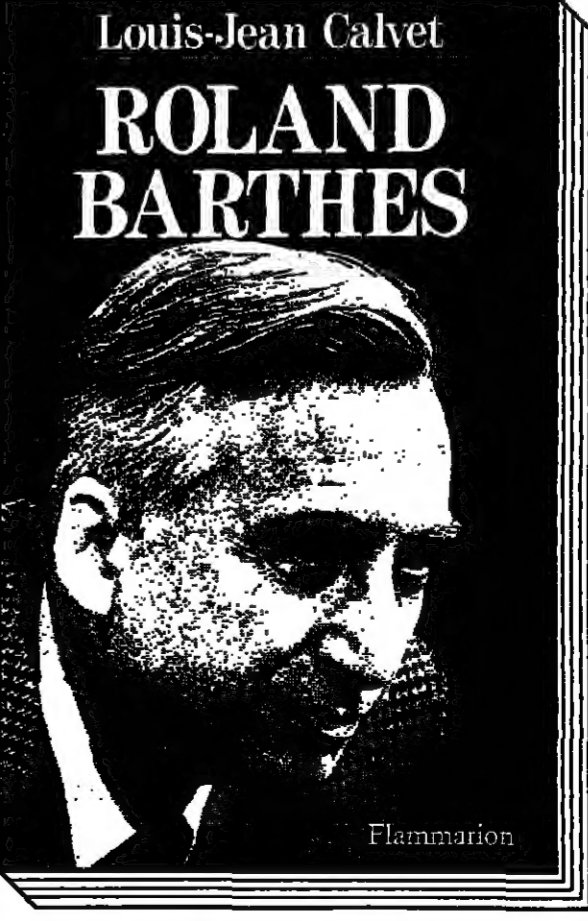
Réuni, mercredi 17 octobre, à Tunis pour condamner la fusillade du 8 octobre à Jérusalem (vingt et un Palestiniens tués par la police israélienne), le conseil ministériel de la Ligue arabe a donné lieu à une succession d'incidents. Bien qu'absente de l'ordre du jour, la crise du Golfe a dominé les débats, éclipsant la tuerie du mont du Temple.

Une série d'altercations s'est conclue par un ajournement de la réunion, qui avait été réclamée par l'OIP. Lors de l'un des incidents de la soirée, le ministre yéménite des affaires étrangères, M. Abdel Karim El Iryani, a claqué la porte de la réunion après une altercation avec le représentant saoudien à propos du sort de la communauté yéménite en Arabie saoudite.

Irritée par la position du Yémen dans la crise du Golfe, Ryad a retiré, en septembre, leurs visas de séjour aux centaines de milliers de Yéménites qui ont dû quitter le royaume. Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a suivi son collègue yéménite dans l'espoir, apparemment, de le faire revenir sur sa décision. Les deux hommes ne sont plus revenus de la soirée.

M. Yasser Arafat a, pour sa part, déploré que les Etats conservateurs aient préféré se faire représenter par des ambassadeurs plutôt qu'à l'échelon ministériel. Des Etats pro-koweïtiens qui ont participé aux récentes réunions de la Ligue arabe du Caire, seul le Qatar a délégué à Tunis son ministre des affaires étrangères, qui assure pour six mois la présidence tournante du Conseil de la Ligue. Contrairement aux précédentes réunions, en revanche, la délégation irakienne n'a pas contesté la présence des Koweïtiens. - (AFP, Reuter.)

Un prince dont le royaume était les signes.



Louis-Jean Calvet
ROLAND BARTHES
Flammarion
348 pages, 140 F.

LA CRISE DU GOLFE

La tournée de l'émissaire du chef de l'Etat soviétique

L'URSS veut épuiser tous les moyens politiques afin d'éviter la guerre

L'URSS n'est pas en train de promouvoir une solution de compromis à la crise du Golfe qui impliquerait des concessions territoriales faites à l'Irak. C'est ce que ressort des propos tenus publiquement par l'émissaire spécial du président Gorbatchev, M. Evgueni Primakov, lors des deux premières étapes, à Rome et à Paris, de sa tournée qui doit s'achever vendredi par une rencontre avec M. George Bush à la Maison Blanche.

Interrogé, à l'issue de l'entretien de quarante-cinq minutes qu'il a eu mercredi 17 octobre avec M. François Mitterrand, sur un éventuel assouplissement de la position irakienne, M. Primakov a répondu : « Je peux vous dire de façon diplomatique que je n'écarterai pas que cette position pourrait être plus souple ». Autrement dit, M. Primakov n'assume pas la version donnée en fin de semaine par l'agence Novosti des contacts qu'il a eus à Bagdad début octobre.

Cette version, qui prêtait aux irakiens l'intention de se retirer du Koweït moyennant l'annexion des champs pétrolifères de Roumialahud et des îles de Boubyane et War-

bah, a d'ailleurs été démentie non seulement par Bagdad mais par un porte-parole de la présidence soviétique qui, mercredi, l'a qualifiée de « fausse » (nos dernières éditions du 19 octobre). Ce scénario avait au demeurant été écarté mardi par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

Un porte-parole du ministère irakien de l'information a enfoncé le clou mercredi en affirmant : « La position de l'Irak sur les questions nationales, dont celle de la province du Koweït, est constante et n'a pas été modifiée depuis la proclamation de l'union éternelle le 8 août » et en dénonçant « les mensonges et les erreurs de certains organes de presse » qui « prennent leurs désirs pour des réalités ».

M. Primakov a déclaré à Paris qu'il avait pour mission « d'utiliser toutes les possibilités politiques qui s'offrent tant que la situation n'a pas encore dégénéré vers la voie militaire (...). Il ne s'agit pas d'une action de pacification, ni de l'acceptation par la communauté internationale de l'annexion du Koweït ou d'autres actions en contradiction avec les principes sur lesquels nous aimerions fonder le monde nouveau », mais, a-t-il ajouté, « je pense que les politiques doivent jouer leur rôle tant qu'il reste encore des possibilités de règlement négocié ». M. Primakov n'a donné aucune

précision sur ce qu'il entend par « ces possibilités de règlement négocié ». A Moscou, M. Gorbatchev a tenu mercredi le même langage après s'être entretenu avec le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney. « La direction soviétique s'en tiendra fermement à la ligne exprimée par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (l'évacuation du Koweït et la libération des otages), en utilisant toutes les possibilités pour rechercher une issue d'ordre politique », a déclaré le président soviétique, en soulignant son « attachement inchangé » aux décisions prises lors du sommet américano-soviétique d'Helsinki.

M. Primakov a d'autre part rejeté le « lien rigide » qu'avait tenté d'établir le président Saddam Hussein entre la question du Koweït et les autres foyers de conflit au Moyen-Orient. Moscou, a-t-il dit, est favorable à une conférence internationale sur le Moyen-Orient, en excluant toutefois d'établir un lien entre l'annexion du Koweït et les problèmes régionaux. « La communauté internationale ne saurait accepter ce lien », a-t-il déclaré, en ajoutant : « En même temps, il est évident que la solution de la crise du Koweït doit être une impulsion à la solution de tous les problèmes du Proche-Orient pour la création d'une situation de stabilité dans la région ».

Evgueni Primakov, un des piliers du « système Gorbatchev »

On parlait de lui comme d'un possible successeur d'Edouard Chevardnadze au ministère des affaires étrangères. Cela n'a pas eu lieu, car, même si le Géorgien va parfois un peu plus loin que Mikhaïl Gorbatchev dans l'abandon du passé et dans le culte de l'amitié occidentale, rien n'indique qu'il ait perdu sa confiance.

Mais il est vrai que si Mikhaïl Gorbatchev éprouvait le besoin de « recentrer » sa diplomatie, Evgueni Primakov serait le candidat idéal. Ce sexagénaire massif, veuf et grand-père, présente en effet toutes les garanties d'une stricte orthodoxie.

Né en 1929 à Kiev, ce Russe a bénéficié d'une solide instruction : sorti en 1953 de l'Institut d'orientalisme, Evgueni Primakov entre aussitôt à l'université de Moscou — où il pourra côtoyer l'étudiant Gorbatchev — et poursuivra encore longtemps la conquête de grades universitaires (docteur en économie en 1969, académicien dix ans plus tard).

Pourtant, sa première carrière est celle d'un journaliste spécialisé, d'abord à la radio, puis, à partir de 1962, à la Pravda : successivement commentateur des affaires d'Afrique et d'Asie, puis

correspondant au Proche-Orient.

De 1970 à 1977, il est directeur adjoint de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, le fameux IMEMO, qui a formé tant d'« internationalistes » soviétiques et où il a déjà passé quelques mois en 1962. Après un intermède de huit ans à la tête de l'Institut d'orientalisme, il y revient comme directeur en 1985, succédant à Alexandre Iakovlev, l'idéologue de la perestroïka que M. Gorbatchev vient de faire « monter » dans les hautes sphères du parti.

Comme M. Iakovlev d'ailleurs, M. Primakov commence en fait lui aussi sa vraie carrière politique. Dès 1986, il fait partie, avec son collègue (et rival) Gueorgui Arbatov, de l'Institut des États-Unis, du « groupe d'experts » chargé des relations publiques de Mikhaïl Gorbatchev pendant ses voyages à l'étranger. Andreï Gromyko ayant vanté dans ses Mémoires les jugements « sûrs et profonds » de ces « deux grands savants », Evgueni Primakov renverra l'ascenseur par un éloges, tout aussi douteux, du chef de la diplomatie de la stagnation.

Signe des temps nouveaux, M. Primakov, qui n'a adhéré au

parti qu'à trente ans, n'aura fait au PC qu'une carrière aussi tardive qu'éphémère. Élu membre titulaire du comité central en 1989 seulement, il devient la même année membre suppléant du bureau politique mais, dès ce moment, son vrai travail est au Parlement soviétique, dont il est un des membres « mal élus » (sur la liste fournie par le PC, en dehors des suffrages populaires). D'abord président du Soviet de l'Union et de la commission des affaires étrangères des deux chambres, il quitte à nouveau ces fonctions au printemps de cette année pour devenir membre du conseil présidentiel.

C'est là désormais que se déroule toute son activité (il a quitté toutes ses fonctions dans le parti au dernier congrès de juillet), en particulier dans le domaine de la politique étrangère, à un moment où la crise du Golfe rend précieuse sa connaissance du Proche-Orient. De toute manière, avec MM. Loukianov, président du Parlement, et Alexandre Iakovlev, son tuteur au conseil présidentiel, M. Primakov est l'un des piliers du « système Gorbatchev ».

MICHEL TATU

Arrestation à Bonn d'un espion allemand au service de Bagdad

Le parquet fédéral de RFA a confirmé, mercredi 17 octobre, l'arrestation d'un archiviste du ministère des affaires étrangères à Bonn, qui espionnait pour le compte de l'Irak. Cette affaire, qui s'ajoute à celles des ventes illégales d'armes et d'installations chimiques à Bagdad par des entreprises allemandes, a été qualifiée de « très grave » par des sources des services secrets dans la capitale fédérale.

Jürgen Gietler, trente-cinq ans, archiviste au ministère des affaires étrangères, aurait permis à l'Irak de connaître « tous les éléments de l'analyse américaine sur le Golfe » avant d'envahir le Koweït. Selon le quotidien Bild du 17 octobre, le président Saddam Hussein a été également informé, tout au long du mois d'août, par l'espion présumé, des plans militaires des Américains et de leurs alliés dans le Golfe.

Selon le parquet fédéral, l'arrestation de Jürgen Gietler remonte au 28 août dernier. L'espion rencontra, chaque semaine, des agents de l'Irak qui lui ont versé une somme de 20 000 deutschemarks (environ 66 000 francs). Après avoir travaillé en Egypte, le fonctionnaire s'était converti à l'islam en 1987 et se faisait appeler Mohamed. Il avait accédé, écrit le Bild, aux documents les plus confidentiels du ministère, qu'il trans-

mettait à Bagdad : notes du quartier général de l'OTAN à Bruxelles, analyses des services d'espionnage ouest-allemands (BND), dépêches des ambassades ouest-allemandes à Bagdad, Amman et Tel Aviv. Les enquêteurs ont saisi au domicile de Jürgen Gietler à Brühl (près de Cologne) de nombreux documents secrets, dont deux cents télégrammes diplomatiques. Il avait été « approché » par l'Irak par l'intermédiaire d'un ancien agent de la Stasi (sécurité d'Etat du régime communiste est-allemand) basé en Egypte et remettait régulièrement ses informations à l'ambassade irakienne à Bonn.

Les Occidentaux ont longtemps soupçonné l'Irak d'entretenir des liens privilégiés avec l'ancienne RDA. Selon certaines informations, l'ambassade d'Irak à Berlin-Est, qui a fermé ses portes au moment de la réunification allemande, stockait des armes et des munitions en vue d'éventuelles actions terroristes. Selon la presse est-allemande, en septembre dernier, l'ambassade abritait également trente-quatre techniciens, un nombre anormalement élevé pour une telle représentation diplomatique. Toutes ces révélations tendent à accréditer la thèse selon laquelle la Stasi reste active malgré la réunification. — (AFP.)

Selon un sondage BVA-Paris-Match

La gestion de la crise par M. Mitterrand est moins bien perçue

Selon un sondage BVA pour Paris-Match, le pourcentage de Français qui approuvent la politique de M. François Mitterrand et la politique économique du gouvernement est en diminution en octobre. Ils sont 59 % à approuver le président de la République dans la gestion de la crise du Golfe, au lieu de 67 % en septembre. La désapprobation passe, au contraire, de 21 % le mois dernier à 28 %. Le gouvernement de M. Michel Rocard enregistre aussi un recul : 40 % des personnes sondées approuvent sa politique économique (47 % en septembre) et 41 % la désapprouvent (au lieu de 36 %).

L'analyse des résultats détaillés montre qu'un fort déficit atteint le chef de l'Etat parmi les Français âgés de cinquante ans et plus, parmi les agriculteurs et les retraités, parmi les électeurs qui se situent à droite et à l'extrême droite. La cote du premier ministre subit une érosion légèrement moins importante, enregistrant même une poussée positive chez les électeurs socialistes.

Ce sondage a été réalisé par téléphone du 1^{er} au 4 octobre auprès d'un échantillon représentatif de 922 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

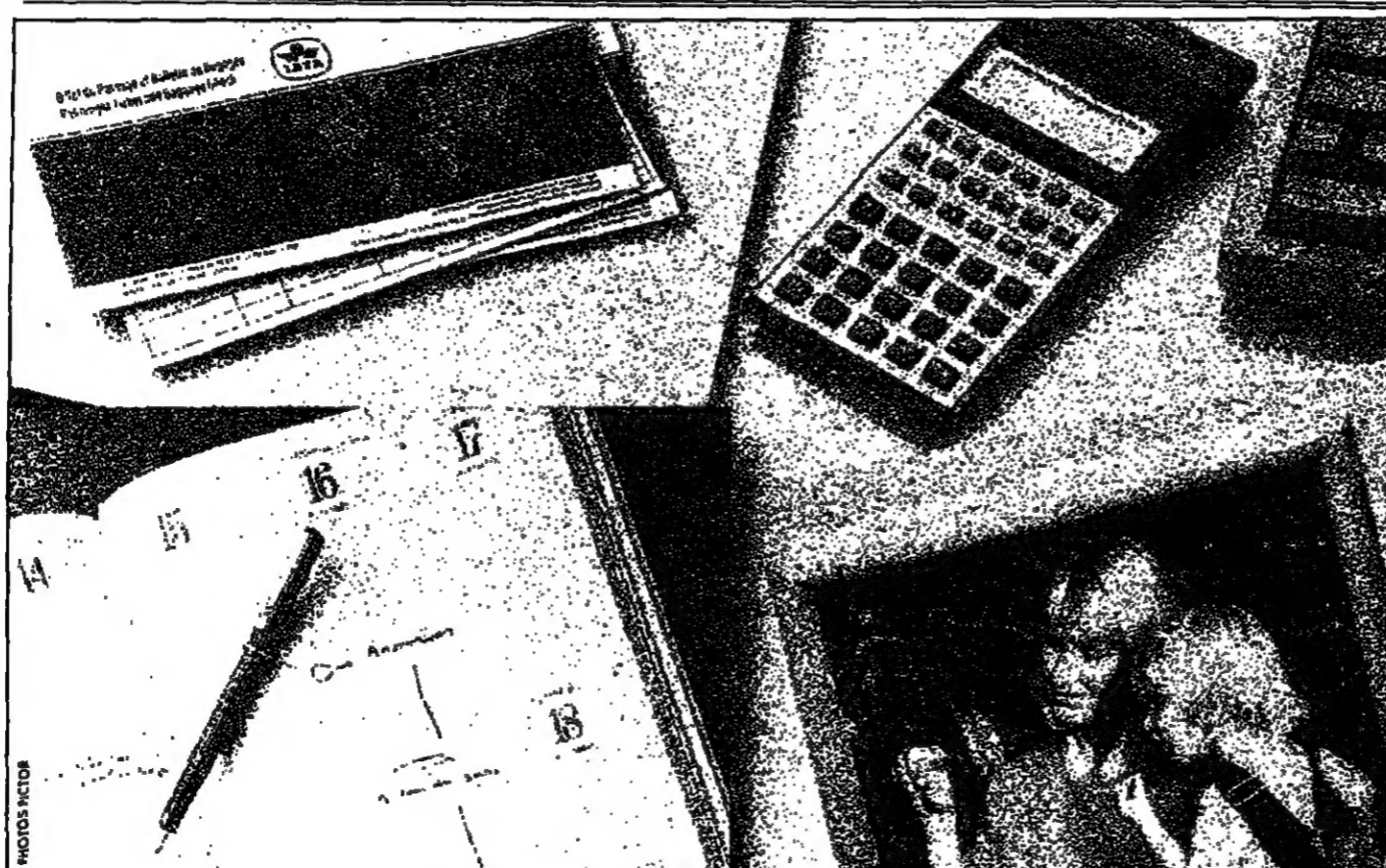
□ M. Le Pen : « Il faut se désengager tout de suite du Golfe ». — Dans un entretien à Paris-Match daté du 25 octobre, M. Jean-Marie Le Pen estime qu'« il faut se désengager tout de suite du Golfe et, en même temps, faire pression de toutes nos forces pour que la guerre n'ait pas lieu ». Le président du Front national considère que « l'opposition ne respecte pas son rôle », et il « reproche à M. Mitterrand de nous avoir entraînés dans ce conflit ».

□ Les étudiants irakiens pourraient rester dans les universités françaises. — La circulaire du ministère de l'éducation nationale en date du 24 septembre excluant à partir d'octobre tous les étudiants irakiens de l'Université française pourrait ne pas s'appliquer. Selon l'AFP, en effet, on estime à l'Elysee qu'il faut s'en tenir à la déclaration de la Communauté économique européenne du 4 août qui préconisait « la suspension de la coopération technique et scientifique avec l'Irak ». Une interprétation souple de cette recommandation permettrait aux étudiants irakiens de poursuivre leurs études en France.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

sans visa



POUR NOUS,
UN CLIENT EST
AUTRE CHOSE
QU'UN
PORTEFEUILLE.

Recherche de revenus ou de capitalisation, situation professionnelle et familiale... Pour nous, la gestion d'un portefeuille implique d'abord de connaître le contexte dans lequel se situe le client. Mais aussi de savoir l'écouter et le comprendre, pour lui apporter des prestations correspondant à ses objectifs, ses contraintes, ses exigences, son environnement.

Pour Puget-Mahé S.A., la gestion d'un compte signifie des contacts réguliers et une collaboration étroite entre le client et son interlocuteur assis au sein de la Société de Bourse.

Puget-Mahé S.A. appartient au groupe Barclays de Zoete Wedd, banque d'investissement de Barclays PLC, l'un des premiers établissements bancaires mondiaux. Cette appartenance lui confère une solidité indiscutable et un accès privilégié aux marchés internationaux.

PUGET-MAHÉ
SOCIÉTÉ DE BOURSE

GRUPE BARCLAYS DE ZOETE WEDD

7, rue Drouot 75009 Paris
Tél : 650727 - Fax : (1) 42 46 39 38
Téléphone : (1) 40 22 85 85
Londres - Tokyo - New York - Amsterdam - Hong Kong
Madrid - Sydney - Toronto

سكنا من الاربعين

صكرا من الامم

PROCHE-ORIENT

Les Etats-Unis minimisent leur différend avec Israël

Les Etats-Unis ont minimisé, mercredi 17 octobre, la portée de leur différend avec Israël né du refus de Jérusalem d'accepter la mission de l'ONU chargée d'enquêter sur la fusillade du 8 octobre.

Devant les sénateurs de la commission des affaires étrangères - dont un bon nombre sont notoirement pro-Israéliens - M. Baker a eu des paroles très apaisantes pour Israël : « Nous avons un différend, nous avons eu des différends dans le passé, mais nous surmonterons ces différends ». (...) « Une divergence que nous n'avons pas, c'est l'engagement des Etats-Unis à [garantir] la sécurité d'Israël ».

A propos de Jérusalem, objet de la friction actuelle entre Washington et le gouvernement Shamir, le secrétaire d'Etat a rappelé la position américaine (la ville ne doit pas être divisée, mais les Etats-Unis ne reconnaissent pas pour autant l'annexion de sa partie orientale par Israël), mais il a surtout ajouté qu'il valait mieux « ne pas concentrer maintenant son attention sur le problème ».

Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU a déclaré mercredi que

s'il ne recevait pas au plus tard le lendemain une explication de la part d'Israël, il prendrait une décision sur l'envoi de la mission d'enquête refusée par Jérusalem. Lundi, M. Javier Perez de Cuellar a demandé à l'ambassadeur d'Israël à l'ONU des éclaircissements sur les moyens d'action de cette mission s'il décidait de l'envoyer malgré l'avis négatif du gouvernement Shamir. En cas d'absence de réponse, « je tirerai moi-même les conclusions et prendrai ma seconde décision », a affirmé M. Perez de Cuellar.

Dans une lettre adressée mercredi au président américain George Bush, le premier ministre Itzhak Shamir a suggéré que le secrétaire général de l'ONU attende la publication du rapport de la commission d'enquête indépendante qu'il a lui-même désignée. Celle-ci doit en principe rendre ses conclusions avant la fin de la semaine. M. Shamir explique également dans cette lettre que l'envoi d'une mission de l'ONU « serait une grave atteinte à la souveraineté d'Israël sur sa capitale ». - (AFP, Reuters)

Le fiasco de M. Douglas Hurd à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Si l'on devait relater l'événement à la rubrique spectacle, on serait tenté d'écrire, le plus respectueusement possible, que le secrétaire au Foreign Office « a fait un bide à Jérusalem ». Car en quarante-huit heures de visite officielle dans la Ville Sainte, du mardi 16 au jeudi 18 octobre, M. Douglas Hurd, sans se départir de son extrême courtoisie, a tout de même réussi à se fâcher un peu avec tout le monde : Israéliens et Palestiniens.

C'est sûrement très bon signe quant à la justesse de ses vues sur le Proche-Orient mais, d'un strict point de vue diplomatique, la performance est plus curieuse. A vrai dire, l'affaire eut dès les premières heures assez mauvaise allure. Du Caire, où il séjournait avant de se rendre à Jérusalem, M. Hurd avait exaspéré les Israéliens avec une série de déclarations bien senties sur les droits de l'homme dans les territoires occupés et sur le « lien » existant, qu'on le veuille ou non, entre la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe.

Privé de micro

Aussi, à son arrivée lundi soir à l'aéroport de Lod-Tel Aviv, le secrétaire au Foreign Office se vit-il privé de micro par ses hôtes et donc dans l'impossibilité, sur le podium officiel, de faire la moindre allocution. C'était contraire à tous les usages, assez embarrassant et pas de très bon augure, comme la suite allait le prouver.

Mardi, M. Hurd fut reçu par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, par son homologue israélien, M. David Lévy, et par certains membres de la commission des affaires étrangères de la Knesset que préside M. Elihu Ben Elissar, avant de retrouver M. Lévy pour un dîner officiel. Toute la journée,

M. Hurd s'est efforcé, apparemment en vain, de convaincre ses interlocuteurs de recevoir la délégation onusienne chargée d'enquêter sur le drame du mont du Temple, et cela afin de ne pas accorder un succès de propagande à l'Irak. Le soir, le journal télévisé « ouvrait » avec une information choc : le secrétaire au Foreign Office aurait confié à la commission qu'il était résolument opposé à la création d'un Etat palestinien et fort peu enthousiaste sur la politique actuelle de l'OLP (notamment dans la crise du Golfe).

Rendez-vous annulés

M. Hurd et son entourage découvrent l'affaire en lisant la presse locale le lendemain, juste au moment où ils doivent entamer la partie palestinienne de leur visite - c'est-à-dire les traditionnels entretiens avec des personnalités représentant toutes les tendances du mouvement national dans les territoires. Colère desdites personnalités qui se déclarent « insultées » par les propos prêtés au secrétaire au Foreign Office et annulent tous les rendez-vous pris avec lui.

M. Hurd dira que ses déclarations ont été mal rapportées - par M. Ben Elissar - tronquées, prises en dehors de leur contexte. La position de la Grande-Bretagne n'a pas changé, expliquera-t-il : elle reconnaît le droit à l'autodétermination des Palestiniens mais n'a pas à se prononcer sur la forme - Etat, confédération avec la Jordanie - que prendra la réalisation de ce droit. Trop tard. Après des conversations difficiles avec les Israéliens, la partie palestinienne de la visite est gâchée. Il n'est pas sûr que cela ait chagriné tout le monde à Jérusalem.

ALAIN FRACHON

LIBAN : le sort de l'ancien dirigeant chrétien

La France « ne livrera jamais » le général Aoun

déclare M. Roland Dumas

Paris a demandé, mercredi 17 octobre, au gouvernement libanais « un geste d'apaisement » à l'égard du général Michel Aoun, tout en réaffirmant qu'elle « ne livrera jamais » l'ancien chef du réduit chrétien libanais réfugié depuis samedi à l'ambassade de France à Beyrouth. Répondant aux questions des députés à l'Assemblée nationale, M. Dumas a par ailleurs souligné que la France avait l'intention d'envoyer, « dès aujourd'hui », au départ des troupes étrangères, et notamment syriennes, du Liban afin de restaurer la souveraineté et l'intégrité de ce pays.

Le ministre a indiqué que les « conversations se poursuivent » entre les gouvernements français et libanais pour permettre au général Aoun de quitter le Liban pour la France, qui lui a accordé l'asile politique. Paris fait du sort du général « une question d'honneur », d'autant

que, a révélé le ministre, c'est sur « la base d'un consensus » entre l'ambassadeur de France à Beyrouth et les autorités libanaises que le général Aoun s'est réfugié samedi à l'ambassade de France, rendant possible l'instauration d'un cessez-le-feu entre ses partisans et les forces syriennes qui avaient attaqué le réduit chrétien. M. Dumas a estimé que « le premier geste » du gouvernement libanais - que le départ du général rebelle met désormais en situation d'assumer « pleinement ses responsabilités » - doit être « un geste d'apaisement ». « La France l'attend, et elle l'attend notamment à l'égard du général Aoun », a-t-il souligné.

Le ministre a ajouté que la France attendait également des autorités libanaises qu'elles « mettent fin aux exactions » contre la population du réduit chrétien et « substituent l'armée libanaise aux milices et aux

forces étrangères de telle sorte que la sécurité des Libanais ne dépende que de moyens légaux ». Enfin, a-t-il réaffirmé, « il conviendra d'organiser des élections ». Le gouvernement français « aidera à la réalisation de ces objectifs, y compris le départ des troupes étrangères » du Liban, a souligné le ministre.

Accusé par l'opposition de n'avoir pas suffisamment dénoncé l'intervention syrienne contre le réduit chrétien, M. Dumas a rappelé que « l'arrivée des troupes syriennes au Liban en 1976 n'avait suscité aucune protestation du gouvernement français de l'époque », qui avait au contraire « reçu en grande pompe le président syrien à Paris » quelques semaines plus tard. « Au lieu d'exiger aujourd'hui le départ en force des troupes syriennes, n'est-il pas mieux valu à l'époque les empêcher d'entrer ? », a-t-il ajouté en demandant si « les fortes exigences d'aujourd'hui ne sont pas faites pour faire oublier les faiblesses d'hier ».

M. Mitterrand avait réaffirmé le « soutien de son pays à l'accord de Taïf » sur la base duquel a été élu le président Elias Hraoui. Il avait également déclaré qu'il ne livrerait pas le général Aoun aux autorités libanaises, affirmant que la sécurité du général était « une question d'honneur » pour la France.

Enfin, à Beyrouth, le gouverneur de la Banque du Liban, M. Edmond Naim, a décidé de saisir les avoirs au Liban du général Aoun, que le gouvernement libanais accuse de détournements de fonds publics. Cette mesure concerne également deux des proches collaborateurs du général Aoun, les généraux Edgar Maslouf et Issam Abou Jamra, anciens ministres du cabinet de militaires chrétiens, également réfugiés à l'ambassade de France.

La police a fait évacuer l'ambassade du Liban à Paris

Sur réquisition de l'ambassadeur du Liban en France, une unité de CRS a procédé à l'aube du jeudi 18 octobre à l'évacuation de la représentation libanaise à Paris, 42 rue Copernic, dans le 16^e arrondissement, occupée depuis samedi 13 octobre par une cinquantaine de partisans du général Michel Aoun. Ceux-ci avaient envahi les locaux pour exiger que le général chrétien, réfugié à l'ambassade de France à Beyrouth, puisse gagner Paris « sain et sauf » (le Monde du 16 octobre).

Les forces de l'ordre sont intervenues peu avant 5 heures du matin. L'opération a duré environ une heure. Les participants à l'occupation de l'ambassade ont été interpellés pour vérification d'identité. Selon la police, il n'y a eu aucun incident.

La répression contre les chrétiens à Beyrouth

Suite de la première page

De son côté, un employé de la morgue de l'hôpital militaire de Baabda a affirmé à Reuters qu'un grand nombre des quatre-vingts morts chrétiens ramenés d'une position qui avait tenu tête aux Syriens avaient manifestement été tués à bout portant, les mains liées derrière le dos. « Certains corps sont arrivés avec les genoux fléchis et des blessures à la tête et à la poitrine, ce qui laisse penser que les victimes ont été exécutées à genoux », a-t-il déclaré.

A la suite des premiers témoignages sur les exactions commises dans les régions chrétiennes où l'armée syrienne a

pénétré, le Conseil des évêques de la communauté maronite - la plus influente parmi les chrétiens du Liban - a condamné mercredi ces « abus ».

Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion extraordinaire tenue sous l'égide du patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, le Conseil des évêques estime que « l'Etat ne peut pas feindre d'ignorer ces abus et ces exactions ». « La légalité doit prouver dans les faits, et non par les paroles, que les habitants de ces régions sont à présent sous sa protection », soulignent les évêques.

Y. H.



CAPEL habille en long comme en large

CAPEL prêt-à-porter grandes tailles
• 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris
• 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris
• Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg
• 88, rue Nationale, 59000 Lille

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE

Catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 46-48-80-28



CAPEL se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter grandes tailles
• 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris
• 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris
• Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg
• 88, rue Nationale, 59000 Lille

Une campagne américaine contre le terrorisme « Vous aussi, vous pouvez être un héros... »

Des encarts télévisés en plusieurs langues, des vedettes hollywoodiennes mobilisées et des récompenses aux informateurs pouvant atteindre 4 millions de dollars : les Etats-Unis ont lancé mardi 16 octobre une campagne mondiale contre le terrorisme, centrée sur la collecte d'informations. La campagne a été ouverte par le secrétaire d'Etat, M. James Baker. Les encarts publicitaires enregistrés en anglais, allemand, espagnol, français, grec et arabe, ont déjà été envoyés aux représentations diplomatiques américaines concernées.

Les acteurs Charlton Heston, Charles Bronson et Charlie Sheen ont accepté de présenter chacun un encart sur le thème du « héros ». « Dans les films, je joue

souvent les héros, mais je sais que ceux de la vie réelle sont des gens ordinaires qui font des choses extraordinaires pour les autres », déclarent-ils sur le petit écran.

« Si vous possédez des informations sur un acte de terrorisme, vous aussi vous pouvez être un héros en suivant des vies innocentes », ajoutent-ils. « Le gouvernement des Etats-Unis, ainsi que l'association des pilotes de ligne et celle des compagnies aériennes, offrent jusqu'à 4 millions de dollars pour ces informations. » « Etendez-vous le prochain héros ? », concluent-ils, alors qu'apparaît sur l'écran la boîte postale où les éventuels informateurs pourront envoyer leurs renseignements. - (AFP)

« Je croyais tout connaître du confort... »

« Jusqu'à ce que KLM en recule encore les limites... »

Chez KLM, nous sommes sans cesse à la recherche de nouvelles améliorations, afin de toujours rester à la hauteur de votre attente.

Nouveau! Un plus grand choix de menus en Classe Affaires intercontinentale. Dans la ligne des améliorations déjà apportées cette année aux menus de la Classe Royale, les passagers de la Classe Affaires se voient proposer des plats servis individuellement accompagnés des vins les plus fins.

Pour mieux vous accueillir à bord, un nécessaire de voyage particulièrement étudié pour votre confort et votre détente vous est offert.

Nouveau! Dès le printemps 1991, un salon ultramoderne et confortable à l'aéroport de Schiphol à l'intention des passagers de la Classe Affaires KLM.

Nouveau! Réservez à l'avance de votre place pour mieux profiter des fauteuils plus larges de la nouvelle Classe Affaires européenne KLM: L'EUROBUSINESS CLASS!

Quand il s'agit de répondre à votre attente, KLM n'est jamais à court de bonnes nouvelles. Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: **KLM**
Royal Dutch Airlines

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : après l'assassinat
du président du ParlementLa police est mise
en accusation

LE CAIRE

de notre correspondant

Les services de sécurité égyptiens sont sous la collerette depuis l'assassinat, vendredi 12 octobre, du président du Parlement, Riâfat El Mahgoub. Les critiques sont d'autant plus virulentes que l'enquête judiciaire malgré l'arrestation de centaines de personnes, motivée par une coupe de cheveux, la forme d'une moustache ou le port d'une barbe.

L'incompétence de la police dans cette affaire alimente toutes les conversations, et, dans les salons comme dans les cafés, on se demande ce qu'attend le président Mubarak pour « passer un savon » à M. Abdel Halim Moussa, le ministre de l'Intérieur : n'est-ce pas lui qui assurait au rais, deux jours avant l'attentat, que les services de sécurité contrôlaient parfaitement la situation ? Mais les critiques qui risquent d'avoir le plus d'impact viennent de la presse officielle ; une presse qui, après s'être posé quelques questions à la suite de l'assassinat du président Sadate, avait accordé un soutien indéfectible aux services de sécurité.

Al Akhbar - plus d'un million d'exemplaires - pose ainsi une série de questions : comment les agresseurs connaissaient-ils l'itinéraire de M. Mahgoub, qui n'avait été préparé que la veille ? Comment expliquer que presque tous les gardes du corps se soient fait tuer dès les premiers instants, alors que leur entraînement devrait les avoir préparés à ce genre d'opération ? Pourquoi la garde survivant et les moudjahidines n'ont-ils pu atteindre aucun des tueurs ? Comment les agresseurs sont-ils parvenus à prendre la fuite dans l'un des endroits du Caire où se trouve la plus grande concentration policière ? Le journal se demande enfin comment l'un des assassins a pu s'enfuir en taxi et tuer ou blesser les deux policiers qui ont tenté de l'appréhender.

« Lacunes »
et « laxisme »

« Laxisme inacceptable », répond le rédacteur en chef du quotidien Al Gomhouriya. Un editorialiste de l'influent Al Ithram va plus loin : « Les services de sécurité chargés de la protection des personnalités sont plus préoccupés par la forme que par le fond. Il va même jusqu'à remettre en question le système policier égyptien « qui continue à préférer la quantité à la qualité ». Le quotidien d'opposition libéral Al Wafd s'en prend, quant à lui, à la loi sur l'état d'urgence imposée à la veille de l'assassinat du président Sadate en octobre 1981.

« Les pouvoirs presque illimités conférés à la police par cette loi n'ont pas empêché le terrorisme. » Le journal rappelle que l'assassinat de Riâfat El Mahgoub est le dernier en date d'une longue série d'attentats qui ont visé des anciens ministres de l'Intérieur, des journalistes et des étrangers (diplomates et touristes israéliens). Pour Al Wafd, la seule manière de juguler le terrorisme est « la démocratie qui favorise le dialogue au détriment du fusil ».

Ces attaques ont contraint le ministre de l'Intérieur à reconnaître les lacunes qui ont permis à un tel acte de donner lieu à de tels résultats. Il a annoncé la création de plusieurs commissions chargées de déterminer les erreurs et les responsabilités, ainsi que de mettre au point un plan d'urgence pour « combler les failles du système ». En attendant, une psychopathe de la bombe s'est emparée du Caire, où six fausses alertes ont jusqu'à présent été signalées dans de grands hôtels ou sur des places publiques.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Le néo-Wafd boycottera les élections. - Le parti d'opposition libéral néo-Wafd a décidé de boycotter les élections législatives prévues le 29 novembre. Les deux autres importantes formations de l'opposition égyptienne - le Parti socialiste du travail (islamo-socialiste) et le Rassemblement progressiste unioniste (marxiste nassérien) - sont, elles aussi, sur le point d'annoncer un boycott. La décision du néo-Wafd est motivée par « le fait que l'opposition n'a pas été consultée lors de l'élaboration de la nouvelle loi électorale et par le refus du gouvernement de confier la supervision du scrutin au ministère de la justice au lieu de celui de l'Intérieur ». - (Corresp.)

Les treize guerres
d'Afrique

Suite de la première page

L'habileté manœuvrière de M. Robert Mugabe, le président zimbabwéen, a finalement eu raison de la grogne de M. Joshua Nkomo, son ancien compagnon de route, et, partant, de la dissidence politico-tribale du Matabeleland, au point de l'inciter à lever, en juillet 1990, l'état d'urgence héritage de la Rhodésie blanche de M. Ian Smith. Il aura fallu cinq ans à M. Yoweri Museveni, l'homme fort de Kampala, pour s'emparer, en janvier 1986, d'un pouvoir déiquescent. L'Ouganda est ainsi le seul pays africain où une rébellion soit arrivée à ses fins, les armes à la main.

Une « logique de paix » a conduit, peu à peu, l'Afrique du Sud à abandonner officiellement ses menées déstabilisatrices à l'encontre de ses voisins mal en point. Ce fut, en mars 1984, la signature d'un pacte de non-agression avec le Mozambique puis, en août 1988, la conclusion d'un accord de cessez-le-feu avec l'Angola. Le nouveau climat des relations internationales a permis à la Namibie, la dernière colonie du continent noir, administrée depuis 1920 par le régime de Pretoria, de gagner son indépendance en mars 1990 et aux maquisards de la SWAPO d'accéder au pouvoir par le bulletin de vote. En Afrique du Sud même, les premières négociations engagées avec le gouvernement ont conduit l'ANC à décider, en août 1990, la suspension de la « lutte armée », qui fut davantage un slogan qu'une réalité.

Rezzous
et représailles

Certains conflits ont été mal réglés. M. Museveni n'a pas encore réussi à « pacifier » complètement l'Ouganda, et de grosses « poches d'insécurité » persistent dans le nord et l'est du pays. Le régime tchadien fait face, depuis un an et demi, à la rébellion d'Idriss Deby, l'ancien conseiller militaire du président Hissène Habré, qui, réfugié dans la province soudanaise du Darfour, a bénéficié de certaines complicités libyennes pour équiper ses hommes. Ni la réconciliation entre Addis Abeba et Mogadiscio, ni les bonnes dispositions de l'Afrique du Sud à l'égard de ses voisins n'ont entamé la résolution des maquisards somaliens du MNS, mozambicains de la RENAMO et angolais de l'UNITA.

D'autres « guerres » sont nées. Elles ont pris, par exemple, la forme d'une brouille tenace, depuis avril 1989, entre la Mauritanie et le Sénégal, sur fond de disputes tribales et de revendications territoriales. Au Libéria, la marche vers le palais présidentiel engagée, en décembre 1989, par Charles Taylor, demeure sans conclusion tant sont nombreux et déterminés les aspirants déclarés à la succession de Samuel Doe, et ce malgré la présence d'une force ousé-afri-

caine d'interposition. Dans le nord du Mali, les nomades touaregs, en mal d'identité, se sont mis, depuis juin 1990, à harceler les troupes gouvernementales. Représailles contre rezzous. Et, depuis le 1^{er} octobre, venus d'Ouganda, des milliers de réfugiés rwandais, appartenant à la minorité tutsie, tentent par la force de conquérir leur pays et... le pouvoir.

La main
de l'étranger

Les Africains ont toutes sortes de bons arguments pour expliquer le pourquoi de ces « guerres » qui n'en finissent pas de les opposer les uns aux autres. Les premiers qu'ils mettent volontiers en avant ont trait au découpage, trop simpliste pour être juste, des États du continent noir par les anciennes puissances coloniales. Pour calmer le jeu, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a tranché en faveur de l'intangibilité des frontières héritées du passé.

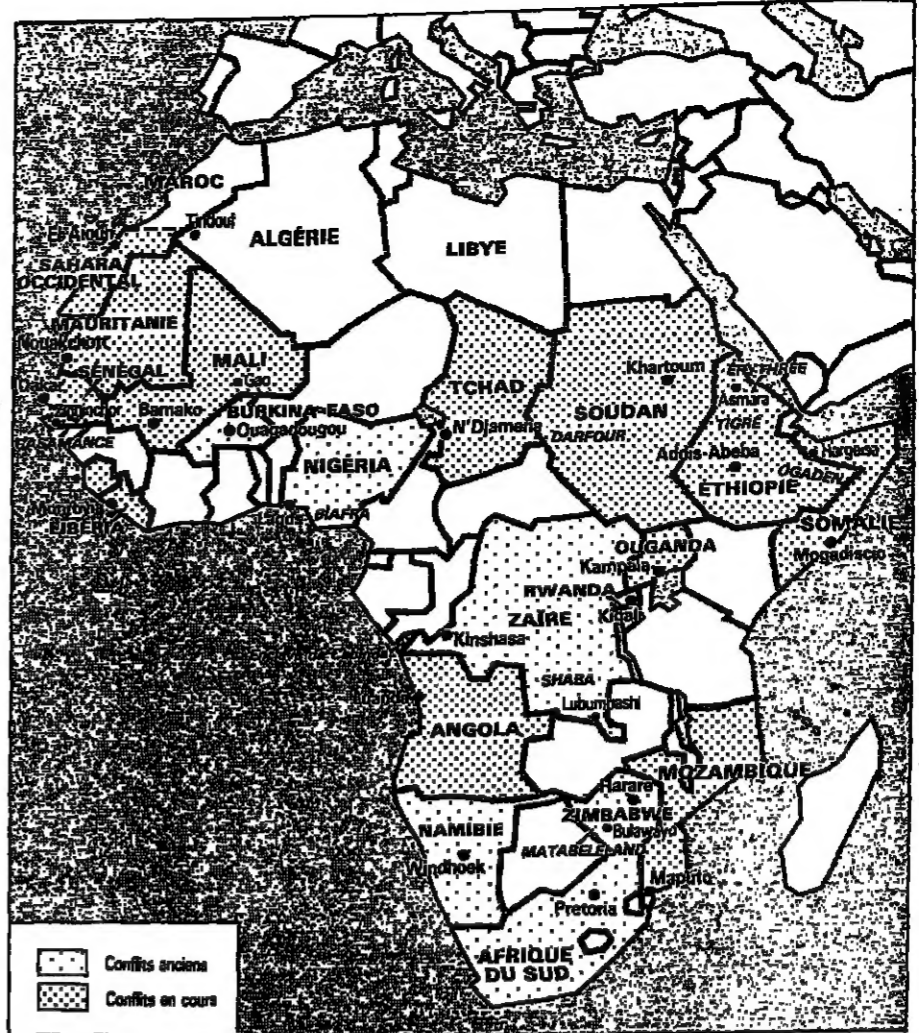
Il n'empêche que les Erythréens se battent, non sans références historiques, pour retrouver leur pleine et entière liberté. Reconnue par la majorité des nations du continent noir, la mini-République sahraouie n'en reste pas moins très fantomatique, même si les Nations unies ont élaboré, avec l'accord des belligérants, à savoir le Maroc et le Front Polisario, un dispositif qui doit permettre aux intéressés d'exercer en 1991, par voie de référendum, leur droit à l'autodétermination.

Les États-Unis et l'Union soviétique et, d'une manière générale, les puissances à vocation hégémonique, ont longtemps cherché à faire partager leurs convictions idéologiques à certains de leurs obligés africains au point, comme ce fut le cas pour l'URSS en Angola, d'y entretenir de vraies guerres et d'y envoyer un corps expéditionnaire, en l'occurrence 50 000 Cubains, aujourd'hui en cours de repli, la détente internationale aidant.

Est aussi engagée la responsabilité de pays comme la Libye, qui, pratique, au Tchad et dans la Corne de l'Afrique, un jeu de bascule, voire de l'irak en Mauritanie et de certaines nations arabes qui appuient les Erythréens dans leur guerre d'usure contre le colonel Mengistu, déjà lâché par Moscou et contraint de quitter pieusement un soutien militaire auprès d'Israël.

Mais c'est peu dire que les Africains sont aussi les artisans de leur propre malheur. Le tribalisme a beau être mis un peu facilement à toutes les sauces guerrières, il n'en demeure pas moins un facteur déterminant pour éclaircir certains conflits, les plus meurtriers même. Comment ne pas interpréter ainsi les violences insignifiantes qu'exercent, en Mauritanie, les Maures contre les Peuls et les tragiques massacres auxquels se livrent, au Libéria, les ethnies Gbio et Mano

AFRIQUE



d'un côté, Krahn et Mandingue de l'autre ?

Dans la mentalité commune africaine, le pouvoir, a priori, ne se partage pas. Autant que possible, on en sature, seul, les délices ou bien l'on tente de l'arracher à ceux qui s'y accrochent abusivement. Manque de maturité politique, l'instinct de clan l'emportant sur l'esprit d'ouverture, qui aboutit, par exemple au Soudan, à une sorte d'interminable guerre de religion entre deux mondes imperméables l'un à l'autre, le nord musulman et le sud chrétien ou animiste.

Poussé jusqu'à son ultime conclusion, l'indépendance, ce droit à la différence masque, parfois, le souci de ceux qui le revendiquent d'exploiter, pour leur propre compte, les richesses du sol ou du sous-sol de leur territoire. On a vu, au début des années 60, puis en 1977-78, avec la sécession du Katanga, devenu la province zaïroise du Shaba, qui s'est appuyée sur ses richesses en cuivre pour intimider, à plusieurs reprises, le pouvoir central. On l'a vu aussi au Biafra, paradis de l'or noir, où les Ibos ont vainement tenté de faire bande à part. On le voit, aujourd'hui, dans l'enclave angolaise de Cabinda, qui recèle plus de la moitié des ressources pétrolières du pays, où les maquisards du FLEC jouent la carte du séparatisme. On le voit aussi en Casamance, grenier à riz du Sénégal, où les indigènes Diolas affichent des sentiments peu unitaires.

Au demeurant, la guerre appelle la guerre. Le sort misérable qui leur est réservé et surtout l'oubli dans lequel ils croupissent, entraînant, à la longue, parmi les réfugiés, victimes de ces conflits absurdes, un sentiment aigu d'injustice et une volonté de revanche. Chassés de leur pays en 1959 puis en 1963, au lendemain de massacres interethniques, plusieurs milliers de Rwandais en armes tentent, aujourd'hui, d'y revenir par la force. Le pouvoir en place à Kigali aura ainsi été amené à solliciter une aide militaire du Zaïre pour contenir leur avance, mais aussi de la Belgique et de la France.

Lâcher
du lest

La victoire au bout du fusil ? Les pouvoirs en place sont trop faibles pour l'espérer. Même la puissante armée éthiopienne, forte de quatre cent trente mille hommes, ne réussit pas à mettre hors d'état de nuire les maquisards érythréens et tigréens qui se sont ligüés contre elle. A de très rares exceptions, les rébellions de toute obédience ne sont pas non plus en mesure de mener leur entreprise à bonne fin.

Alors qu'ils touchaient presque au but, Charles Taylor et les siens, qui contrôlaient pourtant la quasi-totalité du Libéria, se voient interdire l'accès au palais présidentiel.

De médiations qui échouent ou qui traînent en longueur en interventions extérieures, de coups de chapeau en prises d'otages, les « guerres » africaines s'éternisent. D'aucuns tablent sur ce pourrissement pour en arriver, au bout du

compte, à leur fin. Le plus vieux conflit en cours du continent noir - celui de l'Erythrée - a déjà presque trente ans d'âge. Et rien n'indique que l'on en soit arrivé au « dernier quart d'heure ».

Au reste, pourquoi les divers mouvements de rébellion se presseraient-ils de déposer les armes et de s'asseoir à la table des négociations ? Le « vent d'Est » qui souffle, depuis quelques mois, en Afrique, est, pour eux, et de manière incertaine, porteur d'espérances. Contestés, ébranlés, les gens au pouvoir sont, en effet, contraints de lâcher du lest, de faire un bout de chemin vers la démocratie. Ainsi, les régimes mozambicain et angolais qui, à cet égard, reviennent de très loin, sont en train de décuver, pas à pas, les vertus du multipartisme. Les maquisards de la RENAMO et de l'UNITA attendent donc de voir mûrir les choses pour trouver leur place sur l'échiquier politique.

Rien ne dit, cependant, que cette fragile ouverture démocratique annonce la fin des « guerres » africaines. Il y aura toujours mille et un prétextes à sanglantes chamailleries tant les États sont dispersés, la société divisée et le pouvoir convoité. A cet égard, les récents propos de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, sont alarmants. A son avis, la décennie 90 risque d'être celle de « l'explosion politique de l'Afrique », qui va devenir une « zone d'instabilité fondamentale ».

JACQUES DE BARRIN

RWANDA

Le président Habyarimana reçu à l'Élysée

Le chef de l'État rwandais, M. Juvenal Habyarimana, devait rencontrer, jeudi après-midi, 18 octobre, le président François Mitterrand à l'Élysée. L'entretien devait notamment porter sur la décision du Rwanda de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies - dont la France est membre permanent - pour réclamer une aide contre la rébellion. Celle-ci, composée de réfugiés rwandais venus d'Ouganda, a envahi le nord du pays aux premiers jours d'octobre. Dès le début de la

crise, Kigali avait sollicité une aide militaire de Paris - qui avait accepté de fournir des munitions et des armes légères. Trois cents parachutistes avaient également été envoyés au Rwanda pour assurer la protection des ressortissants français.

Le Zaïre, qui avait mobilisé, dans le cadre des accords militaires qui le lie au Rwanda, quelque cinq cents soldats pour soutenir l'action de l'armée rwandaise, a annoncé, mercredi 17 octobre, le retrait de ses troupes. Réunis ce même jour sur les rives du

lac Victoria, les chefs d'État du Rwanda, de l'Ouganda et de la Tanzanie ont appelé à « un cessez-le-feu immédiat » et prôné « une solution négociée au conflit ».

L'ensemble de ces éléments laisse présager un certain apaisement, bien que, sur le terrain, les rebelles continuent à marquer des points. Le président ougandais, M. Yoweri Museveni, aurait averti le chef des rebelles que, s'il n'acceptait pas un cessez-le-feu, les exilés rwandais seraient expulsés d'Ouganda. - (AFP, Reuters)

Une importante condition posée par le Congrès national africain (ANC) pour entamer des négociations sur la fin de l'apartheid.

Le président a expliqué qu'il avait dû maintenir l'état d'urgence au Natal pour permettre aux forces de sécurité d'enrayer les violences entre partisans de l'ANC et de l'Inkatha, présidé par le chef zoulou Mangosuthu Buthelezi, qui avaient fait plus de 4 000 morts en quatre ans. - (Reuters)

COMORES : le mercenaire Max Veillard tué par la gendarmerie. - Le mercenaire français Max Veillard, recherché pour avoir par-

ticipé à une « tentative de déstabilisation » contre le gouvernement des Comores le 18 août dernier, a été tué par la gendarmerie comorienne dans la nuit du mercredi 17 octobre, a-t-on appris jeudi de source officielle. Le mercenaire a été abattu vers 23 h 30 locales à Domoni, dans l'île d'Anjouan.

Selon le gouvernement du président Saïd Mohamed Djohar - qui a pris la direction du pays en mars, après le mystérieux assassinat du président Abdallah - Max Veillard (alias Servadac) et deux autres mercenaires français, Vincent Sterck et Patrick Klein, auraient été à l'origine d'une tentative de

complot armé, visant à renverser le pouvoir en place et à « déstabiliser la jeune démocratie comorienne ».

TOGO : levée des poursuites contre les manifestants du 5 octobre. - Le président Eyadéma a annoncé, lundi 15 octobre, l'arrêt des poursuites engagées contre les personnes impliquées lors des manifestations du 5 octobre à Lomé. Ces manifestations avaient fait quatre morts et une vingtaine de blessés, selon le gouvernement ; une vingtaine de morts et des dizaines de blessés, selon l'opposition. Cette dernière a appelé à un rassemblement, jeudi 18 octobre à 18 heures, devant l'ambassade du Togo à Paris.

ALGÉRIE : de retour dans sa région natale M. Ahmed Ben Bella acclamé à Oran

ALGÉRIE : de retour dans sa région natale

M. Ahmed Ben Bella acclamé à Oran

L'ancien président Ahmed Ben Bella a été acclamé par près de deux mille de ses partisans, mercredi 17 octobre, à son retour à Oran, sa région natale, a rapporté un membre de son parti, le Mouvement pour la démocratie en Algérie.

Rentré au pays le mois dernier après neuf ans d'exil, M. Ben Bella devait prononcer un discours jeudi à Oran. Ce rassemblement est considéré comme un test de popularité pour l'ancien président, ren-

versé par un coup d'État en 1965. Mardi soir, lors de sa première interview à la radio algérienne depuis vingt-cinq ans, il a réitéré ses attaques contre le gouvernement.

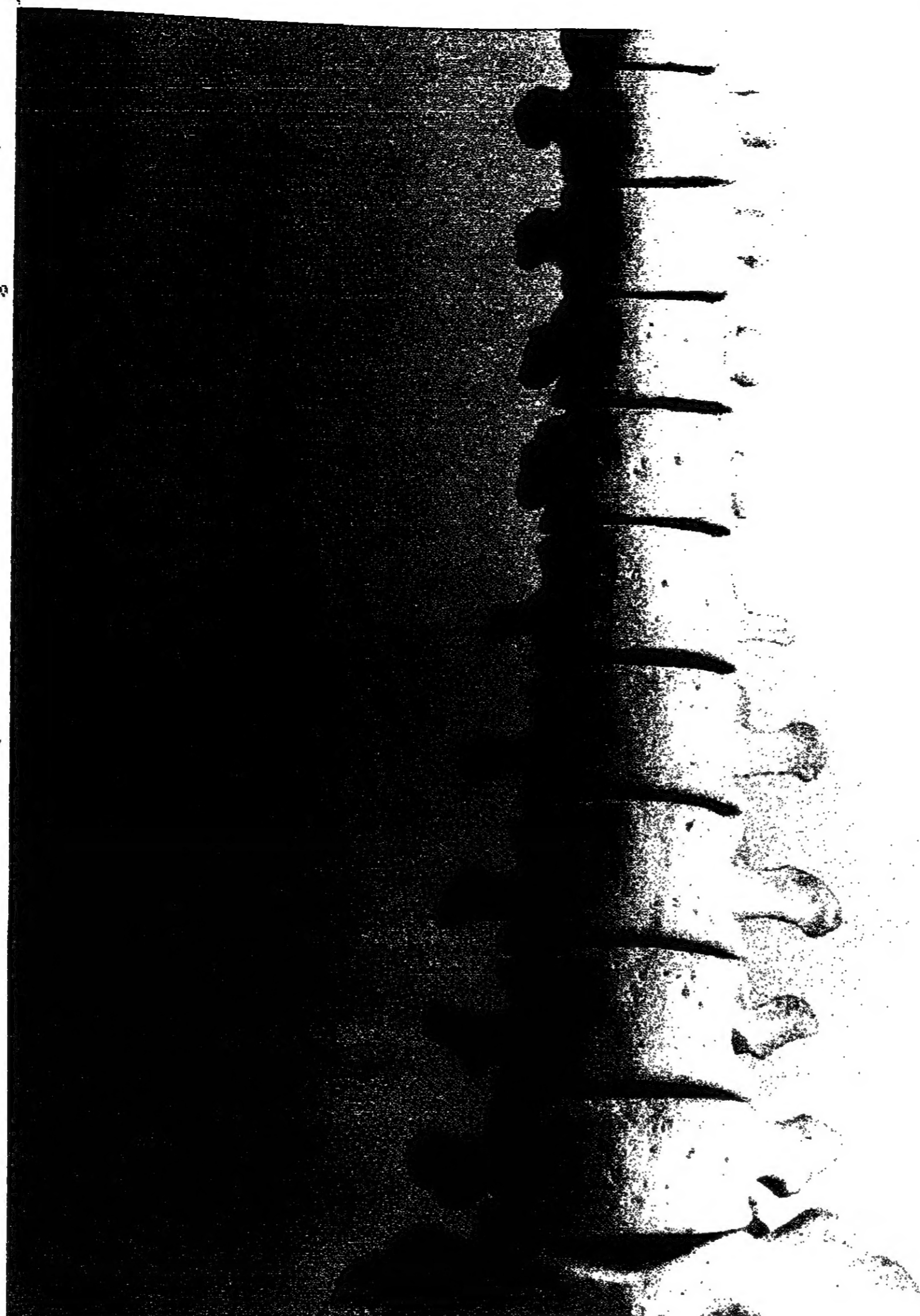
« C'est un système de voleurs et de bandits, qui ont conduit le pays à la situation présente », a-t-il dit. Il a toutefois indiqué qu'il ne sera pas candidat à une éventuelle élection présidentielle, « sauf dans une situation exceptionnelle et pour assurer une transition ».

M. Ben Bella a d'autre part sévèrement critiqué les réformes économiques libérales tendant à mettre en place une économie de marché en Algérie. « Elles sont préjudiciables à l'Algérie, c'est l'infatigable (nom donné à l'ouverture économique pratiquée par le défunt président égyptien Anouar El Sadate) dans les pires conditions », a-t-il commenté.

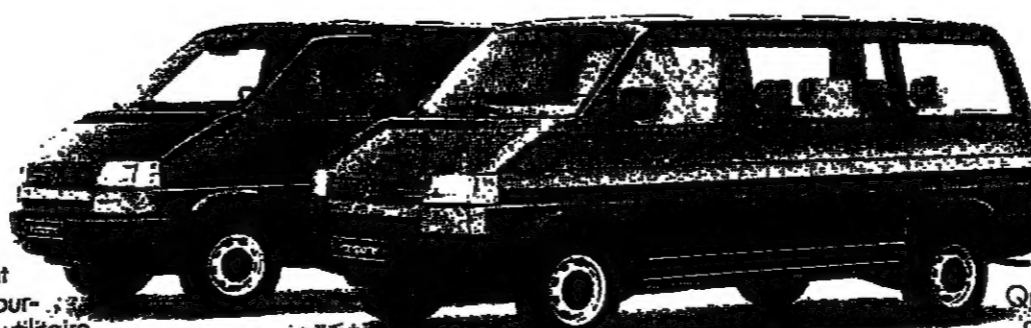
M. Ben Bella a enfin réaffirmé que le conflit du Golfe est un « problème qui concerne le tiers-monde » et a appelé les Algériens à la « solidarité » avec l'Irak. - (AFP, Reuters)

صلى الله عليه وسلم

veau Tran



**Il y a en tout 24 bonnes raisons de préférer
le nouvel utilitaire de Volkswagen.**



Longtemps, les conducteurs d'utilitaires se sont couchés avec un mal de dos. Ce temps est aujourd'hui révolu. Volkswagen lance le Transporter: un utilitaire d'abord conçu pour ceux qui vont le conduire. De mémoire de vertèbre, on n'a jamais vu ça. Les lombaires se réjouissent d'un accès on ne peut plus commode à un habitacle si large qu'elles n'auront plus besoin de se tasser. Le sacrum applaudit au confort inégalé de ses fauteuils ergonomiques et de sa suspension exemplaire. Les cervicales n'ont plus à se tortiller

pour les manœuvres délicates, visibilité oblige. Quant aux dorsales, ce n'est pas la direction assistée qui les fera beaucoup travailler, à peine un bon freinage misement de plaisir dû au nouveau moteur de 2,4 litres*. Enfin, la colonne tout entière se réjouit d'une facilité d'accès aux marchandises et décharger devient un vrai plaisir. *Modèles présentés: Nouveau Transporter Volkswagen. 78 ch. (57 kW ISO). 5 cylindres Diesel, version vitrée et version tôlée. 6 ans garantie anticorrosion.

Nouveau Transporter. C'est pourtant facile de ne pas se tromper.

Pour plus de renseignements, tapez 36.14 VW.



ASIE

CAMBODGE

La Chine et Singapour accusent Phnom-Penh de bloquer tout règlement politique du conflit

PÉKIN

de notre correspondant

Au moment où le siège du Cambodge aux Nations unies devenait vacant faute d'accord entre factions khmères, la Chine et Singapour ont conjointement blâmé le chef du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen, à propos de l'impasse dans laquelle se trouve la tentative de règlement politique du conflit. Le jugement figure dans le compte rendu officiel chinois de la conversation que les chefs des deux gouvernements, MM. Li Peng et Lee Kuan Yew, ont eue à Pékin mercredi 17 octobre.

Selon M. Li, le piétinement de la négociation sur le Cambodge provient de ce que M. Hun Sen, qui exige d'être nommé vice-président du Conseil national suprême (CNS) devant être mis en place dans son pays sous la direction du prince Sihanouk, « a soulevé des questions nouvelles et émis des exigences supplémentaires ». Abondant dans ce sens, M. Lee Kuan Yew a accusé le dirigeant de Phnom-Penh « de créer des obstacles » et a prédit « de nouvelles complications » sur la voie d'un règlement définitif de la crise.

L'un et l'autre, relève-t-on, se sont abstenus de critiquer le Vietnam. La Chine laisse ce soin aux

Khmers rouges dont la radio, émettant vraisemblablement toujours depuis le territoire chinois, a récemment repris ses bilans d'opérations militaires censées avoir eu lieu « sur le front » contre des troupes vietnamiennes. Ces énoncés de combats aux bilans généralement très exagérés avaient cessé pendant plusieurs semaines tandis que se tenaient les négociations inter-khmères. Le premier de cette nouvelle série de communiqués martiaux affirmait, le 17 octobre, que le Vietnam venait d'envoyer, au cours des quatre semaines écoulées, plus de quatre mille hommes au Cambodge en renfort aux côtés des forces de Phnom-Penh.

Pékin, en revanche, n'avait toujours pas réagi, mercredi, à des informations récentes provenant de Bangkok et qui faisaient état de récentes livraisons par la Chine de véhicules blindés, y compris des chars, aux Khmers rouges. L'information a été accueillie avec réserve par les diplomates occidentaux à Pékin, qui font valoir que de telles fournitures représenteraient un revirement de la Chine dans la négociation sur le Cambodge. Jusqu'à présent, les Chinois s'étaient contentés d'accompagner le processus de règlement du conflit, sans le hâter mais sans y faire obstacle.

FRANCIS DERON

CORÉE

M. Kim Il-sung favorable à une rencontre avec M. Roh Tae-woo

Le président nord-coréen, le maréchal Kim Il-sung, a accepté, jeudi 18 octobre, de participer à une réunion au sommet avec son homologue sud-coréen, M. Roh Tae-woo, a annoncé à Pyongyang un groupe de journalistes dans une dépêche commune. M. Kim a déclaré au premier ministre sud-coréen, M. Kang Young-hoon, en visite à Pyongyang, qu'il était prêt à rencontrer le président Roh.

Mais il a toutefois demandé qu'auparavant les conversations au niveau de chefs de gouvernement donnent des « résultats tangibles ». Pour sa part, M. Kang a fait part à son interlocuteur du « vif désir (de M. Roh) de le rencontrer n'importe où et n'importe quand ».

VIETNAM : accord avec les Etats-Unis sur le sort des disparus américains. — Les Etats-Unis et le Vietnam ont décidé de renforcer leur coopération pour déterminer le sort des quelque 2 300 combattants américains toujours portés disparus au Vietnam, les *Missing in action* (MIA), a indiqué, mercredi 17 octobre à Washington, le général John Vessey, ancien chef d'état-major, à l'issue d'entretiens avec le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach. — (AFP)

EUROPE

URSS : le duel Gorbatchev-Eltine sur la réforme économique

Les députés russes vont devoir choisir entre trois options

En présentant, vendredi 19 octobre, au Soviet suprême, son plan de réforme économique, révisé mardi dans ses grandes lignes (le Monde du 18 octobre), M. Mikhaïl Gorbatchev devra tenir compte des vives réactions qu'il a déjà provoquées au sein de l'aile réformatrice radicale et notamment des trois variantes d'action proposées au Parlement russe par son président, M. Boris Eltsine.

M. Grigori Yavlinski, vice-premier ministre de Russie chargé de la réforme économique et co-auteur du plan radical des « cinq cents jours », a présenté mercredi sa démission, estimant qu'il est désormais impossible de mettre en œuvre son programme, pour lequel les députés de Russie ont déjà opté.

M. Eltsine semble aussi de cet avis. Il avait estimé, la veille, devant ses députés, que la Russie pouvait, certes, appliquer le plan des « cinq cents jours » comme prévu, à dater du 1^{er} novembre, mais que ce serait la variante « coûteuse et difficile », la Fédération de Russie devant alors se doter de sa propre monnaie et de sa propre armée.

La seconde variante évoquée par M. Eltsine — la formation d'un gouvernement soviétique de coalition « sans premier ministre » — a déjà été repoussée par M. Gorbatchev, mais le président russe a relancé un appel au compromis. « Sur les questions de fond, le président (Gorbatchev) et moi allons dans la même direction, mais à un rythme différent », a-t-il dit en soulignant qu'il restait

« ouvert au dialogue (...), même s'il est clair que ce dialogue ne plaît pas à tout le monde et qu'il est peu suivi. » Une allusion au poids de l'appareil et du complexe militaro-industriel, qui a amené le président soviétique à effacer de sa « synthèse » les points les plus audacieux du programme des « cinq cents jours ». C'est pourquoi la troisième variante — l'acceptation condition-

nelle du plan Gorbatchev en attendant la démonstration de son échec inévitable, sous six mois selon M. Eltsine — semble encore la plus vraisemblable. Dans cette optique, le président de Russie a appelé ses députés à continuer de mettre au point leur arsenal juridique, à l'exemple de la loi qu'ils viennent d'adopter permettant l'organisation d'un référendum en Russie. — (AFP, Reuter)

Les étudiants de Kiev décident d'interrompre leur grève

Les étudiants ukrainiens, en grève à Kiev pour réclamer, en particulier, la démission des dirigeants de la République (le Monde du 18 octobre), ont décidé, jeudi 18 octobre, d'arrêter leur mouvement après le vote, par le Parlement républicain, de plusieurs résolutions répondant à leurs revendications.

En ce qui concerne la démission imminente du premier ministre ukrainien Vitali Massol, annoncée mercredi par le président du Parlement Léonid Kravtchouk, le Soviet

suprême ukrainien a décidé de « régler cette question conformément à la constitution » de la République, a indiqué l'agence non officielle Interfax.

Les résolutions adoptées mercredi par le Parlement ont été votées à la « majorité écrasante » des voix, selon Interfax. L'une d'elles stipule, notamment, que les jeunes Ukrainiens n'effectueraient leur service militaire en dehors des frontières de la République que sur une base volontaire. — (AFP)

Recontre entre M. Dumas et M. Chevardenadze à Vienne. — M. Roland Dumas devait rencontrer jeudi 18 octobre à Vienne son homologue soviétique, M. Chevardenadze. Les deux ministres devaient s'entretenir notamment de la préparation de la visite à Paris de M. Mikhaïl Gorbatchev (vraisemblablement les 28 et 29 octobre) et du projet de traité franco-soviétique. — (AFP)

POLOGNE : signature d'un pacte d'amitié avec la Russie. — La Pologne a signé mardi 16 octobre un pacte d'amitié avec la Russie, ouvrant la voie à des relations diplomatiques et à des liens économiques directs avec la principale République soviétique, a annoncé l'agence polonaise PAP. Un accord similaire avait été conclu samedi avec l'Ukraine, mais pas avec la Biélorussie, en raison de désaccords territoriaux persistants. — (Reuter)

TCHÉCOSLOVAQUIE : limogeage du ministre de la défense. — Le général Miroslav Vacek, un ex-communiste de cinquante-cinq ans, a été démis, mercredi 17 octobre, de ses fonctions de

ministre de la défense par le président Havel, qui a cependant rendu hommage à sa « loyauté ». Intervenant dans la soirée à la télévision, le général, en butte depuis des semaines à une campagne de critiques, a estimé que sa « démission » était juste. — (AFP)

IRLANDE DU NORD : l'IRA revendique le meurtre d'un protestant. — L'IRA a revendiqué, mercredi 17 octobre, le meurtre d'un protestant, commis moins d'une heure après celui d'un catholique, mardi 16 octobre à Belfast (le Monde du 18 octobre). La victime était un ancien réserviste de la Royal Ulster Constabulary (RUC). — (AFP, AP)

Précision. — Après la publication, dans nos éditions du 18 octobre, d'un article le concernant, M. John Cairncross, accusé dans un livre écrit par un transfuge d'être le cinquième homme du « cercle de Cambridge » qui aurait livré d'importantes informations à l'Union soviétique, nous demandons de préciser qu'il n'a jamais été « un fonctionnaire des renseignements », mais simplement un fonctionnaire, et que c'est à ce titre qu'il est tenu au devoir de réserve.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le budget de la « guerre des étoiles » devrait être réduit de moitié

Les négociateurs des deux Chambres du Congrès américain se sont mis d'accord mercredi 17 octobre sur un budget de la défense de 288 milliards de dollars, qui suffit tout juste à maintenir le programme de fabrication du bombardier furtif B-2 et qui réduit de près de moitié les fonds que le président Bush souhaitait consacrer à l'Initiative de défense stratégique.

Le projet de budget pour l'année fiscale 1991 — qui a commencé le 1^{er} octobre 1990 — est inférieur de 19 milliards à celui qui avait été préparé par le chef de la Maison Blanche. Il prévoit une réduction de 100 000 personnes dans les effectifs des forces armées et une baisse notable des fonds alloués aux missiles stratégiques basés au sol.

Le programme de l'Initiative de défense stratégique, ou « guerre des étoiles », souffre également beaucoup du compromis qui vient d'être élaboré, puisque son budget est ramené des 4,7 milliards de dollars demandés par M. George Bush à 2,9 milliards de dollars. Le

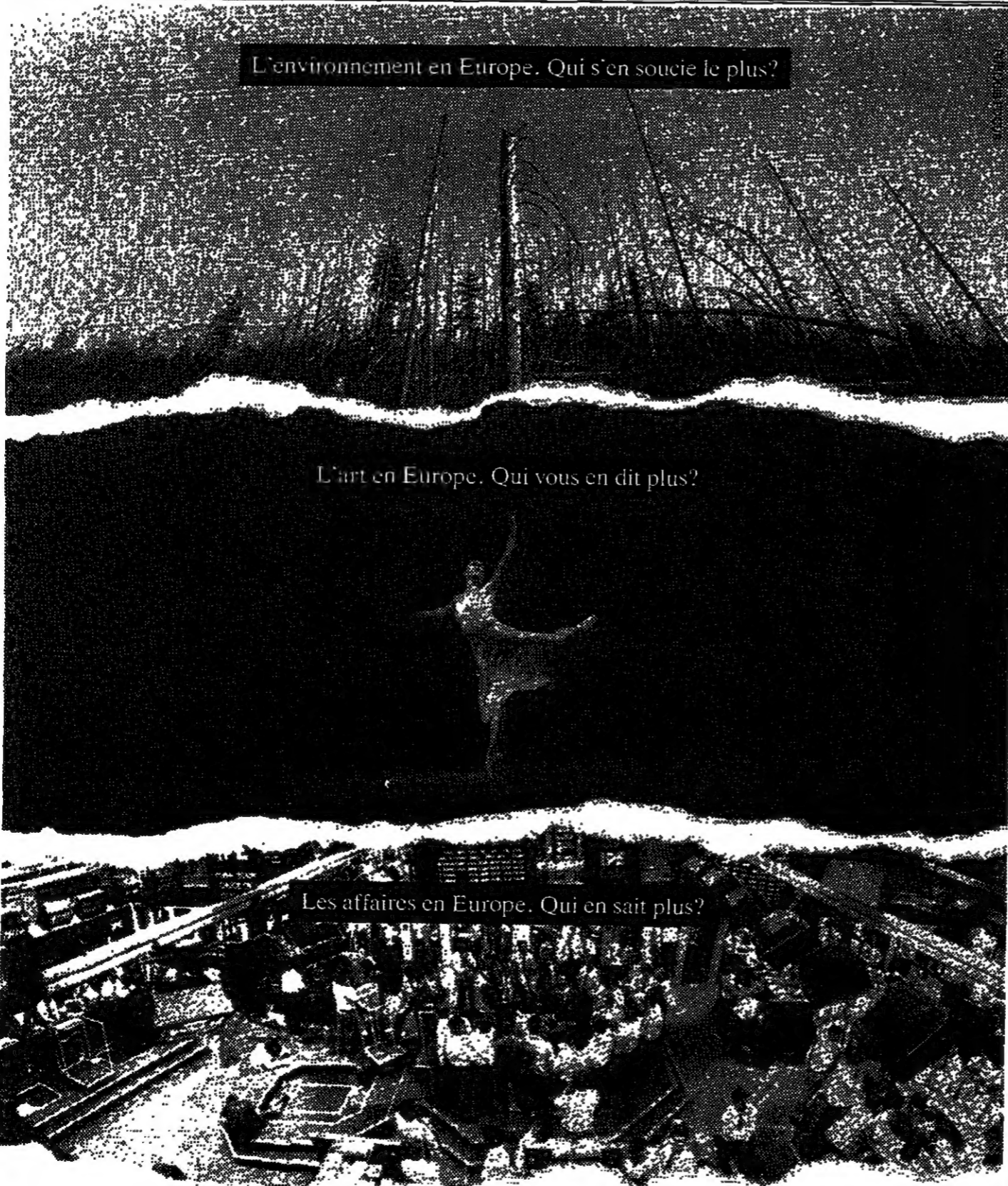
projet de budget militaire pourrait être adopté la semaine prochaine par le Sénat et la Chambre des représentants. — (AP)

SALVADOR

La guérilla a attaqué la capitale

Les guérilleros du Front Farabundo-Marti de libération nationale ont lancé une offensive sur San-Salvador, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 octobre. L'attaque a commencé avec l'explosion de deux voitures piégées près d'un cantonnement de l'armée de l'air, à l'est de la capitale. Les rebelles ont bombardé la base aérienne à coups de mortier.

Une autre attaque a été lancée contre une caserne de la première brigade d'infanterie. Des troupes ont été amenées par hélicoptères sur les lieux des affrontements. L'armée a quadrillé les rues de la ville. Des tirs nourris ont été entendus pendant plus d'une heure. — (AFP, Reuter)



L'environnement en Europe. Qui s'en soucie le plus?

L'art en Europe. Qui vous en dit plus?

Les affaires en Europe. Qui en sait plus?

The European. Le seul journal exclusivement consacré à l'Europe. Le seul qui, sur 3 cahiers couleurs, vous donne le meilleur point de vue sur les opportunités financières, les carrières, les investissements, les vacances et la mode

en Europe. Le seul à vous donner les informations essentielles sur l'environnement,

la santé, le sport, l'enseignement, la vie en Europe. Le seul qui, chaque semaine, fait le point sur ce qui nous concerne tous. L'Europe. Vendredi prochain, ouvrez The European.

Il vous ouvrira les yeux sur l'Europe.

THE EUROPEAN

Achetez-le chaque vendredi, et soyez ouvert à l'Europe.



150 من الدين

Le devoir choisir entre trois options

Les étudiants de... bien décidés d'interrompre leur grève

150 من المجلد

POLITIQUE

L'Assemblée nationale et les « affaires »

Le ministre de la justice se défend d'être « juge et partie »

L'histoire ne dit pas si l'inspecteur Antoine Gaudino, aujourd'hui suspendu pour avoir divulgué dans un livre, *l'Enquête impossible*, un document administratif, a envoyé des fleurs à M^{me} Nicole Catala, députée RPR de Paris, après la séance des questions du mercredi 17 octobre à l'Assemblée nationale. Après avoir accusé le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, d'avoir « paralysé la justice alors que des faits de corruption d'une extrême gravité allaient être établis » à propos du financement par URBA-Conseil de la campagne de M^{me} Catala à l'Assemblée nationale, M^{me} Catala a présenté la couverture du livre afin qu'elle n'échappe pas à l'œil de la caméra. « La fureur de lire », qui avait soulevé le week-end dernier sous les lambris dorés du Palais-Bourbon, retrouvait soudain un regain de vigueur.

Quant à la réponse de M. Joxe, toute en demi-teinte et trompe-l'œil, elle a suscité une fureur qui n'avait rien de livresque. C'est une bordée d'injures en provenance des bancs RPR qui l'a saluée. « Vous êtes un magouilleur ! », a lâché M. Robert-André Vivien, secondé par le verbe puissant de M. Pierre Mazeaud, le front rouge et le doigt accusateur : « Vous le paierez ! ». « C'est scandaleux ! » ajoutait le premier. « Le ministre s'est déconsidéré », concluait le second tandis que les cris de l'opposition se heurtaient aux applaudissements des élus socialistes. Le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, eut quelque mal à calmer les ardeurs de M. Mazeaud.

Qu'avait donc dit le ministre de l'Intérieur pour provoquer ce tollé ? Tout d'abord que ceux qui se posaient en parangons de vertu devaient avant tout songer à

balayer devant leur porte. Classique... Faisant allusion aux dernières élections et au financement de la campagne de M. Chirac, le ministre fit benoîtement remarquer qu'il y avait une morale, puisque ce n'est pas celui qui avait obtenu le plus de voix. Applaudissements sur les bancs socialistes. Il a également justifié les mesures prises contre l'inspecteur Gaudino en précisant que tout ministre de l'Intérieur qui respecte sa fonction se devait d'engager une procédure disciplinaire à l'encontre d'un fonctionnaire de police qui avait publié un document administratif. « Interrogez tous les anciens ministres de l'Intérieur... » A son banc, M. Robert Pandraud (RPR) restait impassible. Au passage, le ministre a épinglé l'inspecteur Gaudino (sans jamais citer son nom), en faisant remarquer que, pour un fonctionnaire de police en congé de maladie, il semblait se porter comme un charme grâce à la rédaction de son livre.

« Renouons à l'hypocrisie »

Le nouveau garde des sceaux, M. Henri Nallet, a également répondu à une question de M. Philippe de Villiers, député apparenté UDF de la Vendée, qui s'est étonné qu'aucune suite judiciaire n'ait été donnée au rapport de synthèse établi par l'inspecteur Gaudino à propos de sommes « douteuses » ayant servi à la campagne de 1988 et envoyé par lui à la direction régionale de la police judiciaire de Marseille. « Renouons à l'hypocrisie traditionnelle qui consiste à attaquer d'autant plus violemment le voisin que l'on

cherche à cacher ses propres turpitudes » a lancé l'ancien trésorier de la campagne de M. Mitterrand en précisant que, contrairement à certains comptes de campagne, ceux de M. Mitterrand « n'ont donné lieu de la part du Conseil constitutionnel à aucune critique de fond ».

« Je mets au défi quiconque de prouver que mon nom a été cité, ne serait-ce qu'une fois, dans un des documents ou une des pièces qui figurent » dans la procédure judiciaire en cours, a-t-il ajouté. Le ministre a demandé aux députés, « sur tous les bancs », de faire preuve d'un peu plus de « modestie » et de « dignité » dans cette affaire. Il a rappelé que la procédure instruite par la chambre d'accusation sur le dossier « suit son cours et aboutira dans quelques mois devant le tribunal de Paris (...) Il n'y a aucun fait nouveau » dans ce livre et « il faut arrêter de laisser entendre que je pourrais être juge et partie dans cette affaire », a affirmé M. Nallet, qui a dénoncé cette « campagne de promotion d'un livre ou une petite opération politicienne ». (...) Est-ce que nous n'aurions pas plutôt intérêt, devant l'ensemble des Français, à chercher ensemble à maîtriser collectivement ce rapport difficile de la politique et de l'argent. Le garde des sceaux a eu droit à une ovation des députés socialistes et à une solide poignée de main du premier ministre. Ironique, à la sortie, un député socialiste observait : « C'est merveilleux, c'est comme de la dentelle, c'est plein de vide... »

PIERRE SERVANT

L'inspecteur Gaudino est prêt à remettre « toutes les preuves » aux députés

Dans les tribunes du public, un spectateur suivait avec une attention soutenue les joutes entre l'opposition et le gouvernement à propos des révélations du livre *l'Enquête impossible* : son auteur, l'inspecteur Antoine Gaudino, suspendu depuis le 12 octobre par le directeur général de la police nationale. Il a confié au *Monde* ses réactions et commentaires.

« Je le dis en dehors de tout esprit partisan : il y a eu, mercredi à l'Assemblée, de bonnes questions auxquelles les responsables du gouvernement n'ont apporté aucune réponse, estime M. Gaudino. A aucun moment, le contenu de mon livre n'a été mis en cause. La ministre de l'Intérieur m'accuse d'avoir gravement manqué à l'obligation de réserve. Pour moi, ce devoir a des limites que l'on pourrait assimiler à un refus d'obéissance face à un ordre illégitime. Si le fait, j'en ai bien conscience, est la preuve de la faiblesse de la Cour de justice européenne. Car je maintiens que cette affaire des fausses factures est la preuve de l'intervention du politique dans les affaires de justice ».

M. Nallet a été interpellé sur l'affaire Urba, le bureau d'études du PS. Et il a répondu sur l'affaire SORMAE-SAE. Or, cette affaire a été instruite, pas l'affaire Urba ! J'ai établi, le 5 mai 1989, avec mon collègue Alain Mayot, un

rapport qui fait état de faits nouveaux, de trafic d'influence et de corruption, qui concernent le financement du PS et celui de la campagne présidentielle de François Mitterrand. Jusqu'à ce jour, aucune information judiciaire n'a été ouverte. Et le parquet de Marseille attend toujours le feu vert pour instruire le dossier Urba. Un feu vert qu'en dernier ressort, seul le garde des sceaux, M. Nallet, a le pouvoir de donner. C'est pourquoi je dis qu'ayant été trésorier de la campagne présidentielle, il se trouve aujourd'hui dans une position de juge et partie ».

Le fameux scellé 48

« Le ministre de la justice joue sur une confusion qui régnait autour du fameux scellé 48, c'est-à-dire les cahiers de M. Delcroix où le financement du PS est détaillé », ajoute M. Gaudino. Certes, ce scellé a été inclus dans le dossier des fausses factures SORMAE-SAE. Mais il ne concerne pas que cette seule affaire ! C'est essentiellement sur sa lecture que se fonde notre rapport du 5 mai 1989 qui doit toujours. Un exemple, pour faire simple : si une arme a servi pour deux crimes distincts, il y aura deux affaires distinctes, et on ne va pas occulter le second crime sous prétexte que l'arme a déjà servi pour le premier ! C'est pourtant ce que nous dit le gouvernement : les cahiers de Delcroix ont servi dans l'instruction du dossier

SAE, donc on en reste là, on ne s'occupe pas d'Urba... »

En revanche, M. Nallet dit une chose juste : oui, c'est vrai, son nom n'est pas cité dans la procédure. Mais cela ne change rien au fond : il y a bien eu des liens entre la trésorerie de la campagne, dont il s'occupait, et le travail d'Urba, chargé de récolter des fonds pour le PS. La meilleure preuve en est que l'expert-comptable qui a certifié la trésorerie de M. Nallet n'est autre que le commissaire aux comptes d'Urba, qui expliquait aux gens des bureaux d'études comment tourner la loi. C'est quand même simple à comprendre : cet homme a certifié exacts des comptes, ceux de la campagne de M. Mitterrand, qu'il savait mensongers par omission ! Voilà pourquoi, s'il y avait une instruction judiciaire sur l'affaire Urba, la simple logique obligerait à entendre M. Nallet...

La vérité n'a donc pas triomphé dans l'hémicycle, conclut l'inspecteur de police. Mais je défends toutes les preuves de ce que j'ai écrit dans mon livre et je suis prêt à les remettre à la représentation nationale si elle en exprimait le désir. Si j'étais resté silencieux, les parlementaires n'auraient rien su de ce dossier Urba qui a été, tout simplement, étouffé ».

Propos recueillis par EDWY PLENEL

Le rapport de la chambre régionale des comptes sur la gestion de M. Boucheron

« Climat d'affairisme » et fausses factures à Angoulême

Le bureau exécutif du Parti socialiste a placé, mercredi 17 octobre, M. Jean-Michel Boucheron, député de Charente, ancien maire d'Angoulême, en congé de parti. Le PS précise que cette décision a été prise à la demande de M. Boucheron qui siègera désormais comme apparenté au groupe socialiste. M. Mauroy, premier secrétaire du PS, a expliqué que son parti ne devait pas sanctionner l'ancien maire d'Angoulême avant que la justice ne se soit prononcée sur les faits qui lui sont reprochés. Mercredi, le parquet d'Angoulême a saisi la chambre criminelle de la cour de cassation sur les irrégularités imputées à l'ancien municipal. Le rapport établi en 1989 par la chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes, dont nous publions ci-dessous les principaux extraits, relève qu'il existait à Angoulême un réseau de fausses facturations, dont a bénéficié le Parti socialiste, et un « climat d'affairisme ».

Le rapport établi en 1989, remis à la fin du mois de septembre de la même année par M. Jean-Claude Bonnici, conseiller à la chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes, faisait suite à « diverses informations, fixées dans ce document, parvenues à la chambre et tendant à mettre en cause la probité de M. Jean-Michel Boucheron, député et maire de la ville d'Angoulême jusqu'en avril 1989 ».

M. Bonnici résumait ainsi sa méthode et son appréciation d'ensemble : « Le juge des comptes ne peut rester indifférent aux informations qui, par leur authenticité probable, leur nombre et leur connexité apparente aux comptes publics, constituent un ensemble cohérent que des recoupements similaires permettent de vérifier. Votre rapporteur a effectué ces recoupements et sa conviction première s'est formée au fur et à mesure de ses recherches : devant les preuves qui se sont accumulées, la probité de M. Boucheron a été justement mise en cause ; sa qualité de maire est une circonstance stigmatisant aggravante au regard du droit pénal ».

Le conseiller examinait ensuite ce qu'il appelait « l'affaire du tennis du Petit-Fresquet », estimant qu'« en suscitant une majoration du prix d'acquisition de l'ensemble immobilier de Petit-Fresquet, M. Boucheron a permis à des tiers de facturer des prestations fictives

aux vendeurs des dits biens et a reçu lui-même de manière indirecte (...) de l'argent ». Le rapport retenait pour ces faits la qualification de faux en écritures publiques.

M. Bonnici mettait en cause à ce propos la Société de coordination, de commerce et d'assistance (SCCA) créée le 1^{er} juin 1983 et domiciliée successivement à Meringue (Gironde) puis à Paris.

Le rapporteur, pour qui « il est vraisemblable que la totalité des prestations facturées par la SCCA soit fictive », observait d'ailleurs qu'« un événement extraordinaire est intervenu : le transfert du siège social en février 1984 a normalement donné lieu au transfert de son dossier fiscal vers le nouveau service des impôts territorialement compétent. Le

dossier a quitté la Gironde. Il n'est jamais parvenu aux services parisiens. Le maintien du fonctionnement de cette entreprise en dehors du cadre fiscal habituel résulte soit de manœuvres de la plus haute gravité émanant de responsables de la DGI, soit d'une perte providentielle. Cette dernière hypothèse est très peu probable. Au surplus, cette « perte » a permis de couvrir en toute tranquillité les agissements frauduleux ».

M. Bonnici ajoutait : « Votre rapporteur a bien conscience que ce réseau - car il s'agit d'un réseau - de fausses facturations a servi au moins en partie au financement d'un parti politique (le Parti socialiste) ; cette méthode de financement, pour regrettable qu'elle soit, est pratiquée par tous les partis qui ont une vie politique nationale, le meilleur

exemple étant les bureaux d'études. Il existe une remarquable connivence des partis sur ce point. Mais, dans cette affaire, apparaissent deux éléments aggravants : des personnes physiques ont profité, à titre personnel, du système mis en œuvre d'une part, un climat d'affairisme s'est instauré d'autre part ».

Selon la chambre régionale des comptes, M. Jean-Michel Boucheron, qui est l'une de ces « personnes physiques », a perçu sur son compte bancaire personnel, au Crédit agricole de la Charente (...), des sommes provenant de la SCCA. Ces sommes sont supérieures globalement à 100 000 francs au titre du premier semestre 1985 (...). D'autre part, M. Boucheron a perçu de la société SEPC domiciliée (...) à Meringue (même adresse que la SCCA à l'origine)

des salaires d'ingénieur-conseil pour les mois suivants : 1986, 210 000 F ; 1987, 122 000 F ; 1988, 30 000 F ».

« Bien entendu, ajoutait M. Bonnici, M. Boucheron peut objecter qu'il a utilisé ces fonds pour financer sa campagne personnelle ou son parti mais il est surprenant qu'il ait pris de tels risques personnels alors que les outils de dissimulation existaient et qu'ils ont fonctionné pour des montants considérables : votre rapporteur est convaincu qu'il s'agit de plusieurs dizaines de millions de francs mais seule une enquête approfondie et exhaustive peut le démontrer. Il est utile de noter que le Parti socialiste est normalement bénéficiaire de plusieurs chèques de la SCCA ».

« Les constatations effectuées, (...) relevaient encore le rapport, démontrent le caractère actif de l'activité de la SEPC et à fortiori celui des salaires versés au personnel, y compris M. Boucheron ».

Le rapport de M. Bonnici estimait que « l'entourage de M. Boucheron n'est pas étranger » à un certain « climat d'affairisme ». Il observait ainsi que M. Boucheron et sept autres personnes s'étaient associés en juin 1986 pour constituer un Groupement foncier agricole exploitant une propriété viticole de 4,56 hectares dans le Blayais : « Il est intéressant de noter que le lieu du principal établissement de l'activité viticole se trouve en Gironde, que les principaux associés résident à Angoulême (Charente) et que le siège est situé dans les Deux-Sèvres. C'est une technique classique pour contourner les recouvrements possibles des services fiscaux. M. Boucheron a utilisé à titre personnel le même stratagème en matière fiscale : trois adresses différentes au cours des années 1983 à 1988 ».

« Je n'ai jamais détourné de fonds publics »

Pour M. Bonnici « l'activité fictive de la profession d'ingénieur-conseil » de M. Boucheron pouvait appeler diverses qualifications pénales : « corruption passive (...), trafic d'influence (...), ingérence ».

« Les charges qui pèsent sur M. Boucheron sont lourdes, conclut le conseiller de la chambre régionale et des comptes. Votre rapporteur a la conviction qu'une enquête judiciaire est susceptible de découvrir des faits de nature à aggraver la situation de M. Boucheron ».

Ce dernier refuse de commenter, pour le moment, les éléments de ce rapport dont il affirme ne pas avoir encore pris connaissance et pendant l'établissement duquel il n'a, dit-il, jamais été entendu. L'ancien maire d'Angoulême a cependant fait savoir, dès le 12 septembre, dans un communiqué : « Je n'ai jamais détourné de fonds publics et si j'ai reçu, comme je l'ai toujours dit, une aide d'une société privée, je justifierai sans difficulté de cette somme dépensée à des fins d'activité politique et électorale. Je ne sache pas un homme politique qui n'ait bénéficié d'une aide de cette sorte. J'ai, pour ma part, eu la franchise de le dire. Enfin, si j'ai réellement été salarié comme conseil d'une société, mes attributions n'ont jamais eu le moindre rapport avec mes fonctions municipales. Ceux qui prennent la responsabilité de semer de tels bruits sont flétrissables et je les poursuivrai ».

Parmi les députés socialistes

La maladie honteuse

mémoire, que « tout ce s'est passé en tant que maire, et pas en tant que député ».

Résumant le sentiment de nombre de ses collègues, M. Michel Coffineau (Vid-d'Olse) confiait qu'il était « partagé entre la solidarité et la lassitude » et avouait dans un soupir : « Il y a en a marre de toutes ces histoires... »

Quelques excuses

Certes, il s'est bien trouvé quelques voix pour s'élever dignement contre la décision de mise à l'écart de M. Boucheron, prise par les instances dirigeantes du parti et du groupe. « Je ne vois pas pourquoi on a anticipé », soulignait M. Jean Garet (Vaucluse) : ce sera à la justice de trancher. « Nous n'avons pas le droit de nous ériger en juge », déclarait en écho M. Bernard Poingnant (Finistère). Quand tout le monde se met à condamner tout le monde, c'est dangereux. D'autres encore murmuraient que la sévérité n'avait pas été aussi forte en d'autres temps, contre M. Christian Nucchi, ou regrettaient, comme M. Jean-Pierre Suar (Loiret) que le groupe « n'ait pas eu son mot à dire » dans cette affaire.

Certains députés trouvaient aussi des excuses à leur ancien collègue. « Un élu est quelque un de très isolé, de très fragile, surtout quand il lance de grands projets dans sa

ville, observait M. Bernard Schreiner (Yvelines) et dans ces moments-là, ce n'est pas toujours facile de garder la tête froide. On peut facilement se laisser piéger. Au-delà de M. Boucheron, c'est le décentralisme et ses conséquences qui étaient d'avance incoupées. « Il y a beaucoup moins de contrôle des élus locaux », affirmait encore M. Schreiner. La presse, la cour régionale des comptes jouent encore insuffisamment leur rôle. « S'il y a eu enrichissement personnel, la morale doit l'emporter, déclarait M. Julien Dray (Essonne), mais si c'est dans le cadre du financement des activités politiques, la solidarité doit jouer parce que tout le monde sait que ce problème n'est pas encore réglé ».

Le « bon » et le « mauvais »

En définitive, le sentiment le plus partagé chez les députés socialistes après l'annonce de la mise à l'écart de M. Boucheron semblait bien être le lâche soulagement. « Bien sûr, il ne faut pas anticiper sur les décisions de justice, observait un député du Sud-Est, mais d'un autre côté, on ne peut pas passer notre temps à couvrir tout le monde. La mise en congé du PS de Jean-Michel Boucheron, nous laisse les temps de prendre du recul ».

Entre morale et solidarité, les socialistes n'ont pas hésité long-

temps. L'effet désastreux auprès de l'opinion publique des affaires politico-financières de ces dernières années et de l'amnistie votée par le Parlement, a eu raison de la censure. Au-delà de M. Boucheron, c'est le décentralisme et ses conséquences qui étaient d'avance incoupées. « Il y a beaucoup moins de contrôle des élus locaux », affirmait encore M. Schreiner. La presse, la cour régionale des comptes jouent encore insuffisamment leur rôle. « S'il y a eu enrichissement personnel, la morale doit l'emporter, déclarait M. Julien Dray (Essonne), mais si c'est dans le cadre du financement des activités politiques, la solidarité doit jouer parce que tout le monde sait que ce problème n'est pas encore réglé ».

Quant à M. Jean-Michel Boucheron, député socialiste d'Ille-et-Vilaine, il se serait lui aussi bien passé de l'affaire... Jean-Michel Boucheron, député ex-socialiste de la Charente. D'une part, parce que cette homonymie malencontreuse du président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale avec le maire d'Angoulême a contraint le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, à adresser depuis quelques semaines aux responsables militaires une lettre précisant qu'il y avait deux Boucheron au PS et que leur interlocuteur habituel était le « bon ». Et d'autre part, parce que cette célébrité inattendue lui a valu une fausse joie : celle d'être convié au journal de 20 heures sur une chaîne de télévision jusqu'au moment où son hôte a annulé le rendez-vous en réalisant soudainement que ce Boucheron-là n'était pas le bon.

PASCALLE ROBERT-DIARD

POLITIQUE

La discussion du projet de loi de finances au Palais-Bourbon

L'opposition estime que le budget « n'ira pas au bout du chemin »

Les députés ont continué, mercredi 17 octobre, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1991. Ils ont notamment adopté le barème de l'impôt sur le revenu, dont les tranches sont relevées de 3,2 % (le Monde du 14 septembre). Après le rejet, la veille, de l'exception d'irrecevabilité (indiquant que le texte en discussion est inconstitutionnel) et de la question préalable (qui dispose qu'il n'y a pas lieu de débattre), les députés socialistes ont repoussé la motion de renvoi du texte en commission, présentée au nom du RPR par M. Jean-Pierre Delalande et votée par l'UDC, l'UDF et le RPR. Le groupe communiste s'est abstenu. Le conseil des ministres du mercredi 17 octobre a autorisé M. Michel Rocard à engager sa responsabilité sur ce projet. Selon M. Alain Juppé (RPR), le budget « n'ira pas au bout du chemin ».

Acte noble par excellence de la vie parlementaire, le débat budgétaire se distingue des autres par son étiquette. Ainsi, l'aurait été inévitablement que les « barons » de l'Assemblée nationale aient à s'exprimer un mercredi matin, pour ainsi dire en catimini, sur le projet de loi de finances. Ils ont donc laissé leurs « fautes » ouvrir la discussion générale, en attendant patiemment la séance de l'après-midi, qui faisait suite, le hasard fait parfois bien les choses, aux très pressées questions d'actualité. C'est donc devant un hémicycle convenablement garni que les « barons » sont montés à la tribune pour passer au crible la politique économique du gouvernement.

A M. Raymond Douyère (PS, Sarthe) est revenue la tâche délicate d'exprimer, face à l'opposition de tous les autres groupes, le soutien des socialistes au gouvernement. Les députés socialistes ayant souvent dénoncé, les semaines précédentes, les « dikits » du ministère des finances, M. Douyère a dû user de doigté et de diplomatie pour que ce soutien n'ait pas des allures de renoncement.

« Le groupe socialiste remercie le gouvernement de l'avoir écouté pon-

dant toute la période de préparation du budget et d'avoir tenu compte de ses préoccupations », a indiqué l'orateur socialiste. « Afin de faire quelques pas de plus vers la justice fiscale, a-t-il poursuivi, nous proposerons quelques amendements dont l'un porte élévation à 25 % du taux de prélèvement sur les plus-values financières afin de casser la spéculation au profit de l'investissement. » M. Douyère a ajouté que « plus tard richardraient d'autres amendements qui porteraient sur l'imposition des plus-values mobilières réalisées par les particuliers, sur l'imposition des patrimoines et sur la composition de la taxe professionnelle ».

MM. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, et Michel Charasse, ministre du budget, ont ensuite subi un feu roulant de critiques. Le président du groupe communiste, M. André Lajoinie (PC, Allier), notant au passage que le projet de loi de finances marquait « la perte de notre souveraineté budgétaire du fait des contraintes européennes », a exprimé sa déception devant « un budget d'austérité et d'inégalité ». Rappelant incidemment que « les communistes sont toujours prêts à prendre leurs responsabilités, y

compris dans un gouvernement d'union qui mènerait enfin une politique de gauche », M. Lajoinie a assuré que si le texte restait en l'état, les députés communistes ne pourraient que voter contre.

M. Alain Juppé s'est montré plus catégorique en affirmant que le projet n'irait pas « au bout du chemin ». « Il repose sur des hypothèses irréalistes tant pour les perspectives de croissance et d'inflation que pour l'évolution du prix du baril de pétrole », a-t-il indiqué, avant de critiquer l'importance des dépenses publiques, la réduction trop faible de la dette publique, la politique fiscale « érigée » du gouvernement, et enfin la contribution sociale généralisée (CSG).

Contre-projet centriste

Les deux autres « barons » de l'opposition, MM. Michel d'Ornano (UDF, Calvados) et Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) ont ferraillé sur les mêmes terrains. « Tout cela ne fait pas un bon budget », a affirmé M. d'Ornano. « Vous semblez en être conscients, vous vous battez, je le crois, pour davantage de rigueur,

a-t-il ajouté, compatissant. Nous connaissons vos débats et vos débats avec vos amis socialistes. » Plus ambitieux, M. Alphandéry a présenté un « contre-projet » comprenant la réduction de la progression de dépenses publiques et l'apurement des dépenses des entreprises provisionnelles en fonds propres sur le marché financier. Il a également prôné un budget « moins lourd » (grâce à une baisse de la TVA) et « plus prévoyant » (par la mise en place de fonds d'action conjoncturelle). Le député centriste a enfin proposé que la recette de la CSG soit affectée à l'allègement des charges sociales des entreprises.

« Ce budget est le meilleur possible, étant donné le contexte », a rétorqué M. Bérégovoy. Si le prix du baril devait être durablement supérieur à 25 dollars, nous adapterions évidemment notre politique économique à cette situation. Le ministre des finances a également estimé que l'impôt sur les sociétés et la CSG n'étaient pas des sujets « tabous ». A propos de la contribution sociale, il a ajouté enfin qu'« un débat et une réforme s'amorcent visant, je crois, à établir une distinction entre les dépenses [maladies] de solidarité qui relèvent

de l'Etat et celles de protection sociale qui relèvent des partenaires sociaux et des individus ».

La discussion générale étant close, les députés ont alors entamé l'examen, article par article, du projet. Et à nouveau certains « barons » ont cédé la place aux « fautes ».

GILLES PARIS

□ M. Waechter et le budget. — En présentant l'analyse des Verts sur le projet de loi de finances pour 1991, M. Antoine Waechter, député européen, a affirmé, mercredi 17 octobre, que « ce budget rend très mal compte de ce qui s'est passé en Europe en 1989 ». Evoquant la stabilisation des dépenses militaires et la faiblesse des crédits d'aide au développement, le chef de file des Verts a ajouté : « Les risques ne sont plus à l'Est, mais au Sud. C'est une vraie stratégie de paix qui devrait être intégrée dans ce budget. » Les Verts se réjouissent, en revanche, de l'accroissement des moyens affectés à l'éducation et à la justice, ainsi que de « l'effort sur le logement social et la ville ».

Négociations entre le gouvernement et les députés socialistes

Au terme d'une réunion à l'hôtel Matignon, mercredi 17 octobre, entre le premier ministre, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué au budget et une délégation de députés socialistes, le gouvernement et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale sont parvenus à un accord sur la hausse de deux points de la taxation des plus-values mobilières des entreprises (de 23 % à 25 %). Cette disposition, qui fera l'objet d'un amendement du groupe socialiste, devrait rapporter 1,2 milliard de francs à l'Etat.

Selon plusieurs participants à cette réunion, ce débat a été l'occasion d'une passe d'armes entre M. Rocard et M. Bérégovoy quant à l'affectation de ces ressources supplémentaires. Le ministre de l'économie et des finances a souligné qu'elles bénéficieraient en priorité aux entreprises, et notamment aux PME-PMI, alors que M. Rocard se déclarait partisan d'utiliser les fonds ainsi dégagés pour le financement de mesures fiscales en faveur des agriculteurs (réductibilité à 100 % de la TVA sur les achats de fuel domestique et exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les plus bas revenus).

Conformément à la volonté des députés socialistes, le gouvernement s'est également engagé à revoir sa copie à propos de la

baïsse uniforme du forfait déductible des revenus fonciers (le Monde du 18 octobre). Le groupe avait exprimé des « réserves » sur le bien-fondé de cette mesure qui risquait, selon eux, de renforcer la tendance à la baisse de l'offre de logements locatifs. Le gouvernement devrait donc prendre l'initiative de déposer un amendement différenciant le taux du forfait déductible en fonction des revenus immobiliers afin de ne pas pénaliser les petits propriétaires qui louent un appartement.

□ L'opposition va présenter un contre-projet au texte Joxe sur l'administration territoriale. — L'intergroupe RPR-UDF-UDC de l'Assemblée nationale a décidé, mercredi 17 novembre, de présenter un contre-projet au texte Joxe sur l'administration territoriale de la République. Ce contre-projet sera organisé autour de sept points : « Le transfert des compétences aux structures locales, les moyens d'une réelle déconcentration, les incitations financières à l'intercommunalité, la péréquation des ressources, la fiscalité locale, la liberté des citoyens et le contrôle des élus, ainsi que le statut de l'élu ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 17 octobre au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits.

Amélioration de la gestion du corps judiciaire

A titre expérimental, le projet de loi fixe au 30 juin de chacune des années 1991 à 1995 la date unique de départ à la retraite des magistrats. Cette date coïncidera avec le principal mouvement annuel de nomination, de mutation et d'avancement.

Les magistrats maintenus en activité au-delà de la limite d'âge pourront exercer dans une juridiction autre que celle à laquelle ils appartiennent lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite. Ces mesures seront suivies d'une réforme du recrutement des magistrats, destinée à diversifier l'accès au corps judiciaire, dont les modalités sont encore à l'étude.

En outre, le projet modifie les conditions d'affectation des conseillers référendaires à la Cour de cassation à l'expiration de leurs fonctions ; le délai minimal pendant lequel ils doivent exercer dans une autre juridiction avant de pouvoir

revenir à la Cour de cassation est ramené de cinq à trois ans.

Les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation intégrés dans la magistrature pourront bénéficier de la prise en compte du temps passé dans leur activité professionnelle antérieure pour le calcul de leurs droits à pension de retraite.

Le bilan des politiques d'aide à la modernisation négociées des entreprises

Les négociations sur la modernisation des entreprises ouvrent la voie à un enrichissement du dialogue social. Elles peuvent aussi favoriser le pro-

grès vers l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. (...) En 1991, l'Etat poursuivra et développera cette politique. Deux nouveaux dispositifs seront créés : l'aide à la formation des négociateurs et l'aide au recours à l'expertise dans les discussions de branches. Les moyens consacrés aux dispositifs existants seront accrus.

Les négociations sur la modernisation des entreprises ouvrent la voie à un enrichissement du dialogue social. Elles peuvent aussi favoriser le pro-

grès vers l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. (...) En 1991, l'Etat poursuivra et développera cette politique. Deux nouveaux dispositifs seront créés : l'aide à la formation des négociateurs et l'aide au recours à l'expertise dans les discussions de branches. Les moyens consacrés aux dispositifs existants seront accrus.

Les recherches biologiques sur le génome

Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, a présenté au cours de ce même conseil une communication consacrée aux recherches biologiques sur le génome.

(Lire page 12)

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du mercredi 17 octobre a procédé au mouvement préfectoral suivant :

Secrétariat général de la préfecture de Paris : M. Daniel Limodin

M. Daniel Limodin, préfet représentant le gouvernement à Mayotte, est nommé secrétaire général de la préfecture de Paris.

[Né le 7 février 1944, à Tarnet (Aube), M. Daniel Limodin est un ancien élève de l'ENA (promotion Léon-Blum). En 1975, mis à la disposition de la direction de la réglementation et du contentieux au ministère de l'intérieur, il est adjoint au chef de bureau de l'ordre public et de la sûreté de l'Etat. Inspecteur-adjoint de l'administration (1977), il devient sous-préfet de Saint-Paul-de-la-Reunion (1980), avant d'être réintégré à l'inspection générale de l'administration (1982) et nommé rapporteur général de la mission des réformes d'administrations centrales (1983). Il devient, en 1984, conseiller technique au cabinet de M. Pierre Joxe, puis directeur des personnels de la formation et de l'action sociale, avant de rejoindre Mayotte comme préfet représentant le gouvernement.]

Mayotte : M. Jean-Paul Coste

M. Jean-Paul Coste, administrateur civil hors classe, est nommé préfet de Mayotte, en remplacement de M. Daniel Limodin.

[Né le 4 juin 1943, à Raynes (Pyrénées-Orientales), diplômé de l'IEP de Paris, M. Jean-Paul Coste est un ancien élève de l'école nationale des impôts et de l'ENA (promotion Pierre-Mendès-France). Administrateur civil affecté au ministère de l'agriculture (1978), puis secrétaire général de la préfecture de l'Yonne (1983), il est nommé administrateur civil hors classe en 1986, et devient sous-directeur des élus locaux et de la fonction publique territoriale à la direction générale des collectivités locales au ministère de l'intérieur.]

ERRATUM

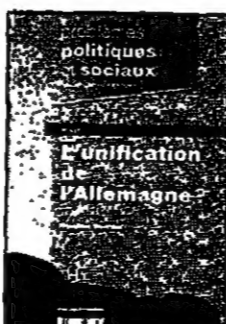
Dans l'annonce « PRIORITÉS AUJOURD'HUI » du 16, daté 17, en page 9, une erreur s'est glissée dans le numéro de téléphone, il fallait lire :

Louis Mermoz et « Priorités Aujourd'hui ». Tél. : 40-63-83-32.

Europe : l'an I du changement



Michel Lesage
Collection Notes et études documentaires
L'unité de l'empire en question. Une analyse institutionnelle de chaque conflit national depuis 1987/88.
152 p., 55 F.



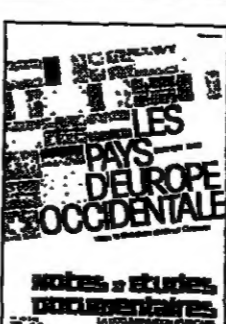
François Guérard
Collection Problèmes politiques et sociaux
Les données politiques, historiques et économiques de l'unification. Des points de repères pour comprendre le processus en cours.
68 p., 26 F.



Georges Mink
Collection Problèmes politiques et sociaux
Des analyses approfondies et inédites sur l'héritage des déficients régimes de l'Est.
64 p., 26 F.



Faculté de Droit Jean Monnet
Université de Paris-Sud
Un « état des lieux » sur une démocratie parlementaire pluraliste. La Finlande, au-delà des fausses idées reçues.
118 p., 120 F.



Sous la direction d'Alfred Grosser
Collection Notes et études documentaires
La situation des 18 pays de l'Europe occidentale en 1989. Les premières conséquences des événements de l'Europe de l'Est.
308 p., 80 F.

La documentation Française

مكتبة من الامم المتحدة

POLITIQUE

En attendant son nouveau statut La Corse entre la crainte d'un retour à la violence et l'espoir d'un apaisement durable

Le projet de loi, préparé par M. Pierre Joxe et prévoyant plus d'autonomie pour la Corse, est désormais soumis au Conseil d'Etat qui doit donner son avis. Bien que les pouvoirs publics n'aient fourni aucune indication, il semble bien que ce projet reprenne l'ensemble des orientations définies par le ministre de l'intérieur dans sa lettre du mois de mai aux élus corses. Il serait ainsi envisagé que la Corse forme une collectivité territoriale s'administrant librement dans le cadre de la République, avec un exécutif (doté de son propre président) issu de l'Assemblée de Corse, élu et responsable devant elle. En attendant ce nouveau statut, la Corse hésite entre l'espoir d'un apaisement durable et la crainte d'un retour de la violence, compte tenu des turbulences, liées à la « politique Joxe », que connaît le milieu nationaliste.

La Corse, qui en a l'habitude, vit un nouveau paradoxe. Pour la première fois depuis bien longtemps, les orientations du pouvoir central vis-à-vis de l'île suscitent sur place, sinon l'approbation, au moins une évidente non-désapprobation, qui va de la droite modérée aux nationalistes.

La non-désapprobation des nationalistes a une conséquence claire : le retour à une relative paix civile. Quant aux forces institutionnelles, seule la frange traditionnellement la plus conservatrice de la société politique corse (le MRG, une partie du RPR autour de M. Jean-Paul de Rocca Serra, président de l'assem-

bée régionale) manifeste une opposition tranchée aux orientations, telles qu'elles apparaissent aujourd'hui, du projet de M. Joxe.

Dans un tel contexte, le climat pourrait être d'une exceptionnelle sérénité. Ce n'est pourtant pas le cas à cause des effets pervers - mais très classiques - de la politique de M. Joxe. Lorsqu'une force radicalement opposée à un pouvoir central se met à tenir compte des réformes et des propositions de dialogue du gouvernement - en étudiant ces propositions sur le terrain politique, en suspendant les actions armées sur le terrain militaire - une frange du mouvement refuse, de façon quasi automatique, de suivre cette nouvelle orientation. Cela produit une ou des scissions, qui trouvent, à leur tour, leur expression sur le terrain politique ou sur celui de la lutte armée.

Pacification ou escalade

C'est exactement ce qui s'est passé en Corse : scission politique avec la création, en 1989, de l'Accolta nazionalista (ANC), par des militants exclus ou démissionnaires d'Accolta nazionalista. Scission dans la lutte armée avec la reprise d'attentats apparemment politiques, mais revendiqués par d'autres organisations clandestines que l'ex-FLNC, qui confirme être étranger à ces nouveaux attentats, par exemple ceux commis contre des agences bancaires de Bastia ou contre une cave vinicole (1).

Une phase de désordre - qui rend d'ailleurs possibles toutes les manipulations - suit habituellement une telle scission. C'est exactement celle que traverse l'île. Elle est rendue encore plus confuse par la complexité naturelle de toute situation en Corse : des actions sporadiques

reprennent, on ne sait plus très bien qui est qui et qui fait quoi, et surtout, de nouveau, on ne sait plus où l'on va. Car une situation de ce genre peut avoir deux types de prolongements.

Où bien ceux qui refusent de déposer les armes et ceux qui veulent continuer un combat politique sans aucune inflexion s'isolent progressivement, s'émiettent et finissent par disparaître ou par rentrer dans le rang. Une pacification profonde et durable est alors possible, si le pouvoir central sait continuer la politique qui lui a valu ses premiers succès.

Où bien les dissidents trouvent un terrain encore favorable et des appuis suffisants. Ils se gardent bien, alors, de baisser pavillon et l'engrenage d'une violence d'autant plus radicale qu'elle est minoritaire peut reprendre et empoisonner, voire interrompre, le processus d'évolution entamé.

Nul ne sait aujourd'hui lequel de ces deux scénarios l'emportera. Et c'est pourquoi, à moins de deux mois de la date probable d'examen par le Parlement du projet Joxe, le climat sur l'île reste trouble.

D'autres facteurs alourdissent l'atmosphère : la violence, de droit commun celle-là, a pris des proportions inquiétantes. Or, il n'est pas certain qu'en Corse, à en croire des faits passés aussi bien que des rumeurs persistantes, la frontière soit toujours totalement étanche entre violence politique et violence de droit commun. M. François Giacobbi, sénateur (MRG) de la Haute-Corse et adversaire farouche de la politique de M. Joxe, va très loin en affirmant qu'il faut savoir maintenant qu'entre le terrorisme et la mafia il n'y a plus que l'épaisseur d'une feuille de cigarette (2). En tout cas, la situation est propice aujourd'hui à toutes les confusions mais aussi, peut-être, porteuse d'espoir. Encore un paradoxe...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Après le débat sur le projet tabac-alcool M. Evin dénonce l'« incohérence » des sénateurs

« Je n'ai malheureusement pas été surpris » par le vote du Sénat, qui a vidé de sa substance le projet de loi de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, déclare M. Claude Evin dans un entretien à Libération du jeudi 18 octobre. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité ajoute qu'« il est exclu de recourir au 49-3 », procédure qui permet d'adopter un texte sans vote. Mercredi soir sur Antenne 2, M. Evin a indiqué : les sénateurs « sont totalement incohérents et je le regrette profondément ».

Pour sa part, M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, a estimé que le Sénat « vient de céder lâchement à la pression des intérêts particuliers », en annulant les dispositions qui visaient à supprimer la publicité sur les boissons alcooliques.

Selon M. Dray, le Sénat « a failli à son rôle ». Quant aux vaticulteurs méridionaux, ils ont accueilli ce vote avec une vive satisfaction. « C'est une bonne et saine réaction de la part de nos parlementaires », a confié M. Marcelin Courret, président des caves coopératives de l'Hérault, premier département viticole de France.

Précision. - Dans nos éditions du jeudi 18 octobre, nous avons écrit, à propos du vote au Sénat de l'article 7 du projet de loi tabac-alcool, que cet article avait été rejeté par cent quatre-vingt-cinq voix contre quatre-vingt-huit. L'article 7 a été en fait rejeté par cent quatre-vingt-quatre voix contre quatre-vingt-sept.

(1) A partir de juin 1988, et de la mise en place de la « politique Joxe », l'ex-FLNC a décidé une trêve des actions armées, de quatre mois seulement à l'origine, qui a été renouvelée. Tout en maintenant cette trêve, il a entrepris, à partir de novembre 1989, des actions à l'explosif dirigées exclusivement contre des édifices immobiliers et touristiques au sud de l'île, la lutte contre la spéculation foncière, qui est un thème populaire en Corse. L'ex-FLNC a toujours affirmé qu'il était prêt à reprendre la lutte armée s'il le jugeait nécessaire.

(2) Entretien publié par Valeurs actuelles du 1^{er} octobre.

La préparation du vingt-septième congrès du PCF

M. Herzog se situe entre M. Marchais et M. Fiterman

M. Philippe Herzog, qui conduisait la liste du PCF aux élections européennes de juin 1989, est intervenu, jeudi 18 octobre, dans la tribune de discussion de l'Humanité, pour se situer entre les positions de M. Georges Marchais et celles de M. Charles Fiterman. « Ce qui nous unit peut être, je le crois, beaucoup plus important que ce qui nous divise », écrit-il à propos de la démarche de l'ancien ministre, mais il faut essayer de dépasser les divisions en travaillant ». Se référant à M. Marchais, le responsable de la section économique du parti indique : « Revenir à gauche », appel qui traduit l'exigence d'union, est une réponse partielle au problème politique français, une réponse attendue du Parti socialiste, dont la crédibilité est à établir. Quant à « reconstruire la gauche » par une « entente démocratique », comme le propose Charles Fiterman, c'est quoi, sinon travailler à une entente d'organisations ? »

M. Herzog, membre de la cellule Audin-Langevin de l'Université Paris X-Nanterre, insiste sur la nécessité de mieux préparer le PCF aux futures échéances européennes : « Les démarches politiques qui consistent soit à s'inscrire dans les projets sociaux-démocrates et capitalistes, soit à miser essentiellement sur le refus desdits projets aboutiraient au même résultat : une Europe qui se fait contre les peuples. Les enjeux grandissent, les contradictions aussi. Sans précipitation, pour ne pas tomber dans les pièges, mais sans retard, il nous faut donc relancer et enrichir sur tous les plans les efforts amorcés lors des élections de 1989 pour construire une Europe de coopérations entre nations libres et associées. »

COLLOQUE ORGANISÉ PAR

Observateur ET LE FORUM INTERNATIONAL DE POLITIQUE

GOLFE : PREMIERE CRISE DE L'APRES-GUERRE FROIDE

JEUDI 25 OCTOBRE 1990

Maison de la Chimie - 28, rue Saint Dominique - 75007 Paris
Métro Invalides

9h30 : Introduction, par Jean DANIEL,
Directeur du Nouvel Observateur

10h - 12h : Origines et données du conflit,
dirigé par Jean DANIEL

Mohamed ARKOUN, Sorbonne, Comité National d'Etudes
Michel FOUCHER, géographe
Gérard PALGALLOUS
Bassam KODMANI-DARWISH, IFRI

Sami NAIR, "L'Environnement Européen"
Jean-François REVEL, journaliste
Samir SADEK, société européenne de droit international
Nicolas SARKIS, Centre arabe d'études géopolitiques

14h - 15h30 : Nouvel ordre mondial et droit international,
dirigé par G. AYACHE "Cosmopolitiques"

Ursula BRAUN, Munich
Gérard BUIS, "Le Nouvel Observateur"
Hervé CASSAN, juriste

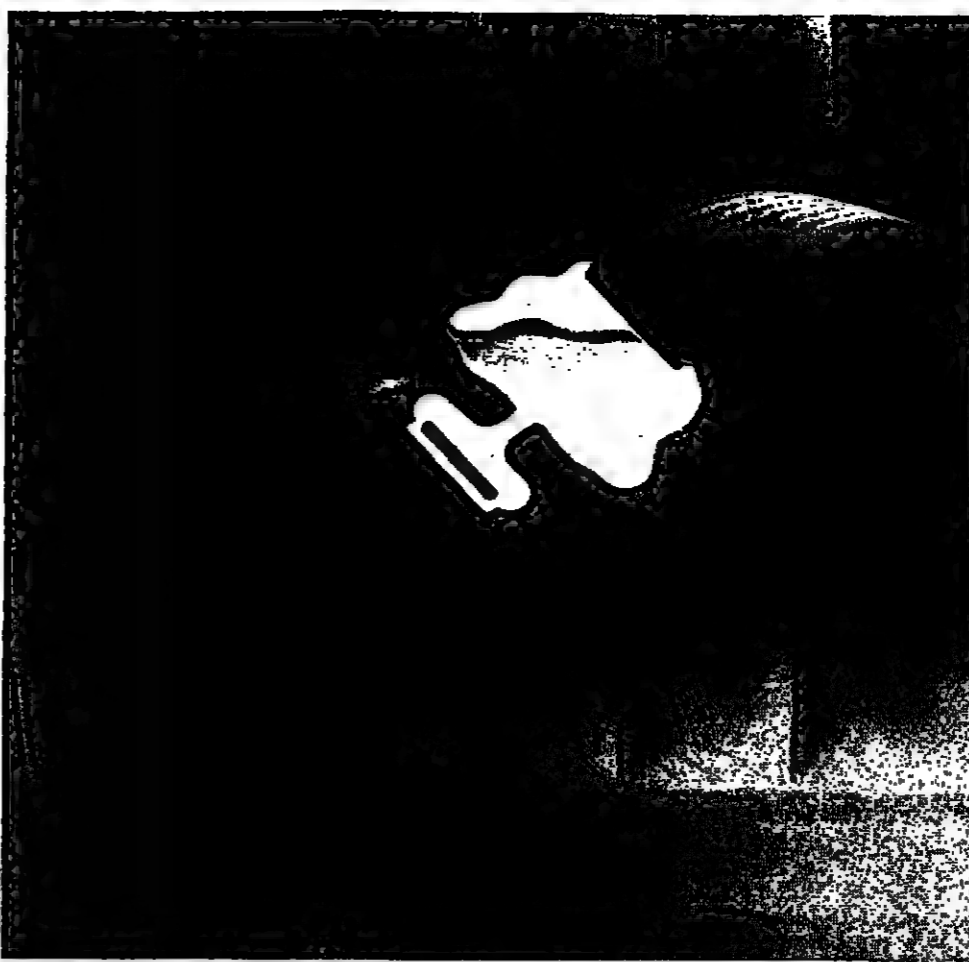
Mohamed ELAMANDARA, université Rabat
Jacques JULIARD, "Le Nouvel Observateur"
Olivier RUSSEK, avocat international

16h - 17h30 : L'Europe et le monde arabe,
dirigé par Laurent JOFFRIN, "Le Nouvel Observateur"

Jean ELLENSTEIN, président du ELP
Hamoud ESSAD, ambassadeur de la Libye arabe
Mohamed JABRI, université Rabat

André INQUEL, Collège de France
Maxime RODRIGON, orientaliste
Mohamed YAZID, ancien diplomate, Algérie

Entrée : 50 F (demi-journée 25 F)
Etudiant : 20 F (demi-journée 10 F)



ASSUREURS, FAIRE CONFIANCE A L'ARBRE, C'EST NE PRENDRE AUCUN RISQUE.

BULL : DES SOLUTIONS POUR GAGNER EN COMPETITIVITE

Logiciels de gestion :

- pour créer rapidement des produits ciblés et adaptés à chacun de vos secteurs de marché.
- pour mieux connaître vos clients, optimiser vos ventes et maîtriser vos garanties.

Logiciels de distribution :

- pour améliorer votre productivité commerciale par une utilisation accrue des télécommunications.
- pour assurer une gestion moderne et performante de vos points de vente.

BULL : LEADER DANS L'EQUIPEMENT DES RESEAUX DE VENTE

Une position renforcée par de nouveaux outils de vente :

- gamme micro-ordinateurs portables, pour la performance optimale des forces de distribution.
- borne interactive assurance pour aller à la rencontre des nouveaux besoins de votre public.

BULL : LA CONFIANCE DE GRANDES COMPAGNIES D'ASSURANCES A TRAVERS LE MONDE

Des références prestigieuses en Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Hollande, Italie, Royaume-Uni, Suisse...

BULL : L'APPUY D'UN GRAND DE L'INFORMATIQUE MONDIALE

- 1^{er} fournisseur européen de systèmes d'information.
- leader des systèmes d'information distribués et ouverts.

Réseaux
et systèmes
d'information

Direction Commerciale France
Tour Bull - 92039 PARIS LA DEFENSE CEDEX 74
Pour tout renseignement, appelez le : **NUMERO VERT 05.05.30.30**

Bull

13 Stabilisation de la délinquance à Paris.
- Automobilisme : Lada gagne le Rallye des Pharaons.

14 Banlieues en marge.
15 Cinéma : « Taxi Blues ».

16 La mort du pianiste Jorge Bolet.
17 Le championnat du monde d'échecs.

Les prix Nobel de physique et de chimie

MM. Friedman, Kendall et Taylor :
la mise en évidence du quark

Le prix Nobel de physique 1990 a été décerné à deux Américains, MM. Jerome I. Friedman et Henry W. Kendall, du Massachusetts Institute of Technology de Cambridge, et à un Canadien, M. Richard E. Taylor, de l'université Stanford (Etats-Unis), a annoncé mercredi 17 octobre le comité Nobel à Stockholm (nos dernières éditions du 18 octobre). Le prix, d'un montant de 4 millions de couronnes (3,5 millions de francs), récompense « leurs recherches innovatrices sur la diffusion très inélastique des électrons par des protons et les neutrons liés, recherches qui ont eu une importance essentielle pour l'élaboration du modèle des quarks dans la physique des particules ».

Le prix Nobel de physique 1990 récompense des expériences faites à la fin des années 60 sur l'accélérateur linéaire de l'université Stanford (SLAC). A cette époque se posait un effet la question de savoir quelle était la véritable structure interne du proton, élément constitutif de l'atome. Pour y répondre, les physiciens accélèrent des électrons, on l'occurrence des électrons, qu'ils projettent violemment sur une cible constituée de protons.

Un mouvement
presque libre

Lors de premières expériences menées en 1967, on constata que, sous le choc, les électrons rebondissaient sur les protons comme des balles de caoutchouc. Phénomène qui semblait indiquer que les protons se comportaient comme des structures « molles ». Mais d'autres expériences, faites à des énergies plus fortes, montrèrent bientôt que les électrons diffusaient fortement après avoir frappé la cible. Ils perdaient une grande partie de leur énergie initiale, et partaient dans des directions faisant un grand angle avec leur trajectoire initiale.

On crut tout d'abord que ce résultat était erroné et mal interprété, ce type de phénomène laissant penser que la structure interne du proton était faite de grains durs sur lesquels rebondissaient les électrons. Cependant, après un travail minutieux, les expérimentateurs couronnés par le prix Nobel 1990 purent, avec l'aide

des remarquables théoriciens qu'étaient Richard Feynman (prix Nobel 1965) et James Bjorken, montrer qu'il existait bien à l'intérieur des protons des constituants possédant toutes les propriétés attribuées aujourd'hui aux quarks. Avec ce prix Nobel, on récompense donc ceux qui, pour la première fois, ont mis en évidence au cours d'une expérience l'existence de ces fameux quarks, qu'il n'est possible d'observer que de façon indirecte. D'autre part, il a été également démontré au cours de ces expériences qu'à l'intérieur du proton les quarks étaient dans un état de mouvement presque libre.

Phénomène surprenant, car on peut se demander comment les forces extrêmement intenses qui les maintiennent constamment liés pour créer le proton les laissent libres de se déplacer à l'intérieur de celui-ci. En fait, comme le dit un physicien, « les trois quarks (1) du proton seraient liés les uns aux autres un petit peu comme les trois pierres d'un bûche, cet instrument de

(1) Chaque particule élémentaire est formée d'un certain nombre de quarks choisis dans une famille de six.

chasse sud-américain où les pierres se déplacent librement tant que la corde qui les relie n'est pas tendue ».

Si personne aujourd'hui ne conteste l'existence de ces constituants ultimes de la matière que sont les quarks, les physiciens sont toujours à la recherche du fameux sixième quark, le « top », dont on sait qu'il demandera pour être mis en évidence des énergies beaucoup plus importantes que celles aujourd'hui disponibles.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(Né le 28 mars 1930 à Chicago, Jerome I. Friedman a obtenu son doctorat en physique à l'université de Chicago. Il est professeur de physique au MIT depuis 1967.)

(Né le 9 décembre 1926 à Boston, Henry W. Kendall passa son doctorat au MIT où il est professeur de physique depuis 1967.)

(Né le 2 novembre 1929 à Medicine Hat, Alberta (Canada), Richard E. Taylor travaille sur l'accélérateur linéaire de l'université Stanford (Californie) depuis 1970, après avoir obtenu son doctorat dans cette même université en 1962. Il a aussi mené des expériences avec les équipes du laboratoire de l'accélérateur linéaire d'Orsay.)

M. Elias James Corey : la maîtrise
de la synthèse organique

Le prix Nobel de chimie 1990 a été attribué, mercredi 17 octobre, à M. Elias James Corey, de l'université de Harvard (Massachusetts), « pour avoir développé la théorie et les méthodes de la synthèse organique ». M. Corey a élaboré notamment les principes de l'analyse dite « rétro-synthétique », qui a permis la mise au point de la synthèse assistée par ordinateur.

L'Académie royale des sciences suédoise vient de récompenser l'un des représentants les plus créatifs de la chimie organique. En effet, la synthèse de composés organiques, qui est à l'origine de nombreux produits modernes, des plastiques et des fibres synthétiques aux pesticides et aux médicaments, est souvent comparée à la création artistique. Les chercheurs tentent de reproduire des molécules extrêmement complexes et de reconstruire de gigantesques puzzles dans lesquels toute manipulation effectuée à un bout de la chaîne a une influence sur l'autre extrémité. L'analyse rétrosynthétique, mise au point par M. Corey au début des années 60, a permis d'introduire une certaine

logique dans une démarche qui, avant lui, était surtout d'ordre intuitif.

Schématiquement, sa méthode consiste à « disséquer » la « molécule-objectif » à obtenir, à la diviser en éléments plus simples à synthétiser, qui peuvent ensuite être assemblés entre eux. Il a imaginé, pour faciliter les réactions multiples mises en œuvre au cours de ces processus, d'utiliser des dérivés organiques du cuivre, du nickel ou du soufre. Ces réactifs, qui servent d'intermédiaires et ne sont plus présents dans le composé final, sont employés aujourd'hui dans les laboratoires du monde entier.

Mais les travaux de M. Corey ont surtout permis le développement de l'analyse assistée par ordinateur. Grâce à des programmes informatiques contenant les propriétés et les méthodes de synthèse des substances les plus variées, de puissants ordinateurs sont aujourd'hui capables de réaliser une partie du raisonnement d'analyse rétrosynthétique à partir de la molécule-cible définie par le chercheur.

La machine effectue ainsi un important travail de « débroussaillage » en proposant un choix de solutions éventuellement réalisables, qu'il suffit ensuite de trier et d'expérimenter. M. Corey a participé activement

au début des années 70, en collaboration avec M. Todd Wipke, à la mise au point de ce qui est devenu aujourd'hui un outil indispensable pour les biochimistes.

Le lauréat du Nobel 90 de chimie a enfin effectué lui-même, grâce aux méthodes qu'il avait développées, la synthèse d'une centaine de substances organiques particulièrement complexes, en particulier des alcaloïdes et des antibiotiques. On lui doit ainsi la « fabrication » de l'érythromycine, un antibiotique d'utilisation courante aujourd'hui. Il a aussi participé à la synthèse des prostaglandines, et fabriqué des « analogues » de ces messagers du système hormonal. « On aurait pu s'attendre à ce qu'il ait le prix Nobel de médecine 1982 avec Bengt Samuelson » qui l'a partagé avec un autre Suédois, M. Sune Bergström et M. John Vane (Grande-Bretagne) pour, précisément, des travaux sur la prostaglandine.

JEAN-PAUL DUFOUR

(Né le 12 juillet 1928 à Methuen (Massachusetts), Elias James Corey fait ses études au Massachusetts Institute of Technology (MIT), où il obtient son doctorat de chimie, en 1951. Il exerce à l'université Harvard depuis 1959, après avoir enseigné à l'université de l'Illinois.)

La participation française à la future carte du patrimoine héréditaire

M. Curien lance un programme national
de recherche sur le génome humain

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a annoncé, lors du conseil des ministres du mercredi 17 octobre, le lancement d'un programme national de recherche sur le génome humain (nos dernières éditions du 18 octobre). La France renforce ainsi sa participation à cette grande aventure biologique qui, orchestrée par les Etats-Unis, prévoit de dresser, dans la décennie à venir, la carte intégrale du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine.

« Pour acquérir la taille critique, le programme génome doit atteindre, avant 1992, un niveau de dépenses nouvelles de 100 millions de francs par an », a annoncé M. Curien. Dans les deux ans à venir, le budget français consacré à

ce colossal projet de recherche sera ainsi quasiment doublé. Cent cinquante millions de francs lui ont déjà été consacrés en 1990, dont 100 millions émanant d'organismes publics (2/3 en dépenses de personnel, 1/3 en dépenses de fonctionnement) (1).

D'une durée prévue de quinze ans, pour un coût estimé à 3 milliards de dollars (plus de 15 milliards de francs), le projet international Génome humain reste encore, pour l'essentiel, sous la tutelle de ses initiateurs aux Etats-Unis. Sous l'égide du National Institute of Health (NIH) et du département pour l'énergie, le programme américain comporte un premier plan de cinq ans, auquel est consacré un budget de 300 millions de dollars (plus d'un milliard de francs) par an. L'objectif est de décrypter, chromosome par chromosome, les cinquante mille gènes et les trois milliards de caractères

génétiques qui définissent notre espèce (le Monde du 4 octobre 1989).

A la clé, le résultat espéré est la compréhension et le dépistage, voire la prévention de milliers de maladies héréditaires (3 000 sont recensées à ce jour), ainsi que l'assurance d'un formidable matériel pour étudier les mécanismes moléculaires du vivant. Même si certains chercheurs, inquiets devant l'ampleur du budget requis, continuent d'estimer ce projet démesuré, d'autres affirment qu'au contraire, compte tenu des résultats récents obtenus dans le domaine de la biologie moléculaire, « une centaine de maladies génétiques, parmi les plus fréquentes, pourront être étudiées dans les cinq ans à venir ».

Des chercheurs
trop isolés

En France, plusieurs laboratoires publics sont déjà engagés dans cette course à la connaissance, qui mobilise actuellement plus de 500 chercheurs, ingénieurs et techniciens. Mais leurs travaux, souligne M. Curien, « sont encore insuffisants et trop dispersés pour soutenir la compétition internationale ». La position française se révèle ainsi plus fragile que celle de la Grande-Bretagne, qui a su, avec peu de moyens financiers (110 millions de francs pour les trois ans à venir), organiser dans ce domaine une recherche efficace et compétitive.

« Pour participer pleinement à ce qui devient un projet scientifique international, la France a décidé de lancer un programme de recherches visant à coordonner et à renforcer le travail des équipes des laboratoires publics déjà engagés dans la compétition », a précisé M. Curien. A cet effet, sera mis en place un groupe d'intérêt public (GIP) spécialisé, qui bénéficiera de l'augmentation de budget annoncée par le ministre de la recherche (50 millions de francs en 1991, 100 millions en 1992). Dotée d'un conseil d'administration et d'un conseil scientifique, cette structure autonome sera chargée de « coordonner les orientations scientifiques » et de « programmer les moyens nouveaux affectés par les pouvoirs publics ».

La dernière mission, et non des moindres, du futur GIP Génome humain, sera d'établir une réelle coopération avec les autres pays. A commencer par les Etats-Unis, qui ne sont prêts à partager leurs résultats que si s'engage autour du projet une véritable coopération internationale, tant technique que financière.

Ca. V.

(1) Et non 9 millions de francs au total, comme indiqué par erreur dans nos dernières éditions du 18 octobre.

Vivre la mort

Suite de la première page

En Europe occidentale aujourd'hui, 4,1 % des décès touchent des personnes de plus de quatre-vingt-dix ans et 22,7 % de plus de quatre-vingts ans. L'allongement de la durée de vie s'accompagne d'un autre changement, tout aussi important : au siècle dernier, 90 % des gens mouraient à la maison. Au cours des vingt dernières années, la proportion des personnes décédées à l'hôpital ou en institution est passée de 30 à 70 %. Les conditions de la mort ont donc radicalement changé. Comme l'écrit le Père Patrick Verspieren, théologien, « dans les sociétés occidentales, depuis quelques dizaines d'années, la mort a été

deux fois par an et 13 % de cinq à dix fois par an. Ces cocktails sont essentiellement prescrits dans le cas d'un douleur incontrôlable (48 % des cas) ou d'une agonie prolongée (38 %). D'une manière générale, la pratique des soins palliatifs ne semble guère augmenter la fréquence des demandes d'euthanasie.

En fait, ces notions recouvrent deux philosophies radicalement différentes. D'un côté, une attention et un respect du mourant jusqu'à son dernier souffle, de l'autre, un geste qui consiste à lui donner la mort parce qu'il l'a demandée. « Les soins palliatifs, explique le docteur Abiven, respectent l'homme et l'emploient à l'au-



rejeté hors des représentations collectives et des échanges sociaux ; la part des rites et des rituels sont tombés en désuétude ».

Dans ces conditions, comment « resocialiser » la mort ? Jusqu'à présent, la meilleure réponse a été apportée par les promoteurs des unités de soins palliatifs, à commencer, en France, par le professeur Maurice Abiven, qui, en 1987, a créé la première unité de ce type à l'hôpital international de l'université de Paris (le Monde du 4 novembre 1987 et du 8 août 1990). Ce nouvel état d'esprit, qui veut en particulier éviter aux mourants des douleurs continues et intolérables, leur donner des soins attentifs et adaptés, les entourer, les aimer et les accompagner jusqu'au dernier instant, tend heureusement à se généraliser en France.

La preuve en est donnée par les résultats d'une enquête nationale menée dans les services de gériatrie français et publiée à l'occasion du congrès européen de Paris : 80 % des médecins ayant participé à cette étude conduite par les docteurs Michèle Salamaigne et René Sebag-Lanoë se disent très concernés par les soins palliatifs. Mais 45 % d'entre eux soulignent le manque de formation du personnel, 36 % évoquent les difficultés relationnelles avec les familles et 34 % insistent sur les demandes d'euthanasie. Sur ce dernier point, l'enquête apporte des données inédites. 44 % des gériatres affirment ne jamais administrer de cocktails lyti-

der dans toute situation, même désespérée. L'euthanasie utilise la solution radicale qui le rejette à sa solitude.

Le Père Patrick Verspieren a bien montré, au cours de ce congrès, les limites de la médecine face à la mort : citant le psychanalyste Robert Higgins - « l'homme qui aujourd'hui », « il rappelle que la médecine contribue, eners chaque malade, à écarter la perspective de sa fin, jusqu'au moment où l'inéluctable s'impose, entraînant le présent et le vivant de sa subsistance ». C'est aussi pour les soignants une source d'angoisse et d'interrogations dérangeantes sur leur propre comportement. Comme l'a fort bien expliqué le docteur Emmanuel Goldenberg, « pour des soignants, accepter l'angoisse qu'ils ressentent devant la souffrance et l'approche de la mort d'un patient, c'est rentrer avec lui dans un processus qui peut lui permettre d'élaborer sa propre anguille et peut-être de la dépasser ou de la supporter. L'accompagnement apparaît ici comme la seule réponse possible à ce qui perdure de souffrance et d'angoisse malgré les soins ».

En parallèle au congrès européen, les pouvoirs publics ont clairement voulu montrer l'importance qu'ils attachent aux soins palliatifs. Sauront-ils en tirer les conséquences en termes financiers et faire en sorte qu'à l'avenir les mourants qui continuent d'exister en France disparaissent enfin ?

FRANCK NOUCHI

VOYAGEURS AU BRÉSIL A CHOISIR

Brésil,
chemins du paradis

Caminhos Brasileiros : 17 jours - à partir de 19230 F

Pour connaître le Brésil, il faut en parcourir tous les chemins, des grands centres culturels et touristiques au Brésil fabuleux de l'époque coloniale, du Brésil fantastique de modernité au Brésil fascinant des plus grandes réserves naturelles du monde.

Ce circuit de 17 jours au long des « chemins brésiliens » vous fait traverser tous les Brésils, sous la conduite d'un accompagnateur spécialiste. Il existe bien d'autres façons de découvrir le Brésil. Demandez à VOYAGEURS AU BRÉSIL, 5, place André Malraux, 75001 Paris. Tél. : (1) 42.60.14.68, le programme complet de ses circuits et séjours.

VOYAGEURS
AU BRÉSIL

Un seul pays,
tous les voyages.

هكذا من الامم

SOCIÉTÉ

Augmentation de 1 % des crimes et délits durant les neuf premiers mois

La préfecture de police annonce une stabilisation de la délinquance à Paris

Au cours des neuf premiers mois de l'année, les crimes et délits constatés à Paris n'ont augmenté que de 1 % par rapport à la même période de 1989. Aux 219 400 faits constatés dans la capitale pendant les trois premiers trimestres de 1989 correspondent 221 700 infractions cette année. Après la forte augmentation de 1989 (7,5 %), la préfecture de police voit une stabilisation alors que la tendance nationale est à la hausse.

La chute la plus spectaculaire concerne la petite délinquance. Les cambriolages régressent nettement (- 8,5 %), ainsi que les vols à la roulotte (- 3 %) et les vols à la tire (- 5 %). Les quartiers les plus touchés par les premiers sont les 11^e, 17^e et 18^e arrondissements. Les vols à la roulotte concernent surtout les 16^e, 18^e et 17^e arrondissements. A l'inverse, le cœur de Paris est nettement épargné par les cambriolages et les vols à la roulotte. Quant aux commerces des 18^e, 8^e, 9^e et 1^{er} arrondissements, ils sont les premiers visés par les vols à la tire.

Du côté des vols de véhicules (+ 7 %), les belles cylindrées du 16^e et du 17^e arrondissements (respectivement 1 600 et 1 800 vols déclarés) sont particulièrement

convoitées. Environ 2 000 vols à l'arraché ont été commis, d'abord dans les 18^e, 8^e et 16^e arrondissements. Beaucoup moins nombreux, les vols avec violence progressent (+ 15 %), tandis que les vols à main armée demeurent stables.

Par ailleurs, les escroqueries avec utilisation de cartes de crédit (+ 8 %) ont pris le pas sur l'usage de chèques volés (- 17 %). Le nombre des personnes interpellées pour toxicomanie (+ 34 %) et trafic de stupéfiants (+ 13 %) a continué d'augmenter. Il en a été de même pour les saisies d'héroïne (49 kilos, +52 %), de cocaïne (24 kilos, +93 %) et de cannabis (1 366 kilos, +149 %). Neuf millions et demi de francs provenant du trafic ont été saisis par les policiers.

La fermeté du parquet

Les atteintes aux personnes sont en hausse, à l'inverse des infractions visant les biens : 278 vols ont été dénombrés (+ 35 %), 120 homicides volontaires (+ 16,3 %). En sous-sol, les faits constatés dans le métropolitain sont en légère diminution (- 4 %) pour les vols à la tire, - 25 % pour les vols à la roulotte, - 10 % pour les vols à la main armée, contre voyageurs, mais + 10 % pour celles commises contre les agents de la RATP. Ces derniers mois, les policiers de la sécurité publique ont accentué les contrôles dans les quartiers où les immigrés

sont nombreux. D'où l'augmentation constatée des infractions à la législation sur les étrangers (+ 10,5 %).

Paris avait connu des hausses spectaculaires en 1989. Présentant ces chiffres, le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, a rendu public son plan de riposte (*Le Monde* du 20 janvier) : meilleure coopération des inspecteurs de la police judiciaire et des policiers de la sécurité publique, création d'équipes « mixtes » composées de policiers en civil et en tenue, formation des policiers des commissariats de quartier par des spécialistes des brigades du quai des Orfèvres. Par ailleurs, M. Verbrugghe salue la fermeté du parquet de Paris et des juges d'instruction qui n'hésitent plus à incarcérer les petits délinquants. Un vol à la roulotte peut commettre une quinzaine de vols dans une même journée...

Cette politique semble avoir porté ses fruits, à l'heure où le ministre de l'Intérieur présente une série de mesures (*Le Monde* du 18 octobre) pour contrer l'augmentation nationale de la délinquance au premier semestre (+ 7,7 %). Paris devient-il un havre de paix dans un océan d'insécurité ? Au cours du premier semestre, la délinquance a augmenté de 16,3 % en Seine-et-Marne, 12 % en Seine-Saint-Denis et 9 % dans le Val-d'Oise.

ÉRICH INCIVAN

Un responsable de l'ETA en correctionnelle

Le parquet demande une peine de dix ans de prison contre Josu Ternera

M^{re} Irène Stoller, substitut du procureur de la République, a demandé, mercredi 17 octobre, aux magistrats de la seizième chambre correctionnelle de Paris d'infliger dix ans de prison à José Antonio Urruticoechea Bengoechea, trente-neuf ans, dit « Josu Ternera », considéré par l'accusation comme « un membre de la direction collégiale » du mouvement séparatiste basque ETA.

« J'étais, je suis et je serai un militant de l'ETA », avait déclaré Ternera, dès l'ouverture du procès où il était jugé depuis le 15 octobre pour répondre du délit d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », en compagnie de huit autres prévenus dont cinq Espagnols et trois Français. Cet aveu, pour le parquet, constituait la confirmation de la thèse de l'accusation selon laquelle Ternera agissait « au plus haut niveau de l'ETA militaire », et M^{re} Stoller en veut pour preuve

que le mouvement séparatiste avait réclamé sa participation aux négociations avec le gouvernement espagnol à Alger en mars 1989. Mais le magistrat a d'abord tenu à éviter tout malentendu : « On ne juge pas des gens parce qu'ils sont basques. Le particularisme basque existe comme le particularisme breton ou alsacien. Mais il ne donne pas le droit de commettre des attentats et des assassinats ».

Plus tard, M^{re} Christine Fando a plaidé pour Josu Ternera en soulignant : « Il n'a fait que son devoir. Quand on appartient à un peuple opprimé, on a le droit et surtout le devoir de résistance. » Mais le substitut du procureur de la République lui avait répondu par avance en déclarant notamment : « En France et en Espagne, la lutte politique est possible. La lutte armée, c'est le terrorisme ».

Un dialogue de sourds s'est donc installé entre la défense et l'accusation alors que les prévenus échangeaient des sourires ou secouaient la tête d'un air moqueur. Dialogue de sourds aussi lorsque, parmi les témoins, l'écrivain Denis Langlois est venu dire au substitut : « Vous

avez souvent mis en cause les intellectuels qui incitent les Basques du Nord à accueillir les réfugiés. Je demande à être poursuivi car je l'ai fait ».

Après s'être attachés à démontrer que l'ETA, « organisme paramilitaire », correspond à la définition de l'entreprise terroriste, le substitut a demandé le maximum de la peine prévue pour l'association de malfaiteurs, dans ce cas précis, contre Ternera ; sept ans d'emprisonnement contre Elena Belogueru, Ressa, vingt-neuf ans, considérée comme « l'adjointe de Urruticoechea depuis 1986 », et la même peine contre Joachim Sanchez Biurrun, trente-deux ans, et José Lopez de Abehucio Liguñano, quarante et un ans.

Enfin, concernant ceux qui « ont apporté leur soutien », M^{re} Stoller a requis deux ans de prison dont un avec sursis contre Frédéric Larcabal, cinquante-deux ans, un an de prison avec sursis contre Gonzalo Elchevarria et six mois de prison avec sursis contre Agnes Cerlo, vingt-huit ans, Jacqueline Larcabal, quarante-neuf ans, et Didier Dupont, vingt-neuf ans.

MAURICE PEYROT

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Rallye des Pharaons

Lada sous les pyramides

Le neuvième Rallye des Pharaons a été remporté, mercredi 17 octobre, après dix jours de course, par Hubert Auriol sur Lada Samara. En catégorie moto, l'Italien Alessandro De Petri, sur Yamaha, signe sa troisième victoire dans l'épreuve égyptienne.

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Au pied de la pyramide de Mykérinos il y a foule pour applaudir les deux Lada qui ont terminé la course de front. Cette ultime victoire d'étape du Pajero japonais, n'a pas modifié le résultat d'une course remportée depuis plusieurs jours par les voitures de marque soviétique. Hubert Auriol et son « marin » navigateur Philippe Monnet se classent premiers devant un autre équipage de l'écurie Lada, Patrick Tambay et Jean-Marc Andrieu.

Un joli doublé dans une épreuve qui fait figure de test avant le rallye Paris-Dakar. Un an après la mise au point du prototype de la Samara T3, et les déconvenues du Dakar 1990, les modifications apportées au niveau de la motorisation, de la boîte de vitesse et du châssis, semblent rendre les voitures blanches

plus performantes. « Nous ne sommes qu'une petite équipe privée, précise Hugues de Chaumac, le responsable de l'écurie Lada, mais nous avons rapidement assimilé les difficultés que comporte une présence en rallye-raid ».

Appliquant les méthodes des épreuves sur circuit, « organisation et rationalité », le préparateur soviétique s'est fixé un objectif ambitieux : remporter le prochain Paris-Dakar. « Notre chance se joue maintenant, alors que Mitsubishi a toujours des problèmes techniques et que Citroën manque d'expérience dans ce genre de compétition », affirme-t-il.

Les malheureuses voitures jaunes

Pauvres Citroën, malheureuses voitures jaunes, elles ont bien du mal à assumer la succession des imbattables lionnes qui ont fait la réputation de Peugeot dans les raids africains. La qualité des pilotes, souvent les mêmes, n'est pas en question. Le Finlandais Ari Vatanen a montré dans maintes étapes qu'il savait toujours aussi bien naviguer dans les dunes.

Non, ce qui est en cause c'est la préparation, la motivation d'une équipe technique, qui, malgré les conseils nombreux de l'écurie championne, a eu du mal à s'habituer à

cette vie de bivouac, à ces nuits de réparation dans le sable. Et, comble d'infortune, il y a eu ces maudites pannes des systèmes de transmission des voitures qui ont relégué Ari Vatanen et Jacky Ickx à plus de trois heures des premiers concurrents au classement général. Les ingénieurs ont longuement travaillé sur les pannes défectueuses renvoyées très vite aux ateliers de Paris. Des recherches qui permettent à Guy Fréguelin, le responsable de l'écurie, d'affirmer aujourd'hui que la cause de tout ces maux réside dans l'utilisation, par le fournisseur, d'une huile prévue pour le matériel agricole.

« Une erreur indécidable par nos mécaniciens, qui nous a pénalisés injustement et privés de toutes nos chances de succès », affirme l'ancien pilote. Cette faute ne devant, normalement, plus se reproduire, il estime que ses voitures seront compétitives pour le rendez-vous du 1^{er} janvier. Cette expérience, de courte durée en terre africaine, lui a aussi permis de constater l'importance des problèmes d'organisation et de logistique. Présent dans la caravane pendant le week-end, Jean Todt, le patron de Peugeot Talbot sport, lui a encore apporté ses conseils et ses recommandations en la matière.

SERGE BOLLOCH

M. Alain Geismar nommé inspecteur général de l'éducation nationale

L'enragé devenu réformateur

M. Alain Geismar, directeur adjoint du cabinet de M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, qui fut l'un des porte-parole des « enragés » de mai 1968, a été nommé, mercredi 17 octobre, par le conseil des ministres, inspecteur général de l'éducation nationale.

« Quand vous serez directeur... », disait en plaisanterie à Daniel Cohn-Bendit, porte-parole des étudiants révoltés, en mai 1968, l'un de ses interlocuteurs. Pour Alain Geismar, qui défila à son côté et avec Jacques Sauvageot, en tête du cortège du 13 mai 1968, le bouclier semble bouclé : l'ex-maoïste de 1969-1971, aujourd'hui directeur adjoint du cabinet du secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, vient d'être nommé inspecteur général de l'éducation nationale. Une telle nomination n'a rien de surprenant pour les membres de cabinets ministériels. Mais il y a quelque ironie à voir le coauteur, avec Serge July, de *Vers la guerre civile*, qui déclara un jour que « un bon flic est un flic à l'hôpital », entrer dans un corps qui n'a pas vraiment coutume de lutter contre l'ordre établi.

En vingt ans, le silhouette courte n'a guère changé. Le visage, boudeur, s'est un peu empâté ; le cheveu grisonne. Il a

conservé le même débit rompu parfois de mouvements de colère. Le costume croisé a remplacé le blouson de cuir. De son passé de minoritaire, le politique d'aujourd'hui n'a pas perdu un certain goût pour la manœuvre un peu compliquée – sinon tortueuse, disent les mauvaises langues – et le sentiment, même aux postes de pouvoir, d'être dans une citadelle assiégée.

De ce passé, on conserve certaines images, celle des défilés de 1968, celle du militant recueilli suivant un autre cortège, celui de l'enterrement de René Pierre Overney, le militant maoïste tué aux portes de Renault en 1972, et, entre les deux, l'accusé qui, devant la Cour de sûreté de l'Etat ou le tribunal correctionnel, défendait la « guerre populaire » contre « les armées de la bourgeoisie ». Des images qu'aujourd'hui l'intéressé n'aime pas voir rappelées. Peut-être parce qu'il a été l'un des rares parmi les fondateurs de la Causa du peuple à avoir été arrêté, emprisonné, et condamné, et d'autre part l'un de ceux qui ont fait le plus clair de leur autocritique. Mais aussi parce que ces quelques années paraissent une parenthèse dans trente ans de carrière, même si la période et le mouvement ont après coup un caractère historique.

En mai 1968, à vingt-neuf ans, cet ingénieur des Mines de Nancy, maître-assistant à la

faculté des sciences de Paris, spécialiste de physique des solides et des semi-conducteurs, avait déjà un long passé à la fois universitaire et militant : des étudiants du PSU au poste de secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup). Après sa libération en décembre 1971, il a repris sa place à l'université, non sans mal car c'est seulement en 1979 qu'il obtint sa réintégration en bonne et due forme à l'université Paris-VII, malgré l'amnistie de 1974.

C'est à l'enseignement qu'il a finalement consacré la majeure partie de sa carrière, jusqu'à son passage en 1984 à l'Agence pour le développement de l'informatique et son entrée discrète, deux ans plus tard, parmi les experts du Parti socialiste, sous la houlette de M. Jospin. Avec le recul, c'est plutôt comme un réformateur constant qu'il apparaît : cherchant à rénover la pédagogie et les cursus universitaires, comme syndicaliste en 1967, plaçant pour la formation professionnelle dans l'enseignement supérieur, comme vice-président de Paris-VII en 1981-1983, et aujourd'hui reprenant la même position pour l'éducation nationale comme conseiller de M. Laignel. Il lui restera, pour être vraiment cohérent, à faire de même dans l'inspection générale... [s'il y] exerce vraiment un jour.

GUY HERZLICH

Une institution refuge

Trois nouvelles nominations à l'inspection générale de l'éducation nationale sont intervenues, mercredi 17 octobre en conseil des ministres : cette promotion porte à vingt-sept le nombre des nouveaux inspecteurs généraux entrés, en 1990, dans ce corps qui en compte cent cinquante.

Haute institution chargée de veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes d'enseignement et de contrôler le travail des enseignants, l'inspection générale est considérée par certains comme le bastion du conservatisme et du mandarinat. Elle a vu ses missions et son mode de fonctionnement modifiés par M. Lionel Jospin en 1989.

Désormais officiellement déchargée du contrôle individuel des enseignants, elle doit se consacrer à l'évaluation globale du système éducatif à partir d'un programme de travail fixé annuellement par le ministre. De plus, les inspecteurs généraux, tous agrégés ou docteurs, ne sont plus nommés par le ministre sur proposition de leurs pairs, autrement dit cooptés. Un appel de

candidature et des profils de poste sont publiés et c'est une commission composée à parts égales d'inspecteurs généraux, de représentants de l'administration centrale et d'universitaires qui départage les candidats après examen des titres et entretiens.

Cette réforme a néanmoins laissé intacte une pratique très ancienne officialisée par M. Jean-Pierre Chevènement en 1984, qui permet le reclassement des membres de cabinets ministériels : la nomination au tour extérieur, à la discrétion du gouvernement, d'un inspecteur général sur cinq. Cela sans aucune condition de titre, sur le seul critère de l'âge, quarante-cinq ans minimum.

C'est ainsi qu'ont été nommés en avril dernier MM. Luc Soubred, conseiller technique au cabinet de M. Jospin, Jacques Bodin, directeur général de la SFERE (société française d'exportation de ressources éducatives), société mise en cause pour son rôle dans l'accusé de militaire israélien dans des universités scientifiques françaises (*Le Monde* du 7 septembre

1990), Pierre Roudy, proviseur de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre, et Jean-Claude Cassaing, conseiller technique auprès de M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle. Et le 17 octobre sont intervenues trois nouvelles nominations au tour extérieur, celles de MM. Alain Geismar, ancien leader de mai 68 et directeur-adjoint du cabinet de M. André Laignel, Daniel Groscolas, chargé de mission au ministère des affaires étrangères et président des élus socialistes du district de Nancy, et Jean-François Grandbastien, professeur d'histoire au lycée Henri-Poincaré de Nancy.

Ces nominations interviennent au moment où le ministère annonce une mutation profonde de l'inspection générale, basée sur la transparence et l'efficacité. Une transformation rendue possible par la nécessité, compte tenu du vieillissement du corps, de le renouveler pour moitié d'ici à 1994.

C. Ga. et Ph. Be.

VOYAGEURS AU JAPON A CHOISI KOREAN A

Pays du matin calme et du soleil levant

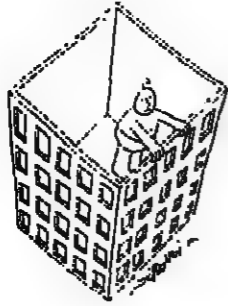
Corée, Japon : 20 jours - 3000 F

Après six jours en Corée, à travers la péninsule de Corée, jadis, parcourez le Japon pendant deux semaines de Tokyo, des volcans du Mont Aso à la Mer Intérieure.

Vous pouvez aussi, avec VOYAGEURS AU JAPON, découvrir le Japon des temples du Japon et des champs. Demandez à VOYAGEURS AU JAPON, 75001 Paris, Tel. : (1) 42.61.60.83, le programme complet de nos voyages.

VOYAGEURS AU JAPON

Un seul pays, tous les voyages.



SOCIÉTÉ

Banlieues en marge

Calme trompeur à Marseille

Nous concluons notre série d'articles sur les « banlieues en marge » (le Monde des 16, 17 et 18 octobre) par un reportage dans les quartiers nord de Marseille où il suffirait parfois d'une étincelle pour provoquer une explosion comme celle de Vaulx-en-Verdun. Cela n'empêche pas des expériences réussies, un peu partout en France, comme aux Mingettes, dans l'agglomération lyonnaise.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Tout est calme dans les quartiers nord. Paix apparente, sérénité trompeuse. Jeunes habitants des cités, élus, travailleurs sociaux, se demandent par quel miracle le brasier allumé à Vaulx-en-Verdun n'a pas gagné la cité phocéenne. Qu'ils le redoutent ou l'espèrent, tous assurent qu'il suffirait d'une étincelle pour qu'éclate le mélange de frustrations, de désespoir, de chômage et de drogue que respirent en permanence les dizaines de milliers de jeunes de ces quartiers-là.

Quelques garçons de la cité Fonvert ont fait récemment irruption dans le bureau du maire des 13^e et 14^e arrondissements, M. Pierre Rastoin. C'était cinq jours avant les événements de la banlieue lyonnaise. Ils avaient pris rendez-vous mais n'ont pas supporté qu'on les fasse attendre. Depuis bien longtemps, on leur promet la réhabilitation des immeubles où ils ont toujours vécu. Ils ont pris comme une insulte la lettre du maire demandant à l'organisme chargé de démarrer au plus vite les travaux « au moins de façon symbolique ». « Ils pensent qu'un coup de pioche suffira à nous calmer », s'indigne un jeune qui revendique sa participation au « commando ».

Coincée entre deux voies de chemin de fer et une autoroute, la cité de Fonvert a remplacé un bidonville en 1966. Le paysage d'aujourd'hui oscille entre l'ancien et l'actuel. Une tour et des barres de béton

d'un ocre sale, tapissées de linge, un chien-loup qui va et vient sur un balcon, une sono qui hurle, une carcasse d'auto plantée au milieu des immondices, des enfants qui jouent et leurs aînés qui « zonent ». Une bonne part des habitants vivent du RMI et fréquentent le Restaurant du cœur qui fonctionne l'hiver.

Le centre social, installé à côté du local de la mosquée, avait organisé, voilà deux ans déjà, une formation aux métiers du bâtiment pour dix jeunes qui doivent épauler l'entreprise de réhabilitation. Mais celle-ci est restée suspendue aux nombreux aléas politico-financiers de la vie marseillaise. « Oui, il faut réhabiliter les murs mais ne pas oublier les habitants », proclame M. Brahim Seddik, enfant du bidonville et de la cité devenu voilà quatorze ans le directeur du centre social. Il craint que l'échec de Vaulx-en-Verdun ne serve de prétexte à une remise en cause de la politique de restauration des cités de banlieue qui a peut-être permis d'éviter le pire. Déjà, le maire du secteur, M. Rastoin estime qu'« on arrive à la fin de la grande période de réhabilitation du bâti » et qu'à présent « il est capital de penser aux gens, de leur redonner l'espérance ». Or comment espérer lorsque, comme le répètent les habitants de la cité, « on vit dans la merde » ?

A la cité des Flamants, 3200 habitants, qui connut au début des années 80 des événements comparables à ceux de Vaulx-en-Verdun, la réhabilitation, qui traîne depuis sept ans, est à présent en bonne voie. On a non seulement repeint le béton rose, mais modernisé les sanitaires, installé des balcons et des vérandas, réduit le nombre d'appartements inoccupés en implantant des chambres d'étudiants, des bureaux et même une école d'assistantes sociales.

« C'était la zone, maintenant on dirait un quartier de Français », constate Ali, vingt-trois ans, qui propose au journaliste, en guise de bienvenue, quelques grammes de hashisch à un prix d'ami. Car si les HLM sont moins grises et la honte d'habiter la moins épaisse, la population majoritairement très jeune des quartiers nord reste plus que jamais en désespérance. « Plus c'est

rose à l'extérieur, plus c'est morose à l'intérieur », croit pouvoir dire une éducatrice du quartier. Les drogues, douces ou dures font désormais intimement partie du paysage. Le spectacle banalisé des toxicomanes se piquant en plein jour devant un centre commercial, le commerce ouvert du « joint » ou de « la blanche », suscitent parfois des réactions violentes de certains habitants qui dénoncent amèrement la passivité de la police. Mais la loi du silence, le sentiment communautaire propre aux cités empêchent la répression.

Personne ne se souvient avoir entendu le moindre bruit lorsque, dans la nuit du 24 au 25 septembre dernier, des cambrioleurs ont enfoncé la porte blindée qui protège l'entrée de la mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, installée au dixième étage d'un immeuble habité de la cité des Flamants. Tout le matériel informatique et les objets de bureau se sont envolés. L'endroit, qui accueille ordinairement deux cents jeunes candidats à l'emploi par semaine, est fermé provisoirement. « La loi, comme les autres repères sociaux n'existe pas dans ces cités. Le vol, la toxicomanie sont tellement banalisés que les jeunes qui commettent de petits délits ne s'en rendent même pas compte », constate M. Yves Fernandez, directeur départemental adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse (ex-éducation surveillée).

Contenir l'explosion

La drogue, même si elle ne touche encore qu'une forte minorité des jeunes, a déjà, selon de nombreux observateurs, deux conséquences visibles. Elle assoupit les énergies, et peut procurer des revenus qui ridiculisent ceux du travail. « Ils n'ont même plus la force de se révolter. L'énergie militante des beaux des années 1983-1984 se consume aujourd'hui dans la drogue », s'alarme en cœur les travailleurs sociaux qui voient dans l'incendie de Vaulx-en-Verdun « un signe réconfortant de vitalité ».

Mais la désespérance des dix-huit, vingt-cinq ans des cités se nourrit

aussi de l'impuissance de la société à leur assurer une formation, un métier et un salaire. La multiplication des stages et des réseaux d'accueil à sans doute grandement limité les dégâts mais elle a aussi servi de trompe-l'œil. La mission locale installée aux Flamants conserve certains jeunes dans ses fichiers depuis sa création, voilà huit ans. De stage de remise à niveau en TUC, de SIVP en CFI, ils ont épuisé tous les dispositifs d'insertion professionnelle mis en place par l'Etat sans jamais trouver d'emploi stable. Dépourvus de diplôme et de véritable qualification professionnelle, ils n'ont même pas bénéficié de la reprise économique.

D'autant moins que la couleur de leur peau et leur estampe « quartiers nord » restent rédhibitoires pour de nombreux employeurs marseillais. « Nous contenons l'explosion et insufflons un peu d'espoir car nous écoutons les jeunes et les aidons à construire leur propre projet au lieu de les faire dériver derrière un guichet. Nous tentons aussi d'agir sur tous les rouages de la société pour que tous les jeunes trouvent leur place », explique M. Richard Stocqué, directeur de la mission locale, qui constate cependant qu'« en dépit de compétences et de moyens (une dizaine de personnes), nous ne parvenons pas toujours à être efficaces ».

Consommateurs de stages sans issue, certains jeunes tombent progressivement dans la drogue ou la délinquance, vouant du même coup aux gémonies l'appareil socioculturel et éducatif dont le langage éducatif cache parfois l'impuissance.

« On hésite à faire pénétrer le quartier comme à Lyon, ça ferait trop plaisir aux éducateurs qui gèrent le lieu qu'on envoie quand les quartiers nord explosent », affirme sans vergogne un jeune de Fonvert. Sans compter la bureaucratie qui paralyse les initiatives, et l'opacité grandissante des dispositifs publics, qui empêche certains jeunes d'accéder à leurs droits. « Quand les jeunes voient la complexité du dossier à remplir pour obtenir un stage d'insertion, ils ne disent rien ». « Donnez-nous l'adresse de l'administration, on va débarquer dans leurs bureaux pour régler ça », un peu comme à Vaulx-en-Verdun, où au moins, les jeunes ont su se faire entendre », raconte M. Brahim Seddik.

Maillage associatif

Si les cités marseillaises n'ont pas connu de flambée de violence depuis plusieurs années, c'est tout de même que le paysage a bien changé. Outre les deux missions locales implantées sur les quartiers nord, et les centres sociaux des cités, une multitude d'associations, sportives, socioculturelles, religieuses, ont fleuri, générant dans chaque cité un maillage associatif. Le club de football ou la mosquée, réseau d'aide aux devoirs scolaires ou propositions de loisirs ou de vacances. Une « régie de quartier » permet à une centaine d'habitants de prendre en charge, moyennant salaire, la propreté et la sécurité de leurs propres habitations.

Le mouvement de revendication identitaire des beaux des années 1983-1984, a produit une génération d'animateurs d'origine maghrébine qui gèrent au plus près des habitants ce maillage associatif, mais aussi d'instituteurs, d'artistes, d'élus municipaux marqués par les enthousiasmes de l'après-1981. Ceux qui sont restés sur le carreau grossissent le rang des jeunes chômeurs sans qualification, lorsqu'ils n'ont pas été happés par la délinquance. Leurs petits frères sont sans doute plus désespérés car ils n'attendent plus rien ni de la politique, ni des syndicats, ni de l'action collective. « Nos deux élus municipaux, d'origine maghrébine n'ont aucun pouvoir. Quand tu cherches un logement ou quand tu vas à l'école, c'est toujours ton nom arabe, pas la carte d'identité française qui compte », constate Mustapha Zergoub, un solide gaillard de Fonvert qui, à vingt-trois ans, vient de réussir l'exploit d'ouvrir une auto-école et une entreprise de pompes funéraires islamiques dans le petit centre commercial voisin.

Cette génération-là est née française, mais a bien du mal à le faire reconnaître. Le mot d'« intégration » lui donne de l'urticaire car elle ne supporte plus d'être traitée comme un rassemblement de citoyens de seconde zone et il ne faut pas la pousser beaucoup pour que, par goût de la provocation autant que par dépit, elle finisse par avouer une admiration prudente mais certaine pour Saddam Hussein.

PHILIPPE BERNARD

Un club de football aux portes de Lyon

Quand les Mingettes jouent le jeu

VENISSIEUX

de notre envoyé spécial

Les Mingettes, neuf ans après. Les tours n'ont guère changé depuis l'été chaud de 1981. Elles dressent toujours leurs quinze étages bétonnés sur une colline venteuse qui domine les raffineries de la vallée du Rhône. Simplement, sur les hauteurs, trois terrains de football ont planté leurs buts entre les immeubles défranchis et un centre commercial. Des gamins rigolards s'y disputent un ballon aux rebonds capricieux.

L'Association Sportive des Mingettes, célèbre pour avoir formé Luis Fernandez (AS Cannes) et Alim Ben Mabrouk (Bordeaux), est sans doute le centre social le plus efficace de la région. « Nous avons une vocation éducative, ce club est une famille », assure André Réal, l'entraîneur de l'équipe seniors. Comme la plupart des éducateurs en charge des deux cent cinquante jeunes du club, il outrepasse parfois ses fonctions sportives pour raisonner certains joueurs. « Tant qu'ils sont avec nous, ils ne font pas de conneries, ils apprennent les bases de la vie en société, le respect des autres et la solidarité ».

A une époque où l'on s'interroge sur les moyens de maîtriser la jeunesse des grands ensembles, les dirigeants, tous bénévoles, regrettent toutefois que leur travail ne soit pas davantage pris en considération par la mairie et les collectivités locales. La subvention municipale ne s'élève qu'à 45 000 francs, auxquels s'ajoutent 25 000 francs versés par la préfecture.

L'international Luis Fernandez, vice-président du club, s'efforce de trouver des mécènes susceptibles d'aider ses anciens coéquipiers. Car, avec l'argent dont elle dispose actuellement, l'AS Mingettes peut tout juste acheter des maillots, quelques ballons et accorder des réductions aux familles nombreuses. Quant aux équipements, ils sont corrects mais restent limités : des vestiaires aux faux airs de blockhaus, dépourvus d'aération, une minuscule tribune aux allures d'échafaudage, bien insuffisante pour accueillir les deux cents spectateurs qui assistent aux matches de l'équipe première. Le terrain est de bonne qualité, mais le solide grillage qui le ceinture évoque plutôt une cour intérieure de prison.

Ce grillage était pourtant nécessaire. Ne serait-ce que pour rassurer les joueurs adverses. Au plus fort de l'agitation des années 80 (la « période trouble », comme l'appelle un dirigeant), l'AS Mingettes était considérée comme une « équipe de voyous » et accueillie comme telle sur tous les terrains. Une réputation parfois justifiée tant les incidents étaient fréquents, sur la pelouse comme en dehors. « Tout le monde avait les nerfs à fleur de peau », se souvient Bruno Ivañez, trente ans, l'entraîneur des cadets.

Aujourd'hui, l'AS Mingettes évolue en division d'honneur régionale et tente de s'acheter une conduite, à l'image de l'ensemble d'un quartier plutôt rentré dans le rang depuis 1981. Dès le plus jeune âge, les insulter sont proscrites sur les terrains. Chez les joueurs plus âgés, une commission interne de discipline condamne les fautes à des tâches d'intérêt général (vente des billets au stade, permanences à la buvette...). De même, des adolescents sont-ils chargés d'entraîner de jeunes enfants. « C'est une manière de les responsabiliser », assure André Réal.

Au détour d'un dribble

Mais la plus grande réussite des dirigeants reste la nomination au poste d'entraîneur de l'équipe juniors (dix-sept à dix-neuf ans) d'un gardien de la paix qui opère justement sur le secteur de Venissieux. Jusqu'en 1985, en effet, Guy Inso n'était qu'un « enforçeur de lard », autrement dit un « sale flic ». Puis, au détour d'un dribble réussi et d'un sourire séducteur, cet Antillais d'une trentaine d'années est devenu le coach, l'entraîneur unanimement apprécié.

Les jeunes, tous originaires du quartier, ont finalement appris à connaître ce policier, à le respecter. « Je retrouve parfois certains gars lors des patrouilles ; dans d'autres circonstances, j'en ai sorti deux ou trois de sales draps », reconnaît Guy Inso avant d'ajouter : « Je crois qu'ils ont une autre image des flics depuis mon arrivée. Moi-même, j'apprends à les connaître, à les comprendre. La plupart sont de gentils gars. Ils sont sans doute moins durs que ceux du début des années 80, mais je dois admettre que, parfois, on ne sait pas très bien où ils vont... »

PHILIPPE BROUSSARD

Une exposition à l'Arche de la Défense sur l'histoire de l'immigration

France, terre d'asile

Organisée par la Fondation « Arche de la Fraternité », une exposition, intitulée « France des libérés-France des étrangers », a lieu jusqu'au 3 mars 1991 au toit de la Grande Arche, à la Défense. Elle retrace l'histoire de l'immigration en France.

Le sait-on ? La France est le deuxième pays d'immigration au monde, après les Etats-Unis. Le mouvement s'est amorcé dès l'Ancien Régime, qui avait accueilli de nombreux philosophes, écrivains et artistes. Depuis le début du dix-neuvième siècle, après la Révolution, la France a reçu plus de 10 millions d'hommes et de femmes, arrivés périodiquement par vagues successives.

Sur 133 mètres de long et 3 mètres de haut, soit près de 400 mètres carrés de tissu, un journal mural attend le public de l'exposition. A travers leur propre presse, des milliers d'immigrés racontent leur exode jusqu'en France pour trouver un travail ou fuir une persécution, politique ou religieuse. Ce journal mural, c'est un siècle et demi de révolutions et de convulsions dans le monde. Depuis 1830, plus de 2 000 titres étrangers ont été publiés en France. La première agence de presse allemande vit le jour à Paris en 1843 et le premier journal arabo-berbere en 1859.

Découpé en cinq séquences chronologiques, ce journal exprime les espoirs et les craintes d'immigrés qui ont contribué au développement de la France. 1830-1914, c'est la presse des « bannis », exilés politiques qui ont

choisi la France, « patrie des droits de l'homme », pour continuer leur combat.

1919-1939, c'est l'époque où des Africains, Antillais, Maghrébins, Indochinois, partent en guerre, depuis la métropole, dans leurs petits journaux, contre le colonialisme et l'eurocentrisme du monde. 1922-1944, c'est la période où les exilés italiens, dès 1922 les Allemands (en 1933) et les Espagnols (en 1938-39), mettent en garde sans succès, à travers leurs journaux, les pays démocratiques contre la menace fasciste.

1945-1962 : l'après-guerre est marquée par la reconstruction, la décolonisation, l'engagement des jeunes intellectuels français autour de l'idéal de la liberté des peuples. 1960-1989 : du miracle économique des années 60 à la crise, l'immigration devient l'un des traits essentiels de la France moderne.

Le long des couloirs du toit de la Grande Arche, la « rue de la mémoire » témoigne d'autres dimensions de l'histoire des étrangers en France : conditions d'accueil, lieux de travail, diversité des cultures, lieux de culte, espaces politiques... Des images d'archives inédites racontent le regard des étrangers sur leur nouvelle patrie et, réciproquement, celui que portaient les Français sur leurs nouveaux compatriotes.

De tous temps, la frontière entre l'immigration économique et l'exil politique a été étroite. Cette exposition souligne le rôle attractif joué par l'image révolutionnaire de la France et sa réputation de terre hospitalière. Un passé qui plaide pour aujourd'hui.

E. D.

LES IDEOLOGIES SONT MORTES. VIVE LES IDEES !

APRES LE GRAND CHAMBARDEMENT DES SYSTEMES DE PENSÉE, LE NOUVEL OBSERVATEUR FAIT LE POINT SUR L'ÉTAT DE LA PENSÉE AUJOURD'HUI.

Les plus grands intellectuels répondent aux questions de la fin du siècle.

Les meilleurs journalistes dressent l'état des lieux, discipline par discipline, école par école, courant par courant.

Nos enquêteurs racontent les batailles, les polémiques, les personnages et les lieux de la vie des idées dans le monde.

Les meilleurs spécialistes ont sélectionné dans chaque domaine les 10 livres sans lesquels on ne peut pas comprendre le tournant du siècle.

LE BAGAGE INDISPENSABLE DE L'HONNÊTE HOMME DU 21^{ème} SIECLE. UN HORS-SÉRIE DU NOUVEL OBSERVATEUR EN VENTE DES 18 OCTOBRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.



سكنا من الاربعين

CULTURE

CINÉMA

Les dépossédés

La rencontre d'un musicien alcoolique et d'un « beau » russe porte « Taxi Blues » à incandescence

Taxi Blues commence par un feu d'artifice et finit par une explosion. Entre les deux, pas de répit : de la nuit de défilé où Liocha le musicien monte dans le taxi conduit par Ivan à la nuit de folie où ils se séparent pour toujours, ce n'est qu'éclats de haine et de tendresse, étincelles de violence.

Liocha est un grand flandrin affublé d'une chemise rouge, il braille qu'il est un génie et qu'il tutoie Dieu, et creuse sa propre tombe à coups de lampées de vodka ingurgitées comme un homme qui se noie et avale de l'air. Liocha est bohème, et malheureux. Ivan est un costaud vêtu d'une chemise verte, il ne parle guère, entretient ses muscles, boit de la vodka quand c'est l'heure de faire la fête, et le reste du temps mordille un harem saouloché sur le pare-soleil du véhicule qui le fait vivre. Ivan est amoureux, et malheureux. Liocha est monté par hasard dans le taxi d'Ivan, il s'est sauvé sans payer par principe autant que par pauvreté. Le chauffeur n'étant pas homme à se laisser voler, il traque et retrouve le saxophoniste. Lui aussi des principes, il veut récupérer son dû, mais aussi réformer « l'âme malade » de ce musicien affligé des pires tares : artiste, décadent et juif.

Ivan installe donc chez lui, dans l'appartement communautaire qu'il partage avec un vieux stallien déboussé et idiot, son fantasme débauché. Promiscuité faite de heurts incessants et de réconciliation larmoyante quand l'alcool met tout le monde d'accord, le brillant saxophoniste que la moindre bouteille rend veule jusqu'à l'abjection et le prolo borné taraboué de tendresse.

Mais Taxi Blues ne raconte pas un conflit psychologique, il cauchemarde un avant-goût de guerre civile. « Avant on vous tenait et tout allait mieux ! - Ils ont construit des HLM normalisés, puis les hommes comme vous, conformes au bâtiment. » Ce ne sont pas Ivan et Liocha qui s'apostrophent, c'est tout un peuple de « petites gens » qui crie sa haine devant des changements qui ont détruit leurs repères sans diminuer leur misère, qui laissent resurgir l'antisémitisme jamais éteint et la peur de la différence. Et c'est toute l'intelligence féroce et misérabiliste et infiniment cynique qui lui répond. Une histoire plus vieille que la perestroïka, plus vieille que le communisme soviétique, une histoire vieille comme la Russie, vieille comme le monde slave.

Cette violence est partout, elle est dans le film comme une chaleur malsaine et fascinante, dans les rues où tout se vend et s'achète et se vole, dans les gestes brutaux de ces troupes de tous

âges, de tous sexes, en quête d'une goutte d'alcool (l'eau de Cologne fera l'affaire), dans les regards vides, avides, dans les stridences du saxophone qui « joue les tuyaux rouillés et les maisons en ruine ». Quiconque a mis les pieds à Moscou reconnaîtra cette dureté insensée, que Pavel Louguine filme à la brute, d'une caméra hargneuse et qui soudain s'apaise, hébétée de tant de folie. Comme ces moments de grâce chromo que connaissent les ivrognes quand l'aube se lève au terme d'une nuit de beuverie. Un leurre bien sûr, la nausée arrive.

Le télescopage de deux infra-mondes

Un film *no future*, dont le seul lendemain qui grince est le télescopage sanglant de deux infra-mondes, celui des pauvres qui se croient honnêtes et celui des pauvres qui se croient intelligents. Combat à jamais perdu d'avance par tout le monde.

La prouesse du cinéaste est de parvenir à installer dans ce pandémonium où tout le monde est moche, méchant, deux héros dessinés sans complaisance et pourtant attachants, émouvants. Parce que Louguine les connaît, eux et leurs semblables. Et qu'il les aime comme ils sont. Aussi parce qu'il a mis la main sur deux interprètes étonnants : Piotr Mamonov, le musicien, vedette du groupe rock Zvuki-mou, et Piotr Zaitchenko, que le cinéaste est allé chercher à Volgograd. Deux hommes dont la vie et le comportement réels ressemblent à ceux de leur personnage.

Taxi Blues a été acclamé au Festival de Cannes, et il y a reçu un prix de la mise en scène mérité. Récompense accordée à ses indéniables qualités et qui traduit aussi un sentiment diffus : on n'avait jamais vu un film russe comme ça. Est-ce d'avoir été coproduit par l'Occident ? Il ressemble à un film américain, à la construction et à la rapidité de son montage, à un film américain. Et même si la référence à *Taxi Driver* semble un clin d'œil trop facile, l'ombre de Scorsese n'est effectivement pas loin. Outre son titre anglophone, le film s'achève d'ailleurs sur deux notes américaines : Liocha, le musicien déchu, est repéré par un jazzman noir en tournée, qui l'emmène à New York recevoir une consécration mondiale. Ivan, bafoué par son ancien acolyte devenu star, déclenche une poursuite en voiture directement inspirée des *thrillers*. Mais reste encore un point d'orgue en forme de méprise tragique et dérisoire, qui ne doit rien à Hollywood. Et laisse résonner une infinie désespérance.

JEAN-MICHEL FRODON



Quand l'alcool met tout le monde d'accord

DANSE

Zizi Carabosse

Roland Petit revisite à Marseille « la Belle au bois dormant »

MARSEILLE de notre envoyée spéciale

Le roi s'est fait la tête de Groucho Marx et ne quitte pas son énorme cigare, bien que ce ne soit pas recommandé au-dessus du berceau d'un nouveau-né. La reine, après une valise-musette avec son époux grimpe sur une échelle pour arroser un pot de fleurs géant, d'où sort la fée bleue.

Puis Roland Petit fait irruption sur le plateau avec un grand geste des bras : on croit que cela fait partie du spectacle, mais non : il annonce que Dominique Khaloufi, qui devait danser le rôle de la Princesse Aurora, vient de s'évanouir en coulisses. Il s'ensuit des changements de distribution en cascade, un petit quart d'heure de patience, s'il vous plaît, pour trouver les costumes. Le rideau relève, passe au fond un énorme dragon. Et entre sur son char la fée Carabosse, couverte d'une vaste houppelande noire et cachant son visage derrière un hideux masque blanc. Mais la jambe qui sort de la houppelande est trop divine, trop coquine, pour qu'on ne la reconnaisse pas : c'est Zizi Jeannaire, et tout bascule aussitôt.

Trois spectacles s'entrelient avec plus ou moins de bonheur. D'abord, *la Belle au bois dormant*, de Marius Petipa, à laquelle Roland Petit restait viscéralement attaché de par son éducation de danseur classique. Il en conserve donc, réglé par son maître de ballet Norbert Schmucki, quelques morceaux traditionnels : l'entrée et les variations de la Belle, son pas de deux avec le Prince, le grand pas d'action, quelques bribes de l'Oiseau bleu.

Ensuite, une *Belle au bois dormant* revisitée par Roland Petit, qui s'est inspiré de Winsor Mac Cay, précurseur de la bande dessinée et de son *Little Nemo*. D'où vingt idées amusantes, des chorégraphies joliment encaissées, mais aussi quelques passages un peu vides dans les ensembles. Enfin, une revue de musio-hall autour de Zizi Jeannaire, le rôle de Carabosse étant évidemment plus développé qu'à l'ordinaire.

On ne s'en plaindra pas, chaque apparition de Zizi étant un délice. Zizi en clown pailleté brisant le miroir qui lui renvoie l'image d'Aurore, Zizi en vieille marchande de pommes, cousine de la Reine de Blanche Neige, Zizi en smoking satiné de magicien, sortant de son chapeau un lapin et des fleurs, Zizi en garçon de café offrant un tambour à broder sur lequel est écrit « love », cadeau qu'Aurore accepterait et qui provoquerait la piqure fatale... Et Zizi en fourreau lamé, descendant à la fin un grand escalier entre ses boys.

Peut-être la présence de la sublime ballerine Khaloufi eût-elle rééquilibré le spectacle, qui n'a pas encore tout à fait trouvé sa construction ni son rythme. Mais on ne regrette pas d'avoir découvert deux très jeunes interprètes qui apportent au couple princier une séduisante fraîcheur, Francesca Spasi et Cyril Pierre.

SYLVIE DE NUSSAC

Opéra de Marseille jusqu'au 21 octobre. Tél : 91-47-94-88. Après les représentations marseillaises, le spectacle part pour une tournée en Italie. Il est invité au Palais Garnier en 1992.

PATRIMOINE

Une fondation internationale pour sauver la cathédrale de Reims

La restauration de sa statue sera l'objet d'une opération pilote décidée par M. Jack Lang

REIMS de notre correspondant

Notre-Dame de Reims, qui concentre la statue la plus riche de France (2 500 éléments sculptés), est, on le sait, un chef-d'œuvre en péril. La pierre de cet édifice gothique, déjà fragmentée par les incendies de la première guerre mondiale, est rongée par la pollution urbaine. La lutte contre l'érosion est engagée.

La cathédrale de Reims vient d'être choisie par le ministère de la culture comme pilote d'une vaste opération de sauvegarde du patrimoine - qui concernera aussi bien la cathédrale de Chartres que le château de Vincennes. L'opération a été lancée par M. Jack Lang le mercredi 17 octobre à Reims.

« La cathédrale n'est pas seulement l'affaire du maire, d'un ministre ou d'une administration, elle est l'affaire de tous les citoyens », a rappelé le ministre avec vigueur. Aussi, celui-ci appuiera-t-il de toute son autorité le projet de fondation internationale destinée à sauver la statue monumentale de la cathédrale. Son objectif : recueillir 45 millions de francs auprès des entreprises, du public et

des collectivités. Compte tenu de la lenteur prévisible de la mise en place de cette fondation, compte tenu de l'urgence des travaux, il a été décidé, en présence de M. Jack Lang et de M. Fabia, maire de Reims, d'une première opération. Elle consistait à collecter, pour le compte de la Fondation de France, des fonds visant à restaurer, statue par statue, le portail occidental de la cathédrale.

M. Lang entend faire de cette campagne le symbole du mécénat. Il a donné un coup de chapeau aux professionnels du champagne, qui, par la voix de M. Claude Taittinger promet de réunir une enveloppe de 10 millions de francs.

La venue de M. Lang scellait aussi la réconciliation du ministre avec le maire RPR de la cité. Une polémique les avait opposés quand la municipalité avait annoncé son intention de nser les halles du Boulingrin. Le ministre avait finalement opté pour leur inscription au répertoire des monuments historiques. Une solution de bon sens a été trouvée : elles abriteront une médiathèque. Ce chantier s'intègre dans une charte culturelle conclue, non sans difficulté, entre la ville de Reims et l'Etat.

DIDIER LOUIS

MODE

En attendant le printemps

Ouverture des défilés pour le printemps-été 1991

La semaine du prêt-à-porter des créateurs pour le printemps-été 1991 a commencé officiellement mercredi 17 octobre, principalement sous les chapiteaux de la cour Carrée au Louvre.

Chaque année, davantage de stylistes tentent leur chance, et cette fois encore, en dépit de la conjoncture on ne peut plus morose. La situation internationale a fragilisé ce secteur sensible, boîte noire du temps qui passe.

Un sexy primaire

Paradoxalement, le climat d'inquiétude a suscité une frénésie de coupe de cœur pour tout ce qui est excentrique. Depuis les défilés du mois de mars, on a constaté une ruée sur les sacs en patchwork de poulain, en vrai et faux python, pour les escarpins haut perchés en nubuck, et pailletés pour le soir.

Le sexy gagne, un sexy primaire façon Alaïa - corps sanglé, moulé,

accentué. Et en prime la mini pas plus haute qu'une largeur de main.

Les femmes ont choisi d'être filles, très loin des battantes chics, égrées des précédentes collections. Les pulls à capuchons de rapiers, les cuissardes, les blousons de skaï, toute la panoplie des motards, ont démodé sans merci les canaux romantiques, les tissus fluides de la « femme douce », valeur sûre de la précédente décennie.

Signe des temps : ces caprices ont fait partie des modèles les plus photographiés. Il n'y a plus de décalage entre la presse et les femmes qui s'habillent. A l'élégance du bon blazer qui dure cent ans, elles ont préféré l'insolence, le flash des clips.

Le caprice deviendra-t-il tendance ? On devait le savoir dès mercredi 17 octobre. Si l'on en croit les défilés milanais qui traditionnellement précèdent ceux de Paris, le printemps-été 1991 sera sexy. On n'a encore trouvé rien de mieux pour séduire les femmes.

LAURENCE BENAÏM

MUSIQUES

Jorge Bolet, le plaisir de jouer

Le pianiste, héritier de l'école romantique est mort, mardi 16 octobre à San-Francisco

Le pianiste américain Jorge Bolet est mort, mardi 16 octobre à San-Francisco, à l'âge de soixante-quinze ans (nos dernières éditions du 18 octobre).

Inconnu en France il y a dix ans, ce pianiste d'origine cubaine devait sa récente renommée à quelques disques enregistrés pour Decca. Il avait conquis la faveur d'un vaste public, fasciné par la beauté aristocratique d'un jeu qui excellait dans Liszt et Chopin.

Formé par Josef Hofmann, Leopold Godowsky et Moritz Rosenthal (autant dire par trois des pianistes les plus marquants de ce siècle), Jorge Bolet se trouvait au confluent de trois esthétiques pianistiques. Né en 1914, il avait eu la chance d'écouter ceux que l'on appelait les grands lions du piano, une célèbre école rivale de la Juilliard School, où il avait repris la chaire de piano après le départ de Rudolf Serkin (Bolet avait été effrayé de retrouver le portrait de Liszt exilé la face contre le mur d'un placard à balais par son intraitable prédécesseur : Bolet n'excommuniât aucun compositeur), à l'Indiana School of Music et dans de nombreux cours d'interprétation à travers le monde (en France, à La Roque-d'Anthéron, où il avait été conquis par le talent de la jeune Hélène Grimaud).

Une maîtrise admirable

D'Hofmann, Jorge Bolet avait retenu l'élégance, la sonorité miroitante, l'allure princière ; de Godowsky, le jeu transparent, la polyphonie aérienne ; de Rosenthal, la virtuosité phénoménale et un goût marqué pour Liszt et Chopin. Malheureusement, les belles qualités de Jorge Bolet restèrent longtemps ignorées du grand public, son répertoire et son style cadraient mal avec le goût d'une époque sans doute fatiguée par les excès d'une certaine école de piano romantique, qui redécouvrait avec délices Beethoven et Schubert joués dans les versions originales.

Le grand redémarrage de sa carrière coïncida avec un récital triomphal donné sur la scène de Carnegie Hall un soir de 1972.

En plus des *Préludes*, de Chopin, Jorge Bolet avait inscrit la *Chaconne pour violon*, de Bach, transcrite pour piano par Ferruccio Busoni, l'ouverture de *Tannhäuser*, de Wagner, transcrite par Liszt et quelques petites pièces de genre, dont une irrésistible étude de Paul de Schœlzer. Le lendemain, Harold C. Schonberg, le « senior critic » du *New York Times*, publiait un article enthousiaste, repris plus tard dans la pochette de l'enregistrement historique de ce concert (RCA). Le pouvoir de ce grand critique aidant, la carrière du pianiste avait fini par se développer aux Etats-Unis et en Europe. Et Bolet, qui, des années durant, avait mangé de la vache enragée, pouvait enfin jouer devant des salles enthousiastes.

Au piano, Bolet ne se départait jamais d'un flegme digne d'un colonel de l'armée des Indes. Ses grandes mains bien à plat, le buste légèrement penché sur son clavier, son visage ne trahissant aucune émotion, le pianiste écoutait les sonorités qu'il faisait naître de son Baldwin ou de son Bechstein (il avait abandonné Steinway depuis quelques années). Sa concentration

s'imposait à un public hypnotisé par une maîtrise d'autant plus admirable qu'elle s'effaçait derrière une musicalité cultivée, des phrases sculptées dans l'épaisseur du son, une élégance dont le secret est, hélas ! oublié par beaucoup de ses jeunes confrères. Artiste, Bolet avait été magistral. Certaines fois, il se « plantait » magistralement. Un soir, à Paris, il jouait une étude de Chopin en bis. Mécontent de la façon dont il l'avait commencée, il s'arrêta et reprit du début. Comme il le souhaitait. Car ce pianiste n'avait rien à prouver, ne paraissait pas paralysé par le trac : il aimait le piano, toute sa littérature, et jouait pour le plaisir de jouer.

Cet amour du piano, Jorge Bolet l'a transmis à des théories d'élèves au Curtis Institute de Philadelphie, une célèbre école rivale de la Juilliard School, où il avait repris la chaire de piano après le départ de Rudolf Serkin (Bolet avait été effrayé de retrouver le portrait de Liszt exilé la face contre le mur d'un placard à balais par son intraitable prédécesseur : Bolet n'excommuniât aucun compositeur), à l'Indiana School of Music et dans de nombreux cours d'interprétation à travers le monde (en France, à La Roque-d'Anthéron, où il avait été conquis par le talent de la jeune Hélène Grimaud).

ALAIN LOMPECH

Parmi les disques les plus marquants de Jorge Bolet, il faut retenir les enregistrements suivants :

► *Les Quatre Ballades*, de Chopin, jouées avec une élégance aristocratique bien dans la manière du compositeur et une plénitude de sonorité, une richesse de timbre dignes d'un Cortot ou d'un Hofmann (Decca 417 651-2) ;

► Le récital à Carnegie Hall, dont l'ouverture de *Tannhäuser* est un exemple de ce grand style pianistique romantique à nous venir de nos jours (RCA GD 87 710) ;

► *Bénédiction de Dieu dans la solitude*, de Franz Liszt, une œuvre, irrégulière, passablement saint-sulpicienne transfigurée par une science pianistique, une intériorité confondante. Pour une fois, la partie centrale s'écoulera sans ennui (Decca 411 803-2) ;

► Une anthologie des plus beaux *Lieder* de Schubert transcrits pour piano seul par Franz Liszt dont *Auf dem Wasser zu Singen*, à la progression magistralement conduite (Decca 414 575-2) ;

► *Les Variations et fugue sur un thème de Haendel*, de Brahms. Le pianiste y réussit le tour de force de ne sacrifier aucun détail tout en bâtissant une architecture intimidante et austère (Decca 417 781-2) ;

► *Prélude, choral et fugue*, de César Franck. La maîtrise architecturale, le sens du coloris, la clarté polyphonique du jeu de Bolet y sont à leur zénith (Decca 421 714-2) ;

THÉÂTRE

Songe burlesque

« Le Songe d'une nuit d'été »

première mise en scène de Michel Dezoteux à Grenoble

GRENOBLE correspondance

Michel Dezoteux ouvre la saison à la maison de la culture de Grenoble, où il est metteur en scène résident, avec *Le Songe d'une nuit d'été*, le spectacle exploite les éléments critiques et ludiques accumulés pendant huit ans de travail en Belgique, au théâtre Varia. Le résultat est burlesque, à la manière bruxelloise, avec un jaillissement d'images empruntées au cinéma américain, au cabaret berlinois et au music-hall international. La musicienne Emma Stephenson accommode les ingrédients avec humour, Brecht aidant (pas le théoricien, mais l'expérimentateur de mélanges culturels), le résultat est plutôt tonifiant.

Les meilleurs moments du spectacle sont ceux où les citations mi-révérencieuses, mi-parodiques s'avouent sans détour, en particulier un duo de Puck et Oberon (Christian Hecq et Bernard Verléa) emprunté aux Frères Jacques, ou encore l'apparition « magistrale » des artisans. Les tableaux de Magritte, maître de l'imaginaire belge, ont paradoxalement fourni au scénographe Gérard Poli la scène réelle du spectacle, la scène féérique étant une usine

théâtre en ruines. Les acteurs, presque tous belges et presque tous passés par l'Institut national supérieur des arts du spectacle (INSA), dont Michel Dezoteux dirige la section d'interprétation dramatique, sont à l'aise dans le pastiche, la parodie, les jeux de music-hall.

Démarche chaplinesque, voix retravaillée au synthétiseur, Christian Hecq excelle dans le rôle-pivot de Puck. Les artisans du spectacle ne pratiquent guère, pour leur part, l'art de la litote. Philippe Jeusetto (Quince) n'est pas précisément sobre.

Michel Dezoteux a voulu maintenir la charge jusqu'au bout, comme dans son précédent spectacle *La Noce chez les petits-bourgeois*. Enfin, même jusqu'au bout. A la fin quand Christian Hecq enlève sa perruque pour l'adresse aux spectateurs, c'est un comédien qui parle, qui exprime simplement son inquiétude d'avoir mal joué, l'espoir de faire mieux la prochaine fois. Le message est de Shakespeare, mais il donne comme une gravité à la mise en scène.

BERNADETTE BOST

► Théâtre mobile du Cargo, Maison de la culture de Grenoble, jusqu'au 20 octobre.

Ça vient de sortir

Un tic-tac signé Chaumet

« Les griffes », c'est le nom d'une superbe et nouvelle ligne de montres-bracelets que vient de sortir Chaumet. Une montre qui peut être « dédiée » à votre goût, à savoir, en plusieurs versions de boîtier, de cadran et de bracelet, l'or brossé et poli, les diamants, la nacre et autres saphirs ! Une fortune ? Cela dépend de votre choix. À partir de 10 700 F, 15, place Vendôme, 75001 Paris.

Lentilles pour presbytes

Finis les demi-lunes, monsieur ! Fini également les deux paires de lunettes qui vous aident à voir de près et puis de loin. Ce grand soulagement est signé Essilor et s'appelle « Variations ». Il s'agit de lentilles de contact qui vous permettront de voir net à toutes les distances, quels que soient vos défauts visuels, y compris la presbytie. C'est dire que vous avez, en quelque sorte, des Variations sous forme de lentilles. De 1 200 F à 1 600 F selon la correction à réaliser. Chez votre opticien.

Êtes-vous « Femme », madame ?

Voici enfin « Femme » de Rochas que vous trouverez pour la première fois dans une boutique de la rue de la Harpe. C'est-à-dire des crèmes, des fluides, des laits et autres soins pour le corps, parqués dans la fragrance de « Femme » ! Sept soins mis élégamment en boîte noire et or ou dans des flacons de verre translucides. Chez votre parfumeur.

En chemise

Une chemise pour toutes les circonstances, c'est ce que propose Lordson avec ses trois lignes différentes : « Monsieur », « Casual » et « Wild ». C'est dire que vous avez le choix entre les chemises, de la plus classique à la plus farouchement mode en passant par la sportive à carreaux, et à de bons prix ! Point de vente au tél. : (16) 54-24-06-60.

Maxim's chez vous

Dîner chez soi comme si vous étiez chez Maxim's, et de façon italienne, c'est possible. En effet, Pierre Cardin, propriétaire du Maxim's de Paris, vient de passer un accord avec le Gruppo Cremonini, qui commercialise, sous le nom de Maxim's, des produits gastronomiques italiens, tels le jambon de Parme, la charcuterie, les épices et autres parmesan, tous haut de gamme, bien entendu, et vendus dans les magasins au nom de ce fameux restaurant ainsi que dans les grands supermarchés.

La petite balle !

Pour les fous du golf, sachez-vous qu'un choix absolument incroyable de clubs différents vous attendent dans Le Comptoir du golf au 22, avenue de la Grande-Armée à Paris. Vous pouvez d'ailleurs les essayer sur place à l'aide d'un petit practice qui y est installé ! Bien entendu, vous trouverez aussi tous les autres équipements nécessaires pour taper dans la petite balle, puisque ce comptoir lui est entièrement consacré.

Un bon petit rouge

Dans les caves Le Sarcour Club, on trouve des vins fins sélectionnés de très grande qualité, à des prix plus raisonnables ! Mais, pour fêter ses dix ans, ce club a invité des grands chefs à choisir un vin de pays pour Le Sarcour Club. Ainsi, Paul Bocuse a craqué pour une syrah (19 F), Pierre Laporte a sélectionné un merlot (18 F), Pierre Troisgros a préféré un chardonnay (25 F) et ainsi de suite, c'est le chef qui décide ! Renseignements et adresses des caves au tél. : (1) 47-08-52-05.

Un automne en beauté

Voici des rouges profonds et très beaux pour le maquillage d'hiver de Revlon. Il est inspiré par le Far West et les grands espaces, ce qui donne une très belle harmonie de brun et de rouge pour tout le visage. Chez votre parfumeur. Rouge, c'est encore la couleur de Paloma Picasso, qui, comme vous le savez, avait déjà un rouge à lèvres, « mon rouge », et qui vient d'avoir un petit : un vernis à ongles qui s'accorde parfaitement, 115 F.

Une parka parfaite !

La parka parfaite et « basique » pour l'hiver, je l'ai trouvée chez La Vogue au 38, boulevard des Italiens, tout près de l'Opéra Garnier. Elle est en coton imperméable et léger et elle protège du froid paisique et doublement est moulante. Son empillement façon cuir aux épaules donne du style et le tout dans un coloris bronze. Parfaite pour toutes les circonstances, 1 490 F.

Un bijou d'art

Jacques Gautier, ce merveilleux artisan-créateur de bijoux en métaux, s'est inspiré de l'art déco pour ses dernières créations en bronze sur argent avec un émail qui vous fixe comme un œil ! Voici également des boucles d'oreilles du soir, cristal sur argent, et des émaux façon opales troublants. Parallèlement, André Goutier tient toujours ses salons littéraires. Ils reprennent de plus belle le 23 octobre sur le thème du mythe de Saint-Germain-des-Prés des années 50. Le grand ami de Bernard Frank, Henri-Hugues Lejeune, viendra parler de son livre qui vient de sortir, le Dernier Hussard, 56, rue Jacob à Paris.

Il garde vos précieuses bulles

Chez Culinarion, des boutiques pleines de gadgets rigolos et utiles, j'ai trouvé un nouveau bouchon « Gard'bulles ». Spécialement étudié pour les précieuses bulles de Dom Pérignon et autres Pommery, ce bouchon vous refait le bûche typique d'un bouchon de champagne qui saute à chaque fois que vous ouvrez la bouteille, 139 F. Point de vente : 45-48-94-76.

Les bonnes crèmes

Signée René Garraud, la ligne « Classique » est composée de trois produits de base, véritable socle spécifique dans le premier raffinement et hydrate la peau, un autre est une cure anti-âge et le troisième vous protège. Tous ces soins sont, bien sûr, très pointus. Chez votre coiffeur.

Vite un costume !

Monsieur, vous êtes à la recherche d'un costume ou d'un manteau que vous voulez griffé d'une grande marque, pour être sûr d'avoir une bonne coupe et une bonne qualité, mais sans pour autant déboursier une somme trop importante ? Faites, dans ce cas, appel au magasin Stéphane Men's des boutiques de discount qui font des miracles dans ce domaine. 5, rue Washington et 130, boulevard Saint-Germain à Paris.

Une lecture gourmande

Le Larousse de la cuisine, qui vient de sortir, va-t-il devenir le livre de chevet de toutes les chaudières de France ? Il se pourrait, car il est vraiment magnifique et s'adresse aussi bien aux « cuisiniers nuls », qui trouveront des explications claires, accompagnées de photos, qu'aux fins gourmets, qui y trouveront 1 500 recettes succulentes. Une belle réussite pour 289 F seulement.

Cheveux en volume

Saviez-vous que les cheveux perdus sur le crâne à cause de leur propre poids constituent 40 % des angélots des femmes en Europe ? Ainsi, conscientes de ce problème grave, pour ne pas dire gravissime, les laboratoires de l'Oréal se sont penchés sur le problème et ont trouvé la solution que voici : Elshire et le nouveau shampooing Elastine spécial volume. 40 % des femmes sont dorénavant plus heureuses, 12 F.

Le granit léger

Le granit est vraiment une des matières premières la plus employée dans la décoration design, mais difficile à approcher à cause de son prix. Salobra Tescoba Pro vient de trouver une solution à ce problème en mettant au point un papier peint avec des cristaux de roche contre-collés. Il n'est pas seulement agréable au regard mais aussi au toucher. 18 coloris, du naturel au plus fantaisiste, « Stens » de Salobra Tescoba Pro.

GUNNAR P.

FOURRURE SAISON

SÉDUCTRICE, la fourrure est toujours et encore le vêtement le plus convoité des femmes. Les changements qu'elle subit au cours des années sont minimes. La création des fourrures reste un travail artisanal et haut de gamme.

La cliente bien informée sait d'ailleurs reconnaître un beau travail. Toutefois, la fourrure a ses tendances et suit l'air du temps !

On peut dire, par exemple, que cette année est celle de la créativité et de l'audace, qui font bon ménage avec le sérieux de ce métier d'art.

Comme partout dans le monde, le vent de la liberté souffle également dans la mode, et en fourrure l'ampleur s'affirme, donnant ainsi chez certaines des volumes généreux.

En vedette, nous trouverons le 7/8 ample et sans cisrage. Le roi couronné est toujours le vison, une valeur sûre, suivi du renard, de la marmotte, de l'astrakhan.

Le lapin inspiré revient et la silhouette fait toujours des heureux avec sa légèreté et sa souplesse magnifiques, son prix restant malgré tout très élevé.

La Fédération Nationale de la Fourrure nous informe par ailleurs que ce commerce a connu un sérieux ralentissement dû à un effet de mode, conjugué à un climat hivernal beaucoup trop clément ces deux dernières saisons.

● CACHEMIROBOLANT AU CLUB DES DIX

Le Club des Dix de David Shiff n'en finit pas de nous étonner ! Pour cet hiver vous avez un choix minobolant de coloris et de dessins dans les cachemires. Oui, c'est cachemirobolant ! Ventes à partir de 3 995 F, manteaux à 5 995 F, pulls à 1 995 F et les deux à 3 500 F. Pour les amateurs de laine super 100, voici les deux costumes à 4 995 F ou 2 900 F l'un. L'accueil, toujours si chaleureux, de ces clubs, où l'on offre volontiers un verre, charmera également votre femme qui aimera les blazers féminins en cachemire à 3 995 F et le top des tops : le grand carré (1,50 x 1,50 m) de cachemire, uni d'une face et imprimé de l'autre, au prix de 4 995 F, c'est-à-dire moitié prix qu'ailleurs. 13, rue Royale (dans la cour) et 4, rue Marbeuf (au 1^{er} étage) à Paris.

Cependant, la fourrure haut de gamme ne semble pas avoir été touchée par le tassement du marché, elle reste omniprésente dans les collections de haute couture, aussi bien dans les grandes pièces que dans les garnitures : cols, chapeaux, ourlets et gants.

Saviez-vous que l'on compte environ cinq mille salariés concernés par cette activité de la mode, pour un chiffre d'affaires global d'environ 5 milliards de francs. Ce chiffre inclut les élevages de quéquas, soixante fermes produisant des visons pour le label « Opéra » mais également des myocastors, des ragondins, sans oublier les soixante millions de peaux de lapin de France, recueillies pour leur qualité dans le monde entier.

Enfin, ce sont toujours les pays du Grand Nord et du grand froid qui fournissent les peaux aux créateurs qui s'adonnent, avec beaucoup de talent et de savoir-faire, à ce métier millénaire.

● UN LODEN DOUBLE DE FOURRURE

Dans le temple de la mode british, comme on aime appeler Old England, voici, pour madame, un loden à capuche, doublé de hamster à 16 000 F. Si elle aime le poil de chameau, le voici en pull à côtes anglaises, à 1 190 F, cardigan assorti pour 1 950 F. Pour tout le monde, les pulls irlandais en lambe-wool écra sont vraiment très sympathiques, à 2 200 F. Monsieur pourra également choisir, dans de nouvelles coloris pastel, des pulls de cachemire à col en V, 2 680 F, existant en orange, vert opaline et jaune pâle. Superbes sont aussi les grosses vestes à col chûle, large, en côtes anglaises, qui existent en dix coloris, à 880 F. Bref, la mode anglaise dans toute sa splendeur au 12, bd des Capucines, 75009 Paris.

● POUR L'AMOUR DU TRAVAIL BIEN FAIT

Chez Michel Muller, il ne faut pas s'attendre à trouver des visons à des prix incroyables car c'est un véritable artisan ayant appris ce métier dans les ateliers de Christian Dior. Néanmoins, vous trouverez, dès 8 900 F, un blouson en marmotte. Il préfère la qualité du travail et de la fourrure avant tout. Vous trouverez chez lui une collection magnifique de toutes sortes de peausseries : vison, marmotte, renard, sans oublier l'astrakhan, qu'il a mélangé avec du cuir pour en faire une superbe veste, grâce à un travail très soigné mettant en lumière tout son talent. Un bon point de plus pour les réparations et les transformations faites sur place et qui feront vivre votre fourrure plus longtemps. Voici également les fourrures Guy Laroche et Jean-Louis Scherrer, superbes, elles aussi, 160, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98. Ouvert du lundi au samedi inclus.

● 40 ANS D'EXPÉRIENCE

Il n'y a pas de secrets dans le domaine des fourrures pour Louis Gaska, qui, avec ses quarante ans d'expérience, les a dans la peau, si l'on peut dire ! Il a même installé son atelier dans l'arrière-boutique. Cette année, il vous propose un énorme choix de visons, avec des vestes à partir de 13 900 F et des manteaux pour 16 900 F, ou bien encore des manteaux en vison femelle Saga Royal, Lanaxine ou Black, à grande cols et très grande ampleur à partir de 55 000 F. Voici encore des agneaux retournés venus d'Espagne, une fourrure de base et pas chère du tout : 6 900 F la veste à capuche et 7 900 F le 7/8, existe en noir, saumon, bleu et beige. Et, si vous rêvez de renard, de lynx et de zibeline, ils vous attendent aussi au 9, rue d'Armaillé, 75017 Paris. Tél. : 43-80-15-66.

● VISON EN VAGUE CHEZ SAINT LAURENT

La collection de fourrures d'Yves Saint Laurent a été créée par le tout jeune Robert Merloz, qui, après cinq ans aux côtés du maître, se voit aujourd'hui responsable de la ligne fourrure, dans laquelle on prend note de l'arrivée en force du dufile-coat, que l'on

avait presque oublié ! Bien entendu, le vison reste en haut de l'échelle avec un modèle très remarqué en « Saga » scanbrown travaillé en vague, c'est vraiment superbe ! Vous trouverez aussi beaucoup de mélanges tels l'astrakhan et le cuir noir, la marmotte naturelle et le cuir rubis, des vestes en popeline frangées de cuir, sans oublier les magnifiques manteaux en zibeline russe dont chaque femme rêve toutes les nuits !

● UNE QUESTION DE QUALITÉ

Saga par ci et Saga par là, certes, vous devez vous demander ce qu'est ou qui est Saga, mot qu'on rencontre souvent quand on parle de fourrure. Il s'agit d'un regroupement scandinave d'éleveurs de visons et de renards, ils vous assurent une toute première qualité, une sorte d'assurance, quoi ! Saga a également créé la « Saga Design Collection », une ligne confiée à de jeunes talents, encore étudiants, afin de faire progresser la créativité en matière de fourrure, avec un regard vers les « nineties ». Une collection qui a été présentée à Budapest qui n'avait rien vu de tel depuis près d'un demi-siècle, une grande première qui a eu un grand succès, vous vous en doutez.

● PARTEZ DU BON PIED !

En l'espace de quelques années seulement, Ashford et ses chaussures anglaises se sont imposées dans la vie quotidienne de tous les hommes soucieux de confort et d'élégance. Chez Ashford, on ne peut pas mieux rêver : qualité, style et confort à l'anglaise ne font qu'un. Chaque semaine, on trouve un modèle en promotion, par exemple, du 13 au 20 octobre, voici le mocassin à pompons « Yale » au prix de 680 F, au lieu de 780 F son prix normal. Tous les modèles sont évidemment coulés « Good Year », et vous pouvez les acheter par correspondance avec, en compagnie du bon de commande, « une mesure de pied » qui vous permet d'avoir la pointure juste, et même en largeur ! Ashford, 24, rue de Châteaudun, 75009 Paris ou, par correspondance, demandez le catalogue au téléphone : (1) 42-40-83-72.

Michel Swiss
PARFUMS
ACCESSOIRES HAUTE COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ
LES GRANDES MARQUES
MEUBLES RECHERCHÉS AUX TOURISTES ÉTRANGERS
16, rue de la Paix, 75002 Paris
24, av. de l'Opéra, 75001 Paris
Tél. : (1) 42 61 61 11

Toutes griffes dehors

LE SPÉCIALISTE DU GRIFFÉ DÉGRIFFÉ
DES GRANDS COUTURIERS
Les 18, 19, 20 OCTOBRE

SUPER CRISE

SUPER SOLDES, au champagne...

Jupes à partir de 390 F - Robes à partir de 490 F

Tailleur - Pantalon - Gilet... 990 F, etc.

17, rue de la Paix, 15 - 45-67-87-85

84, rue de Sévres, 7 - 45-67-00-64

78, rue Saint-Dominique, 7 - 45-51-68-14

RENARD SAGA
DE SCANDINAVIE

OLD ENGLAND
"LES CHAUSSURES"
ALDEN SHOE Church
EDWARD GREEN J-FENESTRIER
GRENSON Paraboot Timberland
12, bd des Capucines - Paris 9e - Tél. 47 42 81 99

DAVID SHIFF
Club des Dix
Richesse de la mode
Douceur des prix
COUTURE
HOMMES ET FEMMES
LES GRANDES MARQUES
À DES PRIX
INCOMPARABLES
1 tailleur couture : 2500 F 1495 F
costumes en super 100 : 5500 F 2895 F
veste 100% cachemire : 7500 F 3995 F
manteau 100% cachemire : 9800 F 5995 F
13 RUE ROYALE 75008 PARIS
dimanche
4 RUE MARBEUF 75008 PARIS

صكنا من الامن

OURRURE SAISON

ET CUIR 90-91

LA GRIFFE DOUCE DEHORS

Dans les boutiques « Toutes Griffes Dehors », les griffes en question se font toutes douces en matière de prix. Voici toute la mode pour madame signée des plus grands noms, parfois avec l'étiquette, parfois dégriffée. Il s'agit de fins de séries, de retours de stocks livrés à des prix intéressants. Mais il y a encore mieux ! A savoir, en ce moment, on propose des soldes de mi-saison, prêt-à-porter très bien coupé et dans des matériaux de très grande qualité. Les tailleurs à 990 F, les robes en laine de 390 F à 690 F, les ensembles en lainage à revers de satin à 2 000 F, des robes du soir, noires avec passementeries de couleurs... 84, rue de Sévres, 76, rue Saint-Dominique et 17, rue Lecourbe, à Paris.

UNE NOUVELLE FOURRURE EST NÉE

Voici Orylag, une nouvelle fourrure qui se situe entre le vison rasé pour l'aspect et le chinchilla pour la douceur, mais à des prix abordables et que vous trouverez en exclusivité chez Alexandre (en accord avec l'INRA). C'est un animal apparenté au lapin et au lièvre. Il existe en plusieurs coloris, naturel ou teinté. Une fourrure que vous pouvez porter en veste, 13 600 F, en pelisse sous des laines et des cachemires, ou avec du cuir, bref, elle se prête à toutes les séductions. Bien sûr, Alexandre, c'est encore de magnifiques « Swakara » dans un grand choix de couleurs et de formes, sans oublier les stars, le vison et la zibeline qu'il travaille à merveille ! Alexandre Fourrures, 376, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 42-60-03-78.

JEUNE ET BELLE

Chez Riccardo Rozzi, la fourrure se fait jeune et belle. En effet, ce créateur propose une ligne placée sous le signe de la créativité et de l'ampleur pour une réussite éblouissante ! Le vison est travaillé en vertical, en diagonal ou frocé, les épaules sont arrondies, les revers finissent souvent en col géant. Bref, voici de la fourrure généreuse. Le poncho est de retour,

en cachemire, bordé de vison, de renard, etc. Il existe en plusieurs versions et coloris, de 7 900 F à 14 900 F. Le gilet chaud et adorable, en vison lustré, bleu, rouge, noir, gris... 3 900 F. Bien entendu vous y trouverez aussi des modèles de zibeline, de renard, de castor, de monton retourné ainsi que des mélanges de fourrures et de cuir. 13, rue de l'Etoile, 75017 Paris. Tél. : 47-66-37-37.

LA MAROQUINERIE TIENT SALON

La Maroquinerie de Printemps est un salon qui se tiendra au Parc Floral de Vincennes du dimanche 21 au mercredi 24 octobre. Il proposera les nouvelles collections de sacs, bagages, articles de voyage, parapluies, ceintures, gants, maroquinerie de poche qui seront présentés par plus de 100 exposants. C'est là que vous trouverez le nouveau sac que voudront toutes les femmes, il sera coloré, vil, ou panaché de couleurs, sur fond marine ou blanc, le cuir sera assoupli avec un petit grain naturel, ou plus rond, comme le caviar. C'est le rendez-vous par excellence des professionnels, aussi bien de la fabrication que de la distribution. La Fédération de la Maroquinerie Française organise également deux autres salons, un pour l'automne, du 14 au 16 avril 1991, ainsi que de 20 au 23 janvier 1991, pour la Maroquinerie et les Articles de Voyage.

PETITE MAROQUINERIE A PETITS PRIX

Michel Swiss est une adresse en or que les touristes étrangers se gardent bien d'oublier en venant à Paris. Pourquoi ? Parce qu'on y trouve des parfums, des foulards, des crèmes de beauté, des articles de toilette... à des prix réduits. Mais, service-vous que c'est également valable pour vous ? Vous y trouverez, par exemple, un grand choix de petite maroquinerie de poche : portefeuilles, porte-carte, porte-cartes de visite, etc., ainsi que des sacs en cuir, des ceintures signées, s'il vous plaît, des plus grands noms, tels : Longchamp, Christian Dior, Didier

Lamarthe et Yves Saint Laurent ! Bref, un grand choix de couleurs et de styles pour une petite maroquinerie à de très petits prix chez Michel Swiss, 16, rue de la Paix (2^e étage, asc.) et 24, avenue de l'Opéra à Paris.

LE TANNEUR FAIT LE GRAND PAS

Chez Le Tanneur, on trouvait déjà, certes, les plus beaux bagages qui soient. Mais il faut aller de l'avant, c'est ce que cette grande marque a décidé de faire avec l'ouverture de quatre nouvelles boutiques, dont une, très belle, au 72, faubourg Saint-Honoré à Paris, à partir du 15 novembre. Une décoration authentique à la française, très noble, comme sa ligne de cuir, qui, par ailleurs, a été sérieusement élargie ! Les hommes trouveront, bien sûr, les serviettes et autres day-rassers, mais encore des parkas, vestes et blousons en vachette plangée, nubuck ou nappa. Les femmes, elles, craqueront quand elles verront les sacs luxueux et leur petite maroquinerie assortie, en veau, faque croco et veau velours. 102, avenue Victor-Hugo, 83, rue des Saints-Pères et 16, rue de Châteaudun, à Paris.

LES COCKTAILS DE REVILLON

Chez Revillon, on aime beaucoup les mélanges de fourrure avec d'autres matériaux, et pour la collection Boutique, le manteau en cachemire se borde de renard, la parka en peau lustrée, également. On trouve, d'ailleurs, beaucoup de peaux retournées, notamment parmi les modèles très jeunes, pour un blouson de « base-ball », noir et jaune ! Dans la collection Haute Fourrure tout n'est que rêve et volupté. Le créateur, Jean-Paul Avizon, se dépasse, les manteaux en vison sont amples, généreux et d'une grande beauté, les zibelines Golden se font désirer plus que jamais, le vison s'imprime partout, le breitschwanz devient tailleur noir et cintré et le chinchilla naturel se fait en 7/8. Les visons de la collection Boutique à partir de 25 500 F. 40, rue La Boétie, 75008 Paris.

CHAUD DESSOUS

Pour se protéger du froid, il faut commencer par le commencement, à savoir le sous-vêtement. C'est évident, mais on peut parfois se tromper, c'est pourquoi il est bon de connaître « Princess Mary », le grand spécialiste du sous-vêtement qui travaille avec des marques suisses, et elles s'y connaissent en froid ! Voici « Hanrod » et « Sawaco » et ses modèles en laine et soie pour hommes et femmes, d'une efficacité sans reproche en plus d'être doux et agréables ! Voici encore le fil d'Ecosse le plus fin du monde, « Zimmerli », parfait et invisible sous la chemise, 262 F le gilet et 210 F le slip assorti. Et n'oubliez pas les plus beaux pyjamas qui soient, en coton, « Calida », 205, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

L'OPTICIEN DE LUXE

Meyrowitz, l'opticien de renom, a plus de cent ans d'expérience. En effet, dans cette maison, on vous aide à être vous-même, à chercher la perfection dans une tendance très classique et très équilibrée. Des lunettes sur mesure peuvent être réalisées selon vos besoins spécifiques ou selon vos envies, en or, en écaille... Les opticiens de la maison, pour mieux vous servir, sont toujours à l'affût des nouveautés en matière de verres de correction et en font venir, au besoin, des Etats-Unis, du Japon ou d'ailleurs. Bref, des lunettes uniques, c'est chez Meyrowitz que vous les trouverez ainsi que tous les instruments optiques « introuvables » tel que le thermomètre qui va jusqu'à - 60° ! Meyrowitz, 5, rue de Castiglione, 75008 Paris.

PRÊTS POUR L'AVENTURE

Gérard Henon, le maroquinier, a créé une nouvelle ligne de bagages pour les sportifs. « Original Explorers », en polyester enduit mais restant souple et très résistant, rebrodé de son nom et d'une panthère en plein élan, tout pour plaire aux petits durs prêts pour l'aventure. En cinq versions différentes de couleurs bicolores endiablées.

Princess Mary
CLASSE ET QUALITÉ DES
SOUS-VÊTEMENTS SUISSES
HANRO - SAWACO - ZIMMERLI
dames - hommes
PURE LAINE - PURE SOIE
LAINE ET SOIE
205, rue Saint-Honoré, Paris 75001
Métro Tuileries
Tél. : 42.60.70.37

"BRITISH"
Notre prochain
rendez-vous
avec la mode
et l'ameublement
Parution le 8 daté
9 novembre 1990

SPECIAL AUTOMNE
Modèle Pompon
780 F 680 F
du 13 au 27
octobre
La véritable
anglaise,
montée
main, finie
main
cousue
"Good Year"
tout cuir, elle
vautrait 1500 F
ailleurs que chez Ashford qui les propose
de 745 F à 890 F, prix maximum.
Nouveaux : vente par correspondance
Catalogue gratuit sur demande
Ashford
Le pur style anglais
4, rue de Général Lamoignon - Paris 17^e
M^e Balle - Tél. 48 88 78 66
24, rue de Châteaudun, Paris 9^e
M^e H. D. de Lucette - 42 80 43 72

LE TANNEUR
MAÎTRE MAROQUINIER DEPUIS 1898
102, avenue Victor Hugo - 75016 PARIS
83, rue des Saints-Pères - 75006 PARIS
16, rue de Châteaudun - 75009 PARIS
Centre commercial Paris II - LES PÉRENNES

Fourrures Gaska
Prix sacrifiés jusqu'au 30 octobre
Immense choix de manteaux 7/8, vestes, en vison tous
coloris et des marmottes, renards, ragondins, lynx,
etc... Manteau en vison allongé à partir de 15 900 F
9, rue d'Armaille - 75017 Paris. 43-80-15-66 - 43-80-17-31

ALEXANDRE
FOURRURES
376, rue Saint-Honoré
PARIS
70, rue Huguier
BORDEAUX
7/8^e en ONDATRA

**VISION
SAGA**
DE SCANDINAVIE

Michel MULLER
DAUMESNIL
FOURRURE - CRÉATION
Diffusion
J.-L. SCHERRER - GUY LAROCHE
Atelier rénovation - transformation
160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS
M^e Daumesnil - ☎ : 43-43-11-98

Michel Swiss
PARFUMS
ACCESSOIRES HAUTE COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ
LES GRANDES MARQUES
REPRISES REMISES AUX TOURISTES ÉTRANGERS
16, rue de la Paix, 75002 Paris
24, av. de l'Opéra, 75001 Paris
Tél. : (1) 42 61 61 11

**MAROQUINERIE
FRANÇAISE**
21/24 Octobre 1990
**MAROQUINERIE
DE PRINTEMPS**
Parc Floral de Paris à Vincennes
Hall de la Pinède
Réservée aux professionnels
Dépôt et Salons
2023, Janvier 1991
1070, Avril 1991
21/23 Octobre 1991
Paris Porte de Vincennes
FÉDÉRATION FRANÇAISE
DE LA MAROQUINERIE
70 rue de Valenciennes
75013 Paris
Tél. : 42 41 41 41
Tél. : 42 41 41 41

Riccardo Rozzi
FOURRURES
le plus italien des créateurs français
vous propose une sélection
des plus beaux visons du monde
Canada Majestic, American Legend
Blackglama, visons sauvages...
13, rue de l'Etoile, 75017 PARIS.
Tél. : 47-66-37-37 - 42-67-68-69.

YVES SAINT LAURENT
fourrures
YVES SAINT LAURENT RIVE GAUCHE
88, faubourg Saint-Honoré 8^e
YVES SAINT LAURENT RIVE GAUCHE
6, place Saint-Sulpice 6^e

ÉCHECS

CHAMPIONNAT
DU MONDENEW-YORK-
LYON
1990

Les supporters de Kasparov sont passés par toutes les couleurs, mercredi 17 octobre, durant la quatrième partie du championnat du monde que leur idole a ajournée au 41^e coup.

Que le champion du monde ouvre à nouveau par 34 était certes naturel, cela lui ayant valu la victoire dans la deuxième partie. Sans trembler, Karpov reprend l'Espagne, et les deux joueurs répètent jusqu'au 15^e coup la partie précédente. Là, Karpov revient (15... c5) en match de Leningrad en 1986, puis au 17^e coup (...f5) suit une partie Horvath-Zobisch jouée en Hongrie en 1988. Tout cela sent la préparation «à la maison».

C'est alors que Kasparov se lance dans une série de sacrifices particulièrement audacieuse. Un pion au 21^e coup. Une qualité (refusée par Karpov) au 23^e coup. Un deuxième pion au 24^e coup. La stratégie de Kasparov est celle d'une attaque de mat, celle de Karpov est de «rafler» tout ce qu'on lui offre, confiant dans ses qualités défensives. Et, au 32^e coup, le challenger accepte enfin de prendre la qualité. Il a alors deux pions de plus, et ses quatre pions sur l'aile dame sont passés et liés ! Si l'attaque du champion du monde échoue, le gain est en poche.

L'attaque échouera à moitié. Karpov gagnera encore un pion, parera le mat, perdra un Fou mais ne pourra échapper à l'échec perpétuel, et ses deux pions passés resteront à quelques cases de la première rangée des Blancs.

Quatrième partie

Kasparov en «classe tous risques»

Kasparov (vené ?) n'a pas voulu accorder la nulle immédiatement et a mis sous enveloppe son 41^e coup. Il paraît improbable qu'il veuille continuer la partie, qui devrait se conclure par un match nul, jeudi, sans reprise, Kasparov menaçait alors par 2.5 à 1.5. Un beau combat qui a montré que les nerfs de Karpov tiennent bon devant un Kasparov qui joue en «classe tous risques».

B. de C.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Quatrième partie
Défense espagnole

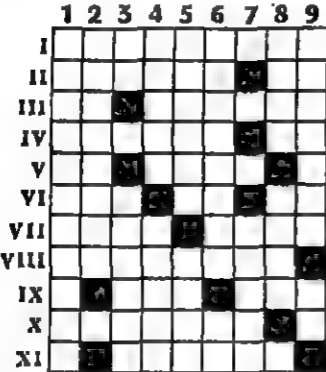
1. e4	22. f4xg5	f7h8
2. Cf3	23. Td6	d6xg5
3. Fg5	24. Td3	g4xh3
4. Fd4	25. Fc3	h4xh3
5. 0-0	26. Td3	d4xh3
6. Td1	27. g3	h3xh3
7. Fd3	28. Cb4	h3xh3
8. c3	29. Dd2	Dd4
9. h3	30. Fd3	Dd1
10. e4	31. Rg2	Fd4
11. Ch4	32. Fg2	Fd4
12. e4	33. Td6	Td6
13. Fc2	34. Dd6	Rd8
14. e4x5	35. Cg4	h4xh3
15. Fd1	36. Dd2	Dg5
16. e5	37. Fg5	Dd6
17. Td3	38. Cb5	Rg8
18. e4x5	39. Cg6	Dd7
19. Cg4	40. Cg7	h4xh3
20. Cg6	41. Ajournement.	
21. Fd3	42. Ajournement.	

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Position à l'ajournement :
Blancs : Rg2, Dd3, Fc2, Cg7, Fd2, g3, h3
Noirs : Rb8, Dd7, Td6, Fd5, h5, g4, e5, f4, h4

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5372



HORIZONTALEMENT

I. Fait mal faire. - II. Avant la sortie. S'offre aux regards des Audomarois. - III. Note. Espèce de faisan. - IV. Utile pour garder la ligne. Est proche de l'Espagne. - V. Pronom. A beaucoup souffert de la guerre. - VI. Est rond. Que l'on a donc regardé en face. Élément d'un lustre. - VII. Se lève de bonne heure. Circulaire pour dactylographe. - VIII. Qui ont beaucoup reçu. - IX. Fit partir. Est de pierre. - X. Faucheur. - XI. Sont habitués au froid.

VERTICALEMENT
1. Moyen de production. - 2. Fait des traits. - 3. N'a pas un niveau élevé. Faire l'âne. - 4. Avec lui, il y avait de quoi se frapper. Est de la compétition. - 5. Se fait suivre. Est souvent beurré. - 6. Qui ne vient pas vite. Pronom. - 7. Révèle un manque de fraîcheur. - 8. Allait souvent au tableau. Sans os. - 9. Supporte bien un froid de canard. Militaire.

Solution du problème n° 5371

HORIZONTALEMENT
I. Funambule. - II. Onéreuse. - III. Sires. Ego. - IV. Soins. Su. - V. Ontario. - VI. Endos. - VII. Enquête. - VIII. Aspe. - IX. Roestis. Or. - X. Si. Autrui. - XI. Epis. Axe.

VERTICALEMENT
1. Fossoyeurs. - 2. Union. Gie. - 3. Vénitque. - 4. Arena. Sat. - 5. Mes. Ré. Tus. - 6. Bu. Tintail. - 7. Usé. Odes. Ré. - 8. Legs. Poux. - 9. Ours. Ené.

GUY BROUTY

TACOTAC
Tirage du mercredi 17 octobre 1990

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro **006388** gagne **4 000 000 F**

Les numéros approchant	gagnent
106388	506388
206388	606388
306388	706388
406388	

Les numéros gagnent **40 000 F**

Les numéros approchant aux	gagnent
Dizaines de mille	Unités
016388	006388
026388	016388
036388	026388
046388	036388
056388	046388
066388	056388
076388	066388
086388	076388
096388	086388

Tous les billets se terminant par

6388	gagnent	4 000 F
388		400 F
88		200 F
8		100 F

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS
Par minitel 36.15 LOTO
Par téléphone 36.65.77.02

TACOTAC LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS EXTERNS

CARNET DU Monde

Naissances

- Jean-Noël et Martine DELAMARRE, Camille, Éléonore.
font part avec joie de la naissance, du baptême, le 15 octobre 1990, de

La Vie...
192, avenue Pierre-Brassolotte, 92240 Malakoff.

- Nathalie COLIN et Daniel HENRI,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Sarah,
le 11 octobre 1990.

10, rue Ernest-Pichard, 75007 Paris.

Décès

- M. Claude Arpels, son épouse,
M. John et M^{me} Anne-Marie Edwards-Arpels,
M. Gérard et M^{me} Tessie Amez-Droz-Arpels,
M. Claude Julien Arpels,
M^{me} Ariane Arpels,
M^{me} Marisa Arpels,
ses enfants,
Luke, Kate, Marc et Emily,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Arpels,
ses frères et belles-sœurs,
M. Philippe Arpels,
M. et M^{me} Pascal Hourouille,
M. et M^{me} Bruno Daumen,
M. François Arpels,
M. Eric Arpels,
ses neveux et nièces,
M^{me} Lucienne Arpels,
sa cousine,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude LÉON ARPELS,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu, le 15 octobre 1990, à Crans-sur-Siècle, Suisse.

Les obsèques religieuses ont lieu le jeudi 18 octobre, à 16 heures, en l'église de Crans-sur-Siècle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

941 Park Avenue, New-York, N.Y. 10028.
22, place Vendôme, 75001 Paris.

- Le personnel de toutes les sociétés du groupe Van Cleef & Arpels a la tristesse de faire part du décès de

M. Claude LÉON ARPELS,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de Van Cleef & Arpels Inc.

survenu, le 15 octobre 1990, à Crans-sur-Siècle, Suisse.

- Claude et Annette Badinter, Michel Badinter, Philippe et Myriam del Vecchio, ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Philippe BADINTER,

survenu, le 14 octobre 1990, à l'âge de trente-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 16 octobre.

6, rue Francisque-Sarcey, 75116 Paris.

- M. Louis Benisti, M. le docteur Jean-Pierre Benisti, M^{me} Mirielle Benisti-Monist, et M. Paul Monist,
M. et M^{me} Louis Fribourg, et leurs enfants,
M. Lucien Benisti, M^{me} Renée Chapdeville,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Solange BENISTI-SARFATI,
docteur en médecine,

survenu, le 17 octobre 1990, à Aix-en-Provence.

Les obsèques auront lieu, le vendredi 19 octobre, à 14 h 30, au cimetière des Milles (Aix-en-Provence).

Les Cyprès,
6, rue Jean-Rostand, 13190 Aix-en-Provence.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 17 octobre :

UN DÉCRET
N° 90-928 du 10 octobre 1990 relatif à l'Institut supérieur des matériaux et de la construction mécanique.

UN ARRÊTÉ
Du 20 septembre 1990 fixant le calendrier des manifestations commerciales agréées pour 1991.

LOTO Mercredi 17 octobre 1990

5 5 9 11 14 26 44

20835

13 18 28 33 40 42

5 5 9 11 14 26 44

20835

13 18 28 33 40 42

5 5 9 11 14 26 44

20835

13 18 28 33 40 42

5 5 9 11 14 26 44

20835

13 18 28 33 40 42

AGENDA

- Jacques et Annie Champel, Philippe et Odette Champel, José Champel,
Anne et Jean-Claude Boussard, Françoise Champel,
Marc Champel,
ses enfants,
ses petits-enfants,
font part du décès de

M^{me} Jean CHAMPEL,
née Marie Pison.

le 17 octobre 1990, à Anancy, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 20 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-de-Notre, à Anancy, et l'inhumation à 16 heures, à La Terrasse (Isère).

8, rue Henry-Bordeaux, 74000 Anancy.

- M. Richard Pronovost, M^{me} Eugène Désveaux, M. et M^{me} Pascal Désveaux, M. et M^{me} Luc Désveaux, M. et M^{me} Emmanuel Désveaux, Aurélie, Fabrice, Gaël, Raphaël, Gentiane, Juliette et Amandine Désveaux, son mari, sa mère, ses frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces, Les familles Pronovost, Désveaux et Chabrol, ont la douleur de faire part du décès de

Cécile DÉSVEAUX-PRONOVOST, ingénieure agronome,

survenu le 13 octobre 1990, à Washington (Etats-Unis).

Les obsèques seront célébrées en l'église de Dertey (Savoie-et-Loire), le samedi 20 octobre 1990, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes ; dons à la Recherche médicale (CCP 6908 P Paris) ou au Comité d'aide à Sangha, Mali (CCP 41523 A Dijon).

35, rue du Clos-d'Orléans, 94120 Fontenay-sous-Bois.

- M^{me} Jacques Douel, M. et M^{me} Bernard Flandreau et leurs enfants, Valérie, Marc et Isabelle, M. et M^{me} Marco dell'Agnola, M. et M^{me} Georges Rhuiman, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Jacques DOUEL,

survenu accidentellement, le 14 octobre 1990, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le service religieux sera célébré le 19 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Élyon, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

82, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

(Le Monde du 18 octobre.)

- Le Seigneur a rappelé à lui le 15 octobre 1990.

M^{me} Hélène FÉLIX, née Revers.

De la part de Alain Félix, Olivier et Dominique Félix, et Oriane, Laurence et Frédéric Barra, et Stanislas, Constance, Adélaïde, Valérie et Thierry Dumoulin, Patrick Monod et Alexandre, Yvonne et Georges Castellan, et Annie, Paula Bobe-Revers, et ses enfants, Et ses amis qui l'ont soutenue avec affection.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la stricte intimité familiale. Des dons peuvent être adressés au profit de la recherche sur le cancer à l'Institut Curie.

5, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris.

- Lyon - Coluire, Les familles Filloud, Mitilof, Koenig, Eck, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Camille FILLIQUOD,

survenu le 16 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Une cérémonie religieuse se déroulera en l'église réformée des Terreaux, 10, rue Lanterne, Lyon-1^{re}, le vendredi 19 octobre, à 14 heures.

- Catherine VIALATTE-LACROUD.

Il y a un an aujourd'hui disparaissait Catherine !

Une pensée, une prière est demandée pour elle, à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Catherine est vivante, elle l'est et le restera toujours en nos cœurs.

Sa famille, Ses amis.

Services religieux

- L'association Les Ailes brisées prie d'assister au service religieux qu'elle fera célébrer, le samedi 20 octobre 1990, à 10 heures, en l'église Saint-Louis-des-Invalides, à la mémoire des membres de personnel navigant de l'aéronautique civile et des parachutistes tombés en service aérien.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

MINITEL par le 11

- A l'intention de Jean BRUNHES (1869-1930), professeur de géographie humaine au Collège de France, membre de l'Institut, directeur des « Archives de la planète », chevalier de la Légion d'honneur.

Et à l'intention de son gendre.

Raymond DELAMARRE (1890-1986), sculpteur, Premier Grand Prix de Rome, ancien directeur des Ateliers d'art sacré.

croix de guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur.

Et à celle de leurs parents et amis décédés.

une messe sera célébrée le jeudi 25 octobre 1990, à 18 h 45, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 9, rue du Docteur-Louis, Paris-15.

Union de pensée, union de prière...

- Une messe sera célébrée, le 28 octobre 1990, à 18 heures, en l'église de la Madeleine, à la mémoire de l'ancien correspondant du Monde aux Nations unies

CHARLES LESCAUT,

disparu le 15 octobre 1989.

NOMINATIONS

JUSTICE

M. Jean-Pierre Dintilhac

directeur du cabinet de M. Henri Nallet

M. Jean-Pierre Dintilhac, directeur de l'administration pénitentiaire, a été nommé, mercredi 17 octobre, directeur de cabinet du garde des sceaux, M. Henri Nallet.

Il succède à ce poste à M^{me} Noëlle Lenoir, qui, depuis le mois de novembre 1988, assurait cette fonction auprès du précédent ministre, M. Pierre Arpaillange.

M^{me} Lenoir sera désormais, à la demande du premier ministre, chargée d'une mission d'information sur les questions éthiques concernant la procréation médicale assistée, la biologie et la génétique.

[M. Jean-Pierre Dintilhac est né le 15 mars 1943 à Paris. Licencié en droit et diplômé de criminologie et de politique criminelle, membre du comité de coopération pénitentiaire du Conseil de l'Europe, il est auditeur de justice en 1969. Substitut à Melun, puis juge à Sens, il entre à l'administration centrale du ministère de la justice en 1973, où il occupe plusieurs postes à l'administration pénitentiaire et à l'éducation surveillée, avant d'être détaché auprès du ministère du travail, où il dirige la mission interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre, puis en juillet 1982 au cabinet de M. François Aulnay, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales chargé des immigrés. Il regagne ensuite (novembre 1983) le ministère de la justice, où il est chef de la division de l'exécution des peines à l'administration pénitentiaire, puis il est nommé sous-directeur en 1984, avant de devenir, le 26 octobre 1988, directeur de l'administration pénitentiaire.]

Conférence : « Le maître spirituel », par Eric Edelmann. - Dans le cadre de son cycle consacré aux problèmes moraux ou spirituels du monde contemporain, la Fédération nationale des enseignants du yoga (FNEY) organise une conférence d'Eric Edelmann, auteur de « Métaphysique pour un passant », sur le thème du maître spirituel, dans ses locaux, le jeudi 18 octobre (3, rue Aubriot, Paris, 4^e), à 20 h. Participation : 50 F.

SOLDES

Tous les jours du lundi 15 octobre au vendredi 19 octobre inclus.

9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS PARIS

24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8^e

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CARTES, CHAUSSEURS, ETC.

AGENDA

JEUDI 18 OCTOBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
Jeu, ven. de 12 h à 22 h, sam. de 10 h à 22 h

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE

Salle d'art graphique Mnem. Jusqu'au 8 janvier 1991.

BERTOLT BRECHT CHEZ LE PHOTOGRAPHE. Post foyer, sous-sol. Jusqu'au 20 octobre.

HARRY CALLAHAN. Galerie du forum. Jusqu'au 21 octobre.

COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. 3 volets : 1964-1990. Salle d'art graphique (4 étages). Jusqu'au 6 janvier 1991.

EN UN MOT. Salle d'actualité. Jusqu'au 19 novembre.

LES NOUVEAUX PROMENEURS SOLITAIRES. Galerie du la BPI. Jusqu'au 3 décembre.

PASSAGES DE L'IMAGE. Musée national d'art moderne. Entrée : 24 F. Jusqu'au 19 novembre.

SOUCHI. Galeries contemporaines. Entrée : 18 F. Jusqu'au 26 octobre.

VIVE LES GRAPHISTES. Petit inventaire du graphisme français. Centre d'information Ccl. Jusqu'au 4 novembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-48-14). Mer, ven, sam, mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

DESSINS D'ARCHITECTURE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 23 octobre au 13 janvier 1991.

IL Y A CENT ANS ILS ONT DONNÉ L'OLYMPIA. Exposition-dossier. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Du 23 octobre au 20 janvier 1991.

MANET : PASTELS ET DESSINS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 23 octobre au 13 janvier 1991.

LES SALONS CARICATUREUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 23 octobre au 20 janvier 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J., sf mar. de 12 h à 22 h. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf. du 11 oct. au 29 oct. les lun. à 19 h (sf 24/12), jeu. et sam. à 15 h 30.

EUPHRONIOS. PEINTRE A ATHÈNES AU VI^e SIÈCLE AVANT JÉSUS-CHRIST. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 12 novembre.

SCULPTURES FRANÇAISES NEO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Napoléon. Entrée : 27 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J., sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. UN CHOIX D'ART MINIMAL DANS LA COLLECTION PANZA. Entrée : 28 F. Jusqu'au 11 novembre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhour.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J., sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F (dim. : 16 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

MUSÉES

ARDITI. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J., sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

ARMES INSOULTES DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-32-30). T.J., sf de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

PARIS EN VISITES

« L'Opéra-Bastille. Visite intérieure », 12 h 15, métro Bastille, sortie rue de Lyon (C.A. Messer).

« Aménagement du Grand Louvre, crypte, Pyramide », 14 h 15, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Tourisme culturel).

« Architecture des années 50 : le siège de l'Unesco », 14 h 30, devant les grilles, place Fontenoy.

« La Trésor de Notre-Dame et son mobilier », 15 heures, devant le portail central de la cathédrale (Monuments historiques).

« De l'Antienne Comédie au couvent des Cordeliers », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« L'histoire des Halles de Paris, du charnier des Innocents à la Halle au blé », 14 h 30, 8, rue de la Ferronnerie (Paris autrefois).

« Cours et passages pittoresques du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 4, rue de la Roquette (M^{me} Cazes).

« Le Palais-Royal et son quartier », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et costumes).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les salons de l'Arsenal » (nombre limité), 15 heures, 1, rue de Sully (D. Bouchard).

ART KANAK. DE JADE ET DE NACRE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (42-43-14-54). T.J., sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam, dim. de 10 h à 18 h. Ventes commentées mer, ven, sam, à 15 h 30 (43-46-51-61). Entrée : 23 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 31 décembre.

L'ART NAÏF AUSTRALIEN. Musée d'Art Naïf, 4, rue de la Chapelle (42-77-12-33). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 octobre.

ART ÉSOTÉRIQUE DE L'HIMALAYA. La donation Lionel Fournier. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-81-65). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

WERNER BISCHOF. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée au musée). Jusqu'au 7 janvier 1991.

CONCOURS POUR LA MAISON DE LA CULTURE DU JAPON A PARIS. Pavillon de l'Arsenal, 1 étage, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 18 novembre.

E.-S. CURTIS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 30 décembre.

DES ARTISTES A LA COUPOLE. MONTFARNASSE 1918-1940. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J., sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

EN TRAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 novembre.

BILL HENSON. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits Champs et 2, rue Vivienne (40-3-81-26). T.J., sf dim. et jours fériés de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 20 octobre.

HYMNE AU PARFUM. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J., sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 février 1991.

LOUIS JOUVET ET LE CINÉMA. Bibliothèque Nationale, passage Colbert, 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.J., sf dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 8 décembre.

CHRIS KILLIP. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 7 janvier 1991.

ITCHIKU KUBOTA. Lumière brodée. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 18 novembre.

LAMARTINE ET LES ARTISTES DU XIX^e SIÈCLE. Musée de la vie romantique - Maison Renan-Scheffer, 18, rue Chaplain (45-74-95-38). T.J., sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LE MEUBLE RÉGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-57-00-00). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 15 F (billet d'entrée du musée). 10 F (dim.). Du 20 octobre au 25 février 1991.

LES MYSTÈRES DE L'ARCHÉOLOGIE. Les sciences à la recherche du passé. Caisse nationale des monuments historiques, orangère de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J., sf de 10 h à 18 h. Conférences à 20 h 30 les mercredis 17 et 24 octobre, 7 et 21 novembre, 5 et 19 décembre, 2 et 9 janvier 1991. Entrée : 23 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

L'ŒUVRE GRAVÉE DE GOYA. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

PAPIERS PEINTS PANORAMIQUES. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LA PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE JAPONAISE. Pavillon des Arts, 101, rue de Rivoli (42-33-82-50). T.J., sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 10 novembre.

PIÈCES D'ÉCHECS. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et monnaies, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J., sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 11 novembre.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiques, 2, place du Palais-Royal (42-91-27-00). T.J., sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 23 octobre au 8 avril 1991.

JEAN-PAUL MARCHESSAULT. Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château (43-65-73-92). T.J., sf de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F + entrée du parc : 6 F. Jusqu'au 11 novembre.

MECCANO. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, rue de Valenciennes (42-71-02-20). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Du 19 octobre au 25 novembre.

NATURE ARTIFICIELLE. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J., sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 2 décembre.

PEINTURES DU XX^e SIÈCLE DE LA COLLECTION DE LA NATIONALE SUISSE. Assurances. Centre culturel suisse, 39, rue des Francs-Bourgeois (42-71-02-20). T.J., sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 novembre.

RÉSONANCES. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J., sf de 11 h à 19 h. Entrée : 16 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 janvier 1991.

RETROSPECTIVE PIERRE KLOS-SOWSKI. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-55). T.J., sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 décembre.

URBINO, VILLE IDÉALE DE LA RENAISSANCE. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallitot, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.J., sf sam. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

QUAND VOULAIT LES GALERIES. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 janvier 1991.

ROBES DU SOIR. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 octobre.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J., sf lun. de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 novembre.

SEINE RIVE GAUCHE, PARIS 13. Pavillon de l'Arsenal, mezzanines Nord et Sud - 2 étage, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 novembre.

2 000 ANS DE PEINTURE DÉCORATIVE. De Pompéi à la Grande Arche. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figulier (42-78-14-50). T.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. T.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 novembre.

50 ANS DE PHOTOGRAPHIES DE PRESSE. LES ARCHIVES DE PARIS SOIR. Marché, France-Soir. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J., sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 novembre.

ALL QUIET ON THE WESTERN FRONT? Espace Dieu, 17, rue Dieu (42-74-44-44). T.J., sf mar. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

ALBERT ANDRÉ, L'AMI DE RENOU. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-88). T.J., sf mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 novembre.

AQUARELLES HOLLANDAISES DU XVII^e SIÈCLE. Du Cabinet des dessins au Rijksmuseum d'Amsterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.J., sf mar. de 10 h à 19 h. Du 18 octobre au 2 décembre.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

CENT ANS DE PHOTOGRAPHIES AU GUATEMALA. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-71-02-20). T.J., sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F + 2 F (dim.). Jusqu'au 8 décembre.

DOMELA. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (40-46-24-97). T.J., sf de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 20 octobre.

DAVID HAMILTON. Fleur de fleurs. Tronçon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres (45-01-20-10). T.J., sf de 11 h à 18 h 30. Entrée : 5 F (entrée du parc). Jusqu'au 18 novembre.

EDGAR P. JACOBS. Le bayon du néerlandais, art. C. Van der Vliet, Bruxelles à Paris, Beaumont, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J., sf lun. et le 25 décembre de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

PETER KNAPP. Expositions. Paris Art, 10, rue de Valenciennes (43-23-39-47). T.J., sf dim. et jours fériés de 11 h à 19 h. Du 23 octobre au 8 décembre.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiques, 2, place du Palais-Royal (42-91-27-00). T.J., sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 23 octobre au 8 avril 1991.

JEAN-PAUL MARCHESSAULT. Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château (43-65-73-92). T.J., sf de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F + entrée du parc : 6 F. Jusqu'au 11 novembre.

MECCANO. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, rue de Valenciennes (42-71-02-20). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Du 19 octobre au 25 novembre.

NATURE ARTIFICIELLE. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J., sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 2 décembre.

PEINTURES DU XX^e SIÈCLE DE LA COLLECTION DE LA NATIONALE SUISSE. Assurances. Centre culturel suisse, 39, rue des Francs-Bourgeois (42-71-02-20). T.J., sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 novembre.

RÉSONANCES. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J., sf de 11 h à 19 h. Entrée : 16 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 janvier 1991.

RETROSPECTIVE PIERRE KLOS-SOWSKI. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-55). T.J., sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 décembre.

URBINO, VILLE IDÉALE DE LA RENAISSANCE. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallitot, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.J., sf sam. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

QUAND VOULAIT LES GALERIES. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 janvier 1991.

ROBES DU SOIR. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 octobre.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J., sf lun. de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 novembre.

SEINE RIVE GAUCHE, PARIS 13. Pavillon de l'Arsenal, mezzanines Nord et Sud - 2 étage, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 novembre.

2 000 ANS DE PEINTURE DÉCORATIVE. De Pompéi à la Grande Arche. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figulier (42-78-14-50). T.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. T.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 novembre.

50 ANS DE PHOTOGRAPHIES DE PRESSE. LES ARCHIVES DE PARIS SOIR. Marché, France-Soir. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J., sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 novembre.

ALL QUIET ON THE WESTERN FRONT? Espace Dieu, 17, rue Dieu (42-74-44-44). T.J., sf mar. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

ALBERT ANDRÉ, L'AMI DE RENOU. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-88). T.J., sf mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 novembre.

AQUARELLES HOLLANDAISES DU XVII^e SIÈCLE. Du Cabinet des dessins au Rijksmuseum d'Amsterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.J., sf mar. de 10 h à 19 h. Du 18 octobre au 2 décembre.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

CENT ANS DE PHOTOGRAPHIES AU GUATEMALA. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-71-02-20). T.J., sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F + 2 F (dim.). Jusqu'au 8 décembre.

DOMELA. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (40-46-24-97). T.J., sf de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 20 octobre.

DAVID HAMILTON. Fleur de fleurs. Tronçon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres (45-01-20-10). T.J., sf de 11 h à 18 h 30. Entrée : 5 F (entrée du parc). Jusqu'au 18 novembre.

EDGAR P. JACOBS. Le bayon du néerlandais, art. C. Van der Vliet, Bruxelles à Paris, Beaumont, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J., sf lun. et le 25 décembre de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

PETER KNAPP. Expositions. Paris Art, 10, rue de Valenciennes (43-23-39-47). T.J., sf dim. et jours fériés de 11 h à 19 h. Du 23 octobre au 8 décembre.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiques, 2, place du Palais-Royal (42-91-27-00). T.J., sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 23 octobre au 8 avril 1991.

JEAN-PAUL MARCHESSAULT. Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château (43-65-73-92). T.J., sf de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F + entrée du parc : 6 F. Jusqu'au 11 novembre.

MECCANO. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, rue de Valenciennes (42-71-02-20). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Du 19 octobre au 25 novembre.

NATURE ARTIFICIELLE. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J., sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 2 décembre.

83-30). T.J., sf de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 novembre.

QUAND VOULAIT LES GALERIES. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 janvier 1991.

ROBES DU SOIR. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 octobre.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J., sf lun. de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 novembre.

SEINE RIVE GAUCHE, PARIS 13. Pavillon de l'Arsenal, mezzanines Nord et Sud - 2 étage, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 novembre.

2 000 ANS DE PEINTURE DÉCORATIVE. De Pompéi à la Grande Arche. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figulier (42-78-14-50). T.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. T.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 novembre.

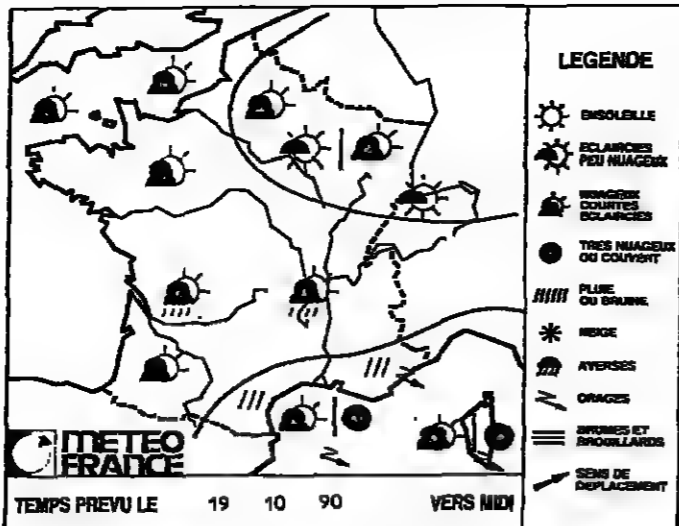
50 ANS DE PHOTOGRAPHIES DE PRESSE. LES ARCHIVES DE PARIS SOIR. Marché, France-Soir. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J., sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 novembre.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 19 octobre 1990

Pluvio-orageux en Méditerranée. Beaucoup de nuages ailleurs avec quelques pluies



Les nuages et la pluie seront au menu le week-end prochain. Toutefois la douceur sera également au rendez-vous avec des températures au-dessus des normales saisonnières.

Samedi 20 octobre : nuages et pluie à l'est, éclaircies à l'ouest.

Sur le nord-est du pays, le ciel sera souvent couvert et pluvieux au lever du jour. En cours de journée les pluies cesseront mais les nuages resteront nombreux.

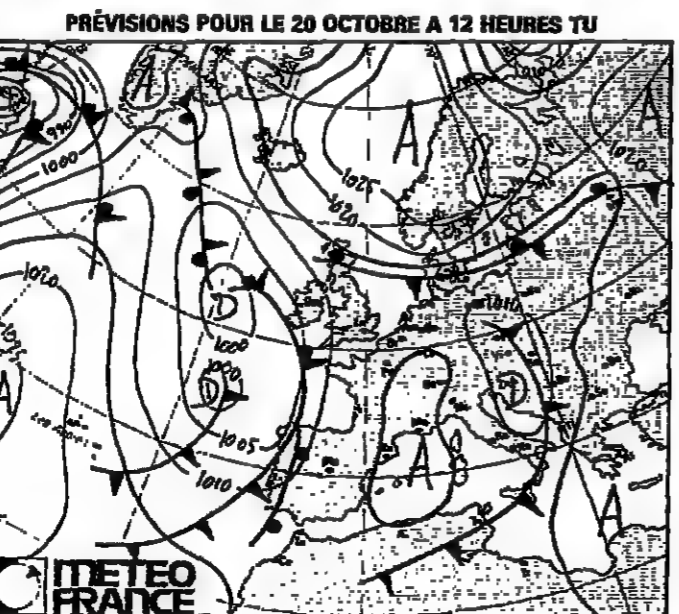
Sur les Alpes, la journée débutera sous un ciel souvent chargé et accablé par d'ondées parfois orageuses qui se feront de plus en plus rares.

Sur les régions du Sud-Est, le ciel sera variable avec des éclaircies et des averses notamment en Corse. Le midi et la tramontane s'écablent temporairement en début de journée.

Sur la moitié ouest du pays, le ciel sera changeant avec de belles éclaircies sur le Sud-Ouest et des passages nuageux assez fréquents sur le quart nord-ouest.

Les températures maximales seront comprises entre 8 et 9 degrés dans l'intérieur, et entre 10 et 13 degrés sur les régions côtières. Sur les régions méridionales les températures seront voisines de 12 à 13 degrés mais atteindront 15 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Les températures maximales s'élèveront de 15 à 18 degrés sur le Nord et le Nord-Ouest, et de 19 à 23 degrés ailleurs.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé										
Valeurs extrêmes relevées entre le 17-10-90 à 6 heures TU et le 18-10-90 à 6 heures TU							le 18-10-90			
FRANCE										
ALGER	14	16	A	18	13	P	LOS ANGELES	21	12	C
BARCELONE	14	16	A	18	13	P	LUXEMBOURG	17	12	C
BORDEAUX	14	16	A	18	13	P	MADRID	20	10	N
BREIT	14	16	A	18	13	P	MARRAKECH	26	14	D
CAN	14	16	A	18	13	P	MEXICO	25	11	A
CHERBOURG	14	16	A	18	13	P	MILAN	17	14	P
CLEMONT-FER	14	16	A	18	13	P	MONTREAL	12	5	N
DUNK	14	16	A	18	13	P	MOSCOW	15	9	N
GRENOBLE	14	16	A	18	13	P	NARONI	28	15	N
LYON	14	16	A	18	13	P	NEW-YORK	22	13	N
MARSEILLE	14	16	A	18	13	P	OSLO	16	12	C
NANCY	14	16	A	18	13	P	PALMA-DE-MAJ	24	12	C
NANTES	14	16	A	18	13	P	PEKIN	21	8	D
NICE	14	16	A	18	13	P	RIO-DE-JANEIRO	21	17	C
PARIS-MONTS	14	16	A	18	13	P	ROME	23	16	C
PAU	14	16	A	18	13	P	SINGAPOUR	33	26	C
PERPIGNAN	14	16	A	18	13	P	STOCKHOLM	14	3	C
RENNES	14	16	A	18	13	P	SYDNEY	24	15	C
ST-ETIENNE	14	16	A	18	13	P	TOKYO	23	19	N
STRASBOURG	14	16	A	18	13	P	TUNIS	29	18	C
							VARSOVIE	21	3	D
							VERNE	17	15	O
							VIENNE	18	10	N
A	B	C	D	E	O	P	T	*		
arc	branc	conv	clé	clé	orange	placé	tempé	ncie		

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 18 octobre

- TF 1**
- 20.40 Série : Commissaire Moulin police judiciaire. Ex libris. Magazine littéraire. Invités : Christophe Malavoy (D'écrits et d'écrits), Kim Leffevre (Retour à la saison des pluies), Jean-Louis Etienne (Transsaharien), Monique Brosard-Le Grand (Zam Zam, mon enfant d'Éthiopie), Coup de cœur : Pierre-Jakob Helles.
- 23.20 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- 0.10 Journal, Météo et Bourse.
- 1.00 TF 1 nuit.
- A 2**
- 20.40 Magazine : Envois spécial. Présenté par Bernard Benjamin. L'Airbus A 320 : Gianfranco Ferre.
- 21.50 Cinéma : Bonjour l'angoisse. ■■ Film français de Pierre Tchernia (1988). Avec Michel Serrault, Pierre Arditi.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.40 ► Documentaire : La fin des paysans ? De Marie-Claire Ambard, Dominique Martineau et Michel Fansten. 2. Les chemins de travers, d'Alain Tasma.
- FR 3**
- 20.40 Cinéma : Gremilins. ■■ Film américain de Joe Dante (1984).
- 22.30 Cinéma : Dream lover. ■■ Film américain d'Alan J. Pakula (1985).
- 0.30 Cinéma : Eraserhead. ■■

- Film américain de David Lynch (1978) (v.o.).
- 1.55 Musique : Carnet de notes. Quatre préludes de Chostakovitch.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Nico. ■ Film américain d'Andrew Davis (1987).
- 22.05 Flash d'informations.
- 22.10 Sport : Boxe. Championnat du monde des poids moyens. Michael Nunn (EU) - Don Curry (EU), en direct de Bercy.
- 0.40 Cinéma : La petite étrangère. Film français, classé X, de Burt Brinckerhoff (1984).
- 2.00 Documentaire : Retour au Kham. De Bruno Vienne.
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm : Secrets de femmes, la détermination d'une mère. De Michael Miller.
- 22.20 Magazine : Reporters. Présenté par Patrick de Carolis.
- 23.50 Magazine : Equations. 0.00 Journal de minuit. 0.10 Sport : Boxe. Championnat des poids moyens à Bercy.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Le jardinier d'Argenteuil. □ Film français de Jean-Paul Le Chanois (1966). Avec Jean Gabin, Lucette Puvert.

- 22.10 Téléfilm : Mortelle rencontre. De Christian Nèry.
- 23.45 Six minutes d'informations.
- 23.50 Sexy clip.

LA SEPT

- 20.30 Série : Objectif amateur.
- 21.00 Documentaire : Zingaro.
- 22.15 Vidéo-danse : Ils vivaient dans les villes... De Claude Mourliès.
- 23.00 Documentaire : Palettes. D'Alain Joubert.
- 23.30 Documentaire : Préfaces (Anna Akhmatova).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 L'espérance et la nuit ou les tribulations de l'utopie. De Thomas Moore à Orwell.
- 21.30 Profils perdus, Georges-Henri Rivère.
- 22.40 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Suite lyrique pour orchestre à cordes, de Berg ; Concerto pour piano et orchestre n°19 en fa majeur K 459 et Symphonie n°41 en ut majeur K 551, de Mozart, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate ; sol. : Philippe Bianconi, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 19 octobre

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
- 14.25 Série : Julien Fontanes magistrat.
- 18.00 Série : Tribunal.
- 18.35 Club Dorothée.
- 17.30 Série : Tarsis et Hutch.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.20 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Le bébé show.
- 20.00 Journal, Météo et Tapas vert.
- 20.35 Variétés : Tous à la Une. Émission présentée par Patrick Sabatier. Avec Mireille Mathieu, Pierre Palmade, Toto Cutugno, François Feldman, Philippe Lottin.
- 22.40 Magazine : 52° sur la Une. Cagoules de la terreur, de Patrick Charles-Messance et Denis Bertrand.
- 23.40 Série : Madame SOS.
- 0.45 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 13.40 Série : Falcon Crest.
- 14.35 Téléfilm : La veuve rouge. D'Édouard Molinaro, avec Françoise Fabian, Roger Dumas (2e partie).
- 16.05 Feuilleton : Des griffes aux loups.
- 17.00 Magazine : Giga.
- 17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.00 Magazine : Eve raconte.
- 18.15 Série : Quel de neuf, docteur ?
- 18.45 Divertissement : Drôles de têtes.
- 19.00 Série : Mac Gyver.
- 19.59 Journal et Météo.
- 20.40 Divertissement : La télé des inconnus. De Pascal Legitimus, Didier Bourdon et Bernard Campan.
- 21.55 Caractères. Magazine littéraire de Bernard Rapp. Les livres du mois : Coup de cœur. Invités : Laurent Gaudier (Le miroir aux alouettes), Hervé Hamon et Patrick Rotman (Tu vois, je n'ai pas oublié, Serge Gainsbourg (L'homme incandescent), Gilles Perrault (Notre ami le roi).
- 23.15 Journal et Météo.
- 23.35 Cinéma : Stardust memories. ■■■■ Film américain de Woody Allen (1980). Avec Woody Allen, Charlotte Rampling (v.o.).
- 2.00 Magnétoport : Athlétisme. Championnat du monde 15 km dames à Dublin (90 min).
- FR 3**
- 13.30 Magazine : Regards de femmes.
- 14.05 Magazine : Musicales. Hommage à Georges Bollet, prince du piano.
- 15.05 Feuilleton : L'or et le papier.
- 15.50 Variétés : Bons baisers de Francotolles.
- 16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 19.00 Jeux : Les classes.
- 20.40 Magazine : Thalassa. Broome, le paradis des antipodes, de Chantal Lasbats et Pierre Laharie.
- 21.35 Feuilleton : Tendre est la nuit.
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.55 Magazine : Mille Bravo.
- 23.50 Magazine : Musicales (rediff.).

CANAL PLUS

- 13.30 Cinéma : Sans pitié. ■ Film américain de Richard Pearce (1986). Avec Richard Gere, Kim Basinger, Jeron Kabbie.
- 15.15 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 16.15 Cinéma : Seul votre respect. ■ Film franco-espagnol de Guy Hamilton (1988). Avec Michael Brandon, David Carradine, Arielle Dombasle.
- 18.00 Cabos cédés.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Dessins animés : Ça cartoon.

- 18.50 Top albums.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Christophe Malavoy.
- 20.30 Téléfilm : Commando week-end. De Steven Soderbergh, avec Stephen Collins, Daniel Stern.
- 22.00 Documentaire : Une vie de crack. De Jean-Louis Barga.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Wall street. ■ Film américain d'Oliver Stone. Avec Michael Douglas, Charlie Sheen, Sean Young.
- 1.00 Cinéma : I want to go home. ■■ Film français d'Alain Resnais (1989). Avec Laura Berson, Adolph Green, Linda Levin.
- LA 5**
- 13.35 Série : Kojak.
- 14.35 Série : L'enquêteur.
- 15.35 Série : Soko, brigade des stupés.
- 16.25 Dessins animés.
- 18.30 Jeu : Télé-contact.
- 19.00 Journal Images.
- 19.10 Jeu : Je compte sur toi.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : A l'œil nu. De John Llewellyn Moxey, avec David Soul, Pam Dawber.
- 22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
- 23.20 Magazine : Ciné Ciné.
- 23.30 Magazine : Nomades. Présenté par Patrick de Carolis.
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.65 Série : Docteur Marcus Welby.
- 14.45 Musique : Boulevard des clips (et à 0.40).
- 15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip.
- 16.45 Série : Magnum.
- 17.35 Variétés : Tungstène.
- 18.00 Série : Campus show.
- 18.25 Jeu : Zygomusio.
- 18.54 Six minutes d'informations.
- 19.00 Série : La fête à la maison.
- 19.25 Série : Roseanne.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Téléfilm : Le détective et son double. De Mel Damski, avec Robert Hays.
- 22.15 Série : Brigade de nuit.
- 23.05 ► Magazine : La 6 dimension. Des légendes pour quoi faire ?
- 23.35 Magazine : Avec ou sans rock. 0.05 Capital. 0.15 Six minutes d'informations. 0.20 Midnight chaud. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 15.30 Cours d'Italien (24).
- 16.00 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet.
- 17.00 Série : Grafic (il ne fallait pas l'ouvrir).
- 17.05 Feuilleton : Napoléon et l'Europe.
- 18.00 Série : Time code.
- 18.30 Série : Grafic (La métamorphose).
- 18.45 Série : Portraits (La dame levée). D'Alain Cavalier.
- 19.00 Théâtre : Abel et Béa. Pliée de Robert Pinget.
- 20.00 Documentaire : Benazir Bhutto. D'Omair Amiraly.
- 21.00 Feuilleton : Napoléon et l'Europe.
- 22.00 Série : Time code.
- 22.30 Série : Grafic (La cible).
- 22.45 Série : Portraits (La relève). D'Alain Cavalier.
- 23.00 Théâtre : La manivelle. Pliée de Robert Pinget.
- 23.45 Danse : A la renverse.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Jean Cocteau.
- 21.30 Musique : Black and blue. Chez le libraire.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Paysages de l'Aube.
- 0.50 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Les dames du jazz.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct des Journées de Donaueschingen) : Composition 3 pour orchestre, de Herchet ; D'ombres lointaines... pour voix et orchestre, de Jarell ; Ausstrahlung pour mezzo-soprano, flûte, hautbois, bande et orchestre, de Maderna, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden-Baden, dir. Arturo Tamayo ; sol. : Sharon Cooper, soprano, Claudia Eder, mezzo-soprano, Roberto Fabriciani, flûte, Pietro Borgonovo, hautbois.
- 23.07 Poussières d'étoiles. A 0.30, Concert : Satyricon, de Maderna, par l'Ensemble orchestral des Semaines Internationales d'Orléans, dir. Aldo Brizzi.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

Audience TV du 17 octobre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54,5	14,4	13,5	19,6	Nulle part	Je compte...	Fête maison
19 h 45	61,9	14,4	13,5	19,6	Nulle part	Je compte...	Fête maison
20 h 16	71,0	14,4	13,5	19,6	Nulle part	Je compte...	Fête maison
20 h 55	70,2	14,4	13,5	19,6	Nulle part	Je compte...	Fête maison
22 h 08	57,2	14,4	13,5	19,6	Nulle part	Je compte...	Fête maison
22 h 44	31,9	14,4	13,5	19,6	Nulle part	Je compte...	Fête maison

1501 من المجلد

LIVRES • IDÉES

Portrait de l'artiste en jeune Sartre

Les écrits de jeunesse ou les mille et une manières de dire l'immense envie d'être beau

ÉCRITS DE JEUNESSE

de Jean-Paul Sartre.
Édition établie
par Michel Contat et Michel Rybalka,
Gallimard, 558 p., 185 F.
En librairie le 24 octobre.

« J'étais en 1921 à l'âge où l'on fait son *Alain-Fournier*, où l'on se sent raffiné parce qu'on aime des femmes une grâceuse irréalité... ce qui permet, si l'on est vaillant, de lire du Laforgue avec une amertume méprisante. » 1921 : Jean-Paul Sartre a dix-sept ans, il lit beaucoup de Laforgue, et il écrit encore plus. Depuis longtemps, depuis toujours, depuis l'époque des marionnettes du Luxembourg, ce qu'il y a peut-être de plus profond dans son désir d'écrire, c'est l'établissement d'un lien entre l'art et l'amour : la possibilité d'obtenir l'affection des spectatrices par « ses talents de comédien et de chanteur ».

C'est la première chose qui éclate à la lecture de cet immense puzzle autobiographique que sont les *Écrits de jeunesse* de Sartre : les mille manières de dire l'angoisse et l'envie immense d'être beau, les mille variations autour du thème du miroir, de la mèche coupée, de la révélation de son infortune.

Dans la glace, il ne voit pas grand-chose finalement : le désir et la peur troublent l'image. Jean-Paul Sartre se dessine donc à l'infini : il écrit comme on fait des grimaces, il s'essaie à tout et à tous les styles.

De ce point de vue, les *Écrits de jeunesse* ne sont d'ailleurs pas différents du reste de l'œuvre. Sartre est déjà et pour toujours à seize ou dix-sept ans quelque chose qui rien de ce qui peut s'écrire n'est étranger, un touche-à-tout, éternellement au bord de prendre son envol imaginaire, et qui s'arrête en route, égaré par sa lucidité, asphyxié par son esprit critique, sa capacité d'autocritique.

« J'ai un fond de caractère très hétéroclite, note-t-il, je n'écris pas dans un genre, si vous voulez, je change continuellement de style, sans arriver à me plaire. D'ailleurs je plais assez peu aux autres de ce point de vue. » C'est le côté Cyrano : « Je me les sers moi-même avec assez de verve mais je ne permets pas qu'un autre me les serve. » Les *Écrits de jeunesse* ressemblent à un long auto-déniement, que seule apaise la pensée pure, l'exercice intellectuel qui aboutit en aphorismes tel : « Il y a beaucoup moins d'idées que d'hommes, ainsi tous les hommes d'une même lueur sont pareils. »

Très kitsch
et très drôle

Ce gros livre, qui fait souvent écho aux *Carnets de la drôle de guerre*, rassemble donc, introduits comme on raconte une histoire, sans pour autant négliger les mises en perspective, des textes très divers. Il y a des romans inachevés, comme *Jésus la Chouette*, qui fait penser au *Sang noir* de Guilloux et préfigure la *Nausée*, ou *Une défaite*, étrange histoire qui met en scène Nietzsche, Wagner et Cosima, ensuite des contes, des nouvelles, des poèmes épouvantables, morando-laforgués, et parfois pires. Il y a des essais, des sketches, des parodies comme les *Moranes* ou *Anatole France* qui rappellent que les sur-



Sartre à l'école normale

réalistes sont des voisins, et des essais sur le jazz ou le cinéma, qui rappellent, eux, que le marxisme de type comtien domine la pensée intellectuelle de ces années 30.

Tout cela peut être daté, ou très kitsch, ou aussi très drôle, comme les sentences sur les Eugènes ou les Mortimer, espèces d'une cosmogonie inventée par Maheu, Sartre, Nizan et leurs copains de la rue d'Ulm : « Rien ne trouble les Mortimer qui nagent dans le bleu. » Mais ce sont juste des petits morceaux de légende.

La *Semence* et le *Scaphandre*, qui raconte une facette de l'amitié et de la rivalité entre Sartre et Nizan - « une amitié plus orangeuse qu'une passion » - à travers la création et l'échec d'une revue littéraire, est un des moments les plus étonnants. On y découvre un Sartre plus à vif, et aussi moins contrôlé que celui qui nous est familier. Les problèmes de la jeune revue, les ambitions des futurs rédacteurs, les difficultés techniques qu'ils rencontrent sont racontées d'une manière désopilante. Les pages sur la déception que procure la chose imprimée sont d'une fraîcheur étonnante.

Enfin, on retrouve le Sartre qu'a si bien décrit Françoise Sagan, par exemple (1), de l'autre côté de sa vie. « Pour ma morale, j'avais choisi la morale de la Pitié. Je m'entendais parfois dire dans ma famille que j'étais bon, sans que je sache si je devais m'en réjouir ou m'en attrister car il m'avait longtemps paru désirable d'être et surtout de

paraître très méchant... A ces accès de pitié je ne pouvais assigner de date fixe mais j'en étais très fier... Aussi avais-je construit une morale très large qui me laissait à peu près libre d'agir comme je voulais en temps ordinaire mais me faisait un devoir d'obéir aux commandements de mon intermittente pitié. » C'est un peu alambiqué : il faut rappeler au lecteur distrait que le type qui écrit ces lignes a juste dix-neuf ans.

Mais la morale de la Pitié comme celle du Surhomme ne durent pas, pas plus que les diverses théories qui piquaient les romans et les nouvelles, théorie du Témoin, du réalisme à la Mirabeau, du dégoût généralisé, et autres foudres de caméléon. Dans *Er l'Arménien*, une sorte de roman mythologique aussi boiteux qu'ambitieux, où l'on croise Ganymède, des Titans, et où l'on accompagne Er l'Arménien aux pays des morts pour découvrir avec lui ce que sont le bien et le mal, surgissent des préoccupations beaucoup plus triviales en apparence, avec cette manière quotidienne et bonhomme qu'a Sartre quand il s'agit de choses sérieuses.

Er l'on est alors plus près du *Saint Genet*, des *Mois* ou de *l'Idiot de la famille*. « Une morale, quelle soit-elle ! Mais conserver le désir de créer une œuvre d'art, en chercher dans toutes les minutes... Oui, mais il faut y croire, et parfois je ne puis me supporter moi-même. » Il y a aussi dans *Er l'Arménien* de très belles pages sur le désir d'immobilité, et des sortes de cris.

Mais la part la plus passionnante revient à cet étrange répertoire que Sartre et ses biographes nomment le carnet Midy. C'est un carnet distribué à titre de publicité par les suppositoires Midy. De A à Z, Sartre range ses idées, ses projets, ses copies de citations, ses états d'âme, ses illuminations, ses futurs romans. Dans les *Lettres au Castor*, bien plus tard, il écrit qu'il a honte de ces pages où il tranche de tout, mais il a tort.

Ce qu'il fait, c'est de « vivre sa jeunesse comme une jeunesse de grand homme... Faute d'en être sûr, je faisais comme si j'eusse dû le devenir, et j'étais très conscient d'être le jeune Sartre, comme on dit le jeune Berlioz ou le jeune Goethe ». Surtout, il procède à sa manière habituelle, en revendiquant la responsabilité de ses actes avec le sentiment de leur échapper complètement par ailleurs.

Donc il écrit sentencieusement des platitudes et des merveilles, et puis il regarde et il note : « Il traitait ses pensées avec la même minutie risible que les vieilles filles apportent à ranger leurs chiffons. Il les classait, ne se lassait pas de les ranger avec ordre... Et aussi il utilisait tout avec une sorte d'affection envers lui-même, une affection d'être industriel. Lisait-on ses romans, on y trouvait telle phrase d'une conversation de la veille, telle description d'un menu fait aperçu il y a quinze jours ; telle citation d'un ouvrage lu depuis peu, disposée avec une sage économie, une prévoyance de père de famille. » Tous jours le syndrome de Cyrano.

Eviter
d'être dupe

Le carnet Midy est rempli de choses ravissantes, comme cet article « Proust », entre l'article « Passé », et l'article « Roman », où Sartre déclare son amour, « l'ayant lu, je pense tout le jour à lui » - et se reprend : « Avec la sensibilité prétendue des nerveux grandit leur égoïsme. » On ne la lui fait pas, on ne la lui fera jamais ! Ce serait le mot d'ordre de tous ces textes destinés à être le terrain des autres, ceux d'après 1937, éviter d'être dupe. Sartre craignait d'être dupe, et il avait raison.

Le carnet Midy est plein de réflexions personnelles déguisées en généralités. « On écrit un livre pour se débarrasser d'une passion. » « En nous étudiant bien nous-même, nous pouvons tout y trouver, depuis l'esprit étroit du pédant jusqu'à celui du criminel, des paisibles sentiments du rentier aux sensations fortes du soldat. » On y croise un enfant « méchant et mou comme de la viande crue ». Des clichés Troisième République, et pas mal de grands mots et de petits remèdes. Mais on y fait la connaissance d'un homme pètri d'inquiétude : « J'ai cherché mon moi, mon vrai moi inconditionnel, et je ne l'ai pas trouvé. »

Celui qui disait lors d'une émission de radio : « Je voulais être un grand écrivain et je l'ai été. Je voulais connaître la gloire et je l'ai connue. Et puis je voulais aussi autre chose, et je ne savais pas ce que c'était, et cela, je ne l'ai pas eu. »

Geneviève Brisac

(1) Françoise Sagan : Avec mon meilleur souvenir (Gallimard).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Le dernier Romain

Pascal Quignard retrouve sa pente naturelle : le fragment, la citation érudite, chinoise ou latine. Avec *Albucius*, histoire d'un rhéteur romain oublié, mais aussi avec le *Raison* ou les *Petits traités*, il confirme un talent original et se taille une place unique dans notre littérature.

Page 22

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le mentir-vrai de Lamartine

Alors que l'on fête le bicentenaire de la naissance du poète, voici rééditées ses *Mémoires de jeunesse*, que commente Henri Guillemin. Où il apparaît que le prince du romantisme fut parfois un vain monsieur...



COL VIELLET

Page 24

VOYAGES

Peter Fleming gentleman aventurier

Il fut l'inventeur du « travel writing » et le premier, dans les années 30, à prendre le contrepied de l'exotisme flamboyant. Le genre d'homme à noter dans un *aventurier au Brésil* : « Il devenait à présent nécessaire de prendre toute cette affaire au sérieux ; ce que je trouvais difficile... »

Page 29

Une bibliothèque imaginaire

Le Grand Atlas des littératures de l'Encyclopaedia Universalis : un événement de taille pour notre perception du fait littéraire

LE GRAND ATLAS DES LITTÉRATURES

sous la direction
de Gilles Quinsat,
avec la collaboration
de Bernard Cerquiglini,
Encyclopaedia Universalis,
466 p., 580 F (prix de lancement)

Le vocabulaire qui vient spontanément à l'esprit pour présenter cet ouvrage monumental est celui de l'architecture. En effet, la très belle réussite de cet atlas, appelé à servir d'ouvrage de référence en matière de littérature mondiale, tient d'abord à l'originalité de son parti et à la sûreté d'exécution de ses plans, aussi bien qu'au soin apporté à la réalisation des moindres détails. Le titre même d'atlas ne lui rend pas pleinement justice, si l'on s'attend à y trouver surtout des cartes, des relevés, des planches et

des graphiques. Ce n'est pas non plus un dictionnaire encyclopédique, moins encore un manuel, encore qu'il puisse servir de tout cela. Une idée générale gouverne l'entreprise : constituer un panorama qui soit aussi une évaluation de toutes les connaissances que nous avons aujourd'hui du « fait littéraire », « à travers toute l'étendue de l'espace et toute l'épaisseur du temps ».

Le parti adopté a donc le mérite d'être parfaitement évident et de couvrir la totalité du champ de la recherche littéraire. Première idée simple, mais somme toute récente, puisqu'elle n'anime les études littéraires que depuis une trentaine d'années : la littérature est d'abord un acte de communication sociale, qui se définit par des formes, emprunte le moyen de la voix ou de l'écrit, donne lieu historiquement à des figures de l'écrivain, à des lectures elles aussi historiques,

qui définissent des publics. Ensuite, la littérature est un commerce qui a eu, dans différentes aires géographiques et à différentes périodes, des caractéristiques diverses. Les mots ici soulignés par l'italique délimitent les six sections de l'ouvrage, d'une symétrie toute classique.

Comme le souligne l'écrivain Gilles Quinsat, maître d'œuvre de l'ensemble, le foisonnement de la production éditoriale récente a brisé le panthéon immuable des bons auteurs, et la littérature avec un grand L s'est démultipliée en littératures, qui « occupent un champ de forces où se formule à chaque fois le rapport de l'individu à la communauté, et donc aux valeurs tant religieuses que politiques qui meurent celle-ci ». Il importe alors de tenter, par rapport à d'autres discours - religieux, philosophique, moral - une spécification des formes littéraires. C'est par là que commence l'ouvrage, en adoptant

un point de vue moderne, c'est-à-dire structural, historique et culturel. Ainsi, sur la question de l'intertextualité (du rapport des textes entre eux), question traitée du point de vue de la théorie littéraire (remarquable article-résumé des travaux de Bakhtine, de Riffaterre, de Genette, par Daniel Sangsue), voyons-nous succéder à un article de synthèse sur « Les genres littéraires », par Jean-Marie Schaeffer, des articles sur « La tradition rhétorique gréco-occidentale », « La métrique », « L'avant texte », « Les points stratégiques du texte », suivis d'articles sur les structures de l'œuvre, sur le rapport des formes à la subjectivité, sur l'autobiographie et le récit de vie, la littérature épistolaire, le texte lyrique, etc.

Michel Contat
Lire la suite page 25

Prix Jacques Chardonne 1990

DENIS TILLINAC

La Corrèze et le Zambèze

Des idées, des humeurs, de la nostalgie...
Un ton et un style : la belle allure de la liberté.

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

DERNIÈRES LIVRAISONS

ART

MAURICE RHEIMS : *Les Fortunes d'Apollon. L'art, l'argent, les curieux de Crésus aux Médicis.* - Ecrite à la première personne, mais sous la forme d'une histoire sommaire des collectionneurs de l'Antiquité à la Renaissance, une méditation sur les relations, de séduction et de trouble, entre art et argent, par le plus célèbre et le mieux informé des commissaires-priseurs (Le Seuil, 430 p., 140 F.).

BIOGRAPHIES

JEAN-FRANÇOIS LABOURDETTE : *Vergennes.* - Charles Gravier, comte de Vergennes, fut le « ministre principal » de Louis XVI. Cet oublié de l'Histoire joue un rôle essentiel, tant dans l'indépendance de l'Amérique que dans la paix de Versailles ou la restauration de la grandeur française après la désastreuse guerre de Sept Ans. (Ed. Desjonquères, 332 p., 145 F.).

ANDRÉ CASTELLOT : *Fouché.* - Célèbre pour son opportunisme et son sens de l'intrigue, Fouché fut le maître de la Terreur en 1793, la régicide de Louis XVI, le ministre de Napoléon et de Louis XVIII. Le premier, André Castellet utilise les *Mémoires* de Fouché, jusqu'alors considérés comme apocryphes. (Ed. Perrin, 423 p., 170 F.).

CRITIQUE LITTÉRAIRE

PHILIPPE BERTHIER : *Julien Gracq critique d'un certain usage de la littérature.* - Contre la superficialité d'une certaine critique journalistique qui travaille dans l'instant et ne peut donc rien approfondir, et l'hermétisme inutile de la critique universitaire, Gracq définit sa propre conception : une critique qui n'a pas honte de dire qu'elle aime, comment et pourquoi. (Presses universitaires de Lyon, 260 p., 125 F.).

ANNE-MARIE GRAND : *Victor Segalen, le moi et l'expérience du vide.* - « Initiale, fondatrice, parce que condition de tout ce qui suivra, se trouve cette interrogation récurrente : « Qui suis-je ? » C'est la quête de l'identité qui caractérise l'œuvre de Victor Segalen, l'auteur des *Immémoriaux*, de *Stèles*, de *Rend Lays*. (Ed. Méridien Klincksieck, 236 p., 149 F.).

HISTOIRE

JOSEPH KESSEL : *L'Armée des ombres.* - La totalité des textes que Joseph Kessel a consacrés à la Résistance française se trouvent ici réunis : les *Maudu* (nouvelle de 1941), *Écrit à Londres* (articles de 1942 à 1944), *L'Armée des ombres* (récit de 1943)... Ce sont autant de témoignages vivants de l'expérience de Kessel, journaliste et écrivain, pendant la seconde guerre mondiale. (Plon, 572 p., 190 F.).

PIERRE CHAUNU : *Reflets et miroir de l'Histoire.* - « Même objective, rigoureuse, scientifique, l'Histoire s'écrit au présent » : le passé est toujours reconstruit à partir du présent. C'est ce que l'historien Pierre Chaunu s'efforce de montrer dans une série d'articles, à partir des exemples du bicentenaire de la Révolution, de l'exégèse, de la Réforme. (Economica, 681 p., 250 F.).

LITTÉRATURE

GEORGES FOUREST : *Contes pour les satyres.* - Huit petits contes sur des sujets aussi insolites que scabreux : les effets de la castration chez l'homme, l'inceste, le viol... Ce recueil, qui date de 1923, illustre bien la rhétorique de la gratuité et de la parodie de ce poète singulier qu'est l'auteur de la *Négresse blonde*. (José Corti, 145 p., 75 F.).

GUY DE MAUPASSANT : *Lettres d'Afrique.* - Les nouvelles et les récits de Maupassant sont bien connus. Il n'en est pas de même de ces chroniques, pour la première fois reproduites en volume. Ces articles constituent une mine de renseignements sur la situation en Algérie et en Tunisie dans les années 1880, et un réquisitoire courageux contre la colonisation : « Nous sommes restés des conquérants brutaux, maladroits, infatués de nos idées toutes faites. Nos mœurs imposées, nos maisons parisiennes, nos usages choquant sur ce sol comme des fautes grossières d'art, de sagesse et d'inspiration. » (Ed. La Boite à documents, 366 p., 149 F.).

SOCIÉTÉ

MARCEL BISIAUX et **CATHERINE JAOLET** : *Quarante écrivains parlent de la mort.* - Jorge Amado, Alfredo Bryce Echenique, André Chedid, Claude-Michel Cluny, Robert Escarpit, Jean Meteluis, Raphaël Pividal... Ils sont quarante écrivains à confier ici leurs impressions sur la mort. Ce sont autant de textes « dits », où les silences importants tant que les mots, et où chacun s'exprime à partir de son expérience personnelle. Edmond Jabès écrit ainsi : « Dans mon dernier livre, je dis même que la date de notre mort est inscrite, et qu'écrite, c'est essayer de la regarder. Mais nous ne savons pas la lire. Moi, je vois la mort à chaque phrase. Ce n'est pas morbide. » Marcel Bisiaux est mort en mai. (Ed. Horay, 276 p., 130 F.).

PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 1990
pour l'ensemble de son œuvre

Octavio
PAZ
nrf

GALLIMARD

PETITS TRAITÉS

de Pascal Quignard.
Maeght éditeur, huit tomes,
1784 p., 800 F.

ALBUCIUS

de Pascal Quignard.
POL., 240 p., 120 F.

LA RAISON

de Pascal Quignard.
Le Promeneur, 68 p., 58 F.

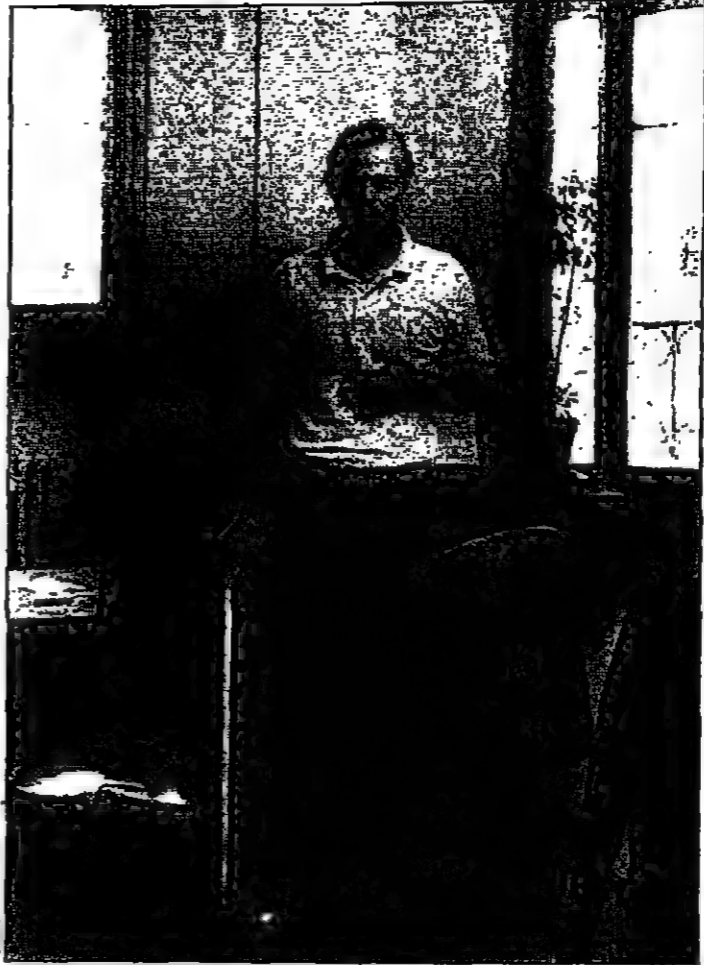
UN écrivain a toujours intérêt à céder à ses penchants, il n'en sera, comme la tour de Pise, que plus agréable à visiter ; à cultiver son défaut, son accent, son don particulier ; à aggraver son cas ; à suivre sa pente « en la remontant », comme le conseillait Gide, qui, pourtant, la descendit plus souvent qu'à son tour. Pascal Quignard connut un succès public tout à fait mérité en 1986 avec le *Salon du Wurtemberg*, un second gros roman - après *Carus* en 1980 - et reçut l'an dernier, pour les *Escaliers de Chambord*, un accueil acide, d'une hostilité pour le moins exagérée, dévoyée. Son rôle de lecteur-éminence grise au sein de la maison Gallimard, alors en crise, le fit paraître, dans un petit milieu, pour un grand intriguant, le front ceint de lauriers six mois avant la saison des prix. On s'en agaçait, oubliant l'écrit. L'homme en conçut quelque blessure, pas seulement d'amour-propre, et jura qu'il ne publierait plus en compétition. On verra ce que tiendra cette austère résolution. Pour l'heure, ce que nous gagnons à cette mésaventure, c'est un retour de Quignard à sa pente naturelle ; le fragment, la citation érudite, chinoise ou latine.

On connaissait depuis longtemps l'importance de cette veine dans l'inspiration de l'auteur. Il avait publié, entre autres, les *Tablettes de buis d'Apronnia Avitia*, soit le journal, l'agenda d'une patricienne dans la Rome du cinquième siècle, une excellente traduction de l'*Alexandra* de Lycophon, ainsi qu'une *géné technique* à l'égard des fragments. En 1977, Pascal Quignard reçut commande de petits essais pour les éditions Clivages, dont trois tomes parurent de 1981 à 1985. Cette entreprise, brisée par la mort d'un ami, fut relancée par les éditions Adrien Maeght sous une forme assez audacieuse et coûteuse : un coffret de huit volumes, sur beau papier, soûlement reliés de rouge sombre, soit quelque 1800 pages en cinquante-six traités, dont les sujets fort variés couvrent tous les aspects de la langue écrite et de la confection des livres, s'attachent à la mort de Guillaume le Taciturne comme à celle de Virgile, à l'invention de l'accent grave et aux dépressions d'Emile Littré. « Un livre est assez peu de chose, et d'une réalité sans nul doute risible au regard d'un corps. Il ne se transporte au réel que sous des impressions qui ne peuvent impressionner que les mouches, exalter quelques blattes peut-être, étonner les cirons. Parfois l'œil d'un escargot enfant. Il introduit dans le réel une surface dont les côtés excèdent rarement douze à vingt et un centimètres, et l'épaisseur d'un doigt. »

Quignard développe amoureusement les notions de page et de livre. Une page est la face d'une feuille et le lecteur, penché sur son livre, a des lenteurs de plante vers le soleil, en proie à la métaphore végétale qui le rend muet et presque immobile dans son fauteuil, absorbé dans la photosynthèse des signes imprimés. Un livre est d'abord un volume, une bande de papyrus dévidée

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau.



Pascal Quignard : une place unique

Le dernier Romain

entre deux rouleaux posés sur les genoux. En décembre 1983, Martial, l'auteur des épigrammes, est le premier à décrire l'apparition à Rome de petits livres étranges, épais, « à nombreuses feuilles de parchemin pliées ».

De quand date l'« e » prosaïque dans « écrire », « écriture » ? De quand la première coquille ? On croit l'auteur sans peine lorsqu'il affirme qu'elle se trouve dans un sautier imprimé par Fust et Schoeffer en 1457. Il a dû vérifier, plutôt deux fois qu'une, lui, le petit-fils du grammairien Bruneau. On ne discutera pas non plus le fait que ce soit Elzévir qui distinguait en 1583 le « i » du « j », le « n » du « v » ; ni que le point sur le « i » date du onzième siècle. Encore moins la belle histoire de la lettre « z » qui faisait peur aux Anciens, dont Appius avait formé le vœu qu'on la bannît « parce qu'en la prononçant on imite les dents d'un mort ». Ni celle du signe « delecteur » par lequel, en termes de correction d'imprimerie, on indique une lettre ou une ligne à effacer, qui est une forme bâtarde du thème grec, première lettre du mot *thanatos*, que l'empereur traçait en face des noms des condamnés à mort. Les *Petits traités* de Quignard sont bien les dignes héritiers des *Essais de morale* de Pierre Nicole, l'un des maîtres de Port-Royal, dont se revendique notre contemporain. Il y ajoute un élément poétique, personnel, une dimension baroque (Quignard est aussi violoncelliste, président du Festival d'opéra et de musique baroque de Versailles), qui font le charme de ces livres savants mais non rébarbatifs, savoureux et cruels, tristes et jubilatoires - qui sont un peu l'équiva-

lent moderne des « mélanges » ou « miscellanées » des anciens, ou plutôt des « cabinets de curiosités », - où sans cesse l'auteur affleure à la surface du sujet historique ou linguistique qu'il traite. « On ne peut imaginer un traducteur sans texte préalable. Même, on ne saurait définir l'écrivain comme celui qui traduirait l'« absence » d'un texte préalable. Ecrire, c'est traduire sous forme de livre tout ce qui a été écrit, - du moins tout ce qu'on a lu. » Quignard, pour sa part, « espère être lu en 1640 », en écho au vœu de postérité de Stendhal, et il a beaucoup lu assurément.

Les auteurs latins en premier lieu, avec les grecs, puisque notre français vient de là. Il ne s'est pas contenté des classiques, de ceux que l'Université enseigne depuis toujours. Au contraire, sa curiosité l'a porté vers les auteurs obscurs, dont parfois seul le nom subsiste, et quelques vers ou fragments cités dans les œuvres d'un confrère mieux sauvegardé des ravages du temps. Ainsi Caius Albucius Silus, dont on n'a quasiment rien d'autre que les citations qu'en fait Sénèque le vieux, le rhéteur, père de Sénèque le conseiller de Néron. Le vide qui entoure les débris que nous avons d'Albucius est l'espace où l'imagination, la sympathie, le style de Quignard vont trouver libre champ.

Les rhéteurs dans la Rome de César sont aussi nommés déclamateurs. Ils s'entraînent, comme pour devenir avocats, à des lectures publiques avec le plus d'effets possibles sur des thèmes romanesques, des récits de pirates, de viols, de cas de conscience divers qui sont matière à argumentations

contradictoires. Le récit de la vie d'Albucius, reconstituée à partir de quelques fragments, donc largement inventée, mais dans une certaine logique - comme les monstres préhistoriques avec quelques os, des traces, - est régulièrement ponctué, illustré par ces intrigues judiciaires, cinquante-trois en tout, dont beaucoup sont fameuses et ont contribué à l'éducation de la jeunesse latine et raisonneuse. « Caius Albucius Silus a existé. Ses déclamations aussi. J'ai inventé le nid où je l'ai fourré et où il a pris un peu de fièvre, de petite vie, de rhumatisme, de salade, de tristesse. Ce fantôme y a peut-être gagné quelques couleurs et des plaisirs, et peut-être même de la mort. J'ai aimé ce monde ou les romans que son défaut invente. »

Albucius l'inquiet naquit en 69 avant J.-C. à Novare dans le Piémont, du temps où César était en guerre avec Pompée contre les pirates. On sait peu d'Albucius, sinon son goût des animaux étranges - un marabout, un rhinocéros, - son caractère difficile, son intérêt pour les éponges, les choses sordides, sa fidélité à un compotier de chêne noir. Ce compotier est loin d'être un détail trivial, mis là pour faire joli. Quignard, que le démon de l'étymologie ne lâche jamais, nous apprend comment l'on passe du plat (*satura*) où l'on met péle-mêle les premiers fruits de la saison en pot-pourri au roman, dont le plus fameux est le *Satyricon*, lui aussi récipiendaire de toutes sortes d'ingrédients. Albucius pensait qu'un roman était la seule forme littéraire où l'on pouvait évoquer des choses sordides : « Un endroit que le monde ou tout pouvait être nommé. »

La liberté de Quignard est magnifiquement vivante, de désinvolture parfois, à quitter un sillon d'érudition pour un retour au temps actuel, parler de soi et de l'amour avant de rejoindre Albucius, « moins zen échoué dans Rome, parmi les joncs du Tibre », et passer de César à Virgile, de la mort de Cicéron à la passion d'Auguste pour les petites filles vierges (« Jamais, ou très rarement, il ne pénétrait deux fois : c'était ce cri qu'il voulait d'elles. Il aimait peu la lyre »). Peu importe ce qui est d'Albucius ou de Quignard quand celui-ci note à propos de son héros : « Il transportait le saladier de chêne noir, des lampes, des natures mortes. Je me mets à inventer irrésistiblement. Il aimait les natures mortes, etc. » Cet avenu en passant donne sa légitimité au roman d'Albucius, le rend vrai.

Quignard publie également la vie d'un autre rhéteur, Marcus Porcius Latro, sous le titre *La Raison*, dans le même style abrupt et sensuel, que les amateurs d'Albucius ne manqueront pas de se procurer. On y trouve le ton rapide, romain, le sens du trait d'un écrivain qui a trouvé dans les lacunes d'un monde qu'il aime, dans une poche d'oubli de notre histoire, l'espace propice à son talent original et se taille ainsi dans notre littérature contemporaine une place unique, indispensable, à l'heure où les livres et les auteurs semblent, par l'image, menacés d'un retour aux Catacombes.

PS. - Présenté et traduit par Pascal Quignard, paraît également, aux éditions Michel Chandeigne, en nombre limité d'exemplaires, un essai du peintre chinois Kong Souen Long, intitulé *Sur le doigt qui montre cela*.

1501 من المجلد

l'att

DEBUTS
d'une

LES CONTES
POPULAIRES

LIVRES • IDÉES
ROMANS

L'attrait des bas-fonds

D. Belloc et Jean-Baptiste Niel, deux très bons romanciers, partagent le même goût pour la déchéance. Mais l'un la côtoie quand l'autre la contemple

LES AIGUILLES À TRICOTER
de D. Belloc.
Julliard, 136 p., 80 F.

LUISON D'ALCOOL
de Jean-Baptiste Niel.
Gallimard, 290 p., 110 F.

On ne peut rêver d'écritures plus éloignées l'une de l'autre que celles de D. Belloc et de Jean-Baptiste Niel. Et pourtant ils partagent un même goût pour la déchéance. Leurs personnages haïssent le monde. Ils le vomissent. Chez Belloc, les lecteurs de *Néons* (1) le savent, l'exécution va loin. Rien ne tient devant le dénigrement systématique de ce misanthrope : l'humanité ne vaut pas cher.

Longtemps, D. Belloc a fait des tableaux cruels, précis, noirs. Et puis il s'est mis à raconter sa vie : prostitution, vol, drogue. Il a trouvé pour exprimer son rapport si négatif au monde des accents qui ne relevaient ni de la littérature ni de la confession orale. C'était autre chose d'extrêmement frappant. Marguerite Duras a dit, à plusieurs reprises, ce que lui inspiraient les livres de Belloc. Duras a toujours eu un faible pour les livres inclassables et pour les individus qui refusent le monde.

Avec *Les Aiguilles à tricoter*, D. Belloc donne la parole à Marie, une victime. Il ne feint pas de pénétrer dans les sinuosités psychologiques de son personnage. Elle reste là, devant lui, butée, obtuse. On imagine Isabelle Huppert. Cette présence obstinée, brutale, de Marie est extraordinairement rendue par ce qu'il faut bien appeler la technique de D. Belloc. En lisant *Néons* ou *Suzanne* (2), on ne se disait à aucun moment que D. Belloc pouvait avoir une technique littéraire. On croyait qu'il avait une chose à dire et un seul moyen de la dire.

C'était se tromper. D. Belloc était capable de choisir ses instruments, mais, comme ils étaient nécessaires et efficaces, ils paraissent uniques. Pour raconter l'histoire de Marie, l'auteur utilise deux manières : une narration impersonnelle, froide, descriptive, et un dialogue dont on ne lit que les réponses.

Le roman commence par la fin : Olivier, fils aîné de Marie, assas-



J.-B. Niel : lyrique.

sine Thérèse, la femme avec laquelle vit sa mère. Dès le deuxième chapitre, Marie répond à une voix muette qui l'interroge. Elle doit rendre compte de ce crime, et, au fond, il ne fait aucun doute que la clé se trouve dans sa vie à elle. Sa vie est un enchaînement tranquille de désastres : viols, avortements, exploitation des petits métiers, concubinage avec un apprenti bijoutier fatigué qui deviendra alcoolique, enfants successifs et accidentels, et toujours violence, absence de plaisir. Jusqu'à l'apparition de Thérèse : la première et dernière femme de sa vie.

Est-ce du mélodrame ? Oui, c'est du mélodrame. *La Pluie d'été* et *L'Amant* aussi, c'était du mélodrame. Il y a eu des critiques pour dire que *L'Amant* était un roman rose et que *La Pluie d'été* était incorrectement écrit. Tout est permis : on dira peut-être aussi que *Les Aiguilles à tricoter*, c'est un roman excessif. Trop de viols, trop d'avortements, trop d'alcool, d'insultes, de baffes, de crasse et de

mort. Les romans dosés ne sont pas les meilleurs.

Jean-Baptiste Niel, lui non plus, n'a rien d'un écrivain mesuré. Son premier roman, *Vous qui passez dans l'ombre* (3), mettait en scène un transsexuel dans le « milieu », à Nice et à Grenoble. Ici, il nous entraîne dans un port de la Méditerranée où le sang va couler.

Le narrateur, rêveur mélomane et étudiant en histoire, se réfugie, au début du roman, dans un monastère. Il cherche le calme méditatif, parce qu'il bout intérieurement. Sorti de l'armée, il vient de vivre sa vie entière en quelques mois. Or, bien que ce narrateur prétende manquer d'expérience littéraire et ne pas « savoir camper un récit », tout indique au contraire la conscience aiguë que l'auteur a du métier d'écrivain : une conscience peut-être trop volontaire, trop affûtée, trop réflexive, qui surcharge une intrigue déjà riche et lui ôte la grâce mystérieuse qu'avait son premier livre.

Comme le roman de Belloc,

Luison d'alcool procède par narrations alternées, mais, virtuose des styles, Jean-Baptiste Niel réussit la prouesse de donner deux voix au même narrateur : les hésitations du journal intime et la fermeté du « je » romanesque.

Au cours de son service militaire, Tristan Beuve est fasciné par Léa Stélandre, la femme du colonel. Sans le savoir, elle l'ensorcelle et cache un secret qu'elle noie dans l'alcool. La nuit et le jour, de cabaret en bar interlope, de buisson nocturne en quel noir que balaient les phares des Cadillac, Tristan suit Léa qui avance en flûtant vers des inconnus, et il comprend qu'elle n'est « dans toutes ces rencontres successives qu'une marionnette éperdue » : un luison d'alcool.

Poète dans l'évocation des bas-fonds, élégant et précieux jusque dans l'usage de l'argot, très suggestif dans les scènes en demi-teinte, quand on croit se comprendre et que l'on ne se comprend pas, quand on s'entrevoit à travers des volutes de fumée, dans des caves, des entrées abandonnées, des barques foraines, entre des taillis de jardins publics, sur des moles désertes, Jean-Baptiste Niel n'a semblé moins à son aise dans l'enquête qui constitue une bonne part de son roman.

Entraîné par la fascination de son narrateur pour l'objet même de sa passion ambiguë, il néglige curieusement la vraisemblance policière. La rigueur mathématique qu'exigerait le récit de la découverte d'un meurtre est, en quelque sorte, contrariée par le désir d'entourer ses personnages de symboles chatoyants, le souci de conserver un ton le plus souvent lyrique et inspiré.

On ne sent pas le fantasme chez Belloc. Chez Jean-Baptiste Niel, si. Peut-être le premier est-il au fond du gouffre, alors que le second le contemple. Mais, puisque leurs conceptions de la littérature sont antagonistes, le lecteur ira de l'un à l'autre, côtoyant l'abjection pour mieux la dominer, dedans ou dehors.

René de Ceccatty

(1) Livre commun, 1987.
(2) Livre commun, 1988, et Gallimard, coll. « Folio », 1990.
(3) Gallimard, 1989.

DÉBUTS Le cœur d'une phrase

DRAME PRIVÉ
de Michael Delisle.
POL, 128 p., 72 F.

Un couple modèle de Montréal, jeune, et cultivé, qui assiste à des pièces d'aventure et à des happenings, où un auteur vient s'asseoir pendant trois quarts d'heure face au public avant de repartir sans avoir prononcé un mot. Dernière cette apparence de couple branché, mais ordinaire et raisonnable, se dissimule une fracture : une longue période de délire, une plongée dans l'alcool et la drogue. Depuis, Anne ne porte plus que des tailleurs stricts, car il y a « un lien entre la rigidité des tenues et la protection nécessaire pour affronter le quotidien ».

Evidemment, les tailleurs ne suffisent pas, les fragiles remparts s'écrouleront. Cette lente dégradation est partie d'une phrase, apparemment innocente, lancée à un acteur qu'on vient féliciter : « On sent vraiment que tu as mérité le droit de dire ce texte-là. »

Mais Michael Delisle, qui a déjà publié plusieurs recueils de poèmes, sait combien les mots ne sont jamais innocents, que, une fois qu'on les a pronon-

cés, il faut aller « au cœur des phrases ». Le narrateur va traverser le miroir des apparences pour « découvrir qu'il y a derrière les choses plus que les choses ». Au Mexique, « au-dessous du volcan », il va plonger dans « cette région d'où viennent les poèmes et les mots ». Le couple n'y survivra pas.

Ce premier roman de Michael Delisle, né au Québec en 1959, oscille entre la paix et la fièvre. Dans les moments de fièvre, comme ceux du séjour au Mexique, il envisage l'écriture - ce qui est un peu convenu depuis Rimbaud - comme « un dérèglement de tous les sens ». Les moments de paix sont plus rares, ils précèdent souvent la tourmente, mais ils sont exprimés dans un style plus sobre et plus efficace.

Delisle est alors plus descriptif, comme un peintre, entièrement occupé à saisir un moment de réalité : « Nous sommes enroulés comme des chats qui dorment. Nous regardons la lumière. La lumière est crème et saumon. Les heures passent. Lentes. Blanches. Nous ne bougeons plus. Nous posons pour une étude de drapé. »

Alain Salles

Une insistante douceur

LA MICHELINIE
de Patrick Drevet.
Hatier, coll. « Haute enfance », 136 p., 80 F.

Quel voyage faut-il entreprendre, quel chemin emprunter, pour remonter jusqu'au pays d'enfance, pour repartir cette contrée évanouie, reléguée dans la confusion de la mémoire ou dans l'opacité de l'oubli ? Ces chemins, Patrick Drevet en dessine inlassablement les courbes, les entrées, d'une écriture scrupuleuse et attentive. Son rythme lent, sinuex, riche d'images, frémissement d'émotion contenue, démontre que ce chemin n'est jamais tracé d'avance, qu'il doit être gagné sur cette opacité, qu'il doit ordonner cette confusion.

Le dernier livre de Patrick Drevet, *La Michelinie*, qui paraît dans la nouvelle collection « Haute enfance », chez Hatier, ne se distingue qu'en apparence des six romans qu'il a publiés, de 1978 à 1989, chez Gallimard. Récit autobiographique, *La Michelinie* révèle la même qualité d'observation, la même volonté de scruter tout le domaine des sensations et des perceptions. L'enfance, sa propre enfance, offre à l'écrivain l'occasion de remonter à la source émotionnelle à partir de laquelle ce domaine s'est constitué.

Dernière le pays réel que parcourt cette michelinie, avec ses étapes - Saint-Claude, Saint-Chamond, Saint-Bonnet-le-Château... - et ses arrêts, c'est toute une géographie intime et familiale qui se profile. Mais

cette géographie n'est elle-même que l'écran sur lequel vient s'inscrire un paysage plus intérieur. « La vitesse nous isole du pays que nous traversons mais nous fait accéder à un mode d'être en mystérieuse conformité avec une part légère en nous, immémoriale peut-être, celle qui aspire à une pure existence de rythme et de musique. Le regard trouve dans la mobilité en dégradé des paysages qui défilent des variétés tonales, une fluidité mélodique qui donne comme un support à l'expression de ce qui en nous n'a pas de voix et n'en veut pas moins se dire, n'en désire pas moins chanter. »

La mémoire n'a que faire des lois arbitraires de la perspective. Le point le plus minime, le plus éloigné, de l'espace ou du temps est susceptible, convoqué par le désir ou l'émotion, de prendre une importance considérable. A partir de lui peuvent resnaître, à travers le mouvement de l'écriture, ces « variétés tonales », cette « fluidité mélodique ».

Il y a, dans le récit de Drevet, l'expression d'un vrai « bonheur d'être », d'une lente et insistante douceur. Bonheur et douceur qui sont comme les clefs de son univers romanesque. L'innocence, et la sensualité qui en est l'ornement, ne sont pas des variations bien stylées. Elles sont, au contraire, la source où la prose de Patrick Drevet vient chercher sa tonalité et son sens.

Patrick Kéchichian

AFANASSIEV LES CONTES POPULAIRES RUSSES
traduits par Liza GRUEL-APERT
MAISONNEUVE ET LAROSE

PAUL WEST

Un roman extravagant, rocailleux, lyrique, foisonnant, d'une effroyable méchanceté et d'une irréprochable érudition, un roman tragique, paillard, inconfortable et toujours inspiré, consacré aux aléas de la création, aux petites misères du génie et surtout, à la poignante, à l'intolérable jalousie du médiocre qui voudrait se fondre à son modèle, à son idole.

Frédéric Vitoux, *Le Nouvel Observateur*

« On l'auteur libre dans sa prose les instincts de faste, de fête, de luxe, voire de gaspillage, et tous les vertiges qui sont dans la nature d'un écrivain professant le réalisme passionnel du baroque. »

Hector Bianciotti, *Le Monde*



PAUL WEST
Le Médecin de Lord Byron
272 pages - Prix : 120 F

DAVID LODGE

A propos de *Jeu de société*... Les lundis matin de David Lodge, si gris et tristes soient-ils, vous feront rire aux larmes. Parce que rien ne lui échappe des détails sordides ou banals du quotidien. Parce que ses personnages existent et que vous les avez rencontrés.

Michele Gazier, *Télérama*

David Lodge
Changement de décor
Traduction de l'anglais par Maurice et Yvonne Cottier
Rivages

Par l'auteur de
Jeu de société
Rivages

David Lodge
Changement de décor
290 pages - Prix : 110 F
Collection dirigée par Gilles Barbedette

EDITIONS RIVAGES

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le mentir-vrai de Lamartine

Alors qu'on fête le bicentenaire de sa naissance, voici

les Mémoires de jeunesse d'un parfois vilain monsieur

MÉMOIRES DE JEUNESSE

(1790-1815)
d'Alphonse de Lamartine.
Textes présentés
par Marie-Renée Morin.
Editions Tallandier.
300 p., 110 F.

Les éditions Tallandier ont eu la bonne idée de rééditer un ouvrage de Lamartine, très oublié aujourd'hui : ces *Mémoires*, que Valentine, sa nièce, révéla en 1871 (le poète était mort en février 1869). Elle les intitula *Mémoires inédits*, car ils étaient en effet, Lamartine ayant trois fois déjà raconté, ou feint de raconter, sa vie dans ses *Confidences* (1849), *Nouvelles Confidences* (1851), *Mémoires politiques* (1863).

Englouti dans l'abîme de ses dettes depuis 1848, Lamartine ne sait qu'inventer pour « faire de l'argent avec sa plume » : il entasse des volumes — dont beaucoup sont aujourd'hui illisibles — et, en 1863, l'idée lui vient de faire croire au public qu'au point où il en est de l'existence (il a soixante-trois ans) il peut bien se permettre de remplacer par la vérité, fût-elle rude, les arrangements auxquels il a cru devoir recourir autre-

fois, en particulier dans cet épisode *Graziella* devenu tout à fait célèbre. Et il ose affirmer que tout est vrai dans son récit des *Confidences*, exception faite d'un seul détail : Graziella ne travaillait pas dans le corail, mais dans le tabac. On ne saurait être plus intrépide, plus impavide, dans l'usage délibéré de l'inexactitude (euphémisme) sous sa forme la plus massive.

La « beauté crédule »

Y eut-il jamais une Graziella ? Lamartine introduit maintenant à côté d'elle une personne effacée, qui serait quelque peu intendante dans la manufacture des tabacs de Naples, où Lamartine, au début de l'année 1812, est hébergé par le directeur, un cousin de sa mère. Nous savons maintenant l'histoire vraie de Lamartine et d'Antoniella, grâce à M. de Luffé, en 1942, grâce encore davantage à Marie-Renée Morin, à qui a été confiée l'introduction des présents *Mémoires* et qui nous procure, peu à peu, une édition savante et irremplaçable de la correspondance Virieu-Lamartine, si riche en informations capitales.



En 1830

Ce n'est pas très beau, d'abord, cette « histoire vraie » de Lamartine et d'Antoniella. Antoniella est la maîtresse ordinaire du directeur des tabacs, loquel, débonnaire, la prête volontiers, pour la durée de son séjour à Naples, au charmant garçon qu'il héberge et qui profite joyeusement de cet agréable cadeau, mais sans oublier un instant la distance sociale — un gouffre ! — qui sépare sa qualité d'aristocrate de la condition d'une

employée, éblouie, fascinée par les ardeurs — distinguées — de ce jeune amant. C'est elle, la « beauté crédule » qu'il évoquera en 1822, dans *le Passé*, à propos des « parties carrées » que, dix ans plus tôt, Virieu et lui organisaient sur le golfe de Naples — Virieu se contentant de « beautés volages et tarifiées ». Elle l'aime, cette Antoniella, comme elle n'a encore jamais aimé personne, et elle va jusqu'à s'imaginer — folie ! — qu'il pourrait l'em-

mener en France avec lui lorsqu'il repartira. « Où le cœur va-t-il se nicher ? », écrit-il, à Virieu, un Lamartine hautain, odieux. Le « cœur » est réservé aux dames du monde.

Il apprendra incidemment, en 1813, qu'Antoniella s'est mariée, et, en 1815, qu'elle est morte. Et ce qui passe en lui, alors, est inattendu. Le souvenir de ce visage ne s'efface pas, persiste, grandit — avec une coloration croissante de remords. Antoniella est, en secret, dans *Novissima Verba* (1829), Lamartine a trente-neuf ans ; dans le *Premier Regret* de l'année suivante, c'est elle (transposée, transfigurée) qui emplit son cœur en 1842 (cinquante-deux ans) à Ischia, où il passe l'été et compose *Graziella*. Et son dernier roman (incohérent, confus, assez pitoyable), publié en 1867 (soixante-dix-sept ans), il l'intitulera *Antoniella*.

Bridé, avant 1863, par la présence de sa femme, à qui il a conté tant de fables sur son adolescence, il l'est presque autant, à partir de son veuvage, par sa nièce, Valentine, qui l'adore et à laquelle il a dédié tant de contes bleus sur sa jeunesse. N'a-t-il pas eu le front de lui écrire un jour : « Moi qui n'ai aimé qu'en Dieu, jadis. » Cette pré-

tendue chasteté religieuse ne lui avait pas épargné, en mai 1813, un grave accident vénérien qui n'était toujours pas guéri en août 1814... Les *Mémoires* ultimes maintiennent ces fictions domestiques, mais sont loin cependant d'être sans valeur. Ils contiennent un très remarquable portrait de ce Louis XVIII que Lamartine eut plusieurs occasions d'observer de tout près quand il appartenait à ses gardes du corps ; un coup de patte à Chateaubriand, que Lamartine a toujours accusé de « manichéisme », et une trouvaille sur Necker, « ministre amphibie ».

La grande presse parisienne ne fit point au volume le coup du mépris. Seule se montra très hostile la *Revue du monde catholique*. Mais déjà, lors de la souscription nationale tentée en 1858, Lamartine pouvait noter tristement : « Le clergé m'exécra partout » Valentine avait arbitrairement supprimé en 1815 le récit de son oncle. La suite de son manuscrit existe à Saint-Point, et je déplore que M.-R. Morin n'ait pas été autorisée à la publier.

Henri Guillemin

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses nouvelles collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre.

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un financement par presse, radio et télévision.

Contact éditeur par l'acheteur 49 rue de la Harpe 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

Adressez manuscrits et CV à : LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

siège social : 100, rue de la Harpe, 75004 Paris, Tél. (1) 48.87.08.21, Fax (1) 48.87.27.01.

Hommage au «grand diable de Bourgogne»

Ouvert par le président de la République, le vendredi 12 octobre à Mâcon, le colloque «Lamartine et ses familiers de Bourgogne» était le point d'orgue du très riche programme mis en œuvre par l'Académie de la ville et l'association Lamartine 90, à l'occasion du bicentenaire de la naissance de l'écrivain mâconnais. Ce colloque a permis à M. François Mitterrand de rappeler son attachement à l'auteur des *Girondins* et d'expliquer pourquoi il appréciait un homme aujourd'hui méconnu.

Rompant avec l'image floue et pâle d'un Lamartine traîné entre la politique et la poésie,

M. François Mitterrand a reconstitué les morceaux du puzzle pour tracer un portrait où le dandy, joueur et dilettante, s'efface devant une volonté qui en fait un des grands esprits de son temps. Les droits de l'homme, la justice sociale, le progrès, l'enseignement, la liberté de la presse doivent beaucoup à ce «grand diable de Bourgogne», ainsi qu'il se nommait lui-même.

Parce qu'il avait «ce désir tenace de faire changer les choses», Alphonse de Lamartine n'a jamais été du parti des sceptiques. Opposer Lamartine homme politique à Lamartine poète est, selon les termes de M. Marcel Vite, prési-

dent de Lamartine 90, tout à fait fallacieux. Parce que Lamartine a été avec passion l'un et l'autre (certes avec des bonheurs différents selon les époques), M. François Mitterrand voit en lui la réincarnation d'une tradition très ancienne où politique et poésie étaient très liées. Mais, au-delà de la reconnaissance du style, de l'œuvre et de la grandeur de la pensée, le véritable hommage de M. Mitterrand à l'homme de Saint-Point et de Milly ne tient-il pas dans cet aveu : «Cet homme a réussi à être ce qu'il voulait?»

Christine Duret

M. le député «non inscrit»...

Quand un parlementaire d'aujourd'hui juge l'action de son illustre prédécesseur

par Michel Pezet

Voilà deux siècles, en 1790, naissait Lamartine, et les manifestations ne manquent pas, qui entendent rappeler aujourd'hui son importance littéraire et politique. La représentation nationale s'associera-t-elle, très officiellement, à cette commémoration ? J'en exprime ici le souhait, et non point seulement comme député d'un département qui, de concert avec neuf autres, porta Lamartine à la Chambre du printemps 1848...

Il suffit en effet de feuilleter le classique *Lamartine orateur* de Louis Barthou, et, plus récent, le précieux catalogue de l'exposition réalisée en 1969 à la Bibliothèque nationale, pour mesurer le temps et l'énergie que l'auteur de *Jocelyn* consacra aux affaires publiques. Passons sur ses fonctions de maître de Milly, auxquelles il fut nommé très tôt, en 1812 : elles ne furent guère l'acépérer, même si «la terre natale» tenait dans son cœur une place privilégiée. Mais, sitôt que les dispositions de l'époque l'autorisèrent à briguer un mandat électif, c'est-à-dire une fois franchi le cap des quarante ans, Lamartine entreprit une carrière qui se poursuivit de façon ininterrompue pendant deux décennies, au niveau du département et de la nation.

De 1833 à 1852, il défendit successivement les intérêts des deux cantons de Mâcon au sein du conseil général de Saône-et-Loire, président à maintes reprises ses sessions annuelles. Tout aussi constante fut sa présence à la Chambre. Après deux candidatures infructueuses à la députation en 1831-1832, Lamartine sortit vainqueur d'une élection complémentaire organisée en janvier 1833 dans l'arrondissement de Bergues-Dunkerque : sa sœur y avait fait campagne pour lui, avec d'autant plus d'acharnement qu'il voya-

geait alors en Orient... A son retour, il établit son domicile personnel rue de l'Université et, à la Chambre, choisit «une place solitaire et neutre».

Son prestige d'auteur, mais aussi son travail d'élu aidant, il le conserva sans problème, franchissant aisément les dissolutions en cascade qui caractérisaient la monarchie de Juillet. Du fait des candidatures multiples, il obtint même des succès simultanés à Bergues, Mâcon, Cluny, parfois sans que quiconque ait pris le risque de se poser en concurrent ! C'est ainsi que, après le Nord, il décida de représenter la Saône-et-Loire de 1837 à 1848, année où il réunit 1 600 000 voix sur son nom dans toute la France, et opta symboliquement pour Paris. Seules les élections de mai 1849 lui furent défavorables mais, quelques mois plus tard, à l'occasion de partielles et grâce au Loiret, Lamartine retrouvait un siège qu'il occupa jusqu'à la rupture du coup d'État de 1851.

De la droite modérée au républicanisme

Beau parcours, on en conviendra, qui fut réalisé dans le cadre de modes de scrutin différents, censitaire d'abord, universel par la suite. Et si Lamartine, en 1841, échoua dans sa tentative d'accéder au «perchoir» (ce qui n'avait rien que de très normal, vu sa position de «non-inscrit»), il fut longtemps de ces ministères de poids qui, repoussant les sollicitations circonstancielles, savent attendre, à la Chambre, leur véritable heure. La sienne vint en 1848, avec les plus hautes responsabilités gouvernementales, et un rôle historique, déterminant, dans l'établissement de la II^e République.

Faudrait-il, de ce fait, ne consi-

dérer la période parlementaire de Lamartine que comme une phase attentiste et distante ? Un mot fameux — «Je siégerai au plafond» — a pu le donner à penser, pourtant rien ne serait plus inexact ni plus injuste. Comme Louis Barthou l'a bien montré, l'auteur des *Méditations* et des *Harmonies* s'attacha à participer à de très nombreux débats, des plus généraux aux plus techniques, et, en particulier, à acquiescer cette technique de l'improvisation oratoire qui, de nos jours — hélas ! — a sans doute moins cours à la Chambre.

Il la mit au service d'une évolution politique bien connue, de la droite modérée au républicanisme, tandis que beaucoup d'autres, à commencer par Thiers, parcouraient un chemin inverse. Il s'en servit, naturellement, pour plaider des dossiers relevant de ses propres compétences : écrivain, il fut rapporteur des textes sur la propriété littéraire ; diplomate, il traita souvent des questions internationales, refusant à la fois ce qu'il appelait «la guerre folle» et «la paix humiliée». Et, surtout, il formula avec insistance des propositions que, parvenu aux affaires, plus tard, il fit entrer logiquement dans les faits : ainsi de ses discours contre la peine de mort et l'esclavage aux colonies, en 1834-1835, qui annonçaient deux des mesures les plus marquantes de 1848.

Lamartine avait des convictions humanistes, sociales, démocratiques, qui n'étaient pas, semble-t-il, le lot de tous ses collègues. En 1834, il se soucie du contrôle du travail des femmes et des enfants ; en 1835, il s'élève contre un projet gouvernemental visant à restreindre la liberté de la presse («les gouvernements libres, difficiles par elle,

sont impossibles sans elle») ; en 1844, il plaide en faveur de l'amélioration des conditions de vie des prisonniers ; à l'automne 1848, il se range parmi les partisans de l'élection du président de la République au suffrage universel. Et combien de vues pertinentes sur «l'immense question sociale», le chômage, la misère, le recours indispensable à une solidarité «patriotique»...

L'écho de débats récents

Par-delà les multiples mutations survenues, depuis, dans la vie politique française et le rôle du Parlement, ces problématiques demeurent toujours d'actualité. Et, sur tel ou tel de ces sujets de fond, la voix d'un grand homme de lettres a une résonance supplémentaire, comme nous le confirme l'exemple immédiat de Václav Havel en Tchécoslovaquie.

A ce propos, on notera que, durant ses activités publiques, Lamartine ne mit jamais en vaine sa vocation de créateur littéraire, donnant naissance au contraire, à ces œuvres d'envergure que sont *Jocelyn* et *la Chute d'un ange*, au livre des *Recueils poétiques*, au récit du *Voyage en Orient* et, bien sûr, à la monumentale *Histoire des Girondins*, dont l'influence fut décisive dans la préparation de 1848 et où l'on perçoit, transposés, tant d'échos de discours personnels, de débats récents à la Chambre. Lamartine député : je voudrais avoir persuadé que cet aspect aussi mériterait considération et réflexion.

Michel Pezet est député (PS) des Bouches-du-Rhône.

2^e FORUM
LE MONDE LE MANS
LES GRECS,
LES ROMAINS,
ET NOUS.
L'ANTIQUITÉ
EST-ELLE MODERNE ?
R. BRAGUE, J. BRUNSWIG,
B. CASSIN, C. CASTORIADIS,
M. DEGUJ, M. DETIENNE,
F. HARTOG, C. INGREMEAU,
M.-D. JOFFRE, B. LANCIN,
N. LORAU, J.-F. MATTEI, E. MORIN,
C. NICOLAS, M. OLENDER, J. PEIGNÉ,
J. PÉPIN, J.-D. POLACK, G. SISSA,
E. TERRAY, A. TOURRAIX,
J.-P. VERNANT, P. VEYNE,
P. VIDAL-NAQUET,
H. WISMANN
conçu et présenté par
ROGER-POL DROIT.
LUNDI 29, MARDI 30,
MERCREDI 31
OCTOBRE 1990
LE MANS
PALAIS DES CONGRES
ET DE LA CULTURE
organisé par :
LE JOURNAL LE MONDE, LA VILLE DU MANS, L'UNIVERSITÉ DU MANS
Le Monde
RENSEIGNEMENTS : PALAIS DES CONGRES ET DE LA CULTURE
CITE CENOMANE 72000 LE MANS
TEL. (16) 43 24 22 44 FAX : (16) 43 28 33 68

1501 من المجلد

martine

LIVRES • IDÉES
HISTOIRE LITTÉRAIRE

Un coup d'œil sur un siècle de roman

LE ROMAN AU XX^e SIÈCLE
de Jean-Yves Tadié
Belfond, 227 p., 120 F.

Jean-Yves Tadié, l'éditeur de la nouvelle « Piéride » de Proust, ne craint pas les vastes synthèses. Son essai panoramique sur la Critique littéraire au XX^e siècle apparaît naturellement son pendant sur la création littéraire dans ce siècle, et comme celui-ci apparaît dominé par le roman, qui semble y avoir connu son apogée avec les grandes œuvres de Proust, Joyce, Mann, Kafka, Musil, Broch, c'est un panorama du Roman au vingtième siècle que J.-Y. Tadié propose à présent, avec la même intrépidité de professeur prêt à embrasser une copieuse matière et qui y est préparé par ses cours et une splendide culture.

L'originalité de son entreprise, par rapport aux panoramas de stricte histoire littéraire, c'est de prendre sur le roman (et sur toutes les formes qu'il a

empruntées ou inventées en ce siècle), une suite de points de vue qui sont ceux de la critique moderne : analyse du personnage en tant qu'il occupe une certaine place dans la narrativité ; structure du roman ; topologie (la ville) ; rapport du roman avec la pensée.

Topologie urbaine

Invasion de l'intériorité, dissolution du moi, unanimité sociale, puis triomphe de l'extériorité avec le roman américain, perte d'identité, procès du héros, invasion du sentiment de culpabilité, ce sont des caractéristiques que la critique, depuis l'après-guerre, a longuement décrites et qui sont ici reprises à larges enjambées. L'opposition de la structure fermée et de la structure ouverte, la morcellement progressif de la structure, les procédés de montage, l'intrusion de l'éléatoire, l'inachèvement comme fatalité du roman total (Proust, Kafka,

Musil), ce sont là aussi des sujets de réflexion familiers, illustrés de beaucoup d'exemples.

Moins attendue est l'analyse de la topologie urbaine, le roman au vingtième siècle devenant le roman d'une ville (Paris de Proust, Vienne de Musil, Prague de Kafka, Dublin de Joyce, Berlin de Döblin, New-York de Dos Passos, villes du nouveau roman, réelles ou imaginaires). Le chapitre final sur l'essai dans le roman, la présence d'une pensée qui se sert du roman pour dialoguer avec la philosophie ou même se substituer à elle (Proust, Musil), avance également à grands traits.

Jean-Yves Tadié dit lui-même son « rêve de donner à lire un siècle de roman européen d'un seul coup d'œil ». Cet essai de deux cents pages se lit en effet vivement et sans ciller ni sauter devant des vues paradoxales. Le coup d'œil du professeur est sûr, il ne renverse rien.

M.C.

Une bibliothèque imaginaire



répétées que d'une lecture continue.

Pour quelques perles de langage universitaire comme celle-ci : « [Le fait de style] concerne aussi bien les fractures intervenant dans un micro-contexte que les « affinités à distance » dans un macro-contexte, aussi bien sur le plan du signifiant phonématique, prosodique, rythmique, que celui de signifié susceptible d'engager la syntagmatique du texte dans son ensemble », le lecteur non spécialisé sera largement payé d'exposés lumineux et lexicalement accessibles sans dictionnaire, comme ceux de Philippe Lejeune sur l'autobiographie, d'Henri Mitterand sur la question du réalisme, et de Pierre-Yves Petillon sur « L'espace américain », dans la section « Figures de l'écrivain », exemples pris presque au hasard, tant la qualité générale est entraînante.

Un rêve de Borges

A traverser les espaces, l'histoire des histoires de la littérature et des littératures, c'est bien une babélique bibliothèque imaginaire, un rêve de Borges transformé en volume, que cet ouvrage inattendu et pourtant espéré offre au public désireux de s'instruire.

Et comme cette bibliothèque, grâce à une iconographie admirablement méditée et choisie, se déploie dans un musée qui est une fête pour l'intelligence de l'œil, on ressort d'une balade dans cet ouvrage avec une envie renouvelée de travail et de lecture. Quand on aura ajouté que, par le moyen d'un index véritablement analytique et d'une bibliographie organisée par chapitres et très judicieusement sélective, le travail reçoit un efficace instrument, il ne reste plus qu'à recommander la lecture, ouverte sur l'infini des littératures.

Michel Contat

Suite de la page 21

Impossible, pour cette seule première section, de citer ici tous les contributeurs, dont les noms forment un bottin de la critique moderniste.

Ceux de Philippe Hamon, Henri Meschonnic, Pierre-Marc de Biasi, Lucien Dallenbach, Philippe Lejeune, Alain Viala, Henri Mitterand, Philippe Lacoue-Labarthe, sont suffisamment connus pour indiquer à la fois la qualité des articles qu'ils signent et l'aspect « recherche de pointe », sur laquelle cet ouvrage, précisément, fait... le point. La brièveté (deux grandes pages, en général), et l'extrême densité de ces articles ne les rendent pas toujours faciles à lire, et, dans certains cas, les plus

neufs, cette brièveté a eu l'effet de Procuste : ainsi l'article sur « Les points stratégiques du texte » (P.-M. de Biasi), qui examine le rôle du titre, de l'incipit et de la clause (ou explicit), s'arrête quand on souhaiterait voir cet examen se prolonger sur d'autres points stratégiques comme le chapitre, le blanc, en s'appuyant là aussi sur des exemples.

C'est dire que l'ouvrage, malgré son ampleur, pêche plutôt par contraction que par enflure, même si d'occasionnelles et sans doute inévitables redites de certains articles à d'autres rappellent qu'il s'agit d'un ouvrage à caractère encyclopédique, dans lequel l'usager profitera sans doute mieux d'allées et venues

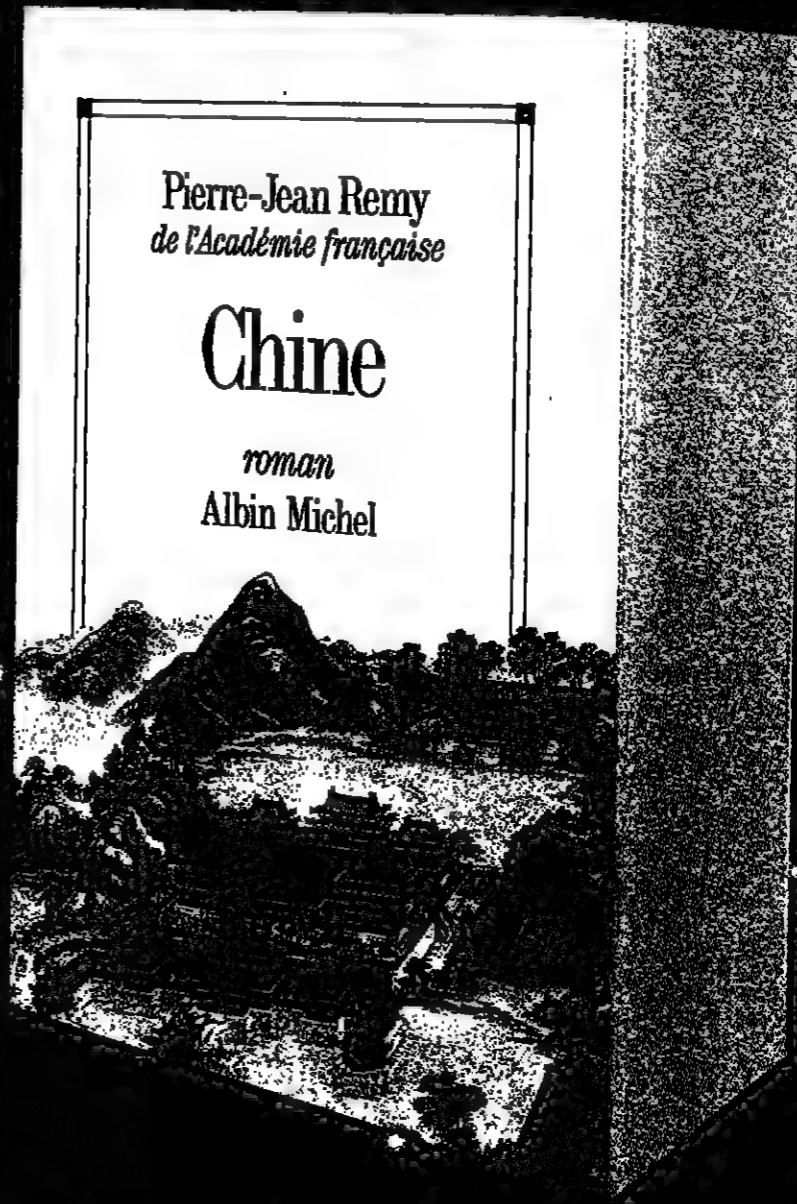
IMPORTANTE MAISON D'ÉDITION
recherche auteurs premier roman
en vue publication de leurs livres.
Tous les manuscrits sont soumis à
un comité de lecture. Assurons
réponses personnalisées.
Prix Jean-Christophe NAHL
décerné au meilleur livre de l'année 1991.
Très forte promotion médiatique
du romancier lauréat.
Éditions HUBERT LAPORTE
Maison neuve
24250 SAINT-MARTIAL-DE-NABIRAT
Tél. : (16) 53-28-51-93

Colloque
Usages
de l'image (1848-1914)
— les 24, 25, 26 octobre 90
de 9 h 30 à 18 h
— Musée d'Orsay
Auditorium
— Entrée libre
— Renseignements :
40.49.48.70

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

LA FUREUR DE LIRE LA FUREUR D'ÉCRIRE PIERRE-JEAN REMY CHINE

ROMAN



Vingt ans après "Le Sac du Palais d'Eté",
Pierre-Jean Remy retrouve la Chine.

Retour à Bucarest

Les grands magasins sont vides, les vitrines des librairies aussi.
« Nous sommes une planète perdue de la galaxie Gutenberg »,
dit Mircea Dinescu

Ville de parcs sauvages et de jardins en friche, couleur cendre et ciel or, capitale mourante par le déclin de l'ex-livre des Roumains, Bucarest revit après avoir subi plusieurs chocs opératoires, sans anesthésie.

En ce somptueux été indien, le spectre de la liberté hante les couloirs de l'édition et des rédactions du pays. La censure est morte, l'auto-censure aussi ! « Conséquence directe, l'obsession politique, depuis la droite extrême jusqu'à la gauche lucide, assagie, s'empare des auteurs réduits au silence, sinon contraints à « coopérer » au long d'un bon demi-siècle de dictatures de tous bords. Et cette euphorie nous empêche d'être », confie le poète Mircea Dinescu, qui avait annoncé la chute du tyran, après avoir dénoncé ses méfaits au risque de sa vie.

Nous sommes ici, entre la mer Noire et la steppe hongroise, en cette Roumanie de Brancusi et d'Eliaade, bouillonnement de cultures mêlées d'où surgissent le poète de langue allemande Paul Celan, les francophones Cioran, Fondane, Ionesco et, bien sûr, Tristan Tzara, l'inventeur du dadaïsme. Comment donc nous étonner que le paysage éditorial du pays roumain paraisse aujourd'hui à tel point surréaliste et paradoxal ? Les vitrines des librairies restent aussi vides que celles des bibliothèques du public cultivé, très nombreux ici, se trouvent les toutes dernières nouveautés.

Depuis une vingtaine d'années, les liaisons avec la France se sont relâchées, mais la jeunesse studieuse est en courtage de tout ce qui vient d'être publié à Paris ; et, malgré les imprimées vétustes, surchargées de commandes, au moins douze cents publications, quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles, se disputent le marché. Depuis janvier, environ neuf cents titres — littérature, histoire, essais, sciences et techniques — ont été

imprimés sur un papier grisâtre, chichement distribué. Il est vrai qu'au cours de l'année qui a précédé le grand chambardement il en paraissait le double.

Pourquoi cette baisse, pourquoi l'absence dans les vitrines d'une production surprenante par sa richesse, par sa diversité ? Où disparaissent les romans des grands prosateurs contemporains, Banulescu, Buzura, Breban, Cosasu et de leurs cadets, Buduca, Craciun, Grosan ? Dans quel enfer glissent les poèmes de Maria Banus, Ana Blandiana, Dinescu, Doinas, Ileana Malescu, Florin Mugur, Marin Sorescu ? Comment se procurer l'œuvre critique de Crochmalniceanu (auteur d'une monumentale histoire de la littérature roumaine), de Mircea Martin, l'exégète de Benjamin Fondane, d'Eugène Simion et de Nicolae Manolescu, leurs confrères pertinents, qui dirigent les meilleures revues littéraires du pays ?

Même l'essai d'Andrei Plesu, le jeune ministre de la culture, qui pose les repères d'une morale de la responsabilité (1), demeure introuvable, tout comme les traductions, notamment d'œuvres françaises, même si, de Saint-Simon et Balzac à Tourner et Robbe-Grillet, elles figurent dans les catalogues des prix ou six plus sérieuses maisons d'édition.

Réinventer l'industrie du livre

Mircea Dinescu est aujourd'hui le président de l'Union des écrivains, institution puissante qui dispose de plusieurs lieux, jadis confisqués par le couple maudit, où les créateurs peuvent faire retraite et travailler en paix. Il répond à nos interrogations : « Déjà, sous l'ancien régime, le marché noir du livre, surtout celui du livre étranger, était florissant. Le public apprenait la date de mise en vente et, au bout de quarante-huit heures, le titre devenait introu-

vable. La situation reste la même aujourd'hui comme restent inchangées les nostalgies européennes du public. Certes, maintenant, des maisons d'édition privées s'installent, c'est une bonne chose, mais elles ne disposent pas de bonnes imprimeries, de bons circuits de distribution, et leur choix n'est pas toujours le meilleur. Des navets sont vendus à la sauvette, au coin de la rue. D'autre part, si pendant quatre décennies le lecteur trouvait refuge dans le texte de qualité, c'est la presse, sa diversité portée par la liberté retrouvée, qui le sollicite davantage aujourd'hui. Le papier manque, les outils modernes aussi, nous sommes une planète perdue de la galaxie Gutenberg. Il nous reste toute l'industrie du livre à réinventer, mais les investisseurs étrangers entraînent les pieds et le temps presse ! »

En effet, les maisons importantes — Humanitas, Cartea Romaneasca (le Livre roumain), Univers — se fixent un programme ambitieux : traduction des nouveaux philosophes, publication des écrivains roumains exilés (les documents de Paul Goma et de Virgil Ierunca dénonçant l'univers concentrationnaire ont été épuisés dès leur parution), édition ou réédition des grands classiques étrangers et roumains jusqu'ici interdits, Caragiale et Ionesco, Köster et Sperber, Cioran et Swift, renouveau des manuels scolaires sans oublier les livres pour enfants. Pourront-elles dans les conditions d'aujourd'hui réaliser ces projets ?

Dan Haulica est le rédacteur en chef du mensuel *Secolul 20* (le vingtième siècle). Souvenons-nous : cette revue de synthèse, ancrée dans les réalités de l'Europe douloureuse et profonde, a été la seule qui permettait aux lecteurs roumains de maintenir le contact avec un « ailleurs » si proche et pourtant inaccessible (2). L'équipe rédactionnelle a su résister aux pressions violentes ou feutrées du tyran. La dernière livraison, consacrée à Boris Pasternak, paraît après une longue, trop longue attente, avec des textes de Danilo Kis et d'Albert Kovacs, de Kafka, de Christa Wolf, de Brodski et de Mario Vargas Llosa. De quoi réveiller l'agressivité chauvine de deux ou trois écrivains populistes qui rêvent d'une Roumanie mythique, « éthiquement pure » et repliée sur elle-même.

Peu avant son départ pour la France, Dan Haulica, qui vient d'être nommé délégué permanent de la Roumanie auprès de l'UNESCO, nous reçoit, au milieu de ses collaborateurs, dans la grande salle lambrissée de sa rédaction, il y a dix mois encore truffée de micros : « Nombreux sont ceux qui se demandent, dit-il, si, avec la fin du millénaire, notre revue pourra survivre. Pourtant la recherche rigoureuse d'un chemin vers les vraies valeurs se trouve confortée par la maturité et l'enthousiasme d'une population enfin libre à la suite d'un acte révolutionnaire que certains contestent aujourd'hui. Tout ce qui s'ensuit, le bien-être et la victoire du livre, n'est plus qu'une question d'intelligence et de bonne gestion. Je suis confiant. »

Edgar Reichmann

(1) *Éthique de Robinson*, à paraître en novembre à L'Harmattan, coll. « Mémoires ».

(2) Voir *Le Monde* du 12 mars 1988.

Une ligne de coopération culturelle franco-roumaine. — Fondée à Bucarest le 24 janvier 1990, la Ligue de coopération France-Roumanie se propose de restaurer et développer des relations culturelles depuis longtemps relâchées. Parmi ses objectifs : lancement d'un périodique bilingue, le *Monde de demain*, dont la deuxième livraison vient de paraître ; réouverture de l'Institut culturel et création d'un théâtre français à Bucarest ; ouverture d'un Institut roumain à Paris ; rencontres entre les créateurs roumains et français ; diffusion réciproque d'ouvrages dans le domaine littéraire et artistique ; promotion de l'enseignement du français en Roumanie et du roumain en France. (Ligue de coopération culturelle France-Roumanie, 2, rue Pilâtre-de-Rozier, 92290 Châtenay-Malabry.)

Salon de Bordeaux : une confirmation

Près de 80 000 visiteurs se sont rendus au quatrième Salon du livre de Bordeaux qui s'est déroulé, du 11 au 14 octobre, sur le site du Port-de-la-Lune (le Monde du 12 octobre). Bien que cette première estimation fasse apparaître une baisse de fréquentation par rapport à 1989 (98 000 entrées), elle témoigne du réel intérêt du public bordelais pour un Salon qui, derrière Paris, a su s'imposer comme le second en importance sur le plan national.

« Bien sûr, cette baisse s'explique en partie par les diverses manifestations suscitées par la « Fureur de lire » durant tout le week-end », souligne Danièle Martinez, organisatrice du Salon du livre. « Mais la diminution des entrées porte essentiellement sur les deux premiers jours, jeudi et vendredi. Ce sont des journées en majorité fréquentées par les scolaires. Or cette année, le budget du Salon a été réduit d'un million de francs et n'a pas permis de mener aussi bien qu'en 1989 le travail d'information et les actions auprès des écoles. »

Quoi qu'il en soit, les multiples manifestations que proposaient deux cent quarante exposants — libraires, éditeurs et

organismes culturels — ont remporté un réel succès. Une enquête, publiée dans l'édition dominicale du quotidien *Sud-Ouest*, laissait entendre que « les grands éditeurs parisiens » n'avaient aucun intérêt à participer au Salon. Or les trois maisons citées — Gallimard, le Seuil et Grasset — ont toujours activement soutenu le rendez-vous bordelais et leurs auteurs, bien que largement sollicités par les manifestations parisiennes de la « Fureur de lire », s'y sont, cette année encore, rendus en grand nombre.

Hormis les traditionnelles séances de signatures et les débats, l'Association pour la communauté culturelle européenne, présidée par Gilles Martinet, proposait des rencontres autour des écrivains de huit pays de l'Est, invités d'honneur de ce Salon 1990. On peut regretter que, parmi les trente auteurs conviés, seules les « grandes figures », tel l'Albanais Ismail Kadare, aient suscité une véritable attention.

Danièle Martinez, qui a déjà des idées précises pour la cinquième édition, souligne qu'une manifestation d'une telle ampleur nécessite désormais le soutien cohérent de tous les pouvoirs publics et culturels de la Ville et de la Région.

Valérie Cadet

Le Musée d'art contemporain de Bordeaux (capc) a présenté au Salon le livre qu'il vient de publier, *Aserty le robot, un livre d'initiation à la lecture courante et une introduction à l'art contemporain* pour les jeunes enfants, conçu par deux jeunes artistes, François Boissard et Hervé Di Rosa, avec les textes de Maurice Obadia et Alain Rausch (album distribué par Hazan, 61p., 120 F.).

Après la biographie due à Louis-Jean Calvet

François Wahl s'explique sur l'héritage littéraire de Roland Barthes

Dans son compte rendu du Roland Barthes par Louis-Jean Calvet (voir « Le Monde des livres » du 14 septembre), Michel Contat appelait François Wahl, qui fut l'éditeur de Barthes au Seuil, à expliquer les principes sur lesquels il fonde sa gestion de l'héritage littéraire de cet auteur. Voici les réponses de François Wahl.

« Roland Barthes m'avait demandé de veiller sur le destin public de son œuvre et m'avait donné pour ce faire des instructions précises. Dès la mort de Roland, son frère, Michel Salzedo, m'a confié — par écrit — une délégation pour la gestion de l'héritage intellectuel. Nous sommes convenus que nous discuterions ensemble les décisions essentielles, celles, en fait, de publication. En dix ans, nous n'avons pas eu un seul désaccord. »

Quelles étaient les instructions de Roland Barthes ?

« Il avait une idée très ferme de ce qui était son œuvre, dont il avait soigneusement construit l'image, et de ce qui ne l'était

pas. Il a exclu la publication de tout ce qu'il n'a pas lui-même mis au point pour l'édition. Cette règle a été scrupuleusement suivie. Au demeurant, comme il publiait ses textes dès qu'il les tenait pour accomplis, la situation est simple : il n'y a aucun inédit. Là-dessus, on m'objecte la tradition qui s'est établie d'exécuteurs testamentaires se dérobant aux instructions reçues, livrant « pour l'Histoire » correspondances, cours et notes. Je répondrai seulement que Roland me connaissait assez, en s'adressant à moi, pour être sûr que je n'en laisserais rien faire : ni son frère ni moi ne trichons avec ce qu'il a voulu. »

Plus de parutions à attendre, donc, après incidents, dont la volonté de publication par Barthes n'était peut-être pas aussi claire que vous l'écrivez dans votre présentation du volume ?

« Nous avons le projet d'œuvres complètes et qui comprendraient évidemment tous ceux de textes publiés qui n'ont pas encore été recueillis. Par exemple, ceux sur le théâtre, que Jean-Loup Rivière avait rassemblés, et qu'après avoir relus, Roland avait renoncé à laisser paraître en un volume à part. »

Il vous est reproché de ne pas faire paraître les cours, pourtant rédigés et enregistrés, du Collège de France (1).

« Roland, contrairement à ce qu'on dit, n'en rédigeait que des passages et jamais complètement ; pour le reste, il avait des notes. Il n'y a rien là qui permette une édition pure et simple. De toute façon, je le répète, il avait écarté explicitement leur publication. Restent les cassettes, mais il n'en faisait pas

Les 24 Heures du livre du Mans : opération sympathie

Les treizièmes 24 Heures du livre du Mans ont accueilli, les 13 et 14 octobre, plus de 30 000 visiteurs payants. Ce chiffre donne la mesure de la popularité de la manifestation organisée par l'association Lire et vivre et la municipalité du Mans, qui se situait avec bonheur, cette année, dans le cadre de la « Fureur de lire ».

Les 24 Heures paraissent avoir trouvé leur formule de croisière. Elles s'articulent autour de quatre axes : le contact des lecteurs avec les écrivains et avec la production littéraire, notamment celle, très riche, des éditeurs petits et moyens ; la francophonie, objet de plusieurs débats et rencontres et représentée par une solide brochette d'écrivains africains, québécois, antillais et belges ; le livre de jeunesse, avec son espace de 1 000 mètres carrés, sa librairie et ses ateliers d'animations ; enfin le roman policier : l'association « 813 », clé de voûte de la vie du « polar » en France, a, en effet, abandonné Grenoble et son festival pour fêter au Mans son dixième anniversaire et remettre ses trophées, cependant que le prix du roman policier des Galeries Lafayette était remis à Hervé Jaouen.

Au centre de ce dispositif, un « Forum littéraire » au cours duquel écrivains et public (nombreux et attentif) ont discuté aussi bien de l'écriture des jeunes que de la défense de la langue française, des rapports du roman policier avec l'histoire et la société contemporaine, du rôle de la francophonie dans le combat pour la démocratie ou de « Frères et sœurs dans la littérature ». 24 Heures très joyeuses en même temps que très denses : une manière de montrer que le livre n'est pas un objet sacré et lointain mais un compagnon toujours disponible.

P.L.

EN BREF

Le prix Chardonne à Denis Tillinac. — Le cinquième prix Chardonne, doté de 50 000 francs par le conseil général de la Charente, a été attribué à Denis Tillinac pour le livre qu'il vient de publier chez Laffont : *la Corée et le Zambèze*. L'auteur localise, à Tulle, de la *Dépêche du Midi*, l'auteur du *Bonheur à Souillac* et de *l'été anglais* raconte, dans cet essai au ton primesautier, ses bonheurs et ses déconvenues de néo-hussard, une famille nombreuse et diverse dans laquelle il a été enrôlé dès ses premiers romans.

L'annonce de cette distinction, décernée par un jury présidé par François Nourissier et où figurent notamment Michel Déon, Jacques Laurent, Bernard Frank, Eric Neuhoff et Jean Duché, a été faite, comme il se doit, en mairie de Cognac, au cœur du pays charentais, qui est aussi le pays chardonnien par excellence.

Le prix Planeta attribué à Antonio Gala. — Le 39^e prix Planeta, considéré comme le Goncourt espagnol et doté d'une bourse de 20 millions de pesetas (1 060 000 francs), a été attribué au dramaturge espagnol Antonio Gala Velasco. Gala est célèbre pour son œuvre théâtrale, mais aussi pour ses prises de position polémiques, notamment contre la présence de l'Espagne dans l'OTAN.

Collège international de philosophie. — « Lectures de la différence sexuelle » : tel est le thème du colloque qui se tiendra, du 18 au 20 octobre, au Collège international

de philosophie (1, rue Descartes, 75005 Paris). Le Collège est également à l'origine de la rencontre autour de et avec Edmond Jabès, organisée par D. Cahen et F. Jarrault, qui se déroulera à Madrid du 22 au 24 octobre.

L'Ecole des loisirs continue. — A la fin du mois d'août, à Gonesse, en région parisienne, un incendie détruisait les entrepôts de l'Ecole des loisirs, éditeur spécialiste de l'enfance : trois millions de volumes partaient alors en fumée. Pourtant, l'Ecole des loisirs fait aujourd'hui savoir qu'en seulement un mois et demi 80 % du fonds a déjà pu être reconstitué. En outre, toutes les nouveautés de l'automne sont, bien sûr, disponibles.

Précision. — A propos de l'article d'Hector Bianciotti sur le roman de Jean-Louis Bourdon, *Que le jour aille au diable* (« Le Monde des livres » du 5 octobre), M. Jacques Toubon, député de Paris, maire du treizième arrondissement, nous demande de préciser que *Jock* a été créé à Paris, au Théâtre 13, le 8 novembre 1988, par Marcel Maréchal et le Théâtre de la Criée.

THÉOLOGIE HISTORIQUE 84

SAINT AUGUSTIN
MAÎTRE
DE PRIÈRE

d'après les
ENARRATIONS IN PSALMOS

MONIQUE VINCENT
préface
MARCEL NEUSCH

UNE PRIÈRE POUR
TOUS TEMPS

240 FF 472 pages

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
42 89 55 26
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

Prix
de la Nouvelle française
(nouvelle, conte, récit)
CANDIDATURE
GRATUITE
Tous renseignements
Edition LA BRUYÈRE
128, rue de Belleville
75020 Paris
Tél. : 43-66-16-43

Propos recueillis par
Michel Contat

(1) Voir notamment l'article de Laurent Dispat dans la revue *la Règle du jeu*, n° 2, septembre 1990.

1501 من الامم

LIVRES • IDÉES

L'ÉTAT ET LES CONFLITS
sous la direction
de Jacques Julliard.
vol. III de l'Histoire de France
sous la direction
d'André Burguière
et Jacques Revel.
Le Seuil, 672 p., 320 F.

LES GENDARMES
de Pierre Miquel.
Olivier Orban, 419 p., 129 F.

LA POLICE DE L'OMBRE
Indicateurs et provocateurs
dans la France
contemporaine,
de Jean-Paul Brunet.
Le Seuil, 351 p., 130 F.

**RÉPRESSION ET PRISON
POLITIQUE EN FRANCE
ET EN EUROPE
AU XIX^e SIÈCLE**
Colloque de la Société d'histoire
de la révolution de 1848
et des révolutions
du dix-neuvième siècle.
Créaphis (distribution Distique),
329 p., 190 F.

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre Rioux



**Ordre et désordre
à la française**

ORDRE et désordre hantent toutes les nations vivantes. Mais la France, dans cette empoignade sans fin, a une particularité, une forme de génie, qui émergeait naguère Marx et que Jacques Julliard résume ainsi : « La France est ce pays où tout confit, dès qu'il sort du domaine strictement privé, met en jeu et en mouvement les institutions politiques les plus hautes, tout à la fois pour les contester et réclamer leur arbitrage. Inversement, l'Etat lui-même a construit son pouvoir sur sa capacité à « évoquer » les conflits et à donner aux parties en présence la garantie de son impartialité. » Ne nous y trompons pas : chez les enfants d'Astérix, le prurit de la division, l'acharnement à se draper dans les principes du droit et de la morale les plus stricts pour mieux envenimer périodiquement le choc des intérêts contradictoires sont les formes indigènes d'une aspiration à être gouvernés solidement. Et celle-ci est l'aveu d'impuissance d'une société qui s'en remet au pouvoir pour vider des querelles qu'elle ne sait pas gérer seule. Que la tribu gauloise ne déteste pas nécessairement César, ces quatre livres nous en convainquent sans peine.

A première preuve, l'image assez débonnaire du gendarme, qui, en deux siècles, a triomphé dans l'esprit des Français. Pierre Miquel, dans un livre truculent et sûr, puisé dans des archives trop peu utilisées encore (on sait que, dans leur style inénarrable, les rapports de gendarmerie disent tout sur tout), nous prend gentiment par la main et nous explique, avec

force anecdotes parlantes, que Pandore, avec son baudrier jaune et son aiguillette blanche, a bien mérité de la double inscription gravée sur le métal de ses boutons et de son ceinturon d'uniforme : « Force à la loi » et « Respect aux personnes et aux propriétés ».

Héritière de la maréchaussée d'Ancien Régime, née en 1791, la gendarmerie nationale, inviolable et sûre comme la loi qu'elle incarne, est d'abord la gardienne tutélaire d'un corps social disséminé, la poigne qui calme les enfants querelleurs, l'image assez débonnaire d'un pouvoir qui a su pactiser sans transiger. La « blanche » a régné sur la France rurale depuis la Révolution, a su gérer la formidable mutation contemporaine qui l'urbanise sans faire perdre le contrôle des grands chemins et de leurs bandits. La gendarmerie mobile, plus répressive, a rarement démerité depuis sa création, en 1921. Et la révélation du livre — les gendarmes des colonies furent très souvent à la hauteur d'une aventure qui finit si mal. D'une histoire aussi accomplie, on tirera la conclusion que, si la peur du gendarme lit, cahin-caha, merveille en France, c'est peut-être parce que les vertus de l'homme au bicorne et à la rude moustache ont été à la mesure d'un formidable et constant besoin social de protection rapprochée.

ET la police, dira-t-on ? Avec ses « indices » et ses provocateurs, ses mouches et ses « ripoux », si prompts à gratter les purulences et à exciter les rivalités, ne serait-elle pas toujours un peu l'envers, ou le brouillon, péniblement gérés par le ministère de l'Intérieur, de la vertu toute militaire du gendarme ? Jean-Paul Brunet, dans le premier livre sérieusement documenté et parfaitement scrupuleux sur un sujet si difficile à cerner et qui porte tant aux ragots et aux fantasmes, montre fort bien l'écart qui sépare le rôle de provocation et de mouchardage constants que l'opinion prête à l'institution policière et la réalité plus humble comme le rendement très inégal des efforts de la « police de l'ombre ».

De l'affaire Blanqui aux manifestations étudiantes de

1968 ou de 1986 (souvenez-vous de « l'homme à l'écharpe jaune » sur TF 1) en passant par la bombe de Vaillant à la Chambre et l'affaire Gitton, Brunet explique que l'indicateur n'est pas nécessairement un pantin manipulé et que le pouvoir souvent est correctement renseigné (ainsi, dit-il, par le rapport Vaujour, à la veille de l'insurrection de la Toussaint 1954 en Algérie). Il ne nie pas la profondeur sociale de la propension à dénoncer son voisin de palier ou son copain de bureau : gardiens et concierges d'immeubles ne sortent pas très nets de cette affaire depuis deux siècles. Et que penser des trois cent quatre-vingt mille lettres de dénonciation reçues au long des trois semaines qui suivent la Commune de 1871 ou des millions de missives de l'Occupation que les nazis eux-mêmes ne lisaient plus guère ? Mais, au bout du compte, si indicateurs et provocateurs ont tant fait fantasmer et tant accumulé de haine populaire, c'est sans doute parce qu'ils ne pouvaient pas, ô combien, incarner la seule forme de protection interne contre le désordre à laquelle la France aspirait : la tutelle légale au grand jour, celle qui exprime au plus juste la nation armée contre ses propres travers, celle du gendarme.

ON se gardera, naturellement, de tout angélisme en la matière. Il y eut, affrontés, des militants qui aspiraient à propager la guerre sociale et des massacreurs qui répliquaient au nom de l'ordre établi. Au dix-neuvième siècle notamment, quand les rêves d'émancipa-

tion collective furent contrés par des techniques policières, militaires et judiciaires de surveillance et de répression qui atteignirent un degré de sophistication technique très redoutable. On le sent bien à lire le nouveau volume édité (superbement) par Créaphis, qui reprend des textes suscités par la vieille et toujours jeune Société de la révolution de 1848 et complète celui sur *Maintien de l'ordre et polices* déjà publié par ses soins en 1987.

Comment ne pas être ému par le martyrologe ? Mais comment ne pas penser aussi, même si la réponse des historiens est encore floue, que les autorités si manifestement déployées pour la répression apprenaient déjà à gérer une victoire de l'ordre à moindre coût, en variant l'échelle des peines, en veillant à la réinsertion ou à la réhabilitation des victimes châtiées ? Sur ce thème si neuf, qui dissipe l'odeur de la poudre des flingueurs et les légendes héroïques du militantisme, ce livre apporte beaucoup, et fort bien.

Ses études partielles corroborent la conclusion de l'enquête collective et synthétique que Jacques Julliard a orchestrée dans l'esprit d'une série qui veut construire une histoire de l'« objet France » (voir « le Monde des livres » du 17 novembre 1989). Elle détaille sagement l'indispensable typologie : la révolte d'Ancien Régime, le dissent religieux, le conflit politique, les heurts sociaux, puis les luttes régionales ou régionalistes, tout en singularisant à juste titre la période-reine où tous les affrontements se combinèrent, la Révolution de 1789. Chaque chapitre est en lui-même une riche monographie, précise et bien au fait du dernier état de la recherche.

MAIS tous les auteurs s'épaulent pour aboutir au constat qui donne force à l'entreprise : au cœur de toute « guerre franco-française », c'est bien la puissance publique qui, de près ou de loin, adopte l'ordre de bataille et règle, fût-ce par défaut, les stratégies antagonistes. « L'ordre, c'est-à-dire l'Etat, définit le désordre », observe Christian Jouhaud pour l'âge monarchique, où la contestation du fisc devient peu à peu la forme suprême de conflit. Puis la Révolution et la République, en laicisant tous les enjeux, firent apprendre rageusement au pays une règle du jeu tacite, si lisible dans l'évolution de la grève ouvrière ou des revendications régionalistes, et que Jacques Julliard résume ainsi : « Décompter ses forces pour ne pas avoir à s'en servir. » Tant et si bien qu'aujourd'hui toutes les formes traditionnelles de conflit semblent en voie d'épuisement. Ce qui, bien entendu, ne veut pas dire que nous soyons entrés, loin de là, dans une société apaisée par le consensus mou.

A ce bilan assez euphorisant dont on savourera tous détails utiles dans ce beau livre, les auteurs ajoutent une description patiente du point aveugle, de l'exception qui n'a pas confirmé la règle : le conflit religieux, permanent, impitoyable, radical et que nous n'avons peut-être pas éradiqué à l'heure où l'islam devient la seconde grande religion pratiquée en France. Nous ne vivons plus, certes, de « question religieuse » posée en termes anciens. Mais, de là à dire que notre laïcité s'est assez renouvelée pour nous prémunir d'un retour du conflit le plus obstiné que nous ayons connu, il y a un pas que le livre, prudemment, hésite à franchir.

DAVID SMAIL
Illusion et réalité

Sommes-nous « bien adaptés » à la société ? En dépit de tous nos efforts pour les nier, nos inaptitudes à la réalité peuvent nous conduire à l'échec voire nous faire adopter des comportements marginaux qui sont les réponses naturelles à une société déshumanisée.

Aubier

La Saga des Orcadiens

Traduite et présentée par Jean Renaud
Une des plus anciennes sagas islandaises : plus qu'une chronique, toute l'histoire de l'Archipel des Orcades mais aussi une véritable création littéraire, un récit vivant empreint d'une étonnante force dramatique.

Aubier

(Publicité)

icronos
2^e
FESTIVAL
INTERNATIONAL
DU
FILM ARCHÉOLOGIQUE
BORDEAUX
15 au 21 OCTOBRE 1990
à l'Athénée Municipal
Participation de 9 pays
Renseignements : 56-91-54-95
avec **Le Monde**

BREF
Une petite encyclopédie
sur les religions
et les croyances.
La Franc-maçonnerie
LUC NEPHTALINE
Une information solide,
d'une écriture aisée, pour
élargir ses connaissances.

Ariel Sharon
La vie de ce guerrier
« sabra » s'identifie à l'histoire
de son pays.
Mémoires
David Sharon
672 p., 135 F.
L'homme le plus controversé,
le plus en vue de la scène
politique israélienne.
Stock

NOUVEAUTÉ
SEURAT
par
Alain Madeleine-Perdrillat
216 pages, 214 illust. 690 FF
SKRA

Florence CESTAC
**LA GUERRE
DES BOUTONS**
de Louis PERGAUD
144 P. Couleurs 148 Ffs.

HISTOIRE

Jeanne la Délurée

Vaucouleurs, c'est la Pucelle, mais aussi la du Barry.
Fille de rien, elle devint la maîtresse de Louis XV

UNE TRADITION DE FOUDRE

de Dominique Muller.
J.-C. Lattès, 468 p., 140 F.

« Encore un instant, monsieur le Bourreau ! » Celle qui murmure ce mot célèbre et qui supplie sur l'échafaud, un jour de décembre 1793, qui est-elle vraiment ? Une fille publique, une coquette, une intrigante ou simplement une femme qui valait mieux que sa réputation et dont la légende a altéré la personnalité ? Car Jeanne du Barry est bien un personnage de légende. Sa vie a beau être bien connue et bien racontée, la comtesse ne cesse de séduire et d'exciter la curiosité des biographes. Après les frères Goncourt, le duc de Castries et bien d'autres, il fallait sans doute l'œil et la sensibilité d'une femme, Dominique Muller, pour jeter un éclairage complémentaire sur le destin de cette fille de rien devenue la favorite d'un roi.

Vaucouleurs 1743. Là où avait commencé le destin de Jeanne la Pucelle, naît, quelques siècles plus tard, Jeanne la Délurée : Jeanne Bécu, fille d'une couturière ciliataire au joli minois et aux mœurs légères (déjà !) et (peut-être ?) d'un moine de la Congrégation des Frères de Picpus. C'est du moins ce que voudrait la tradition car, comme le souligne Dominique Muller, « comment retrouver trace d'une fornication si inavouable » ?

Regard bleu limpide, boucles blondes à la Boucher, l'enfant possédait pour toute richesse une beauté dont elle ne va pas tarder à se servir. « Montée » à Paris avec sa mère à l'âge de sept ans, elle entre au couvent et en sort, huit ans plus tard, « prête à découvrir les curiosités du monde ». Coiffeuse, vendeuse, demoiselle de compagnie, marchande de mode, Jeanne se familiarise avec le luxe, la frivolité et le plaisir. Jean-Bap-



Jeanne du Barry : « un morceau de roi »

tiste Dubarry, entremetteur et proxénète, usurpateur de particule, pourvoyeur de marchandise de dernière main, mais de premier choix, ne s'y trompe pas : Jeanne est « un morceau de roi ». Or le roi, justement, est « vieux, seul et lassé de tout ». Pauvre Louis XV ! Sa chère Pompadour est morte, la reine Marie, confite en dévotion, a fini par mourir, elle aussi. Gouverner l'ennuie, et lui, naguère si friand d'aventures, trouve désormais la chair bien triste. En cette année 1768, il a cinquante-huit ans, elle en a vingt-cinq.

« Résister à tous les mépris »

On connaît la suite. Mariée à Guillaume, frère de Jean-Baptiste, et anoblée en hâte, Jeanne-Cendrillon-Bécu-du Barry est installée à Versailles et présentée à la cour. Horreur ! On glousse, on raille, on pamphlétiise... et puis l'on s'adapte car la parvenue a mis un pied dans les affaires de la France.

Pour donner à son livre le parfum dix-huitième qui convient, Dominique Muller a glissé ça et là ce qu'il faut (et même un peu plus) de vie quotidienne (mode, mobilier, pratiques médicales, spectacles, jeux...), de saluts aux artistes du temps (Fragonard, Nattier, Oudry...) et de références obligées à la pensée des Lumières (dont Jeanne reste d'ailleurs fort éloignée). Mais l'intérêt de son livre est surtout dans sa sollicitude envers son personnage. Elle dépeint une femme qui fut assez intelligente pour « forcer les portes d'un monde interdit », assez opiniâtre pour « courir toute sa vie après la respectabilité », assez courageuse pour « résister à tous les mépris », et assez honnête pour accepter d'être la favorite en titre. Et comme l'auteur ne manque ni de verve ni d'humour, les pages galopent, toutes haletantes des ébats de l'indigne-gourmandine. Cela donne une biographie à grand spectacle, mais où l'on ne s'ennuie pas.

Florence Noiville

LES FEMMES BAGNARDÈS

d'Odile Krakovitch.
Orban, 305 p., 150 F.

Sur un peu plus de cent mille bagnards, deux mille furent, de 1859 à 1907, des femmes. Qu'elles aient été des « transportées », condamnées le plus souvent pour infanticide aux travaux forcés, des « déportées », coupables de crimes politiques, des « reléguées », récidivistes de toutes les misères, les bagnardes, plus encore que leurs compagnons d'infortune, touchèrent le fond de la détresse humaine à Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni, Bourail et à la presqu'île Ducos, près de Nouméa.

Odile Krakovitch dénonce, avec une sorte de rage froide, le crime légal que commirent, selon elle, le Second Empire et la Troisième République en nourrissant de chair humaine les bagnes de Guyane et de Nouvelle-Calédonie. Déjà, à la fin du dix-huitième siècle, des délinquantes et des femmes de « mauvaise vie » avaient été envoyées au Canada pour aider au peuplement et, en 1848, après l'échec de la Révolution, la déportation des rebelles avait été envisagée.

« La pauvreté ne sera plus séduisante, lorsque l'opulence ne sera plus oppressive », avait écrit Charles-Louis-Napoléon Bonaparte dans l'*Exécution du paupérisme*. Devenu prince président, il envisagea la question sociale sous un autre angle et institua le bague en 1850. Si « l'explication du crime, l'amendement du coupable, la préservation de la société » étaient les objectifs poursuivis par la loi, le futur Napoléon III y voyait aussi un moyen pour « rendre la peine des travaux forcés plus efficace, moins dispendieuse, et en même temps plus humaine ».

en l'utilisant au progrès de la colonisation française ».

La déportation des femmes n'étant pas explicitement prévue par la loi, on enquêta dans les prisons, dès 1852, pour trouver des volontaires au départ parmi les condamnées. On leur proposait, en somme, de refaire leur vie aux colonies et d'y fonder une famille. Un premier convoi de trente-six femmes « transportées » partit de Brest sur le Loire le 28 décembre 1858. Le 24 janvier suivant, elles découvrirent l'enfer qui serait désormais le leur.

La révolte en Martinique en septembre 1870 et la répression de la Commune de Paris fournirent un nouveau contingent de victimes à la « guillotine sèche ». Malgré les témoignages sur le bague des anciens communards libérés après l'amnistie de 1880, la Chambre des députés vota le 27 mai 1885, à une écrasante majorité, la loi sur les récidivistes. Odile Krakovitch souligne l'ignominie de cette loi dont l'unique but fut « l'élimination physique des indésirables ».

La République bourgeoise, obsédée par le souvenir de la Commune de Paris, déclare la guerre aux « incorrigibles » et autres « incurables du vice » que Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, qualifie d'« aristocratie de la paresse ». La misère étant considérée comme un outrage à la pudeur, les condamnations pleuvent

pour vagabondage, mendicité ou « soustraction frauduleuse de cinq harengs saurs ». Même les femmes « inutilisables » — l'expression est d'un rapporteur — seront déportées en cas de récidive.

Jusqu'au début de ce siècle, les religieuses eurent en charge la garde des bagnardes. Elles se révélèrent de parfaites gardes-chiourmes — le travail, le jeûne, l'abstinence et la punition étant les bases de la pénitence. Elles furent, elles aussi, victimes des épidémies de tuberculose, fièvre jaune, typhoïde, etc. qui décimèrent, année après année, les condamnées. La faim achevait souvent le travail de sape des maladies. C'est à cette présence des religieuses que les pénitenciers de femmes durent leur surnom de « couvents ».

Le livre d'Odile Krakovitch en dit autant, sinon plus, sur la société française de la fin du siècle dernier que sur le bague lui-même. Et c'est bien là sa principale qualité. En revanche, l'auteur se réfère un peu trop aux personnages de Jean Valjean et de Gervaise lorsque, à court de qualificatifs, elle entend décrire un destin misérable. Son texte souffre aussi d'être encombré de considérations juridiques et du rappel de dispositions législatives qui auraient été plus à leur place en notes, à la fin de l'ouvrage.

Pierre Drachine

Les chartistes face à leur passé

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE À L'ÉCOLE DES CHARTES

Bibliothèque de l'École des chartes.
Librairie Droz
(11, rue Massot, Genève)
674 p., 450 F.

Il n'étaient guère qu'une cinquantaine en 1839, les élèves sortis de l'aujourd'hui vénérable École des chartes, fondée en 1821. Les plus âgés avaient quarante ans. En réaction contre la méfiance que leur témoignait l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ils lançaient leur revue d'érudition, cette Bibliothèque de l'École des chartes, « consacrée à l'étude de l'histoire et de la littérature d'après l'esprit de la spécificité affirmée » les documents originaux. Appel avait été lancé « à la bonne volonté de tous les hommes studieux » et à la contribution financière du public. Avec une remarquable continuité, la revue a rempli sa mission depuis cent cinquante ans.

Ce n'est pas un bien que propose cette livraison jubilaire, mais comme un miroir du premier numéro de la revue. Les grands maîtres issus de l'école se sont effacés pour laisser la parole à vingt et un chartistes âgés, comme les pères fondateurs, de moins de quarante ans. Érudition parfaite et culture littéraire et historique sont au rendez-vous.

Une première section est consacrée aux sources et aux techniques de l'histoire médiévale, spécialité incontestée de l'École des chartes, où l'on peut lire des études exemplaires sur

les chartes épiscopales et les diplômes royaux, les sceaux, les monnaies et même les tablettes de cire.

Mais les chartistes entendent bien être historiens à part entière comme la montrent les sections suivantes consacrées au Moyen Âge, domaine de prédilection de l'école, mais aussi aux périodes moderne et contemporaine. On y étudie, entre autres, l'origine de l'expression « République des lettres » aux XVI^e et XVII^e siècles, qui devait perdurer jusqu'à ce qu'elle cède la place au concept d'intellectuel au temps de l'affaire Dreyfus. On y enjambe avec bonheur toute l'histoire de France pour suivre les heures et malheurs du baptême de Clovis, un des mythes fondateurs de la France contemporaine, dans l'affrontement historiographique entre nos aïeux les Français et nos ancêtres les Gaulois au cours du XIX^e siècle. Et c'est une stimulante étude sur l'affaire Dreyfus, une affaire qui ne pouvait que mobiliser les spécialistes de la critique du document. De fait, trois des érudits professeurs, Meyer, Molinier et Giry, se distinguèrent par leur rigueur, mais l'improbable approche statistique révèle que la majorité des chartistes ne montre pas une perspicacité plus grande que le reste des Français et se laisse entraîner par les mêmes passions.

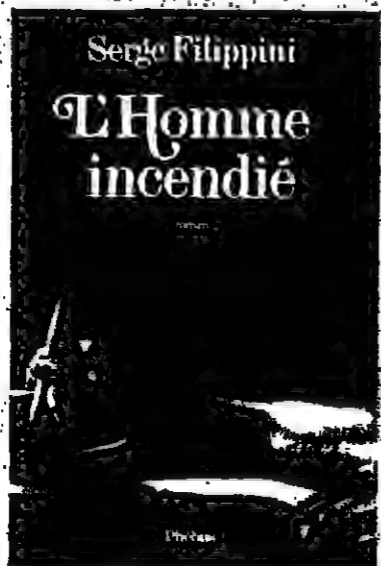
Jusque dans cet humble respect des faits établis par l'érudition, ce volume se recommande à notre attention.

Michel Sot

Cet automne, ces pages sont parmi les plus belles.

42 librairies vous conviennent à les découvrir...

L'œil
de la lettre



138 F



150 F



75 F



AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan et Espace Van Gogh, rue Félix Rey • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetière • BASTIA, L'ÎLE AUX LIVRES, 12 boulevard Auguste-Gaudin • BESANCON, LES SANDALES D'EMPÊDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • CAEN, CALLIGRAPHIE, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Méliès • CHARENTAIS, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Moré • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ODEUR DU TEMPS, 6 rue Pastoret • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4^e, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, L'ARBRE À LETTRES, 62 rue du Faubourg-Saint-Antoine • LA TERRASSE DE GUTENBERG, 8 rue Emilio-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulevard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Beuret • PÉRIGNAN, TORCATIS, 10 rue Mailly • REIMS, LA BELLE IMAGE, 46 rue de Chanzy • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bâtières • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLÉPAGES, 174 rue de Fontenay, EN BELGIQUE, GROUPEMENT PROFIL, BRAINE L'ALLEUD, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LICORNE, 36 rue X-de-Bue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 galerie des Princes • CHARLEROI, MOLIÈRE, 4 boulevard Audent • LIÈGE, PAX, 4 place Cockerill • WAVRE, CALLIGRAPHIES, 7 rue Sambon.

ÉDITIONS VERDIER
LITTÉRATURE ITALIENNE
Torquato Accetto
DE L'HONNÊTE DISSIMULATION
Ce livre expose les plus « lucides » d'un artifice dont un homme politique n'est pas capable de passer. Un art d'aimer dans l'opinion de la vérité.

Je suis en 12

LIVRES • IDÉES
VOYAGES

Peter Fleming, gentleman aventurier

Un sympathique globe-trotter au Mato-Grosso

UN AVENTURIER AU BRÉSIL
de Peter Fleming.
Traduit de l'anglais par Isabelle Chapman.
Préface de Michel Le Bris.
Phébus, 347 p., 138 F.

Le goût de l'inconnu est un vice comme un autre, mais celui-là se montre particulièrement tenace quand le mystère s'épand. Telle est en tout cas la devise de Peter Fleming, le compagnon d'Ella Maillart en Tartarie (1). Avec, dans le sang, la passion du risque et des missions impossibles, c'est à l'occasion de sa course folle en plein cœur de Brésil, cinq ans avant *Courrier de Tartarie*, qu'il fait ses premiers pas comme écrivain de l'aventure. Et ce sympathique globe-trotter, journaliste au *Times*, ne voyage jamais sans avoir pris soin d'emporter dans sa besace, en plus de son fusil de chasse et d'une réserve de tabac anglais, l'intelligence de l'ironie, la malice cabotine et l'insouciance des cataclysmes. « Je n'avais pas nourri d'autre ambition que celle de tenter l'aventure vaillante que m'offrait le succès (...). Cet objectif avait tourné à l'obsession (...). Je ressemblais à un singe absorbé dans la recherche méthodique d'une puce et qu'aucune épidémie, aucune guerre, aucun tremblement de terre, aucun décret rayant le jardin zoologique de la carte, bref aucune force au monde n'eût pu forcer à interrompre son activité. »

Aucune raison ne le poussait à gagner la jungle brésilienne. Aucune, si ce n'est précisément qu'il n'y avait pas de raison. Il faut

avouer que la petite annonce du *Times* promettait des choses distrayantes : « *Expédition exploratrice et sportive. Guide expérimenté. Départ juin. Expl. rivières intérieures Brésil et si possible retrouver colonel Fawcett. Gibier petit et gros abondant. Pêche exceptionnelle. Place encore pour deux fusils. Références très sérieuses souhaitées. Écrire boîte X, au Times.* » Et Peter Fleming de commenter : « Voilà exactement le genre d'annonce qui me plaît. Tout ce qu'il y a de plus improbable. »

Un seul mot : *ticanto*

Quoi de plus agaçant en effet : une guerre civile (nous sommes au début des années 30) qui laisse présager les plus aimables catastrophes et une mission donnée d'avance pour impossible – cet alibi mythique qu'est la recherche du colonel Fawcett, disparu quelque part du côté du Mato-Grosso plusieurs années auparavant, le tout sur fond de paysage coradien. Voilà qui prometait de ne pas manquer de sel. Et Fleming, une fois l'expédition bien engagée, se contente de conclure : « Il devenait à présent nécessaire de prendre toute cette affaire au sérieux : ce que je trouvais difficile. »

Comme indifférent à tous les prétextes et faux prétextes de cette expédition fantaisiste, presque insensible au péril lui-même, Fleming garde la face. La touffeur des tropiques, les péripéties rebondissantes, le jeu des rencontres et des imprévus, il les appréhende avec une retenue de gentleman et un

humour tout en litotes déconcertantes, ce fameux légume digne du plus parfait citoyen britannique.

Sur les fleuves de l'intérieur brésilien, grouillant de crocodiles et autres amusements, l'expédition passe vaillamment de l'ennui à l'excitation, de l'excitation à l'angoisse et de l'angoisse à la déprime, des journées interminables à guetter le bon vouloir des corps administratifs aux courses folles pour rattraper le temps perdu, des platées inviolables de farine cuite aux délices sur les bons vieux steaks londoniens, de l'observation amoureuse des oiseaux à la chasse aux moustiques et aux piranhas. Sans compter l'énergie dépensée à décliner sur tous les modes les rares onomatopées retenues de l'indien ou du portugais, en prenant soin de ménager les orgueils respectifs et l'entraînement général : « Nous ne disposons en tout et pour tout que d'un seul mot *ticanto*. Quelle que soit sa signification (je n'ai jamais été sûr de la découvrir) ce mot nous servait en quelque sorte de talisman. Il suffisait de le prononcer pour créer un climat d'amitié. (...) Si chaque pays du monde mettait ainsi à la dispo-



En Chine, 1935

sition des étrangers un mot de passe qui ouvrirait la porte de leur cœur, alors les relations internationales s'en trouveraient facilitées, les voyages en deviendraient plus agréables, et Berlin ferait faillite. »

Et qu'on ne s'imagine pas que se perdre sur une pirogue au fond perméable, dans une jungle dont on n'est pas sûr que le bout existe, ayant trop froid, trop chaud, trop soif, et pour seul point de mire les dents patientes des crocodiles, qu'on ne s'imagine pas que cela ait suffi à notre homme pour se trouver repu. Il y avait encore plus drôle à faire, car rien de tel qu'une bonne bêtise pour porter la joie à son comble : désobéir à son chef, déserteur l'expédition et tout faire pour arriver le premier, avant le chef, pour le bonheur du pied de nez. Et le pied de nez d'un gentleman aventurier, n'en doutez pas, cela vaut son pesant de sueurs froides et de jubilation. *Ticanto*.

Marion Van Renterghem

(1) *Courrier de Tartarie*, de Peter Fleming, Phébus, 1989. Oasis interdites, d'Ella Maillart, Payot, 1989.

Bien sûr, le schématisé. Ce texte contient encore quelques grands passages lyriques à l'ancienne. Une brousse en feu, vue du haut d'un arbre, en compagnie d'un charognard ou d'un milan, nous veut peut-être les plus belles lignes jamais écrites sur le bout du monde. Plein de détails burlesques et de scènes de genre, exotique à rebours, héroïque par antiphrase, intelligent et pince-sans-rire souvent, *Un aventurier au Brésil* contient un récit initiatique qui ne veut pas se dire. Malgré leur impréparation (ils ne parlent pas le portugais et ont oublié de se munir d'hameçons !), les quatre jeunes Oxfordiens, recrutés par petites annonces, réussiront la jonction fluviale de Leopoldina à Belem, et se permettront même, au passage, une petite première : la remontée du rio Tapirapá.

Porte-plume de l'expédition, Peter Fleming a choisi d'insister sur les déboires et de confesser un simulacre d'exploit. Il brise les convenances. Ce serait trop dire qu'il est un réfractaire, un objet, même s'il refuse – au propre comme au figuré – de porter le casque colonial. Plus simplement, avec la désinvolture du talent, sans se couper totalement de la tradition, il donne au récit de voyage une conscience critique.

Jacques Mennier

L'inventeur du « travel writing »

niale, et, surtout, dénonce leurs mille et une vantardises stéréotypées. Sous sa plume, partir « au cœur » du Mato-Grosso, « à la recherche d'une expédition-perdue », devient un jeu de rôles doublé d'un jeu de dupes. Il n'y croira jamais. Au terme de cinq mois d'errance, de mésaventures et de tribulations, las de courir après un rêve pétrifié et convaincu (dès le départ) qu'il ne sera jamais le Stanley du colonel Fawcett, il note : « Un génie burlesque avait été notre dieu tutélaire. Nous avions vécu une parodie d'aventure... »

Peter Fleming est l'homme du dépit aventureux. Lecteur de Rider Haggard, du *Wide World Magazine* et de Joseph Conrad, à peine âgé de vingt-quatre ans, il

ne voit d'abord dans le Mato-Grosso qu'un hinterland léthargique et un pays profond étrangement découvert. Il peste contre la manie des gens de tout remettre au lendemain, ce qui veut dire libas « à plus tard ». Le délabrement des tribus indiennes l'inquiète. Les crocodiles aussi le déçoivent. Il a le sentiment que son entreprise est frappée d'anachronisme et d'irréalité.

C'est pourquoi, d'instinct, il renverse les valeurs. *Un aventurier au Brésil* ridiculise l'aventure. Pire que l'humidité ou les parasites, la rouille, les piranhas, les anophèles, les anacondas, la verve satirique de l'auteur corrode le récit. Le choc exotique n'a pas eu lieu : Fleming invente donc un nouveau genre littéraire.

ARTS

Fantômes de peintres

Où la biographie de trois peintres célèbres est revue et augmentée d'épisodes allégoriques

MAÎTRES ET SERVITEURS
de Pierre Michon.
Editions Verdier, 134 p., 80 F.

Ce ne sont pas des contes, ce ne sont pas des nouvelles, encore moins des biographies, quoique les personnages qui meurent dans ce livre aient leurs noms dans les musées, les panthéons et les dictionnaires. S'il fallait définir la fantaisie romantique à la manière de Noddy ou de la variation rêvée sur un motif tiré de l'Histoire. Dans chacune des trois constructions qui le composent, le procédé change. Un chœur de femmes mortes se moquent, du haut d'on ne sait quel paradis, des débuts et de l'ambition du petit, gros et maladroite Francisco Goya. Un brave homme, curé de Nogent, narre l'agonie d'Antoine Watteau et comment il brûla, pour lui obéir, ses œuvres licencieuses. Un romancier qui ne se nomme pas raconte les mésaventures de Lorentino, médiocre disciple de Piero della Francesca, qui échange une image de saint Martin contre un petit cochon pour nourrir ses enfants.

Ce sont, toutes trois, des histoires douloureuses, faibles d'échecs et de déceptions. Goya, mal né, mal élevé, mal habillé, aspire à la gloire, veut gagner un rang d'aristocrate. Il prend moins au sérieux la peinture que

les avantages et les bénéfices qu'il en attend, jusqu'au jour où il se rend à l'Escurial pour y copier la collection royale, Titien, Rubens et Velasquez. Il en est foudroyé. Watteau meurt de consommation et du chagrin de n'être, au fond, qu'un portraitiste de marquises, et non le demiurge séducteur dont il rêve. Et Lorentino n'est qu'un raté émouvant qui n'obtient pas de commande et dont le seul chef-d'œuvre est détruit par l'eau et le gel. Aucun d'eux ne se satisfait de son art, qu'il juge impuissant, ou médiocre, ou trop pauvrement expressif. Ils essaient, ils s'entêtent, ils peinent.

Plus que le savoir de celui qui excelle à passer entre les dates de l'Histoire et ironise sur Vasari, plus même que le talent avec lequel il ressuscite peintures et peintres, la force de mélancolie de Pierre Michon est remarquable. Il atteint à un tragique dépouillé, efficace parce qu'il refuse les gros effets, éloquent parce qu'il s'interdit la rhétorique. Les « vrais » biographes de Watteau et de Piero peuvent s'obstiner à chercher le détail vérifié, le romancier les éclipse. Les pages où Watteau agonise, un été, à Nogent, et celles où Lorentino rend visite à Piero, devenu aveugle, tiennent du chef-d'œuvre et, pour une fois, le mot n'est pas employé par commodité.

Philippe Dagen

EDITIONS VERDIER
PHILOSOPHIE
Christian Jambet
LA GRANDE RÉSURRECTION D'ALAMÛT
Les formes de la liberté dans le shisme ismaélite
472 pages, 80 F.
« La Grande Résurrection », formidable insurrection, de l'idée de liberté, nous parle de notre propre rapport à la loi, à l'amour et à la vérité de l'existence humaine. »
DURAND

RIEN NE VAUT UN BON "BOUQUINS" POUR SAVOURER LES DÉLICES DE LA PEUR ET DU SUSPENSE.



"Bouquins", c'est aujourd'hui près de 300 bons bouquins à lire ou à relire, mais c'est aussi 52 bons romans policiers qui vous entraînent dans la délicate spirale des lectures qu'on ne peut arrêter. Accompagné de Sherlock Holmes, d'Arsène Lupin, de Nestor Burma ou de Rouletabille vous serez aux premières loges de l'intrigue. De 1000 à 1800 pages, de 100F à 170F.



collection **BOUQUINS**

ROBERT LAFONT

L E T T R E S A N G L A I S E S

Les accents incantatoires
de Swinburne

POÈMES CHOISIS

J. Algonon Charles Swinburne.
Traduit et présenté
par Pascal Aquien,
bilingue, éd. José Corti,
« Collection romantique »,
n° 27, 202 p., 95 F.

Certaines œuvres du passé semblent demander au temps une décantation qui laissera retomber ce qui doit l'être et subsister la meilleure part. L'œuvre poétique d'Algonon Charles Swinburne peut sans doute être rangée dans cette catégorie.

Doué d'une puissante faculté créatrice, d'une imagination fertile, le poète anglais a trouvé son inspiration et sa matière poétique dans l'art et les idées de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. De Baudelaire à Hugo, « devant lequel, selon Charles du Bos, il vivait agenouillé à l'excès », des préraphaélites aux adeptes de l'art pour l'art, il a emprunté ce qui pouvait le mieux correspondre à ses propres tendances et goûts. Swinburne a vingt-neuf ans lorsqu'il publie, en 1866, la première série de ses Poèmes et ballades.

Un parfum
de souffre

Dans l'Angleterre victorienne, il fait figure d'auteur à scandale ; on le traite de « démon impur et infernal », de « chanteur libidineux d'un troupeau de satyres ».

Ce parfum de soufre et de perversité l'accompagnera longtemps. Dans une page de leur Journal, en février 1875, les Goncourt citent ce portrait que

Maupassant fit de Swinburne : « ... Figurez-vous un petit homme au bas de la figure fourchu, au front hydrocéphale, à la poitrine complètement comprimée, agité d'un tremblement qui faisait danser la dense de Saint-Guy à son verre, et parlant toujours avec l'air d'un fou. » L'écrivain conclut son récit en détaillant, les exagérant sans doute, les pratiques sadiques et pédérastiques de Swinburne, qui mourut à l'abri de ses démons, en 1909, dans un triste faubourg de Londres.

Au-delà des fioritures du décadentisme, des excès néoromantiques, et de l'exploitation de son propre fond morbide et névrotique, la poésie de Swinburne résonne de magnifiques accents : « Les formes de tous les visages, / Les travaux de toutes mains / En des lieux inexplorables, / Sur des terres accablées par le temps, / Toute mort, toute vie, tout règne, toute ruine / passent à travers moi tels des grains de sable. » On se reportera aussi aux belles analyses de Bachelard, à la fin de l'Eau et les Rêves, sur l'élément marin dans ce qu'il nomme « le complexe de Swinburne ».

Le choix de poèmes présentés et traduits par Pascal Aquien dans la « Collection romantique », chez Corti, donne à entendre la richesse thématique et l'ampleur musicale et incantatoire du poète anglais.

P. K.

Lawrence l'anti-pornographe

Après Shakespeare, Jésus et Napoléon, Anthony Burgess dévore le créateur de lady Chatterley.
Et profite de l'occasion pour réhabiliter un prince du style.

D.H. LAWRENCE
OU LE FEU AU CŒUR

d'Anthony Burgess.
Traduit de l'anglais
par Pascale Leibler.
Grasset, 292 p., 120 F.

LA BELLE DAME
ET AUTRES CONTES
MORTIFÈRES

de D.H. Lawrence.
Traduit de l'anglais
par Patrick Reumaux,
Hatier, coll. « Terre étrangère »,
314 p., 128 F.

Anthony Burgess est un biographe encombrant. L'auteur de *Orange Mécanique* et des *Puissances des ténèbres* n'est pas écrivain à passer sous la table dès lors qu'il entreprend de rendre hommage à certains de ses illustres confrères. Si Shakespeare ne l'a pas intimidé en 1964, on se doute bien que David Herbert Lawrence n'inspirera aucun complexe à un créateur qui n'a pas hésité à nous proposer sa propre version de l'Evangile - *L'Homme de Nazareth* - et de l'épopée bonapartienne - *la Symphonie Napoléon*.

Dès son titre, le premier chapitre de *D.H. Lawrence ou le feu au cœur* suscite les plus vives craintes : « La jeunesse de Lawrence et la mienne ». Mais, en fin de compte, la provocation ne fait pas long feu. Comme souvent, Burgess roule des mécaniques, truffe son propos de pétards et de bombes fumigènes artistement colorées, il fait quelques tours de crachoir de flammes sur le devant de la



scène, se plaît à ce qu'on l'imagine écrivain en débraillé et le verre de whisky posé en équilibre instable au bord de l'écrivoire ; mais lorsque ces quelques salves à la gloire de sa forte personnalité littéraire sont tirées, il sait s'écarter suffisamment de sa toile pour nous laisser voir le portrait qu'il a entrepris de peindre.

Sa biographie de Lawrence est certes une œuvre éminemment burgesienne, houleuse, spectaculaire, artiste, jouant sur tous les tons de la comédie et du tragique, de l'émotion et du sarcasme et s'adonnant avec volupté à tous les jeux de l'intelligence. Mais c'est aussi un remarquable travail biographique.

Non pas que Burgess nous apprenne quoi que ce soit de neuf concernant les faits qui, mis bout à bout, sont censés dessiner la vie de Lawrence. Le portraitiste ne dispose ni de lettres inédites ni de témoignages nouveaux. Il ne se soucie pas de cet aspect des choses. Ce qui lui importe - et à nous, donc - c'est d'essayer de comprendre comment ce fils de prolétaire, né dans une petite ville de mineurs au nord de Nottingham, dans une société éducatrice crispée sur son puritanisme et le respect de ses hiérarchies sociales, est devenu, non seulement une sorte de prophète sulfureux de la libération sexuelle, mais aussi - ce qui compte davantage pour Burgess - un magnifique artiste de la langue.

Une forte
légende

Burgess s'attaque là à une forte légende, colportée aussi bien par les adversaires de Lawrence que par ses partisans les plus fervents. Légende qui, faisant de *L'Amant de lady Chatterley* le centre de gravité de l'œuvre de David Herbert, voudrait présenter l'écrivain comme une sorte de bûcheron lyrique, cognant à la volée et de tous ses gros muscles littéraires contre les préjugés et les hypocrisies. A l'« homme naturel » chanté par Lawrence répondrait une sorte d'écrivain naturel, d'un style fruste et efficace, d'une écriture quasi spermatozoïque et spontanée, opposant sa rudesse et sa fraîcheur, son énergie primitive aux raffinements intellectuels de la littérature savante, celle des décadents académiques, mais aussi celle des modernes comme Joyce ou Eliot.

La légende tient d'autant mieux lieu de vérité que Lawrence, lorsqu'il s'est installé dans son rôle de prophète du pansexualisme, a donné son aval à cette caricature faustesque. Il s'était fait tant d'ennemis par ses idées qu'il devait craindre de décevoir l'aveuglement de ses admirateurs. Burgess montre, au

contraire, comment l'enfant pauvre, le petit instituteur tuberculeux et chétif, s'est lentement dégagé des influences pour inventer sa voix. Osons une banalité : rien n'est moins simple que la fameuse simplicité de Lawrence ; rien n'est moins naturel que cette écriture vériste dont l'efficacité tient à la force et à la couleur des images, à l'organisation savante de petits détails qui viennent donner à des discours l'illusion de la vérité, de la saisie presque physique de la réalité.

Et si *L'Amant de lady Chatterley* a pu faire un tel scandale, ce n'est pas vraiment, quoi qu'on en ait dit, parce que Lawrence y décrivait les amours d'une grande dame et de son garde-chasse - bien d'autres l'avaient fait avant lui - ni même parce que certaines de ses descriptions choquaient la morale sexuelle de l'époque, mais uniquement parce que l'écriture unique de Lawrence, ce mélange inimitable de naturalisme et de puissance lyrique, cette manière de transmettre aux moins sensibles, aux moins sensuels, aux moins imaginatifs, par le seul agencement des mots, la force et le mystère de l'agencement des corps faisaient réellement de ce livre un attentat public à la pudeur. C'est-à-dire l'exact opposé de la pornographie qui est un exercice intellectuel.

Le paradoxe du style renvoie au paradoxe de l'homme. Si Lawrence n'est simple qu'à force de raffinements, il n'est aussi provocateur, prophète, prédicateur dogmatique d'une

religion nouvelle qu'à force de trouble, de déchirements, de doutes. Burgess invite finement à comprendre que le chantre de la grande copulation cosmique fut un puritain dévoré par ses passions. De même, l'exilé d'Angleterre, le contempteur de l'hypocrisie morale et politique britannique, celui qui écrivait, dès 1912, « Maudits soient ces fichus porcs aux os ramollis, ces invertébrés visqueux au ventre flageolant, ces maudits salauds, ces fous imbéciles, ces mollards, sans paralytiques, timorés, baveux, morveux qui font l'Angleterre d'aujourd'hui. Ils ont du blanc d'œuf dans les veines et leur semence est si claire que c'est merveille qu'ils puissent se reproduire », est un écrivain qui, où qu'il se trouvât dans le monde, « considérât comme son devoir d'affirmer son anglicité et de persuader les Anglais d'être anglais dans le sens où il l'entendait ».

Mais le grand paradoxe, le grand écart douloureux que vit l'homme Lawrence et que cherche à élucider, sinon à réduire, Lawrence l'écrivain, c'est son rapport aux femmes. Lawrence a vécu dans la haine affirmée de son père, l'ouvrier, l'homme sensuel, la brute. Il a, au contraire, comme on le voit dans *Amants et fils*, longtemps vécu sous la coupe affective, sensible, intelligente de sa mère, puis sous celle, tout aussi vampirique et autoritaire, de Frieda, sa maîtresse, son initiatrice, son inspiratrice. Il célèbre les femmes, mais il se sent aspiré, vidé par elles de sa substance et de sa vie ; et c'est bien le modèle du père, de la force virile et primitive qui s'impose dans les figures positives de garde-chasse ou de laquais qui housculent la classe éreintée et historiquement agissante des maîtres.

L'amante
mante religieuse

Le thème de la femme-vampire, de la mère abusive, de l'amante mante religieuse, on le retrouve dans la *Belle Dame*, l'une des nouvelles du recueil que vient, sous ce titre, de retravailler Patrick Reumaux. Une nouvelle traduction était, en effet, indispensable si l'on en juge par le petit florilège de notations que Reumaux a extrait des traductions précédentes. On comprend mal, par exemple, que les responsables de l'excellente collection « L'Imaginaire » chez Gallimard aient republié en 1977 - et non en 1986 comme l'indique Reumaux - tel qu'il avait été édité à la NRF en 1934, *L'homme qui était mort*, dans une incohérente traduction de Jacqueline Dalsace et avec une préface de Drieu La Rochelle de la plus pure inspiration national-socialiste.

Drieu, au meilleur de sa forme, et sans qu'on songe à le commenter, trente ans et quelques massacres plus tard, y écrit que « l'œuvre de Lawrence vient souligner le côté profond et fécond dans les actuelles ébauches du fascisme et du communisme : la ressemblance de l'homme comme animal et comme primitif. Ce qui est admirable à Rome et à Moscou, c'est la grande danse rythmée de tout le peuple qui s'y reconstitue à talons ».

Lawrence ayant eu la bonne idée de mourir, à quarante-cinq ans, en 1930, il lui fut épargné de connaître ce genre de commentaire, tout comme les réceptions scoutes ou écololâtres de ses œuvres. Maintenant que le visionnaire et le gourou ont fini de délivrer leur message bien lourd et bien simpliste, il nous reste le meilleur : l'écrivain, le stylist, le poète, le créateur inquiet, le solitaire.

Pierre Lepape

Les éditions de La Différence viennent de publier dans leur collection « Orphée » une très belle traduction de poèmes de Lawrence, due à Lormand Gaspard et à Sarah Clair : *Sous l'étoile du chien*. On y trouve également une préface de Lawrence, inédite en France. Lawrence y milite pour « une poésie du présent immédiat » (128 p., 29 F.).

Autres parutions

● *Seul dans la splendeur*, de John Keats.
Bienvenue à la joie, bienvenue au chagrin.
A l'herbe du Lézard, à la plume d'Hermès.
Bienvenue aujourd'hui et bienvenue demain.
Je vous aime tous deux d'une égale tendresse !

La poésie de John Keats, romantique anglais du début du dix-neuvième siècle, allie une sensibilité frémissante, une imagination vive, et une parfaite maîtrise des mots et des sons. Robert Davreu, poète lui-même, a présenté et traduit Keats dans ce nouveau volume de la collection « Orphée ». (La Différence, bilingue, 127 p., 29 F.)

● *L'Art et la Manière*, de Michael Frayn.
Dans une série de lettres, R. D., professeur de littérature et spécialiste de la romancière

contemporaine J. L., raconte à un ami australien sa rencontre avec l'unique objet de son enseignement. Cette confrontation entre l'univers de la Critique (représenté par R. D.) et celui de l'Écriture (incarner par J. L.) constitue la trame de ce roman. Après s'être exclusivement consacré au théâtre pendant seize ans, M. Frayn, l'auteur de *Sweet Dreams*, renoue avec le genre romanesque. (Traduit par François Dupuisgrat Desrousillies, éd. Salvy, 205 p., 100 F.)

● *Vices privés, vertus publiques*, de Robin Cook.
- *Vices privés, vertus publiques*, paru en Angleterre en 1967, est dominé par la figure mystérieuse et fascinante d'une jeune femme, Lydia, personnage à deux visages, à la fois tragique et souriante, égoïste et généreuse, perverse et innocente. Qui est-elle réellement ? C'est la question qui

guide toute la lecture. R. Cook, à travers ce portrait, dresse un tableau poignant de la société anglaise des années 60. (Traduit par Jean-Paul Gratias, éd. du Terrain vague, 239 p., 98 F.)

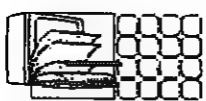
● *Leçons d'amour*, de Joan Windham.
- Le journal intime de la jeune Anglaise, Joan Windham, de 1939 à 1941. Elevée de façon très stricte, la jeune fille découvre avec stupeur et ravissement l'univers très libre des artistes de Chelsea. Un tableau à la fois satirique, plein d'humour et de tendresse, de toute une génération, avec en arrière-plan la seconde guerre mondiale. La suite du journal de Joan sera prochainement publiée chez le même éditeur. (Traduit par Elisabeth Peellaert, éd. Quai Voltaire, 316 p., 140 F.)

L E T T R E	INTERNATIONALE n° 26 en kiosques	« On trouve l'actualité au moment opportun ! Dans les lettres internationales. »
	MÉDITATIONS 90	La meilleure revue culturelle européenne.
	LE BÉNÉFICE DU DOUTE	« C'est la seule vraie grande revue de l'époque intellectuelle. C'est la référence. »
	LA POÉSIE, C'EST QUOI ?	Jean Daniélou
Abonnements :		
France : 175 FF		
Europe : 195 FF		
Autres pays : 240 FF		

L E T T R E INTERNATIONALE, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, tél. : 42.47.07.34

"L'Angoisse du roi Salomon"

J'ai un trou...
c'est signé Gary ou Ajar ?*



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : L'Angoisse du roi Salomon

سكنا من الامم

L'étoffe des mots

Avec les Feux du Bengale, l'écrivain indien Amitav Gosh tisse un roman luxuriant où les histoires s'enchevêtrent comme ces rouleaux de tissu qu'on dévide

LES FEUX DU BENGAL
d'Amitav Gosh.
Traduit de l'anglais
par Christine Bessie.
Seuil, 413 p., 130 F.

Ouvrir le livre d'Amitav Gosh, c'est entreprendre une aventure peu commune, un voyage au long cours dans le merveilleux, se laisser assaillir de couleurs, de sons et d'odeurs, bref, procéder, avec l'auteur, à une mise en liberté radicale de l'esprit.

Il y a dix ans éclatait une bombe sur la scène jusqu'alors bien morne des lettres anglaises ou, plus exactement, anglo-indiennes : Salman Rushdie, avec *Les Enfants de minuit* (1), rendait vie au roman ; une ère de possibilités nouvelles s'ouvrait : « Le paysage ne sera plus le même », titraient les pages littéraires des meilleurs journaux britanniques.

Bien qu'il ne se réclame ni de Salman Rushdie, ni de Gabriel García Márquez ni de Günter Grass, auxquels on rattache souvent le nom de cet écrivain, Amitav Gosh, qui cite parmi ses influences Cervantes et Melville, s'inscrit dans cette tradition marquée par ce qu'on a appelé « le réalisme magique » et dont Rushdie est l'un des fleurons. Ce premier roman d'un écrivain indien de trente-quatre ans a d'ailleurs été remarqué par la critique. Anthony Burgess en particulier, qui, dans le *New York Times Review of Books*, met l'accent sur l'exubérance et la sûreté de sa langue. Dans *la Honte* (2), Rushdie juxtapose des idées venues des champs d'investigation les plus divers : Gosh, ici, fait principalement appel à la science et à l'anthropologie, ce qui n'est pas étonnant puisque, après avoir passé des diplômes à l'université de New-Delhi, Gosh obtint, en 1978, une bourse pour Oxford où il étudia l'anthropologie sociale avant d'écrire et de soutenir une thèse de doctorat.

Rien, pourtant, de moins pesant, rien de moins laborieux que ce roman : la vitalité, l'humour, l'es-



Amitav Gosh : le « réalisme magique ».

prit de liberté le caractérisent. Sans doute *la Vie de Pasteur* est le livre auquel il est fait constamment référence, livre-fétiche qui fournit leur modèle et leur inspiration aux héros successifs, Balam, Dentu et Alu, mais c'est à la manière d'un rêve inaccessible, source de mésaventures multiples, de tours et de détours extravagants, comiques ou meurtriers, qui mèneront les personnages, tel Don Quichotte dans sa quête, de batailles en rebuffades et de découvertes en échecs, jusqu'à ce que mort s'ensuive, sans que pourtant ils perdent jamais de vue leur rêve.

« Une tête énorme »

De Balam le phénologue qui, à partir des bosses de la boîte crânienne, étudie le caractère de ses voisins et au moyen de cette science unissant l'esprit et le corps espérait pouvoir enfin apporter l'ordre au monde, à Jeevanbhai qui, dans sa petite arrière-boutique, « tissait sa toile, enrobant mers et continents », un monde se déploie, composé d'excentriques et de rêveurs invétérés. Chacun poursuit sa chimère, plus vaste et plus réelle que la réalité, tel inondant

avec persévérance le village de phénol pour le désinfecter et telle autre s'appliquant à coudre des blouses sans boutons.

L'absurde n'est jamais loin. Lorsque Jeevanbhai voudra détruire son ennemi l'émir, c'est à sa plantation de palmiers qu'il s'attaquera : « Les palmiers devaient servir de mots, des mots qui détraquaient l'émir que les rêves s'écroulaient de l'intérieur, d'eux-mêmes... ».

Alu est au centre de ce livre fourmillant de personnages. Comme le héros de Rushdie, Saleem, dont le nez a une taille et une puissance remarquables, ou comme celui du *Tambour*, de Grass, Alu se distingue par une bizarrerie physique : « une tête énorme, dix fois trop grosse pour un gamin de huit ans, et curieusement grumêlée, pleine de bosses et de nodosités ». Mais, en dépit de cette monstruosité, il demeure curieusement transparent, en quelque sorte extérieur à l'action ; son métier l'absorbe tout entier — ce métier à tisser ou « dictionnaire-cueillette-de-connaissances-encyclo-pédiques » qui, en fabriquant l'étoffe, fabrique aussi les mots, métaphore centrale du roman.

Les événements qu'il traverse en

spectateur ou en victime le conduisent de Lalpukur, petit village auprès de Calcutta, à la ville mythique d'Al-Ghazira, dans le golfe Persique, puis aux confins du Sahara, à El-Oued, au milieu des dunes, avant de le ramener chez lui, voyage circulaire et initiatique où le saint Graal est étrangement devenu une machine à coudre : Alu apprend au terme de ses aventures que, chez lui, « on les fabrique mieux maintenant ».

Comme les rouleaux d'étoffe qu'on dévide, les histoires se déroulent au même, les digressions s'enchaînent suivant la technique narrative des *Mille et Une Nuits*. Le lecteur partage le bonheur de ceux qui s'assemblent chez Zindila-Pomme, la prostituée qui « pouvait prendre de l'air et lui donner un corps simplement en parlant » ; on découvre ces récits empreints de la magie par lesquels la vie se trouve soudain transformée et infiniment rehaussée.

La rencontre des « rationalistes » armés de seaux de phénol et des politiciens véreux, la vision de la filature où des hommes minuscules sont en proie aux géants ou celle, drôlatique, de Cul-de-Bique, le résident anglais qui manqua de peu être transformé en beignet par le malin, sont autant d'épisodes mémorables.

A ce matériau proliférant, Gosh a donné une forme, celle du raga de la musique indienne, le roman étant divisé en trois parties, intitulées « Satwa » (Raison), « Raja » (Passion) et « Tamas » (Mort), sans que cette division, qui marque une différence dans le ton et le rythme du récit, affecte la fluidité de l'ensemble. Restent dans la mémoire ces personnages qui, pour être grotesques, n'en produisent pas moins une très forte impression de vérité et de vie, et un fourmillement de couleurs et d'images qui stimulent l'imagination.

Christine Joridis

- (1) Stock, 1983.
(2) Stock, 1984.

Les troubles délices de Miss Christie

La « reine du crime » aurait eu cent ans cette année

Elle était née en 1890. De son vivant, elle rencontra un immense succès international et son œuvre — avec celle de George Simenon et la Bible — atteint les plus grands tirages. Aujourd'hui encore, elle est lue à des millions d'exemplaires à travers le monde. Agatha Christie aurait cent ans. Patrick Raynal, qui tient au *Monde* la rubrique des romans policiers, se souvient encore du jour où il l'a rencontrée. Littérairement parlant...

peure ou dans le théâtre romantique : poussé vers le gouffre.

Habitué à la violence passionnée de ceux pour qui le monde n'est qu'un perpétuel champ de bataille, une jungle urbaine où le meurtre a le visage changeant de l'humanité, je découvrais un genre littéraire qui traitait du crime sans se préoccuper de l'homme.

Sans remords

Les victimes n'ont, chez Agatha, pas d'autre épaisseur que celle nécessaire aux indices qui mettront le lecteur sur la piste de leurs meurtriers. Personne ne les pleure, elles n'ont jamais vécu. Quant au criminel, chercher en lui la moindre trace de remords serait aussi vain que de traquer un furoncle sur le visage lisse d'une candidate à un concours de beauté.

Étrange vieille dame que cette Agatha, morte en 1976.



Elle fut un mythe...

Ma sœur fut plus rapide que moi et s'empara de l'unique « Masque ». Débarassé des affaires du chok, je plongeai donc dans l'univers de la « Noire » — la chance voulut que ce fût un Chandler — et j'en devins vite un mordu, au point d'oublier jusqu'à l'existence de la collection masquée. Mieux, à l'âge où l'on théorise tout et où les tenants des Rolling Stones étaient prêts à en découvrer avec ceux des Beatles, être vu avec un « Masque » équivalait, pour un fana de la « Série noire », à risquer la relégation à « perpète ».

Une totale cruauté

C'est donc muni d'un robuste « a priori » que j'ai lu mon premier « Masque ». C'était, bien sûr, un roman d'Agatha Christie. Quitte à s'informer autant commencer par le Mythe. A l'époque, ses détracteurs lui reprochaient, entre autres, d'écrire ses romans « à l'envers ». Je n'ai toujours pas compris en quoi la méthode de fabrication d'un livre pouvait être reprochée à son auteur ni, à vrai dire, où était l'envers et l'endroit d'un livre, mais je me souviens, en revanche, du plaisir que j'en pris à cette lecture et du sentiment trouble qu'elle me laissa.

Il y avait là quelque chose de choquant, à la limite de la répulsion. Il me fallut longtemps et pas mal de romans pour comprendre que l'univers de cette dame si distinguée était d'une totale, d'une parfaite cruauté. Rien de commun avec l'ambiance criminelle des protagonistes de la « Série noire » où l'on tue comme dans Shakes-

Elle accède à l'immortalité avec une œuvre cruelle et amoralisée qui fit les délices de ceux qui n'auraient pas touché un bouquin de Goodis ou de Burnett avec des pincettes. Sans doute avait-elle compris que ce qui rend le crime insupportable n'est pas l'acte lui-même mais les conditions qui l'entourent. Le problème théorique reste posé. En tant que victime potentielle, je préfère toujours mourir en « Série noire ».

Patrick Raynal

À l'occasion du centenaire, les éditions du Masque rééditent l'œuvre d'Agatha Christie dans une nouvelle traduction, enrichie de notes et préfaces de Jacques Baudou, de documents inédits et d'une filmographie de Jacques Schleret. Deux volumes sont à paraître en octobre (les années 1920-1925 ; les années 1926-1930) ; un volume à paraître en novembre 1990 (les années 1930-1933). Chaque volume : 125 F.

Le salut par l'humour

Barbara Pym excelle à observer les manies de la petite-bourgeoisie anglaise

DES FEMMES REMARQUABLES

de Barbara Pym.
Traduit de l'anglais
par Sabine Porte.
Julliard, 272 p., 120 F.

UNE QUESTION PUREMENT ACADÉMIQUE

de Barbara Pym.
Traduit de l'anglais
par Anouk Neuhoft.
Julliard, 174 p., 90 F.

La paroisse, la société savante d'anthropologie, le village du Devon ou de l'Oxfordshire (au choix) et l'Université : voilà en quatre décors résumés l'univers pymien. Ils constituent tous l'arrière-fond des deux nouveaux romans parus en français et publiés en Angleterre, l'un en 1952 et l'autre en 1986, six ans après la mort de Barbara Pym. Il reste encore deux titres à traduire et, si l'on pousse le fanatisme jusqu'à la passion, on dénicherait les lettres (1), dont la lecture est tout aussi ravissante que celle de ses romans, ces classiques de l'humour anglais. Avec *Des femmes remarquables* et *Une question purement académique*, nous touchons presque à la fin de la traduction de cette œuvre révélée il y a trois ans en France.

Le premier passe, en Angleterre, pour l'un des meilleurs crus, et à juste titre. Mildred Lathbury, qui s'épuise elle-même par son excès de vertu et contemple avec consternation les reflets gris et ternes que lui renvoient les miroirs du presbytère trop assidûment fréquenté, est l'un des personnages paradoxalement les plus réussis de Barbara Pym. Son drame ? Être une chic fille qui sait prêter aux autres une oreille trop aisément

compassionnée et qui a toujours une bouillotte sur le feu pour le thé quand on sonne à sa porte.

Un jour, émue par la soudaine effervescence du printemps, troublée par une irrésistible sensualité qui gagne le paysage désolé du Londres d'après-guerre, Mildred achète deux branches de mimosa. Faiblesse dont elle se repent dès le lendemain en découvrant les boules racornies : « Je devais m'interdire toute émotion et me contenter d'en observer les effets sur les autres. » Reléguée dans son rôle d'observatrice (comme la romancière elle-même, bien entendu), l'anti-héroïne n'accepte pas de bonne grâce cette position de retrait. William, fonctionnaire d'un « ministère » quelconque, frère d'une ancienne camarade d'études, la sème tristement : « Vous et moi, ma chère Mildred, sommes les spectateurs de l'existence. Laissons les autres se marier si bon leur semble, plus on est de fous, plus on rit. » Car, cela va de soi, tout tourne autour du mariage.

Des rêves frustrés

Caro, la narratrice d'*Une question purement académique*, est déjà mariée. Le fervent lecteur de Pym est désorienté : il sent que la romancière s'est trahie. En effet, ce roman posthume avait été écrit dans un moment de découragement. Excédée par les refus qu'elle ne cessait d'essuyer depuis 1963, Pym s'était mise en tête d'imiter Margaret Drabble. Renonçant au climat où elle excellait mais qui n'avait plus l'heur de plaire aux éditeurs, elle avait imaginé de situer sa nouvelle intrigue en milieu universitaire et d'aborder des questions plus croustillantes : adultère, avortement, vol de

manuscrit (avec un soupçon de trame policière), abandon des vieillards à l'asile, éducation des enfants, conflit de générations.

Elle n'est pas à l'aise dans ces thèmes. Certes, elle reprend vite la légèreté mélancolique de ses autres romans, mais il demeure un style artificiel qu'accentue encore la structure bancal du livre tel qu'il a été publié par son héritière : deux versions ont été collationnées, ce qui rend la toute première scène incohérente. (La narratrice commente une action dont elle ne peut pas avoir été témoin.)

La confrontation d'un bon roman et d'une moindre réussite de Pym permet de s'interroger sur l'art de cet écrivain. Le nom de Jane Austen que l'on a souvent avancé pour définir l'ascendance de l'humour pymien ne suffit pas. Pym est à la petite-bourgeoisie religieuse et intellectuelle ce qu'Austen fut à l'aristocratie décadente.

Mais il y a quelque chose de plus, qui est le goût pour le quotidien, l'idée que nous nous révélons par nos gestes, nos manies, nos tics de langage, notre vie matérielle plus que par nos abîmes psychologiques. Est-ce dire que les personnages de Pym n'ont aucune vie intérieure ? Bien au contraire. Ils sont tous imprégnés de nostalgie. Ce sont des rêves frustrés, mais qui reculent constamment devant la réalité. Aspirant au confort qu'assure la routine, ils se savent menacés par la médiocrité, ils l'analysent, la décortiquent, s'y installent et se sauvent par l'humour.

Mildred nous séduit plus que Caro. Elle n'a pourtant rien pour plaire : vieille fille à vie, sclérosée dans ses habitudes célibataires, elle réduit son horizon à l'entraide sociale, aux services religieux, aux kermesses, à l'amitié bienveillante pour les couples qui se font et se

défont. Mais elle puise sa vitalité dans la conscience ironique de son rôle et dans le pouvoir que confère l'esprit d'observation. Caro est un personnage romanesque plus ordinaire : certes, l'auteur ne peut s'empêcher de lui concéder un peu de sa science de la dérision. Mais en la plaçant d'emblée dans la situation pénible d'une épouse oisive et trompée, elle lui ôte le dynamisme qui nous ravit dans les autres romans.

R. de C.

- (1) *A Very Private Eye* (Panther, 1985).

PONTALIS

J.-B. PONTALIS
LA FORCE
D'ATTRACTION



"Clos ton œil physique afin de voir d'abord avec l'œil de l'esprit. Ensuite fais monter au jour ce que tu as vu dans la nuit."

Collection La Librairie du XX^e siècle
dirigée par Maurice Olender - 69 F

Editions du Seuil



2^e ANNEE

Informations financières, rapports annuels,
assemblée générale des actionnaires,
publicité financière, le monde change.

La communication financière occupe une place
prépondérante dans l'activité des entreprises
à vocation internationale.

Aussi, LE MONDE a créé les ECUS OR
de l'Image Financière Internationale
pour récompenser les entreprises qui
se sont particulièrement distinguées
dans ce domaine.

En 1989, pour la première année,
le prix a été attribué à SAINT-GOBAIN.

En 1990, un prix sera attribué pour chacun
des secteurs d'activités suivants :

- banques, assurances, établissements financiers
- grandes entreprises, industries et autres services
- petites et moyennes entreprises, industries
et autres services.

Le grand prix récompensera
la meilleure communication internationale.

Si vous avez communiqué en 1990
vers les places boursières et les investisseurs étrangers
vous pouvez concourir,
quelle que soit la taille de votre entreprise.

Pour recevoir un dossier de participation,
appelez Valérie CHRISTIN au 40 93 98 40

ATTENTION
Date limite d'envoi des dossiers
de participation le 19 octobre 1990
LE MONDE - LES ECUS OR
5, rue de Montessuy - 75007 PARIS

*Quand les chiffres
prennent la parole.*

Le Monde

CFCE

info

مركزا من الامم المتحدة

34 La situation économique en Algérie.
35 L'intérêt dans l'automobile.

36 Communication.
37 à 39 Monde Affaires.

40 Marchés financiers.
41 Bourse de Paris.

BILLET

Mésentente...
et accords préalables

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a allégé les réserves que les banques étaient obligées de constituer sans bénéfice à la Banque de France. En échange, il leur a demandé de baisser leur taux de base bancaire, à savoir le taux que les banques consentent à leurs meilleurs clients.

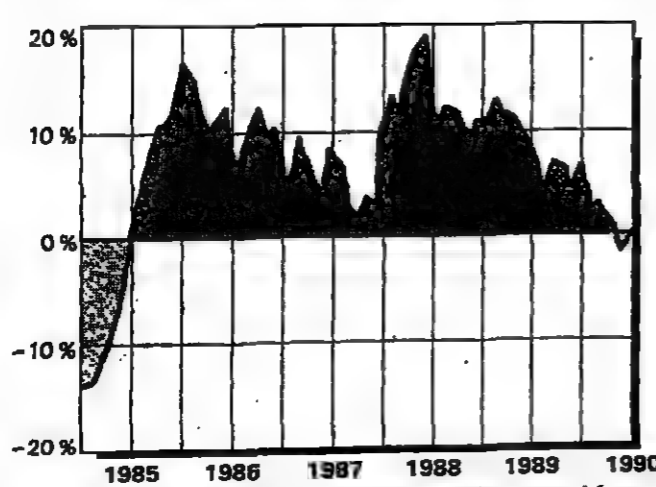
Le contrat était clair. Mais une mésentente est née à la dernière minute. Le ministre, soucieux de relancer l'investissement, espérait une baisse d'au moins 0,25 % du taux de base. Les banques, avec un belle similitude, n'ont fait que 0,15 %. Le Crédit lyonnais expliquait, mercredi 17 octobre, à qui voulait l'entendre que ce taux répercutait intégralement l'allègement de charges que les autorités monétaires leur avaient accordé. Le Crédit agricole a annoncé, le 18 octobre, une diminution de 0,20 %. Mais seuls la BNP et le CIC ont abaissé leur taux de 0,25 %. On peut présumer que les pressions ministérielles sur ces deux établissements nationalisés ont été fortes.

La surprise dans ce micro-conflit ne vient pas du désaccord entre les banques et le ministre de l'économie mais au contraire du fait que des accords préalables aient pu être passés. Depuis cinq ans, les différentes équipes ministérielles qui se succèdent travaillent à faire de Paris une véritable place financière. A la place des vieilles « tyautes » commandées directement depuis la direction du Trésor, ils souhaitent que se mettent en place de véritables mécanismes de marché.

Mais, ignorant le marché, politiques et financiers continuent de s'entendre. Et quand ils n'y réussissent pas, les banques s'entendent entre elles pour résister au ministre. Qui peut croire qu'une baisse quasi unanime de 0,15 % obéit à un mécanisme de marché ? Mieux vaut prier pour que Sir Leon Brittan, grand pourfendeur des ententes de Bruxelles, ait trop de chats à fouetter en ce moment pour s'intéresser aux banques commerciales de l'Hexagone.

Y. M.

Croissance zéro dans les travaux publics



« Depuis la mi-90, et pour la première fois depuis cinq ans, la croissance est stoppée dans notre secteur », a déclaré mardi 16 octobre M. Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTF). Le retard qui avait été enregistré, notamment dans les travaux routiers prévus aux contrats de plan Etat-régions en 1989, n'a pas été rattrapé en 1990. Dans le projet de budget 1991, les crédits d'investissement pour les routes augmentent, en francs courants, de

6,3 %, mais les crédits d'entretien baissent de 3,3 %. Parmi les secteurs que la fédération voudrait voir se développer figurent les investissements liés à l'eau. Les réseaux et stations d'épuration ne traitent en France que 30 % des eaux usées et pluviales au lieu de 80 % en Allemagne. M. Levaux propose la mise en place de « plans communaux d'épargne eau » et le relèvement du prix moyen de l'eau de 8 F actuellement à 12 F le mètre cube.

Le chancelier Kohl se prononce pour la mise en œuvre de la deuxième étape de l'UEM au 1^{er} janvier 1994

Invité, mercredi 17 octobre, de l'émission « La marche du siècle » sur FR 3, le chancelier Helmut Kohl s'est prononcé pour que la mise en œuvre de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire européenne débute le 1^{er} janvier 1994. Il a estimé que la proposition espagnole qui va dans ce sens constitue un « compromis acceptable ».

BONN

de notre correspondant

Il n'est pas étonnant que le chancelier donne la primauté de ses décisions à des médias étrangers. Mais, en la matière, il a jugé qu'il convenait d'intervenir auprès d'une opinion publique française qui se pose des questions sur l'orientation de l'Allemagne réunifiée dans le contexte européen. « Je veux que nous maintenions le cap de l'Union économique et monétaire et de l'Union politique lors de la conférence intergouvernementale de Rome au mois de décembre. Ma vision des choses, c'est que la période qui s'est ouverte avec la révolution pacifique en RDA en novembre 1989 et qui s'achèvera avec les élections européennes de 1994 sera décisive pour le destin de

l'Europe (...). Il faut qu'en 1994 nous ayons mis en route un processus irréversible. Si tous les pays de la CEE ne veulent pas y participer, je suis favorable à ce que les pays qui veulent aller plus loin le fassent. Le temps ne doit pas être donné par les plus lents... »

En s'exprimant ainsi, le chancelier Kohl, fort de l'unité allemande réalisée sous son égide, et de ses tout récents succès électoraux, veut maintenant imprimer son rythme à la politique d'unification européenne. Ce rythme est plus rapide que celui souhaité par M. Theo Waigel et Karl Otto Pöhl, respectivement ministre des finances et gouverneur de la Bundesbank, mais plus lent que celui souhaité par M. Jacques Delors et le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui souhaitent, eux, la mise en œuvre de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire dès le 1^{er} janvier 1993, au cours de laquelle un système européen de banque centrale doit être créé.

Ces dernières semaines, le président de la Bundesbank et les responsables du patronat allemand avaient multiplié les prises de position réservées sur cette fameuse union monétaire. Si monnaie commune il doit y avoir, celle-ci doit être aussi stable que la plus stable des monnaies actuellement existantes, avait prévenu

Karl Otto Pöhl, avant de déclarer, devant l'Union des industriels allemands : « Je ne peux m'imaginer que le gouvernement approuve un compromis qui n'aurait pas l'aval de la Bundesbank ». Un membre du conseil d'administration de la Bundesbank, M. Karl Thomas, avait été encore plus brutal en déclarant : « Primo, nous devons nous assurer la ligne qui a placé le deutschemark en position de monnaie d'apogée et second, amener les autres banques centrales européennes sur cette ligne, pour autant qu'elles ne l'ont pas déjà fait ».

« Nationalisme du deutschemark »

Ces prises de position ont été saluées par les milieux économiques et financiers et une partie de la classe politique en proie à ce « nationalisme du deutschemark » que dénonçait récemment l'hebdomadaire libéral Die Zeit.

Le compromis évoqué mercredi par le chancelier est-il de nature à satisfaire le sourcilieux président de la Bundesbank ? M. Helmut Kohl a pris des précautions : « Je ne donnerai mon accord au développement d'une banque centrale européenne, a-t-il rappelé, que si celle-ci se consacre exclusivement au maintien de la stabilité monétaire et n'est pas soumise aux

directives de quelque gouvernement que ce soit ». Ces exigences, qui feraient de la future « Eurofel » une Bundesbank élargie à l'Europe - ont tenu beaucoup d'ailleurs à Bonn à ce que le siège de la banque centrale européenne soit attribué à Francfort - ne peuvent que satisfaire M. Pöhl. Le président de la Bundesbank a d'ailleurs annoncé qu'il présenterait à la mi-novembre un projet de statut de banque centrale européenne en sa qualité de président en exercice du Conseil des gouverneurs des banques centrales.

Cette « relance européenne » ne peut, de l'avis du chancelier Kohl, être réalisée que si « la France et l'Allemagne en sont les moteurs, comme cela s'est avéré dans le passé ». Conscient que l'Allemagne a aujourd'hui besoin de l'Europe pour l'aider à surmonter la phase délicate d'intégration de la RDA, le chancelier se trouve en position favorable pour briser les résistances à la construction européenne au sein de son propre camp. Cela est d'autant plus nécessaire que les nouveaux citoyens allemands de l'ex-RDA n'ont qu'une vague idée de l'Europe communautaire et seraient plutôt enclins à défendre une ligne nationale.

LUC ROSENZWEIG

Alors que le trafic routier reprend à la frontière franco-espagnole

L'Italie ferme sa frontière aux camions autrichiens

VIENNE

de notre correspondante

Le trafic routier reprend en Espagne et à la frontière franco-espagnole, où plusieurs centaines de poids lourds étaient bloqués depuis le 14 octobre en raison des barrages installés par les routiers espagnols en grève. Un accord est intervenu entre le ministre espagnol des transports et les organisations représentatives des routiers. Ce retour progressif à la normale n'empêchera pas une mise en chômage de 22 000 salariés des usines françaises de Renault. D'autre part, M. Karel Van Miert, commissaire européen aux transports, s'efforce d'arrêter la reprise de la « guerre des camions » italo-autrichienne qui menace avec la décision de Rome de fermer sa frontière aux camions en provenance d'Autriche.

La querelle qui oppose l'Italie à l'Autriche ne date pas d'hier. Les deux pays avaient signé, le 12 mai 1960, un accord selon lequel chaque camion passant d'un pays à l'autre devait être muni d'un permis de transit. Leur nombre fait l'objet de négociations bilatérales annuelles. L'Autriche avait ainsi accordé à l'Italie 222 000 permis pour l'année 1990.

Chaque année, les autorités italiennes interviennent auprès du ministre autrichien des transports pour demander une augmentation du contingent de permis avoir épuisé, avant terme, celui de l'année. Après la « guerre des camions » de l'été dernier, déclenchée par les restrictions à la circulation imposées par l'Autriche à la suite de l'effondrement d'un pont sur l'axe principal Nord-Sud, le climat était resté tendu entre Vienne et Rome en dépit de l'accord conclu fin août sous l'égide du commissaire européen aux transports, M. Van Miert.

L'Autriche reproche à l'Italie, non seulement de ne pas respecter le contingent de permis accordé - selon M. Streicher, son ministre des transports, les autorités italiennes tolèrent un commerce florissant des permis de transit au marché noir - mais surtout de refuser obstinément l'utilisation des capacités ferroviaires afin de favoriser le recours au transport combiné (train plus camion).

Pollution et bruit

Selon les statistiques du ministère des transports à Vienne, 0,4 % seulement des capacités ferroviaires sur l'axe Munich-Vienne sont utilisées par les transporteurs italiens et 5,4 % sur l'axe Brenner-Innsbruck. Ainsi, quelque 19 000 places prévues pour des camions sur des wagons ne seront pas utilisées cette année. Ce chiffre correspond à peu près au nombre de permis de transit supplémentaires demandés par Rome.

Dans les négociations en cours sur un nouvel accord, Vienne envisage une nette diminution des contingents afin d'assurer une meilleure protection de la population riveraine et de l'environnement contre la pollution

et le bruit. Selon le ministère des transports, il serait souhaitable de parvenir à une réduction du trafic de 10 % environ et de revenir à un contingent annuel de 200 000 permis de transit.

Appuyé par les autorités des régions concernées, parmi lesquelles le Tyrol traversé par plus de dix mille poids lourds par jour, M. Streicher a l'intention de camper sur ses positions. L'Autriche craint notamment que, en cédant à l'Italie, elle n'incite d'autres pays à demander une augmentation de leur contingent. Depuis le 1^{er} décembre, les camions de plus de 7,5 tonnes - à l'exception

de véhicules silencieux et des camions transportant des denrées périssables - sont interdits de nuit sur les six principales autoroutes de transit.

L'Autriche autorise cependant des poids lourds de 38 tonnes, contrairement à la Suisse qui ne tolère que 28 tonnes et qui a interdit tout trafic poids lourds la nuit. Ces mesures draconiennes ont permis de réduire à 13 % du trafic le transit de marchandises par la route. En Autriche, 70 % du transit de marchandises - quelque 6 millions de tonnes par an - est effectué par la route.

WALTRAUD BARYLI

22 000 salariés de Renault en chômage technique

La fermeture des frontières espagnoles par les mouvements de routiers oblige Renault à mettre au chômage technique les 22 000 personnes des usines de Douai, Fins et Bélenecourt. Les établissements de Belgique et d'Espagne sont également touchés. Les usines seront fermées jeudi 18 et vendredi 19 octobre et leur personnel mis au chômage « économique », explique Renault, les transporteurs espagnols « bloquent les approvisionnements en provenance de l'Espagne nécessaires à la poursuite de la production ». Ces journées, a précisé Renault, seront rémunérées « dans les conditions habituelles de chômage économique ».

Renault fabrique en Espagne dans ses propres usines des moteurs et des boîtes de vitesse et y achète à des fournisseurs extérieurs des radiateurs et divers composants comme des câbles.

Chaz Peugeot, l'usine espagnole située à Villaverde, qui fabrique quotidiennement 650 voitures 205 et 309, a été fermée lundi 15 octobre. Elle devrait le demeurer au moins jusqu'à vendredi, ne recevant plus de France les pièces dont elle a besoin. Au moins quarante-huit heures seront nécessaires, après la fin du mouvement, pour pouvoir réapprovisionner les stocks et remettre cette usine en marche.

(Publicité)
Nous sommes une entreprise importante dans notre branche en Allemagne vendant des ARTICLES DE QUINCAILLERIE.

NOUS RECHERCHONS des firmes s'adressant directement aux utilisateurs et disposant d'un réseau de vente dans toute la France.

LES GROUPES PROFESSIONNELS SUIVANTS SONT CONCERNÉS : menuisiers, charpentiers, sanitaires, serruriers, couvreurs, conditionnement d'air, décorateurs, aménagement de l'intérieur, électriciens, équipement et construction routiers, industrie minière.

Notre gamme de produits comporte un assortiment complet unique dans sa diversité avec des articles brevetés de qualité sans concurrence.

Cette proposition ne concerne que la vente en France et non pas à l'étranger.

Ecrire à : M/UND/P, Goethestraße 2/4, D-3167 Burgdorf, Allemagne.

Conséquence de la grève des convoyeurs de fonds

Les commerçants privés de monnaie

Alors que les convoyeurs de fonds de la région parisienne ont entamé, mardi 16 octobre, leur seconde semaine de grève, les conséquences de ce mouvement commencent sérieusement à se faire sentir. La course à la monnaie se fait de plus en plus âpre dans certains quartiers, tant chez les petits commerçants que dans les grandes surfaces en banlieue. « Nous avons dû changer d'agence bancaire pour faire face à la pénurie de monnaie », indique le responsable du supermarché Casino de Clichy (Hauts-de-Seine).

Certaines agences bancaires ont dû limiter de près de 50 % les retraits de leurs clients. Au Crédit lyonnais, on utilise des billets usagés, « les moins abîmés possibles », pour alimenter les billetteries. Un circuit parallèle a, en outre, été mis en place pour livrer chèques et Cartes bleues en souffrance.

En ce qui concerne la grève elle-même, les convoyeurs de fonds parisiens se heurtent essentiellement au refus de leurs directions respectives de discuter de la prime de risque de 1 700 francs qu'ils réclament (le Monde du 17 octobre). En revanche, des négociations devraient s'ouvrir, la semaine prochaine, entre les représentants syndicaux et patronaux pour discuter de la convention collective. Une table ronde sur la sécurité devrait parallèlement s'ouvrir avec des représentants des ministères de l'Intérieur et des transports.

V. D.

De nombreuses personnalités rendent hommage à Renaud de La Genière

L'annonce du décès de Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, mercredi 17 octobre, a suscité de nombreuses réactions. Pour M. François Mitterrand disparait « un grand serviteur de l'intérêt général, et son dévouement à l'exercice de toutes les fonctions qu'il a remplies mérite le respect de notre pays ». Selon M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, « animé par une grande foi européenne, Renaud de La Genière a grandement contribué au progrès de cette cause et, notamment, au succès du système monétaire européen ».

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est incliné « respectueusement devant la mémoire de Renaud de La Genière, dont la carrière exemplaire s'inscrit dans l'histoire économique et financière de notre époque ». Pour l'ancien président de la République M. Valéry Giscard d'Estaing, « dans toutes les fonctions qu'il a exercées au ministère des finances puis à la Banque de France, Renaud de La Genière s'est affirmé comme un serviteur modèle de l'Etat ». De Benedetti, président de la CIR (Compagnie industrielle réunie), qui s'était opposé à Suez dans une bataille pour la prise de contrôle de la Société générale de Belgique (lire page 37), a salué « un grand monsieur dont j'ai apprécié, indépendamment de tel ou tel acte de la vie qui a pu un instant nous opposer, l'ambition pour Suez, la droiture morale et le courage ».

Le Monde

Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

L'AGENDA

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT
Soyez notre CORRESPONDANT dans votre région. ENV. CV et lettre d'intérêt à SMO, 218, r. St-Maur, 75001 Paris.

SOCIÉTÉ RECHERCHE
REPRÉSENTANT OUTILLAGE SOUDAGE ET ROBINETTERIE INDUSTRIELLE
Paris, bureaux. Expérience souhaitée. T. : 48-06-49-46.

AGENCE DE VOYAGES
INCENTIVE PARIS
cherche commercial expérimenté pour vente produits de destination et tourisme d'affaires.
CV + photo : AIRCOM 93, rue de Montcau Paris-9.

Ecole de LANGUES rech.
PROFESSEUR D'ANGLAIS
pour cours tous niveaux et tous âges, adhésions C.V., photo + lettre manuscrite à U.S. AVIS, 32, allée de la Tour, 93260 Villeneuve de la Tour.

48-48-23-56

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune diplômée, 24 ans, Bac + 5 DISS PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL, recherche poste Ressources Humaines, rég. parisienne. Ecr. V. BORDAS 76, r. de l'Est, 75114 Paris 18. 48-21-85-76

J.F. trilingue, diplômée de l'ENC, BTS de commerce international, DEUG de langues étrangères appliquées au commerce, deux diplômes d'études européennes, cherche emploi Paris ou région parisienne. Disponible immédiatement. Tél. : 80-20-16-28

J.F. 23 ans, cherche place standardiste ou rédacteur d'accueil, 3 ans exp. Nouveau SEP. Libre de suite. Tél. : 43-32-14-12

J.F. 27 ans, BTS secrétaire bureautique, 2 ans exp., cherche poste assistant dans société importante. Maître TTX World 4, Teletel. Disponible immédiatement. Ouvert à toutes propositions sérieuses. Tél. : 47-36-55-33

Animaux

VENDS JOLIS CHIOTS
SHAR-PEI
MALES ET FEMELLES
nés le 18 août 1990
A RETENIR
(16) 86-88-49-10
(après 20 heures)

Canapés

L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 19 et 20 OCTOBRE vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple : canapé 3 places entièrement déhoussable : 2 490 F. Canapé 3 places cuir pleine fleur antioxy : 9 900 F au lieu de 17 450 F. Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles. Entrepôt du Canapé, 26, rue des 7-Arpes, La Pré-Saint-Gervais. Tél. : 48-44-83-81. Ouvert de 10 h à 18 h.

Cours

COURS D'ARABÉ
JOURNÉE, SOIR, SAMEDI
AFAC 43-72-20-88

Garde d'enfants

Paris-15. Quart. Beaugrenelle. J.F. 30 ans, non fumeur, 17 ans d'expérience, garde à domicile, après l'école, de 16 h 30 à 19 h - mon fils âgé de 6 ans (garçon, pour lecture, calcul). Tous les jours/mardi, si vac. scolaires. Tél. : 46-78-19-16 (le soir).

Vidéo

V.O. ONLY
Société de la Vidéo disc en v.o. en Europe (Pel NTC). Plus de 1 200 titres disponibles immédiatement. Ouvert 7 jours sur 7, 25, bd de la Somme, 75017.
M. Ponsard, responsable. Tél. : 42-67-76-17 ou 42-67-76-27

Le Monde

L'IMMOBILIER

bureaux

Locations

CHAUSSEE D'ANTIN
430 m². Bel immeuble. Cautin + type 100 F/m²/an. MICHEL BERNARD 48-02-13-43

PARIS-17^e EXT.
500 m² BUREAU + 10 PKGS. 1 500 F/m²/an. MICHEL BERNARD 48-02-13-43

AXE ROUGE

LUXEUX BUREAU
40 m² 4 000 F/mois/HT/HC
84 m² 8 800 F/mois/HT/HC
90 m² 7 300 F/mois/HT/HC
106 m² 8 500 F/mois/HT/HC
Autres surfaces possibles. Multiservice. Gard. Acc. 24h. BIROMASTER PORTE DE PANTIN 48-44-42-46

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES
proposant BUREAUX EQUIPES et salles de réunions, mobilier, services complètes, domiciliaires, BUREAUX SOCIAUX, démarches, formalités et CRÉATION IMMÉDIATE de vos ENTREPRISES. Pers. permanente, tél., secrét., fax, assurances, imprimerie, déplacements... et tous services personnalisés.
STOILE 19 47-23-81-81
GRENELLE 15 47-23-81-81
ST-LAZARE 8 42-93-60-54
LA FAYETTE 9 42-93-61-81
MOULINOISE 02 46-20-22-35
+ 25 centres en France. Prix compétitifs, délais rapides. Depuis 1978 à votre service.

VOTRE BIEN SOCIAL

DOMICILIATIONS
Constitution de Société et la services. 43-58-17-50

DOMICILIATION
BUREAUX, TELECOPIE, TELEX. AGECO 42-94-95-28

hotels particuliers

NOGENT BOIS

TRIPLE RÉCÉPT, 3 CHAMBRES. JARD. 510 m². GAR. 200 m². 4 S. ALCOVE. MICHEL BERNARD 48-02-13-43

maisons individuelles

140 KM SUD PARIS. Uniq. 5 P. ca. 100 m². V. 100 m². Pr 300 000 F. 86-74-06-12

pavillons

BRIE-ROBERT 77

Pavillon 150 m². Jardin clos 200 m². 100 m² dans lotissement de 6 pavillons. 541, dble 38 m². Cote, chère, toilette, r.-de-chaus., su 1^{er} étage, 3 grandes chambres, s. de bns, wc, dble vitrage, alarme, tout électrique. Garage. Année 84, parfait état. Libre de suite. Prix 810 000 F. Tél. h.h. 19-54-44-72-93

propriétés

140 KM SUD. UNIQ. apt 8 P. ca. 100 m². V. 100 m². Pr 300 000 F. 86-74-06-12

terrains

ANTONY 5 000 m²

IMM. NEUF BUREAU 800 m². 3 F. 300 m². 80 PKGS. 46-02-13-43

TOURNAI-EN-BRIE (77)

Particulier vend terrain à construire (rue-de-ch., 3 niveaux) 10,30 x 18,10, clos sur 2 côtés, possibilité mitoyenneté sur 3 côtés, vallée 1 neu. téléphone, tout à l'égout, électricité CDS 0,60. A 200 m. des commerces, écoles, clinique, gare. Terrain plat et propre. 700 000 F TTC. 100 m² nature réduite à 3 % servitude. Tél. : 64-03-16-18.

appartements achats

Paris

Recherche 2 à 4 P. Paris préf. 8^e, 9^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. PRIX COMPTANT cher rachats 48-73-48-07, même ext.

VOUS DESIREZ VENDRE

un immeuble, un appartement ou un local commercial. Adressez-vous à un spécialiste. Imme. Marcelet 42-52-01-82. 68, rue Marcelet. 75018 Paris

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

Recherche appa. vides ou meublées de standing. POUR CADRES ET DRIGENDANTS DE SOCIÉTÉ 47, rue Vauve Paris-7 42-23-14-81 - 42-22-24-88

Collaborateur permanent journal

Recherche 2/3 P. Paris, proche banlieue. Cautin. Révisé. 180 KF. av. possible. Tél. h.h. 45-53-81-70. Mlle CHENU

locations meublées demandes

Paris

BARBARA FRELING

24, 16, 8 PLACE VENDÔME 40-20-96-00

recherche pour la clientèle

multinationale et internationale. APPTS DE PRESTIGE vides ou meublés - URGENT PARIS RÉSIDENCE

appartements ventes

2^e arrdt

110 BASTARDIOL. Bel apt bourgeois 120 m². 3 500 000 F. 42-23-85-08

4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
Imm. pierre de L. 17^e. 541, + chère, et ch. gd parc. 3 500 000 F. 42-23-85-08

5^e arrdt

SAINT-MICHEL 3 P.
2 chb, sdb, 40 m², rev. 2^e. 3 300 000 F. Pos. prof. Idéale. 42-57-11-42

6^e arrdt

BEAUX-ARTS
Studio, balcon, soleil, tt conf., chère. 850 000 F. O.B.I. Tél. 48-34-73-13

8^e arrdt

SAINT-AUGUSTIN
MAISON 240 m² + STUDIO. LUXUEUX IMMEUBLE. PPTAIRE 46-02-13-43

9^e arrdt

MC CADET
Rue Blaise, beau 2 P., tt conf. 42 m², 750 000 F. Imme. Marcelet 42-52-01-82

17^e arrdt

RAYEN-NIEL 7 P.
Beau 3 P. Réf. m², wc, bain. 1 800 000 F. Beau 4 P. Immeuble, grand, bain. 1 500 000 F. Pos. réunit. 42-90-10-06

18^e arrdt

RUE DE CLIGNANCOURT
48 m² - 800 000 F
2 pos. tt conf. acc. cuisine, chère. PIED BUTTE MONTMARTRE 3 pos. tt conf. soleil. Imme. Marcelet 42-52-01-82

PROX. AV. JUNOT

SURFACE ORIGINALE - 2 chb en duplex, 70 m² et m. cuisine, soleil. IDEAL PIED-A-TERRA - Studio en duplex 28 m², tout confort, chère. O.B.I. Tél. 48-34-73-13

20^e arrdt

Particulier vend dans imm. pierre de taille, appart. F 3. Premier étage, tout confort. Proximité métro. Palais. Pos. commerciale. Tél. : 43-80-52-44 apr. 19 h. (Agences s'abstenir.)

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-BOIS
LUXUEUX 70 m² + jardin. 45-02-13-43

93 Seine-Saint-Denis

Part. vend 10, m mètre, Saint-Denis-Bastille, appart. 2 chb, grand, cuisine équipée, entrée, loggia, 70 m². Ascenseur, cave. 700 000 F. T. 48-29-32-94 (après 19 heures)

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Polémique sur fond de crise économique

L'opposition algérienne dénonce l'idée d'un recours au FMI

L'Algérie est-elle en train de négocier avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale de nouveaux crédits pour financer son passage à l'économie de marché? Le premier ministre, M. Moudoud Hamrouche, et son ministre de l'économie, M. Ghazi Hidouci, assurent avec fermeté qu'il n'en est rien. Mais des fuites répétées dans la presse algérienne ont relancé le débat, qui prend maintenant des allures de petit scandale politique.

ALGER

de notre correspondant

A l'origine de cet émoi, il y a l'information parue dans un récent numéro de *Jeune Afrique* selon laquelle la Banque mondiale et le FMI auraient accepté d'accorder leur soutien financier sous réserve qu'Alger licencie plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires, ferme ou privatise des centaines d'entreprises, relève ses taux d'intérêt à 45 %, augmente les tarifs publics et laisse plonger le dinar par rapport au dollar. Conditions draconiennes, mais, affirme *Jeune Afrique*, que le gouvernement de M. Hamrouche aurait secrètement acceptées. Quelques jours plus tard, un périodique algérien, le *Nouvel Hebdo*, reprenait les mêmes informations en faisant état d'une lettre où M. Hidouci appelait à l'aide le président de la Banque mondiale. Enfin, le secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), M. Saïd Saadi, convoquait la presse pour lui distribuer une partie de cette fameuse lettre et faire

savoir tout le mal qu'il pensait de ces tractations secrètes.

Pris à partie, le ministre de l'économie a aussitôt démenti l'existence de cette missive, affirmant qu'il s'agissait d'un « faux fabriqué de toutes pièces ». Interpellé sur l'existence d'un accord secret entre l'Algérie et le FMI lors d'une réunion avec les cadres du secteur public, le premier ministre avait, pour sa part, affirmé que « jamais » il ne traiterait avec le Fonds monétaire, dont la renommée est ici aussi sulfureuse que celle de Belzébuth.

La réalité, cependant, est plus subtile et, comme nous l'a confirmé un responsable de la Banque mondiale, contacté à Washington, M. Hidouci a bien écrit le 21 août 1990 au président de la Banque mondiale, M. Barber B. Conable. Dix jours plus tard, ce dernier accusait réception de la lettre en assurant que ses services étaient « d'ores et déjà en train d'étudier la meilleure façon de contribuer à vos efforts ».

Un mauvais pas

Rien de ce qu'écrivait M. Hidouci dans cette « fausse » lettre si authentique n'est, au demeurant, bien nouveau. En treize feuillets dactylographiés, le ministre de l'économie brosse les grandes lignes d'un plan d'une parfaite orthodoxie libérale, susceptible, selon lui, de redresser la situation d'une Algérie enfoncée dans le marasme. Ce faisant, il ne fait que répéter ce qu'il a maintes reprises dit déjà en l'occurrence d'exposer publiquement. Mais quelques petites phrases embarrasseront plus particulièrement le gouvernement algérien, ligoté par le dogme officiel qui veut que le pays ne traite pas avec le FMI.

GEORGES MARION

TRANSPORTS

Réunis à Lisbonne

Quatre pays signent un accord de coopération pour la protection de l'environnement dans l'Atlantique du Nord-Est

Les ministres du Portugal, d'Espagne, du Maroc et de la France - ainsi que le commissaire de la CEE responsable de l'environnement - ont signé, le 17 octobre à Lisbonne, un accord de coopération qui organise la protection des côtes de ces pays contre les pollutions des transports maritimes des matières dangereuses. L'accord couvre les eaux de l'Atlantique du Nord-Est et complète des accords intéressants la Manche, la mer du Nord et la Méditerranée.

LISBONNE

de notre envoyé spécial
C'est à la suite des accidents de pétroliers survenus l'hiver dernier au large des côtes marocaines et ibériques et de la grave marée noire qui a pollué l'île portugaise

de Porto-Santo, dans l'archipel de Madère, que le gouvernement de Lisbonne a lancé une offensive diplomatique qui a abouti à l'accord du 17 octobre.

Echange d'informations

Les pays signataires s'engagent à échanger le plus rapidement possible les informations dont ils disposent sur la manière de traiter les matières nocives répandues en mer, les produits dispersants disponibles, les zones du littoral particulièrement vulnérables, les stocks de barrages flottants, et, sur le plan financier, les modalités de remboursement des frais dans le cas où l'un des quatre pays est conduit à aider un de ses partenaires.

Dans le cas du pétrolier du pétrolier iranien *Kharz-3*, qu'aucun port ne voulait accueillir, et de la marée noire de Madère, la France a été amenée à prêter son concours au

Maroc et au Portugal, notamment par le biais du CEDRE (Centre de documentation d'expérimentation et de recherche sur les pollutions des eaux, installé à Brest, et qui à partir de 1994 prendra une dimension européenne).

Le ministre français de la mer, M. Jacques Mellick, a indiqué que, pour mieux suivre les navires et connaître la nature des cargaisons, il avait saisi l'Organisation maritime internationale, dont le siège est à Londres, d'une proposition consistant à obliger les commandants à signaler leur présence et l'identité de leur bâtiment lorsqu'ils abordent des zones particulièrement difficiles et fréquentées.

En outre, il a répondu favorablement au Maroc, qui souhaite être associé à la conférence internationale prévue pour mars 1991 à Paris sur la sécurité des transports maritimes, à laquelle la France a convié quatorze pays européens.

FRANÇOIS GROSCHARD

SOCIAL

La reprise du trafic des bus parisiens se confirme

La grève des conducteurs de bus de la RATP, qui durait depuis le 14 octobre, pour protester contre l'insécurité régnant sur le réseau de banlieue prend fin peu à peu et la direction fait état d'un trafic assuré, le 18 octobre, à 90 %. Le dépôt de Flandres, à Pantin, qui avait lancé le mouvement après une agression commise sur un machiniste, a voté la reprise du travail. Seuls fonctionnaires au ralenti les dépôts des Lilas et de Gonesse.

Les réunions tenues dans les préfectures des départements d'Ile-de-France ont permis de faire dialoguer la police et la RATP et de sensibiliser les responsables de l'ordre public aux difficultés rencontrées

par les conducteurs. Des mesures locales immédiates ont été décidées.

Enfin, une réunion interministérielle s'est tenue, le 17 octobre, à Matignon, pour déterminer la conduite à tenir pour assurer la sécurité sur les réseaux de banlieue. Trois ou quatre compagnies républicaines de sécurité vont être affectées, à partir du 19 octobre, à la protection des transports en commun. D'autre part, trois hauts fonctionnaires des transports, de l'intérieur et de la justice vont être désignés pour proposer, avant le 15 novembre, des mesures nécessaires pour stopper la dégradation de la situation.

DERNIER NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

AGENDA IMMOBILIER

Golfe de St-Tropez
GRIMAUD
Quelques appartements de luxe autour d'une piscine

2 pièces à partir de 772.000 F*

Du studio au 6 pièces mezzanine. Terrasses, loggias, cuisines équipées, salles de bains en marbre, parkings.

CODIM S.A. - 14, rue Moncey 75009 Paris - (1) 42 85 43 00

Veuillez m'envoyer votre documentation Grimaud. LM 19/10

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____

CODIM
L'IMMOBILIER

سكنى من المرحله

ÉCONOMIE

Avec les syndicats professionnels du travail temporaire

Un plan social a été élaboré pour les 1 065 intérimaires de Citroën-Rennes

La démarche est nouvelle. Pour aider au reclassement des 1 065 intérimaires qui ont perdu leur emploi à l'usine Citroën de Rennes, il a fallu élaborer l'équivalent d'un plan social, comme les entreprises en présentent lors de réductions massives d'effectifs.

Quand, le 27 juillet dernier, la direction Citroën de Rennes décide de supprimer 1 200 contrats de travail temporaire, dont 1 065 intérimaires à la rentrée de septembre, une crise sociale est ouverte. Certes, le statut de ces salariés autorise une rupture aussi brutale. Mais la longévité de leur collaboration, parfois vieille de deux ans, pose problème. Et il n'est pas certain que le marché local ou régional de l'emploi puisse permet-

tre d'absorber un tel surplus de demandeurs. D'ordinaire, Citroën faisait en sorte que les vagues de départs soient plus faibles et il faut remonter à 1974-1975 pour retrouver des dégraisages d'une aussi grande ampleur.

Avec la succession de lois réglementant le travail temporaire, avec l'attention portée par les pouvoirs publics sur ces formes d'emploi, les comportements se sont modifiés. Il

fallait trouver des solutions et apporter des réponses sociales conciliées à une situation jugée dangereuse. Dès l'été, à l'inspiration de M. Bernard Bacquet, vice-président délégué du PROMATT (syndicat des professionnels du travail temporaire), une procédure nouvelle se mettrait en place qui recouperait les préoccupations du directeur départemental du travail.

Cette démarche a débouché sur la création d'un dispositif de traitement qui associe les deux syndicats professionnels de l'intérim, le PROMATT et l'UNETT, les six sociétés d'intérim concernées et leur confèrent locaux, les agences locales de l'ANPE, la Région et, du côté de l'administration, le service public de l'emploi, dont le FNE (Fonds national de l'emploi). Ensemble, ils ont imaginé l'équivalent d'un plan d'accompagnement social, un peu à la manière de ce que font les entreprises lors de réductions massives d'effectifs.

Expérience pilote

Dans un premier temps, une enquête sera menée auprès des intérimaires qui n'ont pas encore retrouvé un emploi, soit 900, afin de connaître leurs souhaits et faciliter leur orientation. Parallèlement, les agences d'intérim vont coordonner leurs actions avec les agences locales de l'emploi pour favoriser leur reclassement et permettre une meilleure observation des offres non pourvues dans le bassin d'emploi.

Dans le domaine de la formation,

toutes les ressources seront mobilisées. Des actions seront financées par la Région, le FNE et, plus original, le Fonds d'assurance-formation du travail temporaire, le FAF-TT, y participera également. Mieux, cet organisme se dotera « d'un bras séculier » pour orienter les salariés de l'intérim et assurer ainsi leur reconversion.

Pour la première fois, la place prise par le travail intérimaire.

amène donc tous les responsables, publics ou privés, à imaginer une sorte de cellule de crise afin de faire face à un événement qui prend toutes les allures d'un licenciement économique collectif. On est entré dans une nouvelle phase, celle où il convient de traiter les conséquences sociales d'un mode de gestion du personnel en situation précaire.

ALAIN LEBLANC

Une variable d'ajustement

Le recours au travail temporaire, dans l'automobile, est devenu une tradition qui pèse lourdement sur la gestion du personnel. Ainsi que le dit un ancien responsable de l'usine Citroën à Rennes, « avoir 10 % d'intérimaires ou de contrats à durée déterminée n'est pas aberrant » et certains parlent même d'aller jusqu'à 15 % ou 20 %.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour justifier ces choix, selon les spécialistes. Du lancement d'un nouveau modèle au régime de croisière, la production connaît des phases différentes. Il faut d'abord fabriquer beaucoup, constituer des stocks et encore se roder aux temps de fabrication. Progressivement, la

cadence devient normale et les contrats de temporaires ne sont pas renouvelés, sauf en cas de succès du modèle, de l'enrichissement de la gamme ou de séries personnalisées.

Dans le même temps, les unités de production se modernisent. Là encore, un temps d'adaptation est nécessaire et on maintient en double le fonctionnement des anciens ateliers. D'où l'appel à des intérimaires. Enfin, circonstance particulière, les industriels de l'automobile ont été surpris par la reprise de l'activité et ont tardé à croire au retour de la croissance. Plutôt que d'embaucher, ils ont préféré utiliser des salariés temporaires.

Clairement, les intérimaires ont

une fonction de variable d'ajustement, permettant la flexibilité et servant à ce qu'on appelle, pour les produits, à la gestion des flux tendus. C'est ainsi qu'à Rennes, il ne reste plus que 300 intérimaires qui ne seront pas prolongés à la fin de l'année. Peugeot-Sochaux a repris 2 500 intérimaires sur les 20 000 salariés mais a résilié 240 contrats. Citroën-Aulnay n'emploie plus que 150 intérimaires, contre 350 avant l'été et 2 000 il y a un an. Chez Renault, l'usine de Flins utilise 600 à 800 intérimaires sur 5 800 salariés, celle de Douai en a conservé 500 après en avoir eu 2 000. Sandoville en fait travailler 800.

A. L.

The written world.

The Economist

Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : LE MONDE PAR ÉCRIT.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T
puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de CRÉTEIL
le Jeudi 8 novembre 1990 à 9 h 30
En un seul lot :
Dépendant d'un immeuble sis à FONTENAY s/s BOIS (94) - 75-77, rue Pasteur et 1, rue Pauline
APARTEMENT
au 1^{er} étage, dr., 1^{re} porte gauche comp. entrée, dbb., cuisine, WC et une chambre.
M. à P. : 70 000 F
S'ad. Serge TACNET, avocat à CHAMPIGNY (94) 20, rue J.-Baptiste S.C.P. SCHMIDT-GUIBÈRE, Société d'avocats à PARIS-17^e, 76, Av. de Wagram, Tél. : 47-63-29-24. Au Trib. de gré just. de CRÉTEIL.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de NANTERRE
le JEUDI 8 NOVEMBRE 1990 à 14 heures
EN UN SEUL LOT :
APARTEMENT DE 8 PIÈCES
au 1^{er} étage du bâtiment A
se décomposant en : entrée, hall, office, cuisine, 3 WC, 4 salles de bains, boudoir, salle à manger, salon, bureau, quatre chambres, lingerie,
GARAGE DOUBLE - CAVE DOUBLE
LOGEMENT DE 4 PIÈCES
au 1^{er} étage du bdt. E, se décomposant en WC, salle de bains, 4 chambres, dans un ensemble immobilier sis à
NEUILLY-SUR-SEINE (92)
62-64, boulevard Maurice-Barres, 1, 1 bis, 1 ter et 3, boulevard des Sablons et 61-63, rue Charles-Laffitte
MISE A PRIX : 3 000 000 F
S'ad. à M^{re} Céline RANJARD-NORMAND, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, demeurant à NOIS-COLOMBES (92) 70, 4, rue des Bourguignons, Tél. : 47-80-75-18. M^{re} Jean-Claude FREAUD, avocat à la Cour, demeurant à PARIS (8^e), 69, rue d'Amsterdam, Tél. : 49-95-03-37 et 48-74-50-70. Sur les lieux pour visiter le LUNDI 29 OCTOBRE 1990, de 14 heures à 15 heures.

Vente sur saisie immobilière au tribunal de grande instance de PARIS
le Jeudi 8 novembre 1990 à 14 h 30 en un seul lot
APARTEMENT à PARIS (11^e)
6, rue Mercœur - de 2 pièces principales
Mise à Prix : 70 000 F
S'ad. pr. ren. à M^{re} Serge CANTAT, avocat à PARIS-16^e, 54, av. Kléber. - Tél. : 47-53-08-75, au greffe du TGI de PARIS, sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au tribunal de grande instance de PARIS
le Jeudi 8 novembre 1990 à 14 h 30 en un seul lot
APARTEMENT à PARIS (20^e)
36-38, rue de Pixérécourt - d'une pièce avec alcove
Mise à Prix : 40 000 F
S'ad. pr. ren. à M^{re} Serge CANTAT, avocat à PARIS-16^e, 54, av. Kléber. - Tél. : 47-53-08-75, au greffe du TGI de PARIS, sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au tribunal de grande instance de PARIS
le Jeudi 8 novembre 1990 à 14 h 30 en un seul lot
APARTEMENT à PARIS (20^e)
22, rue de Bagnollet
de trois pièces principales, au 3^e étage avec une cave
Mise à Prix : 100 000 F
S'ad. pr. ren. à M^{re} Jean-Claude BOUCTOT, avocat à PARIS-5^e, 87, boulevard St-Michel. - Tél. : 46-34-11-42, au greffe du TGI de PARIS, sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au tribunal de grande instance de PARIS
le Jeudi 8 novembre 1990 à 14 h 30 en un seul lot
APARTEMENT à PARIS (11^e)
103, av. Parmentier - de 2 pièces principales
Mise à Prix : 100 000 F
S'ad. pr. ren. à M^{re} Serge CANTAT, avocat à PARIS-16^e, 54, av. Kléber. - Tél. : 47-53-08-75, au greffe du TGI de PARIS, sur les lieux pour visiter.

Vte S/Sais. Pal. de justice CRÉTEIL (94) Jeudi 8 NOVEMBRE 1990 à 9 h 30
APARTEMENT à CHEVILLY-LARUE (94150)
72, av. du Général-de-Gaulle, Esc. B, Rd.C. 3 Pcs. Pales. Cave au sous-sol et deux emplacements de parking extérieurs. M. à P. : 70 000 F.
S'ad. M^{re} Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or 94000 CRÉTEIL. Tél. : 49-80-61-85. Vte. sur place 5 NOVEMBRE 1990 de 11 heures à 12 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de NANTERRE
le JEUDI 8 NOVEMBRE 1990 à 14 heures en 1 seul lot
dépendant d'un immeuble sis
à **NEUILLY-sur-SEINE (92)**
18 à 28, rue Pauline-Borghèse
APARTEMENT de 4 Pièces Pales
Dans le bdt. A, au rez-de-ch., comp. de 4 P. Pales, cuis., bains, sal. d'eau, entrée, office, WC, Cave, une chambre et 1 parking
Mise à Prix : 200 000 F
S'ad. pour tous renseignements : au cabinet de M^{re} DENNERY-HALPHEN, avocat à BOULOGNE (92), 12, rue de Paris, à la SCP SCHMIDT-GUIBÈRE, société d'avocats, PARIS-17^e, 76, av. de Wagram, Tél. : 47-63-29-24.

Vte S/Sais. Pal. de just. EVRY (91), Merc. 24 octobre à 14 heures. Bienes consistant en
TERRAIN à SOISY-SUR-ÉCOLE (91840)
en bordure du chemin de Nabilla entourée de jardins et taillis
Lieu dit « Le Bois de Réaux » - CADASTRES SECTION B Ccs totales 28 a 26 ca
M. à P. 80 000 F - S'ad. SCP ELLUL-GRIMAL-ELLUL, avocats à EVRY (91000) - 3, rue du Village. - Tél. : 60-77-96-10.

COMMUNICATION

La prise de contrôle de la Cinq

Hachette contre TF 1

La CSA devrait décider, la semaine prochaine, du sort de la Cinq. Les « sages » s'apprêtent à voter pour Hachette, mais surtout contre TF 1.

M. Jean-Luc Lagardère subira, lundi 22 octobre, son examen de passage devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le patron d'Hachette devrait, ce jour-là, se venger de son échec devant le CNCL lors de la privatisation de TF 1 en 1987 et obtenir le contrôle de la Cinq. L'Elysée et Matignon le souhaitent. Les syndicats de l'audiovisuel, les lobbies de la publicité et de la production le réclament. Et, au sein du CSA, une majorité de membres militent avec vigueur pour le succès d'Hachette.

Impressionnante cohorte de supporters pour une cause pour le moins discutable. S'ils respectaient la lettre — sinon l'esprit — de la loi, les « sages » du CSA auraient dû lancer un nouvel appel d'offres public. Car, en quelques mois, la Cinq a connu le retrait de MM. Jérôme Seydoux et Jean-Marie Verne, le désengagement de M. Robert Hersant, suivi probablement de celui de M. Berlusconi, l'arrivée d'un groupe extérieur au tour de table d'origine qui, avec l'aide de trois banques, tourne les seuils fixés par le législateur et veut s'assurer de la majorité du capital. S'il ne s'agit pas d'une « modification substantielle » entraînant le retrait de l'autorisation, les mots n'ont plus grand sens.

Le CSA n'a accordé aucune attention aux propos des deux ministres chargés de la communication. M. Tassac et M. Lang, soutenus — une fois n'est pas coutume — par l'ensemble des chaînes, plaident pour un réaménagement du paysage, une transformation de la Cinq qui, soulageant la concurrence sur le marché publicitaire, permettrait à tous les acteurs de retrouver leur équilibre financier.

et de produire mieux et davantage. M. Lang a même suggéré de donner les fréquences de la Cinq à la Sept ou Euromusique diffusées sur le satellite de télévision. Une proposition à laquelle les déboires en série de TDF risquent de donner un caractère d'urgence.

Acharnement thérapeutique

L'autorité indépendante n'a sans doute aucune envie de s'aligner sur les desiderata des ministres de tutelle. On peut le comprendre, mais cela l'empêche-t-elle d'ignorer les questions que suggère le simple bon sens économique ? Les promesses de M. Lagardère ne devraient-elles pas susciter quelque scepticisme ? Comment le patron d'Hachette pourra-t-il améliorer les programmes de la Cinq sans creuser un peu plus son déficit ? Comment pourra-t-il accroître les recettes publicitaires, alors que la part de la chaîne est déjà surévaluée par rapport à son audience, que la majorité de son chiffre d'affaires est aux mains des centrales d'achat qui lui imposent des rabais considérables et que les investissements des annonceurs sont en baisse très sensible du fait de la crise du Golfe ? Peut-on ignorer que le groupe doit faire face, comme toute la presse, à une diminution des rentrées publicitaires, qu'il connaît de sérieuses difficultés dans sa diversification aux États-Unis et en Espagne et compte néanmoins se lancer dans la périlleuse aventure d'une télévision payante en Italie ? (Lire ci-dessous l'article de Yves-Marie Labé.)

Mais aucun de ces arguments n'ébranle les partisans d'Hachette. Le CSA est prêt à se montrer indulgent si la nouvelle Cinq connaît, la première année, quelques difficultés à tenir ses engagements. Le gouvernement étudie même un assouplissement des règles pour améliorer la rentabilité des chaînes privées. Cet acharnement thérapeutique ne s'explique pas par une soudaine passion pour M. Jean-Luc Lagardère. Le CSA, l'Elysée et Matignon voteront moins pour Hachette que pour M. Robert Hersant et contre TF 1.

La vente de la Cinq à Hachette est la seule façon de sauver la mise du patron du Figaro. Une suppression de l'autorisation priverait définitivement M. Hersant des 600 millions de francs qu'il a investis dans l'audiovisuel. Comme à de nombreuses reprises, un réseau complexe d'amitiés, de reconnaissance et de calculs politiques joue, par-delà les clivages politiques traditionnels, en faveur du propriétaire de la Socpresse.

L'offensive contre TF 1 est beaucoup moins discrète. Au sommet de l'Etat comme au CSA, on s'exaspère de la « position dominante » de la chaîne du groupe Bouygues. On juge ses dirigeants

« arrogants » et son information « dangereusement incontrôlable ». Le Conseil ne perd pas une occasion de partir en guerre contre la Une, des dérapages du parrainage à ceux de Christophe Dechavanne, et instruit, incident après incident, le procès de la chaîne. En face, M. Le Lay aggrave son cas en multipliant les attaques contre le gouvernement ou le CSA, en menaçant les uns et les autres de recours juridiques.

Mettez M. Lagardère aux commandes de la Cinq semble donc à beaucoup la meilleure façon de combattre l'influence de TF 1. Le pari est risqué : rien ne prouve, en effet, que durer la concurrence réduise l'agressivité commerciale de la Une et que quatre télévisions en difficulté puissent venir à bout d'une chaîne en pleine santé.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

M. Berlusconi vend son réseau de télévision payante en Italie

Plusieurs groupes sont candidats au rachat de « Tele + »

Le 23 octobre, Silvio Berlusconi devra s'être séparé d'une partie de son empire télévisuel afin de se mettre en conformité avec la nouvelle loi italienne sur la concentration dans l'audiovisuel et pouvoir bénéficier de la diffusion en direct. Les pourparlers concernant la vente de son réseau de télévision payante « Tele + » vont donc s'accroissant.

M. Gianni Letta, président de Fininvest Communication, a indiqué que « des négociations sont en cours avec Hachette et, dans une moindre mesure, avec le groupe allemand Kirch ». Mais Hachette reste muet à ce sujet, préférant sans doute ne pas s'étendre sur de possibles accords conclus en Italie avec M. Silvio Berlusconi, son partenaire dans la Cinq. On précise aussi à la Fininvest que la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui contrôle notamment RTL, a manifesté son intérêt pour « Tele + ». Canal Plus s'intéressait aussi aux fréquences de M. Berlusconi, mais la Fininvest ne semble pas disposée à faire des affaires avec M. André Rousset. Reste un outsider italien : l'entrepreneur Renato Della Valle, un self-made-man qui a bâti sa fortune dans l'immobilier. Il appartient au cercle des amis de « Sua Emittenza » et fait figure de favori, même si l'on évoque en Italie un « refroidissement » de ses relations avec le patron de la Fininvest.

Mais le groupe italien peut aussi créer la surprise en favorisant le rachat de « Tele + » par ses cadres, emmenés par l'un des bras droits de M. Berlusconi, M. Adriano Gallani. Cette solution permettrait à « Sua Emittenza » de garder un pied dans la télévision payante en Italie, en attendant des jours meilleurs. L'identité du reprenneur sera révélée le 22 octobre au plus tard.

La direction de la Fininvest se refuse à préciser le prix de vente ou à indiquer ses préférences, tout en confiant que « le réseau sera vendu à des amis ». Depuis son lancement en août, « Tele + » diffusait discrètement (et sans cryptage) des films portant son logo sur les seules fréquences « résiduelles » de Canale 5, une des chaînes nationales de Silvio Berlusconi. Mais, depuis le 16 octobre, la chaîne payante a étendu sa diffusion en utilisant d'autres fréquences régionales appartenant à la Fininvest.

YVES-MARIE LABÉ

Erato-Castallat augmente son capital. — Daniel Toscani du Plantier, PDG du groupe Erato-Castallat, a annoncé le 16 octobre l'augmentation du capital de sa société pour un montant de 15 millions de francs. A cette occasion trois nouveaux groupes sont rentrés dans son capital à hauteur de 26 %. Il s'agit de l'Union d'études et d'investissement (13 %) et de la Savoisienne (11,5 %) et de la Holding Saint-Honoré (1,5 %). Le groupe Erato-Castallat possède trois filiales, Erato disques, Erato films et Erato production. Il a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 65 millions de francs (dont 45 millions pour Erato disques) et espère atteindre pour 1990 les 100 millions de francs.

La SFP vend son laboratoire de films à la société VDM. — La Société française de production (SFP) vend son laboratoire de films à la société Vidéo-Duplication-Maintenance (VDM). Cette cession, qui assure le maintien de l'exploitation du laboratoire sur le site de Bry-sur-Marne, constitue une nouvelle étape du plan de redressement présenté en juin dernier par le PDG de la SFP, M. Jean-Pierre Hoss (Le Monde du 15 juin). Les pertes de l'activité laboratoire de la société publique ont atteint, selon la direction, 16,2 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 20,2 millions l'an dernier.

Concentrations dans la presse helvétique

Ringier et Edipresse s'associent pour lancer un nouveau quotidien

BERNE

de notre correspondant

Deux des principaux groupes de presse helvétiques, Edipresse de Lausanne et Ringier de Zollikofen, en Suisse allemande, ont annoncé, lundi 15 octobre, le prochain lancement d'un nouveau « quotidien romand de qualité ». Selon ses promoteurs, ce projet, qui devrait voir le jour au début de 1991, nécessitera un investissement initial de quelque 30 millions de francs suisses (120 millions de francs). Au terme de l'accord conclu, Edipresse, qui contrôle déjà les quotidiens *24 heures* et *Le matin* de Lausanne, sera actionnaire majoritaire du nouveau journal, tandis que sa rédaction en chef sera assurée par M. Jacques Pilet, actuel rédacteur en chef du magazine francophone *l'hebdo*, édité par Ringier.

Cette collaboration constitue une première dans la presse helvétique. Il est vrai que, dans ce pays qui compte à peine 1,2 million de francophones et déjà six grands quotidiens de langue française, le marché n'est pas extensible. L'ambition des promoteurs est non seulement de créer un journal d'un niveau élevé, mais aussi à vocation romande, en dépassant les particularismes cantonaux ou locaux. L'objectif des responsables est de porter les ventes à vingt-cinq mille exemplaires en cinq ans. Etablie à Lausanne, la rédaction comprendra une trentaine de journalistes et le quotidien sera imprimé sur les machines d'Edipresse.

Bien que ses promoteurs s'en défendent, le nouveau quotidien sera un concurrent sérieux pour le *Journal de Genève*, qui s'efforce de

maintenir une audience internationale avec un tirage d'environ vingt mille exemplaires. Contrairement à ce dernier, qui se situe dans la mouvance du Parti libéral, les responsables du nouveau venu affirment qu'il sera « indépendant de toutes tendances ».

Le lancement de ce « Journal de qualité », estimant ses responsables, devrait répondre à l'attente d'une partie des lecteurs d'obtenir des éléments de réflexion et d'informations supplémentaires par rapport à la télévision. Ainsi, en Suisse allemande, l'austère *Neue Zürcher Zeitung* a été, ces dernières années, l'un des rares quotidiens à augmenter régulièrement ses tirages pour avoisiner les cent quarante mille exemplaires.

En février dernier, le *Tages-Anzeiger* de Zurich, deuxième quotidien du pays par son tirage, a acquis 49 % des actions de la *Berner Zeitung*, quatrième journal de la Confédération. Néanmoins, pas dans leur rapprochement, les deux groupes viennent d'annoncer le lancement d'un cahier publicitaire commun s'adressant à huit cent cinquante mille lecteurs potentiels, soit le plus grand support publicitaire de la presse écrite en Suisse. Enfin, dans ce mouvement de concentration, les deux plus importants groupes d'édition de Suisse allemande Ringier et Tages-Anzeiger ont confirmé l'existence de contacts en vue d'une possible collaboration sur les marchés suisses et européens dans le secteur de l'impression, où la concurrence est de plus en plus acharnée.

JEAN-CLAUDE BUHRER



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 86.

SAMEDI 20 OCTOBRE

S. 2 - UNE BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE
850 livres illustrés depuis 1949. Livres - objets. Livres d'artistes. Exemplaires uniques-relieurs. - M. LOUDMER.

*S. 15 - 16 h Tapis d'Orient. Expo de 11 h à 15 h. - M. ROGEON.

LUNDI 22 OCTOBRE

S. 1 - Estampes modernes et multiples du 20^e siècle. - M. LIBERT et CASTOR. Nicole Verdier, expert. Tél. : 40-26-54-52.

S. 4 - Dessins, tableaux, gravures, objets et mobilier. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).

S. 5 et 6 - 14 h 30 Objets d'art et de bel ameublement principalement des 18^e et 19^e. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillée, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).

S. 8 et 9 - Art déco, céramiques, verreries. - M. BOISGIRARD.

S. 10 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 11 - Tableaux, meubles. ARCOLE (M. RENAUD).

MARDI 23 OCTOBRE

S. 8 et 9 - Suite de la vente du 22 octobre. - M. BOISGIRARD.

S. 12 - Linges, jouets, livres, bibelots. - M. BONDU.

MERCREDI 24 OCTOBRE

S. 2 - Tableaux, meubles. ARCOLE. - M. RENAUD.

S. 7 - Faïences et porcelaines anciennes. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).

S. 10 - Dessins et tableaux anciens. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e (catalogue). - M. DAUSSY, de RICQUES, M. Augier, expert.

S. 13 - Tableaux du 19^e et 20^e, bronzes et marbres, céramiques et objets d'art, beaux meubles et sièges de style. Piano demi-queue Gaveau n° 71591. PARIS AUCTION. - (M. CARDINET-KALCK).

JEUDI 25 OCTOBRE

S. 1 et 7 - Tableaux modernes. - M. Boigirard.

S. 5 et 6 - Tableaux, objets d'art et d'ameublement époques Empire et restauration. - M. MILLON, ROBERT conjointement avec M. MERCIER, MM. de Baysen, Turquin, Le Fud et de l'Esprit, Lepic et Nazare-Aga, experts.

S. 12 - Affiches de collection. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 14 - 14 h 15 Livres d'art de référence et catalogues raisonnés ainsi que de nombreux livres non catalogués. - M. ADER, PICARD, TAJAN (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).

VENDREDI 26 OCTOBRE

S. 2 - Art contemporain de l'Europe de l'Est. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 3 - Bijoux, argenterie. PARIS AUCTION.

S. 4 - Lettres et documents historiques, documentation, livres anciens, romantiques et fin de siècle, livres illustrés modernes. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 8 - Atelier Jocelyne ROUAULT. - M. RIBEYRE, BARON.

S. 11 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 13 - 14 h 15 Tableaux modernes. - M. ADER, PICARD, TAJAN MM. Paillet et de Louvenou, experts.

*S. 14 - Vente en direct. Verreries 1900. Jouets. Mobilier. - M. LANGLADE.

S. 16 - Tableaux modernes. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.



DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

SAMEDI 20 OCTOBRE, à 14 h 30

CABINET DE CURIOSITÉS

d'un grand amateur
Rarissime collection de majoliques italiennes. Faïences de Lyon, Nevers... des XVI^e et XVII^e Sculptures, tapisseries de Haute Epoque. Meubles et objets de curiosité des XVII^e et XVIII^e. - M. ADER, PICARD, TAJAN, Commissaires-priseurs - MM. Dillée, Lefebvre, Coquerpot, experts. Expo le 19-10 18 h à 22 h et le 19-10 de 11 h à 22 h. (Veuillez contacter Collette Joignant au (1) 42-61-80-07 poste 454).

VENDREDI 26 OCTOBRE, à 20 h 30

TABLEAUX ABSTRAITS. SUPPORT/SURFACE. ARTEPOVERA ART AMERICAIN Arman, Art & Language, Basquiat, Baranoff-Rossini, Boetti, Boltanski, Cadore, Calzolari, Hantat, Klapheck, Paolini, Venet, Villat, Vilson. - M. Catherine CHARBONNEAU, Commissaire-priseur.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 31, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BOISGIRARD, 3, rue de Provence (75009), 47-70-61-36.

D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.

BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-97-87.

Catherine CHARBONNEAU, 134, Fbg-St-Honoré (75008), 43-59-66-56.

DAUSSY, de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.

LANGADE, 12, rue Descombres (75017), 42-27-00-91.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.

LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.

MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

PARIS AUCTION : DE CAGNY, CARDINET-KALCK-DEURBERGUE, HOEBANK-COUTURIER, 4, rue Drouot (75009) 42-47-03-99.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009) 47-70-88-38.

RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-61-06.

**Il existe aujourd'hui
une énergie compétitive
qui nous concerne tous.**

1500 من المرحلي

Le Monde AFFAIRES

Le nouvel âge de Suez

Désigné à l'unanimité du conseil d'administration vendredi 12 octobre, le nouveau président de la Compagnie financière de Suez, M. Gérard Worms, se retrouve à la tête d'un groupe bien différent de celui qui accueillait, en juillet 1986, M. Renaud de La Genière.

En l'espace de quatre ans, et sous l'active présidence de l'ancien gouverneur de la Banque de France, qui vient de décéder, l'entreprise s'est trouvée complètement métamorphosée.

Elle a changé de statut, de taille et de nature. De statut tout d'abord. Nationalisée en 1982, elle a été privatisée en 1987. « Réfléchissez » murmurait alors Catherine Deneuve dans les spots publicitaires en faveur de la privatisation de la compagnie de la rue d'Astorg. Malgré le krach d'octobre 1987, cette privatisation a eu lieu, sur l'insistance du gouverneur. Aujourd'hui, Suez est une compagnie privée : l'Etat

n'a pas eu son mot à dire dans le choix du successeur du président.

De taille ensuite. A la suite d'une série d'opérations spectaculaires (la bataille en 1988 sur la Générale de Belgique, puis en 1989 celle sur la société d'assurances Victoire), le groupe Suez a grossi. Il a pratiquement vu son poids tripler en l'espace de quatre ans à peine.

Cette croissance accélérée a aussi contribué à changer la nature du groupe. Très financier à

l'arrivée de M. Renaud de La Genière, il s'est « industrialisé » depuis. La Compagnie a-t-elle été trop vite ? Il lui faut en tout cas maintenant digérer ses acquisitions récentes. La nouvelle équipe connaît la maison. M. Gérard Worms était déjà directeur général de Suez avant d'acquiescer à la présidence. Il sera secondé d'un vice-président, M. Antoine Jeancourt-Calignani, l'actuel président d'Indosuez et d'un seul directeur général, M. Patrick Ponsolle.

La lourde tutelle des assureurs

Rue d'Astorg cet automne, comme chez Paribas au printemps, les grands de l'assurance ont joué un rôle-clé dans la désignation des présidents

EN moins de six mois, les deux grandes compagnies financières françaises, Paribas et Suez, ont donc changé de tête : M. André Lévy-Lang a remplacé M. Michel François-Poncet à la présidence de la première, M. Gérard Worms succède à Renaud de La Genière à la direction de la seconde. Qui les a fait rois ? Comme dans d'autres affaires récentes (le problème des fonds propres de la BNP, la réorganisation du réseau du CIC...), les assureurs ont joué un rôle-clé. MM. Jean Peyrelevade (UAP), Claude Bobear (Axa), Michel Albert (AGF) et consorts sont-ils devenus les maîtres de la finance française ?

Au printemps dernier, MM. Claude Bobear, patron d'Axa, et Jean Peyrelevade, président de l'UAP, ont tranquillement réorganisé le management de Paribas et favorisé l'installation aux commandes de M. Lévy-Lang. C'est encore M. Peyrelevade qui a fait échouer à M. Gérard Eskenazy quand ce dernier projetait un rapprochement entre Paribas et Paribas. C'est par crainte de l'influence de ce même Peyrelevade qu'une bonne partie du management de Suez a milité contre la cession à l'UAP de la minorité de blocage dans le groupe d'assurances Victoire. Qui, hormis un autre assureur, — en l'occurrence les AGF, jugés moins « dangereux » — pouvait prétendre concurrencer l'UAP en mettant sur la table en vingt-quatre heures un chèque de 14 milliards de francs ? N'est-ce pas l'UAP qui a empêché l'élection de M. Antoine Jeancourt-Calignani à la tête de ce même Suez ? Bref, qui fait la loi aujourd'hui sur le marché financier, sinon les assureurs ?

Publics ou privés, les assureurs sont en fait devenus les grands mécaniciens de la finance. Leur « influence » est cependant para-

doxale dans la mesure où elle se situe à contre-courant du marché. En France, ce sont les banques qui ont taillé des croupières aux assureurs dans le secteur le plus rentable, à savoir celui de l'assurance-vie. Au point aujourd'hui de dominer largement le marché. Le Crédit agricole a ainsi effectué une percée remarquable il y a quelques années en transformant ses bons de capitalisation en produits vie. Sa filiale Predica est aujourd'hui l'un des leaders français sur le marché. La Cédif, filiale de la Compagnie bancaire, a obtenu elle aussi d'excellents résultats. Toutes les autres banques ont ensuite suivi, créant des filiales ad hoc pour accaparer en quelques années des parts de marché appréciables. Et, sur le terrain de l'assurances-dommages, les banques arrivent, et là encore commencent à prendre des parts de marché aux assureurs. Le Crédit lyonnais a mis au point des produits standardisés qu'il diffuse à travers ses réseaux. Les Caisses d'épargne viennent d'en faire autant. Nul doute que, tôt ou tard, tous les établissements financiers à réseaux s'engouffrent dans la brèche.

Le réveil des investisseurs institutionnels

D'où vient alors l'influence et le pouvoir « industriel » des assureurs ? Deux raisons à cela : la première est que ce sont eux qui ont l'argent. Alors que les banques se débattaient dans d'inextricables difficultés de fonds propres et de rentabilité, les assureurs français se situent au plan des profits et du bilan dans le haut de la fourchette. Leurs ratios fonds propres-primas ou fonds propres-provisions techniques sont parmi les plus élevés d'Europe. Certes, ce ne sont pas les différents métiers de l'assurance qui rapportent autant, mais les plus-values financières. Chaque

année, les primes versées par les assurés représentent environ 130 milliards de francs, qui viennent s'investir sur les marchés. Sans parler des stocks déjà constitués, qui forment un matelas global de plusieurs centaines de milliards.

Alors que les banques bataillent pour conquérir des dépôts, les assureurs se contentent d'encasser les primes, en profitant d'un marché toujours en plein boom. Et même si les hauts et les bas de la Bourse menacent les placements financiers des assureurs, ceux-ci conservent une marge de manœuvre dont les banques sont littéralement privées.

Quand l'UAP se plaint d'avoir vu fondre ses fonds propres mobilisables depuis la crise du Golfe, cela signifie qu'il lui reste encore 4 ou 5 milliards de francs à investir dans une opération de croissance externe au lieu de 14 ou 15 milliards auparavant. C'est grâce à ces fonds propres patiemment accumulés au fil des années que Victoire, filiale de Suez, a pu tout à la fois assurer tout son développement international (rachat de Colonia, position-clé dans Baltica, prise de contrôle de Nieuw Rotterdam...) et conserver une autonomie importante vis-à-vis de son actionnaire. La Compagnie financière de Suez, c'est aussi grâce à leurs fonds propres que les compagnies d'assurances peuvent recapitaliser des banques fléchies AGF ont par exemple pris le contrôle de la Banque française pour le commerce extérieur et du Crédit chimique et influencer considérablement par leurs participations la stratégie des entreprises. Investisseurs solides mais sommeillants hier, ils sont devenus aujourd'hui singulièrement actifs.

La deuxième raison est plus politique. En 1990, sous le second septennat de M. François Mitterrand, le dispositif des « noyaux durs » mis en place entre 1986 et 1988 par

M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie, fonctionnait mieux que jamais : les compagnies d'assurances en général et l'UAP en particulier, qui avaient été désignées pour devenir les pivots du capitalisme financier en France, remplissent à merveille cette fonction. Leur représentation dans les conseils d'administration des entreprises en position d'arbitrer toutes les crises qui affectent les secteurs où elles sont implantées. A condition que les présidents de ces sociétés le souhaitent, bien entendu.

C'est là que la personnalité des présidents entre en jeu. M. Jean Peyrelevade a enfilé la redingote d'un Monsieur Loyal de la finance avec une aisance que certains pourraient lui envier. Quant aux AGF, discrètement mais sûrement, elles ont pris des participations significatives dans Rhône-Poulenc, Pechiney et la Compagnie française des pétroles (CFP). En prenant le contrôle de la BFCF, puis en favorisant un rapprochement entre la Société française d'assurances-crédit et la Cofaceo (compagnie d'assurances du commerce extérieur), les AGF s'approprient ainsi également à mesure ce place un puissant instrument d'influence sur le comportement des entreprises. Ces puissants groupes publics, que les entreprises invitaient autrefois dans leur capital comme élément calme et stabilisateur, ont aujourd'hui la bride sur le cou.

De simple pivot du capitalisme en France, ne sont-ils pas en train de devenir des agents de réorganisation, des agents d'autant plus puissants qu'ils agissent librement, sans consignes gouvernementales ? En préparant d'ores et déjà leurs zones d'influence, ces groupes publics d'assurances ne sont-ils pas en train de préparer l'après-nationalisation ?

YVES MAMOU

L'humeur « cyclique » de la Générale de Belgique

Après l'euphorie de 1989, le groupe dans lequel Suez a la majorité traverse une période difficile

BRUXELLES

de notre correspondant

« M. DAVIGNON, ne craignez-vous pas une nouvelle OPA sur la Générale ? »

Interrogé il y a quelques jours, à Bruxelles, à l'occasion de la présentation à la presse des résultats peu brillants de la Société générale de Belgique pour le premier semestre de l'année — un net consolidé de 7,5 milliards de francs belges (1) au 30 juin, contre 20,1 milliards pour les douze mois de 1989 — M. Etienne Davignon, président du groupe, eut le panache de ne pas s'offusquer de la question et d'y répondre par une pirouette, mais l'échange était révélateur d'un certain climat. Fini le triomphalisme de la fin 1989, avec des résultats exceptionnels un an seulement après la prise de contrôle du holding par Suez. La décade de « la vieille dame » belge, un moment rajeunie par le lifting français, va bien au-delà du mouvement général de baisse de la Bourse. Après l'euphorie favorisée par la remontée des matières premières, le secteur des non-ferreux pèse de nouveau très lourd, et la traduction des résultats à partir d'un dollar dévalué n'arrange rien.

Le départ, au début du mois, de M. François Quarré, un des trois « mousquetaires » engagés par M. Hervé de Carmoy lors de son arrivée au poste d'administrateur délégué, n'a fait qu'amplifier la rumeur selon laquelle une partie de l'encadrement — sinon de l'actionariat — belge digérerait très mal les méthodes des « grosses têtes » françaises et n'était pas mécontente de les voir « se planter ». La presse prêtait même à M. Davignon le désir de voir la participation de Suez revenir au-dessous de 50 %.

En nous recevant, vendredi 12 octobre — quelques heures avant l'annonce du remplacement de Renaud de La Genière par M. Gérard Worms à la tête de Suez, une décision qu'il laissait pressentir, pour dire qu'il s'en félicitait, — M. Davignon s'est employé à « remettre les choses en place ». « L'humeur à l'intérieur du groupe est moins bonne qu'il y a un an, c'est vrai », mais c'est à cause de résultats économiques « cycliques », par essence, et non pas en raison de querelles de personnes ou de débats sur la répartition du capital.

Retranché derrière un assortiment de pipes très plébiscitées, dans un bureau au décor savamment modeste pour montrer que le vrai pouvoir n'a que faire de l'apparat, le vicomte n'en démord pas : « La bataille de 1988 [c'est-à-dire l'OPA lancée par M. De Benedetti et gagnée par Suez] a montré qu'il n'était pas possible de dégager dans le capitalisme belge les sommes nécessaires [pour un actionariat majoritairement national]. Ça n'a pas changé aujourd'hui. » Donc, il ne voit aucune raison de modifier quoi que ce soit dans le « partenariat » institué entre Suez et la partie belge minoritaire.

Reste quand même le problème posé par M. Carlo De Benedetti, l'instigateur malheureux de l'OPA de

1988. Le patron de Cerus a cédé, avec l'aide de M. Davignon, 1 % de ses titres de la Générale au groupe de la Deutsche Bank et il en a échangé 4,5 % avec Suez (le Monde du 27 septembre). Les quelque 10 % qui lui restent lui brûlent manifestement les doigts. Sans le confirmer, M. Davignon ne dément pas que l'Italien ait voulu céder ses titres à un Kowaltien avant que les événements du Golfe ne fassent échouer l'opération.

Le sombre avenir de la Fabrique nationale

Pour l'heure, le vrai souci de M. Davignon a trait à l'avenir de la Fabrique nationale (FN), dans laquelle la Générale a une participation directe de plus de 70 %. La seule erreur importante que les observateurs attribuent à la direction du holding après 1988 est d'avoir sous-estimé les handicaps de la fabrique d'armement, ancien fleuron de l'industrie wallonne, devenu un gouffre à milliards avec ses déficits chroniques et ses centaines de préretraités, du fait notamment de la concurrence brésilienne et argentine. Peut-être par conviction, peut-être par esprit social, la Générale a tenté de requinquer le canard boiteux. Parce qu'elle était autotroite par Suez, des banques françaises ont accepté de l'aider dans l'entreprise et elles s'en montrent fort amères, aujourd'hui que l'échec est patent.

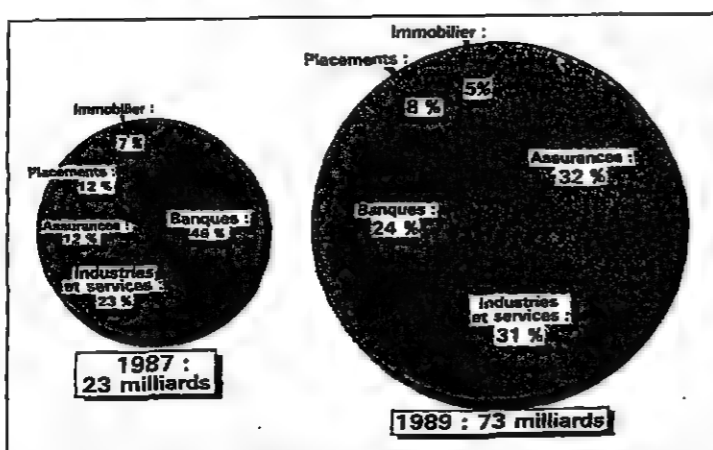
M. Davignon l'admet, la diversification et la restructuration n'y feront rien, il n'y a pas de place pour une entreprise nationale d'armement alors que le débouché intérieur reste limité à 5 % de la production. Il faut donc un « reprenneur à la dimension européenne ». Actuellement la Générale « est au mieux de cette discussion » avec des étrangers que M. Davignon ne veut pas nommer. On parle à Bruxelles du consortium français, le GIAT. En principe, on sera fixé sur le sort de la FN d'ici à la fin du mois : ou la cession ou la liquidation pure et simple, avec un coût social que la Générale est de toute façon décidée à payer.

« En dix ans, la FN nous aura coûté 17 milliards [de francs belges], dit M. Davignon. Personne ne peut nous faire de reproche. Quant à la cession à un groupe étranger, il faut être cohérent. On ne peut pas parler toujours de l'Europe et refuser les conséquences du marché intérieur. » Certes, mais, dans une Belgique toujours obsédée par l'« invasion » du capital français, il n'est pas sans conséquence qu'une Générale contrôlée par Suez soit appelée à faire le sale travail des reconversions en s'amusant d'une société réputée appartenir à la grande tradition du savoir-faire industriel de toute une région. Cette perspective ne contribue pas peu à l'accès de morosité de la « vieille dame ».

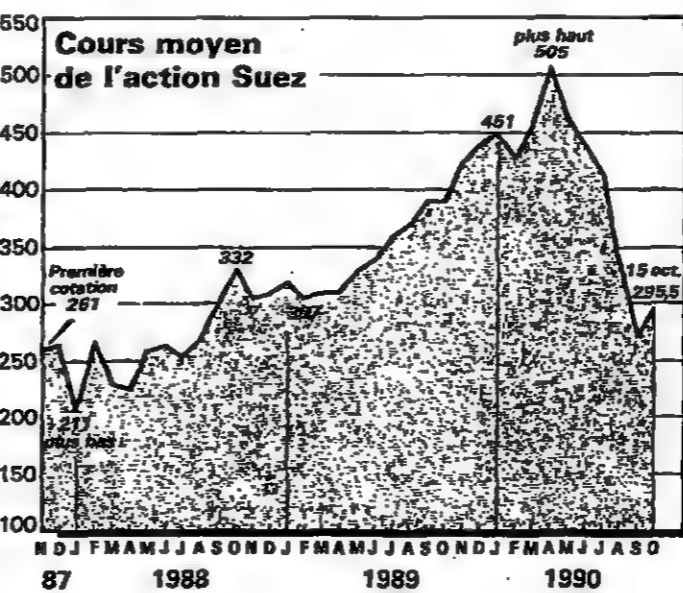
JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(1) Un franc belge vaut 17 centimes.

Répartition des actifs bruts (*)
(par secteurs d'activités en 1987 et 1989)



(*) Il faut tenir compte de l'intégration de la Générale de la Belgique et de Victoire-Colonia.



Il existe aujourd'hui
une énergie disponible dans le monde
qui nous concerne tous.

CONVICTIONS

Les commerçants sont favorables à une concertation pour une réduction des délais de paiement

explique M. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce

FACE à la colère de certains chefs d'entreprise, victimes des longs délais de paiement que leur imposent des clients, le ministre de l'Industrie envisage d'engager la lutte contre le crédit interentreprises. « Le commerce souhaite vivement que soient réduits les délais moyens de paiement », explique, dans un entretien au Monde, M. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce, mais « il refuse que l'on légifère ». « Revenir au contrôle des prix par le biais du contrôle des délais de règlement serait une régression », explique-t-il.

« Le contentieux sur les délais de paiement et le crédit interentreprises continue à nourrir une bataille entre les industriels et les commerçants. N'est-il pas temps d'agir ? »

« Ne nous trompons pas de problème. La question des délais de paiement et du crédit interentreprises ne concerne pas seulement ni prioritairement les relations entre les industriels et les commerçants. Celles-ci ne représentent que 15 % du crédit interentreprises en France. Cela signifie que 85 % de la masse des crédits interentreprises sont des crédits entre industriels. C'est entre eux que les oppositions les plus fortes et les plus vives sont les plus vives. Ne demandons donc pas au commerce de résoudre seul un problème dans lequel il occupe une si modeste part. Cela dit, le commerce souhaite vivement que soient réduits les délais moyens de paiement et le crédit interentreprises en France, mais il refuse que l'on légifère. Il y

a aujourd'hui à ce sujet un consensus dans nos professions.

« Les grands de la distribution, que vous représentez également, sont-ils réellement intéressés à réduire leurs délais de paiement, alors qu'ils sont l'une de leurs sources de bénéfices ? »

« J'en suis convaincu. Les grands sont assez puissants pour accepter cette réduction, et les petits ont viscéralement le sentiment qu'ils sont victimes.

« Le seul moyen pour parvenir à une réduction du crédit interentreprises ne serait-il pas que les pouvoirs publics définissent des délais légaux de règlement, comme l'envisage le ministre de l'Industrie ? »

« Ce serait la pire des choses. D'après les déclarations de certains membres du gouvernement, il serait effectivement envisagé d'obliger à réduire les délais de paiement, de définir des délais légaux de règlement à 45 jours. Si le projet des pouvoirs publics était de réduire les délais de paiement sans les assortir d'escompte, il faut savoir que ce coût supplémentaire ne pourrait en aucun cas être pris sur les marges du commerce. Celles-ci, en effet, sont déjà en France sensiblement plus basses que dans tous les autres pays occidentaux. Aller plus loin équivaudrait à rendre « opéables » nos entreprises commerciales. Autre hypothèse, une répercussion sur les prix. Peut-on raisonnablement accepter de telles attitudes inflationnistes ? »

« N'oublions pas que le délai de paiement est un élément constitutif du prix. Revenir au contrôle des

prix par le biais du contrôle des délais de règlement serait une régression évidente sur ce qui fait le succès de nos activités productives depuis cinq ans.

Que l'Etat donne l'exemple !

« Plutôt que de chercher à légiférer, l'Etat ferait d'ailleurs mieux, en ce domaine, de donner l'exemple. Dois-je rappeler que le secteur public est le plus mauvais payeur de tous et que certaines collectivités publiques n'hésitent pas à attendre 365 jours pour solder leurs fournisseurs. A ce sujet, il est intéressant de relever que la Communauté européenne s'inquiète de cette question et souhaite trouver les moyens pour inciter les collectivités publiques à régler plus rapidement. La Communauté envisage même de réglementer pour que les Etats membres prennent l'engagement de payer leurs fournisseurs à 45 jours.

« Autre acteur de ce jeu, les banques. Elles ont aussi, selon vous, leur part de responsabilité dans le gonflement du crédit interentreprises ? »

« Je ne veux pas accuser les banques, mais évoquer plus généralement notre culture. Traditionnellement, en France comme dans les autres pays latins, notre culture veut que l'on fasse davantage confiance à l'industriel, celui qui transforme la matière, qu'au commerçant, celui qui est chargé de l'intermédiation, au fournisseur qu'au client. Conséquence, le crédit acheteur n'est pas dans la culture de nos banques. Il faut un

changement de mentalité. Le crédit fournisseur n'a aucune raison d'être privilégié.

« C'est-ce qui peut conduire à ce changement d'attitude des banquiers ? »

« Un front commun de l'industrie et du commerce. On ne réduira pas les délais de paiement sans changer la mentalité de la communauté bancaire française. Il faut lui donner le temps de se persuader que les garanties de l'aval n'ont aucune raison d'être moins fiables que celles de l'amont et qu'une vitrine de magasins se revend mieux qu'une cheminée d'usine. Il faut aussi que la banque accepte de réduire un peu le privilège que lui apporte la « traite » par la double garantie de la double signature du client d'une part, du fournisseur d'autre part. Ces deux attitudes ont toujours pesé lourd dans la longueur des délais de règlement en France.

« Vous souhaitez qu'une concertation soit engagée sur le crédit interentreprises autour d'une personnalité qualifiée. Une manière d'enterrer le dossier ? »

« Nous comprenons les préoccupations actuelles des pouvoirs publics. Mais nous ne pouvons laisser dire et faire n'importe quoi. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement qu'il accepte une véritable concertation et que l'on crée un groupe de sages autour d'une personnalité dont la neutralité ne puisse être contestée. Nous devrions regrouper les secteurs de façon plus moderne que celle que nous pratiquons et qui pourrait distinguer plus simplement l'industrie d'équipement, l'industrie de biens de grande consommation, les services financiers, les services marchands, le commerce de gros et le commerce de détail.

« Si les responsables socioprofessionnels se refusent à aller au fond des choses, s'ils veulent s'écarter des principes fondamentaux du marché au prétexte de suivre les colères au lieu d'avoir le courage de les éclaircir, nous irons vers de mauvaises solutions. La plus mauvaise de toutes, la plus contraire aux efforts de nos chefs d'entreprise serait d'accepter que l'on réglemente. »

Propos recueillis par ERIK IZRAELWICZ

Le traître des paumés

La table de Cana, entreprise d'insertion, donne du travail à des exclus et joue la concurrence

DANS les salons et les réceptions bien parisiennes, leur présence dépare à peine. Ils ont beau être gauches, parfois, porter un catogan poivre et sel, ou présenter une balafre boursifée à deux doigts de la carotide, ils n'en accomplissent pas moins leur tâche en professionnels. Serveurs stylés et discrets, maîtres d'hôtel efficaces ou livreurs zélés, ils ne viendraient à l'idée de personne de voir en eux ce qu'ils sont vraiment. Des anciens détenus, des vagabonds sans domicile fixe, des toxicos et des chômeurs de longue durée, tous broyés par la vie et pourtant capables de tenir leur rôle, le temps d'une soirée, d'un cocktail ou d'une cérémonie de mariage.

Clin d'œil sans équivoque. La table de Cana, traître de son état, est une entreprise d'insertion qui donne du travail aux exclus et joue pourtant le jeu de la concurrence, sans guère d'autres avantages que de faibles subventions (440 000 francs en 1989) de la DDASS, de l'action sociale et du F.A.S. Une mission, c'est le mot, en comparaison des 3 millions de chiffre d'affaires, en progression de 40 % en un an, et des 90 000 repas servis auprès de 900 clients, entreprises, collectivités et particuliers confondus. Dirigée comme il se doit par un jésuite, ancien ingénieur en informatique chez Total, Franck Chaigneau, elle fournit dans l'année près de 25 000 heures de salaire payées 57 francs à quelque 270 paumés.

Lieu de passage

Créée en mai 1983, l'association loi de 1901 s'est dotée d'une SARL en 1987 qu'elle détient à 51 % « pour que l'objectif social ne soit jamais assujéti à la vocation commerciale ». Ce qui ne l'empêche pas d'être techniquement irréprochable. Installée à Montrouge dans des locaux parfaitement adaptés, localisés du groupe Bayard-Press, elle a investi 1,5 million dans un laboratoire de cuisine moderne et peut supporter la comparaison avec ses confrères. « C'est vrai que nous visons la clientèle catho, reconnait le patron, mais c'est seulement à coût identique et à qualité équivalente. »

Comparée à d'autres tentatives de même ordre, la table de Cana présente plusieurs originalités. D'abord, elle s'appuie sur un secteur d'activité en expansion, qui offre par ailleurs la possibilité d'établir des contrats à durée déterminée d'une heure pour les extras. « Une facilité qui colle bien avec notre public », dit Franck

Chaigneau. Ensuite, et pourvu que le candidat soit présenté par des travailleurs sociaux, elle admet que l'on fasse appel à elle sans pour autant réclamer une progression dans la réinsertion, ou sanctionner les échecs. « Finalement, il y a des recrues, des besoins différents que nous n'avons pas à juger, souligne le président de l'association. Ils peuvent venir, disparaître puis réapparaître. »

Enfin, l'entreprise se conçoit comme un lieu de passage, l'idéal étant que, le pied mis à l'étrier, ayant retrouvé confiance, l'exclu trouve un autre emploi. « Les anciens taulards cherchent seulement des fiches de paie et se réinsèrent vite. Mais il faut bien admettre que, à part pour une trentaine de personnes par an qui trouvent un emploi à l'année, la sortie reste délicate. » Rares sont par exemple les drogués qui ne connaissent pas une régression, quand ils ne succombent pas à une overdose.

Par rapport à un traître « normal », ces conditions de fonctionnement entraînent ce que Franck Chaigneau appelle un « surcoût social ». Avec cinquante bulletins de salaires par mois et une forte rotation des équipes, toujours à reconstituer, il faut compter huit permanents, chargés de l'encadrement, « y compris en dehors des heures de travail ». Le turnover, de principe, afin que le retour à la stabilité des uns libère des places pour de plus démunis, devient un handicap. Tout comme la nécessité de continuellement former des nouveaux.

Mais il y a aussi des satisfactions. Quels que soient leur âge et leur situation, les arrivants ne savent le plus souvent rien faire, ni tenir un horaire ni accepter un ordre. « Quatre heures de travail sont au-dessus de leurs forces. Il faut y aller lentement. Mais, après, ils sont fiers de ce qu'ils ont fait. Heureusement, la préparation d'un plat ou de canapés est rapidement valorisante. » Ils font preuve de goût, redécouvrent l'hygiène et la propreté. Quelques-uns, trop rares, passent le CAP ou obtiennent une qualification.

D'autres, comme M. Petit, âgé de cinquante-huit ans, qui dort chaque nuit dans un wagon à la gare Montparnasse, osent enfin avouer aux responsables une ambition. Il voudrait être l'homme du nettoyage à La table de Cana. Qu'on lui promette d'en tenir compte le submerge de contentement. Il s'est enfin trouvé un rôle.

ALAIN LEBEAUBE

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.

YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e F. lundi SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les Indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault Millau).

AU MOULIN VERT 45-39-31-31, Châtillon 34 bis, rue des Plantes, 14^e T.L.J. jus 23 h Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts, met. 165 F. V.S.C. sal. 25/60 per.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA MUTUELLE DU MANS ASSURANCES VIE



les mutuelles du mans assurances

TAUX DE REVALORISATION 1991 : + 9,54 % NET

Le Conseil d'Administration de la Mutuelle du Mans Assurances Vie, dans sa séance du 27 septembre 1990, a pris connaissance des résultats de la Société à la fin du mois d'août 1990 et des résultats prévisionnels pour la fin de l'exercice civil. Le chiffre d'affaires de la Mutuelle du Mans Assurances Vie s'est élevé en 1989 à 4.106,2 millions de francs, ce qui représente près du double du chiffre d'affaires de l'année 1986 (2.111,7 millions de francs). Depuis plus de 50 ans, la Mutuelle du Mans Assurances Vie annonce, un an à l'avance, grâce à un système de prévisions dont la fiabilité n'a jamais été démentie, les taux de revalorisation des contrats qu'elle gère. Ce système permet d'offrir aux sociétaires une véritable garantie de nature à renforcer la confiance qu'ils accordent à la Mutuelle du Mans Assurances Vie, tout en leur assurant une croissance de leur épargne parmi les plus performantes du marché.

En fonction des résultats prévisionnels 1990, le Conseil a décidé, pour 1991, l'attribution de 834,4 millions de francs en faveur des sociétaires. Ainsi, pour les contrats suivants : Retraite, Plan M.G.F. Retraite, M.G.F. Epargne, M.G.F. Retraite 90, Secourismans, l'épargne constituée sera revalorisée de 9,54 % net en 1991.

La crédibilité de ce mode de distribution d'excédents repose à la fois :

- sur une expérience confirmée de plusieurs décennies,

- sur la solidité financière de la Mutuelle du Mans Assurances Vie.

Ainsi, de 1985 à 1989, les montants des capitaux qu'elle gère et de ses fonds propres ont évolué de la façon suivante :

En millions de francs	1985	1986	1987	1988	1989
Epargne	6.315,3	7.914,8	10.520,9	13.765,3	17.212,14
Croissance	+ 19,7 %	+ 25,3 %	+ 32,9 %	+ 30,8 %	+ 25,0 %
Fonds propres	929,8	1.125,9	1.426,8	1.741,5	2.230,6
Croissance	+ 22,2 %	+ 21,4 %	+ 26,7 %	+ 22,1 %	+ 28,1 %

En conséquence, au 31 décembre 1989, les fonds propres représentaient 12,9 % des provisions techniques, ce qui est supérieur aux obligations réglementaires et conforte la confiance que ses sociétaires accordent à la Mutuelle du Mans Assurances Vie.

LA MUTUELLE DU MANS ASSURANCES VIE, 20, rue St-Bertrand, 72000 LE MANS - Tél : (16) 43.41.78.43
Contact pour information économique ou financière : Monsieur Gérard ANDRÉ.

L'HERMÈS Editeur (1) 46 34 05 25
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

Frissons fin de siècle

1889 - 1900



Le Monde

NUMERO HORS SERIE

28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1995)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappet,
Jacques Amélie,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herrmann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-66-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

LA GUERRE D'ALGÉRIE

par
Patrick Eveno
et
Jean Planchais
— une coédition —
LA DÉCOUVERTE
LE MONDE

صكلا من المصن

AFFAIRES

Le « Made in Germany » passe à l'Est

Obtenir ce label est, pour les entreprises est-allemandes, un défi qui doit les inciter à améliorer rapidement la qualité de leurs produits

FRANCFORT
Correspondance

SIGNE d'une indiscutable qualité, le label « Made in Germany » - fabriqué en Allemagne fédérale - fait rêver de nombreux producteurs. Du jour au lendemain, l'économie est-allemande, absorbée par sa sœur de l'Ouest, s'est vue autorisée à utiliser ce signe pour ses produits. Un heureux événement. Ne risque-t-il pas de détériorer l'image du « Made in Germany » des produits de RFA ?

En autorisant les entreprises de l'ex-RDA à imprimer le label sur leurs productions dès les premiers jours de la réunification, la Fédération des chambres de commerce et d'industrie ouest-allemande (DIHT) veut, en fait, mettre immédiatement la pression sur les producteurs orientaux. Pour le président du DIHT, M. Hans Peter Suhl, aucune ambiguïté n'est possible quant aux exigences de productivité : « Ce label ne peut à lui tout seul garantir que l'on va vendre à l'étranger. Il faut aussi être capable d'offrir des produits de très bonne qualité », dit-il.

L'origine du label, « Made in Germany » qui est vieux d'un siècle est plutôt paradoxale. Instauré en Angleterre en 1887, il devait protéger les industries locales de la compétition naissante sur le continent. En exigeant que tous les produits étrangers autorisés à pénétrer en Angleterre soient frappés d'une estampille indiquant leur origine géographique, le Parlement espérait ainsi dissuader les sujets britanniques d'acheter des pro-

duits n'ayant pas été fabriqués aux normes anglaises. Une forme de boycottage subtil en quelque sorte, à nouveau utilisé par les Etats-Unis un siècle plus tard pour discriminer les produits « Made in Germany » de ceux fabriqués dans la « zone d'occupation soviétique ».

Mais très vite, cet instrument de discrimination s'est transformé en argument de vente, une garantie de qualité. « Made in Germany » est ainsi devenue le symbole de l'ardeur au travail des Allemands, de leur ponctualité dans les livraisons, ainsi que du soin apporté à la production industrielle ou artisanale de leurs produits grâce à l'emploi de techniques de pointe et d'un service après-vente impeccable : les quatre fondements de la supériorité allemande.

Motivations à la tâche et travail bien fait

Autant de qualités, selon M. Suhl, qui ont survécu jusqu'à aujourd'hui, du moins à l'Ouest, en raison d'un travail acharné qui a permis à la RFA de s'arroger la première place des pays exportateurs dans le monde. Le secret de ce succès ? L'existence, à l'Est comme à l'Ouest, d'une main-d'œuvre de qualité qui constitue le plus grand atout des cinq nouveaux Länder allemands par rapport à la concurrence internationale.

L'incarnation de cette estampille « Made in Germany », toujours selon M. Suhl, c'est l'ouvrier spécialisé allemand. Après la seconde guerre mondiale, la RFA a ainsi pu reconstruire son économie en un temps record, malgré les destructions

et les démontages d'usines, grâce à l'exploitation de son potentiel humain. Avec des programmes de formation calqués sur ceux de l'Ouest, il n'y a donc aucune raison pour que la partie orientale de l'Allemagne ne puisse à son tour atteindre les mêmes standards de productivité que ceux de l'Occident. « Pour le reste, notamment en ce qui concerne les motivations à la tâche ou la joie du travail bien fait, je ne doute pas une seconde qu'elles existent », précise-t-il.

Une analyse qui est largement partagée à l'Ouest, même si pour l'instant la proposition de M. Suhl d'apposer le label « Made in Germany » sur les produits fabriqués à l'Est provoque assez peu de réactions. Sans doute parce qu'elle n'a pas force de loi ! Quelle que soit la prudence observée, un consensus semble toutefois se dégager sur la nécessité de parvenir le plus rapidement possible au démantèlement et à la privatisation des anciens « combinats » est-allemands. Le but : permettre des prises de participation dans le capital des nouvelles sociétés ainsi créées, comme cela s'est déjà produit par exemple dans le secteur bancaire.

Sans ces investissements matériels, et surtout le transfert du savoir-faire ouest-allemand, il est peu probable en effet que les produits de l'ex-RDA puissent entrer - avant longtemps - en concurrence avec ceux de l'Ouest, particulièrement au vu des écarts de productivité entre les deux parties de l'Allemagne. Certes, il existait depuis longtemps des accords de production entre des groupes ouest-allemands et des « combinats » est-allemands, et

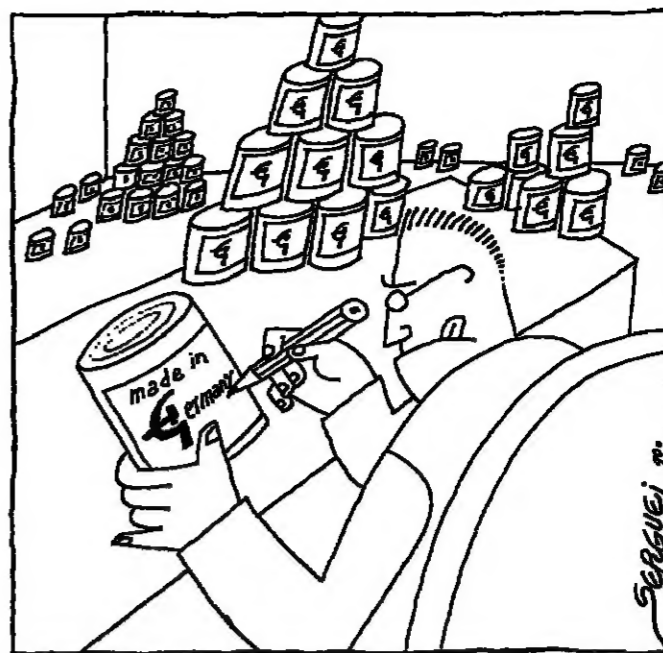
ils n'ont fait que s'intensifier au cours des derniers mois avec l'autorisation de créer des joint-ventures. Les exemples le plus souvent cités pour ce type de coopération sont les chaussures Salamander, ou, plus récemment, Volkswagen pour la production des Polo à l'Est.

Au sein du COMECON, l'ex-RDA était même le premier exportateur de biens d'équipement pour l'Occident, et elle occupait le huitième rang mondial pour les machines-outils ; mais, à l'exception des biens d'équipement simples tels que réfrigérateurs ou machines à écrire pour lesquels la demande mondiale n'a jamais fléchi, les produits est-allemands n'ont cessé de perdre des parts de marché.

M. Raimund Horth, expert du commerce avec l'Est, et l'Association des constructeurs de machines-outils (VDME) restent toutefois optimistes. « Une fois résolus les problèmes d'adaptation à l'économie de marché, la production à l'Est va fortement augmenter », disent-ils. Résultat : le commerce extérieur de l'Allemagne réunifiée ne pourra que bénéficier des relations économiques de l'ex-RDA avec les pays du COMECON.

Même son de cloche au ZVEI, l'association centrale des industries électriques et électroniques, où l'on a toutes les raisons de se réjouir au vu des besoins énormes en équipement des nouveaux Länder.

Selon M. Klaus Krone, président de l'Association pour les techniques de communication et d'information du ZVEI, rien que pour la poste, les investissements à l'Est vont s'élever à 55 milliards de deutschemarks en



sept ans. Reste maintenant à convaincre les Allemands de l'Est eux-mêmes que les chips et les ordinateurs qui vont sortir des chaînes de l'ancien combinat Robotron de Dresde valent ceux de l'Ouest.

Selon une récente enquête réalisée à Berlin-Est, l'image des produits fabriqués à l'Est a pris un sérieux coup. La flambée des prix sur la plupart des biens de consommation courants (bière, salaisons, agrumes, etc.) après la levée des subventions en juillet - date de l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire - n'est sans doute pas étrangère à ce mouvement de mauvaise humeur. En ce qui concerne les automobiles, il s'explique surtout par la fascination des Allemands de l'Est pour les grosses cylindrées ouest-alle-

mandes, symbole à leurs yeux de la puissance et de la réussite à l'occidentale. A l'image des yogourts est-allemands - sans doute le pire produit qui existe à l'Est - ces véhicules en étaient venus à symboliser le paradis socialiste des travailleurs, mais ils ne brillaient ni par leur bon goût ni par leur emballage.

C'est donc tout à fait à propos que l'hebdomadaire des milieux économiques *Wirtschaftswoche* a choisi de représenter sur sa couverture du 3 octobre, date de la réunification, une minuscule Trabant placée dans le coffre d'une grosse Mercedes avec comme titre : « La nouvelle Allemagne ».

CHRISTINE
HOLZBAUER-MADISON

PORTRAIT

Kazutoshi Kanaiwa, l'ambassadeur japonais d'IBM France

Si IBM ne rate pas une occasion de jeter l'anathème sur ses rivaux, les constructeurs d'ordinateurs japonais, elle n'en dédaigne pas pour autant la clientèle des firmes nippones. Bien au contraire. La preuve ? Depuis un an et demi, un Japonais, Kazutoshi Kanaiwa, a installé son bureau au vingt-cinquième étage de la tour Descartes à la Défense. Avec une double mission : être l'interlocuteur privilégié des sociétés japonaises installées en France, clients actuels ou potentiels du constructeur américain, et servir d'intermédiaire entre IBM France et IBM Japon. Il est actuellement l'un des neuf Japonais employés par IBM dans les différents pays d'Europe pour tenir ce rôle d'ambassadeur. Inversement, deux Américains travaillent au Japon pour établir le dialogue avec leurs compatriotes.

Pas facile pour ce natif de Nagoya d'être salarié d'une firme qui affiche sa nippophobie et dans un pays qui ne l'est pas moins. Cette contradiction ne semble pourtant guère affecter Kazutoshi Kanaiwa. Tout au moins, sa double culture, japonaise et « IBMienne » (cela fera cette année vingt et un ans qu'il travaille pour Big Blue) lui permet-elle d'échapper à la question. Tout sourire. Ses deux décennies passées au Japon au service d'une firme américaine ont dû lui servir de terrain d'apprentissage : travailler pour une firme étrangère est aussi plutôt mal vu dans la péninsule. Après ses études universitaires en économie et en macroéconomie, Kazutoshi Kanaiwa choisit d'entrer chez IBM « parce que c'était alors le numéro un dans son secteur ». Il dirigea l'agence IBM de sa ville natale, en 1986, avant de participer à la direction marketing du groupe pour les pays de la zone Asie-Pacifique.

Traducteur (anglais-japonais) quand des problèmes de langue se posent, Kazutoshi Kanaiwa est aussi et surtout un interprète des comportements. « Les différences de nos systèmes éducatifs et de notre histoire font que nous pensons différemment ; que nos sens des valeurs et donc notre comportement sont différents », explique-t-il. « Quand un Japonais et



un Français se parlent en anglais, si le Japonais dit « oui », ajoute-t-il, le Français comprend que le Japonais est d'accord avec sa proposition ; ce qui peut se révéler faux ; le Japonais voulait tout simplement dire qu'il avait compris. » Résultat : le Français va pousser son interlocuteur à signer le contrat, ce qui peut faire échouer toute la négociation. La notion du temps est aussi très différente dans les deux cultures. « Lorsqu'un client japonais demande au vendeur de lui remettre une proposition dans les huit jours, le Français comprend qu'il doit effectivement remettre son offre une semaine plus tard. Or le Japonais l'attend le plus vite possible. Le lendemain. »

Outre les relations qu'il établit individuellement entre IBM et les 250 entreprises japonaises installées en France, Kazutoshi Kanaiwa organise des séminaires de trois jours durant lesquels les présidents de ces sociétés rencontrent les dirigeants d'IBM. Loin de parler de technique pure, on y discute du rôle stratégique des systèmes d'information, du marché unique européen, du style de management, d'IBM... et on y tisse des liens d'affaires.

Dans trois ans, Kazutoshi Kanaiwa retournera au Japon. Il aura, d'ici là, appris quelques mots de français, perfectionné son anglais et celui de ses enfants, qu'il a choisis d'inscrire à l'Ecole internationale de Paris et non au lycée japonais. Pour qu'ils n'aient plus besoin d'ambassadeur.

ANNIE KAHN

Il existe aujourd'hui un placement sûr qui nous concerne tous : le gaz naturel.

Entreprise publique de dimension internationale, Gaz de France a pour mission de mettre à la disposition de clients de plus en plus nombreux cette énergie aux ressources exceptionnelles. Promis au plus grand avenir dans le monde, le gaz naturel est un atout majeur de la croissance économique du pays. Pour accompagner son développement en France comme à l'étranger, Gaz de France décide de lancer un grand emprunt. Un emprunt qui nous concerne tous.

EMPRUNT GAZ DE FRANCE 2 milliards de francs

Prix d'émission :	99,84% soit F 4992 par obligation
Date de jouissance et de règlement :	29 octobre 1990
Durée :	8 ans
Taux d'intérêt annuel :	10,65%
Taux de rendement actuariel :	10,68%
Amortissement normal :	en totalité le 29 octobre 1998 par remboursement au pair
Assimilation :	à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches

Une note d'information (Visa COB n° 90-415 du 9 octobre 1990) peut être obtenue sans frais sur demande. BALO du 15 octobre 1990. Gaz de France : 23, rue Philibert Delorme - 75017 PARIS.



Avec le gaz naturel, voir autrement, voir plus loin.

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués chaque matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 18 OCTOBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Int.	Rachet net
A.A.A.	982 87	838 48	Proci-Association	30 78	30 78	Placements J.P.	5274 18	8221 75
Adidas	184 32	180 47	Proci-Cor	35 32	34 80	Placements Pr.	634 11	796 78
Adidas Int.	715 15	708 18	Proci-Cour	12326 77	12326 77	Proci-Edi	118 16	118 05
Agapimont	7002 04	7002 04	Proci-Edi	231 37	227 95	Proci-Gen	58497 36	58497 36
Agapimont	108 82	108 82	Proci-Eco	550	541 67	Proci-Idi	10651 12	10640 26
AIR Astors en CP	590 37	590 37	Proci-Gen	28 34	28 34	Proci-Journal	107 24	108 18
AIR Astors	100 00	100 00	Proci-Idi	758 19	758 19	Proci-Mag	25411 23	25411 23
ASB BUI	9111 42	1001 41	Proci-Mag	27 25	27 25	Proci-P	9323 94	
Assefin	100 74	507 05	Proci-P	10238 95	10186 06	Quercy	118 27	113 43
ASB Invest Bior	102 26	98 77	Proci-Prom	4702 08	4605 35	Reichelt	824 08	800 04
Assefin	406 76	386 94	Proci-Prom	1330 26	1178 77	Reichelt	108 33	105 95
ASB Invest Bior	1020 10	1020 10	Proci-Prom	12571 08	12571 08	Reichelt	106 51	105 95
ASB Skandinav	10373 96	10373 96	Proci-Prom	148 04	144 78	Reichelt	1128 21	1122 37
A.E.F.I.M.D.	801 82	801 82	Proci-Prom	10712 08	10232 84	St-Honard Hs-Alm	941 57	902 50
A.E.F.I.M.D.	8447 81	8328 28	Proci-Prom	1008 95	1058 21	St-Honard Hs-Alm	233 47	222 88
Anglofrans	576 25	558 53	Proci-Prom	10037 01	9744 57	St-Honard Hs-Alm	194 50	185 68
Anglofrans	576 25	558 53	Proci-Prom	11833 55	11833 55	St-Honard Hs-Alm	194 50	185 68
Anglofrans	1127 59	1127 59	Proci-Prom	47 72	47 72	St-Honard Hs-Alm	453 18	453 18
Anglofrans	336 38	322 20	Proci-Prom	148 22	143 50	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	1078 88	1045 23	Proci-Prom	248 32	244 05	St-Honard Hs-Alm	453 18	447 40
Anglofrans	1942 48	1912 24	Proci-Prom	176 21	169 01	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans	57 82	57 82	Proci-Prom	11833 55	11833 55	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	141 47	136 38	Proci-Prom	236 12	236 12	St-Honard Hs-Alm	13716 41	12918 05
Anglofrans	116 75	111 72	Proci-Prom	300 77	289 81	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	107 88	1045 23	Proci-Prom	229 28	229 28	St-Honard Hs-Alm	453 18	447 40
Anglofrans	37 23	37 23	Proci-Prom	354 85	378 78	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans	107 88	1045 23	Proci-Prom	125 79	125 79	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	5473 59	5473 59	Proci-Prom	177 30	170 15	St-Honard Hs-Alm	13716 41	12918 05
Anglofrans	5589 95	5589 95	Proci-Prom	341 51	327 89	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	114 77	1098 30	Proci-Prom	586 78	586 78	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans	340 80	330 43	Proci-Prom	10916 54	10916 54	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	28 17	28 17	Proci-Prom	8748 35	8748 35	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans	1138 88	1108 11	Proci-Prom	11425 15	11425 15	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	8059 95	8059 95	Proci-Prom	24848 65	24848 65	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans	351 95	347 44	Proci-Prom	833 20	818 98	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	448 61	436 42	Proci-Prom	125 79	125 79	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans	5111 80	5111 80	Proci-Prom	21008 68	21008 68	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans	1120 44	1089 24	Proci-Prom	498 20	473 98	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	625 80	607 57	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans			Proci-Prom	168 75	169 57	St-Honard Hs-Alm	2081 24	2078 05
Anglofrans			Proci-Prom	10066 82	10066 82	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	11833 55	11833 55	St-Honard Hs-Alm	12553 54	12501 93
Anglofrans			Proci-Prom	6433 28	6433 28	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	8228 47	8228 47	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	82914 82	82914 82	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	70790 30	70790 30	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	11682 12	11682 12	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	123 54	123 54	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	244404 00	244404 00	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	16106 15	16106 15	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	116 11	116 11	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	68826 20	68826 20	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	1137 57	1137 57	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	1181 58	1180 47	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	238330 50	238330 50	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	108 19	108 19	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	13943 95	13943 95	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	65894 80	65894 80	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	3687 11	3687 11	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	12236 15	12236 15	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	702 70	702 70	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	6780 38	6780 38	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	1284 83	1281 87	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	125 07	123 83	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom	1000 88	994 94	St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21
Anglofrans			Proci-Prom			St-Honard Hs-Alm	936 76	884 21

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/10	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/10
			achat	vente			
Europe-Union (1 unit.)	5 048	5 051	.....	.....	
Allemagne (100 DM)	336 080	336 080	.....	.....	Or fin (500 en barre).....	60000	60400
Belgique (100 francs)	16 276	16 276	.....	.....	Or fin (en lingots).....	59900	60300
France (100 francs)	287 520	287 520	.....	.....	Napoleon (20 francs).....	385	383
Italie (1000 lire)	4 876	4 872	.....	.....	Plaques Fr (10 francs).....	436	443
Danemark (100 kroner)	9 958	9 910	.....	.....	Plaques Suédois (20 francs).....	4340	432
Suède (100 couronnes)	358 450	358 390	.....	.....	Plaques Latines (20 francs).....	355	348
Grèce (100 drachmes)	90 320	90 290	.....	.....	Souverain.....	455	480
Suisse (100 francs)	250 360	250 360	.....	.....	Plaques 20 dollars.....	2160	2200
Norvège (100 kroner)	42 628	42 634	.....	.....	Plaques 10 dollars.....	1200	1180
Portugal (100 escudos)	5 748	5 748	.....	.....	Plaques 5 dollars.....	670	670
Espagne (100 pesetas)	3 768	3 768	.....	.....	Plaques 50 pesetas.....	2315	2330
Fonction (100 francs)	4 484	4 420	.....	.....	Plaques 10 florins.....	387	385
Japon (100 yens)	4 054	4 051	3 680	3 680			

by Degussa.....	401	406	Esqueleto
de Fieles Zan.....	210	Esqueleto Y
.....	207		Esqueleto

Agropur	940	.....	.....
Agrochimie de Mouchy	240	.....	.....
Alu Tann	240	.....	.....
Alu Tann	940	.....	.....
Amicale HD	940	.....	.....
Arco, Pevrel	305	250	.....
Arco M.V.	177	177 30	.....
Châtain-Embelingo	256	215 8	.....
Châtain	956	.....	.....
Châtain	1500	.....	.....
C.R. sec. II	320	.....	.....
Châtain	280	.....	.....
Châtain	1500	1500	.....
Châtain Corp.	86	89	.....
Châtain	956	756 a	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

A la mairie de Paris

M. Chirac ordonne une enquête sur les écoutes sauvages

Réunions, communiqués, mises au point : la journée de mercredi a été dominée à la mairie de Paris par « l'affaire » des écoutes téléphoniques. Selon le *Canard enchaîné* publié le 17 octobre, l'inspection générale de la Ville de Paris se serait livrée à des écoutes téléphoniques sauvages pour surveiller des fonctionnaires municipaux chargés de gérer des budgets (le *Monde* du 18 octobre). Prévenu mardi soir de la publication de l'article le lendemain, M. Jacques Chirac, qui s'apprêtait à partir pour un voyage de dix jours en Corée et au Japon, a exigé que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Etant la première mise en cause, l'inspection générale de la Ville de Paris ne peut être chargée de l'enquête. C'est à M. Remy Chardon, préfet hors cadre, ancien conseiller technique de M. Chirac à Malignon et qui venait de rejoindre l'équipe du

maire de Paris, qu'a été confiée la mission de vérifier les faits et d'établir les responsabilités. M. Jean Tiberi, premier adjoint, a déclaré, mercredi 17 octobre, avoir demandé « instantanément » à M. Chardon de mener son enquête « le plus rapidement possible ». Les conclusions, a-t-il précisé, « en seront rendues publiques », et, si les faits sont avérés, « leurs auteurs seront sévèrement punis ».

Le premier adjoint insiste sur la transparence voulue par la municipalité parisienne. « Nous n'avons rien à cacher », répète-t-il. Il estime qu'en tout état de cause, il ne pourrait s'agir que « d'écoutes sauvages émanant d'initiatives individuelles ».

C'est aussi l'explication avancée par d'autres membres de l'entourage de M. Chirac. Le *Canard enchaîné* ayant raconté comment ses journalistes ont acquis la certitude que le chef de la section exploitation des restaurants de la Ville de Paris est « le fonctionnaire le plus écouté du moment », les proches du maire de Paris rétorquent qu'ils voient mal l'ancien premier ministre, « si chatouilleux sur le respect de la légalité et les atteintes aux

libertés », prendre « des risques énormes pour savoir si l'achat des navets et des carottes est bien régulier ».

L'affaire de la SEMA VIP

Cette hypothèse de l'initiative « individuelle et subalterne » ne suffit pas à rassurer les élus socialistes. Le président du groupe PS au Conseil de Paris, M. Georges Sarre, et MM. Daniel Vaillant et Jean-Yves Autier, tous deux députés socialistes de Paris, ont été repus par M. Jean Tiberi pour exprimer leur « stupeur et leur inquiétude ». Ils estiment que, si des écoutes ont eu lieu et étaient connues des responsables, l'affaire est grave, mais « qu'elle n'est tout au plus qu'un épisode de la hiérarchie ». Ils regrettent que l'enquête ouverte à la demande du maire soit diligentée par une voie interne et que la justice ne soit pas saisie.

Sans anticiper ses conclusions, il est inévitable que des interrogations naissent. Faut-il subordonner un lien entre

cette nouvelle affaire et l'inculpation, le 11 septembre, pour écoutes téléphoniques illégales, de M. Marc Dole, PDG de la société Century (le *Monde* du 13 septembre). Cette même société Century à laquelle fait appel la mairie de Paris quand elle a besoin d'un service d'ordre efficace. Mais est-on comptable de la moralité de ses prestataires de services ?

Plus « naturelle » peut apparaître l'influence d'un événement survenu pendant l'été : un ancien directeur de l'administration de la ville devenu directeur général de la Société d'économie mixte d'aménagement de la ville de Paris (SEMAVIP). M. Georges Quénar, a été inculpé, après avoir été inculpé, avec son beau-père, d'extorsion de fonds et d'escroqueries (le *Monde* du 31 août). Alarmé par un tel dérapage, l'inspection générale a-t-elle voulu vérifier s'il était ou non isolé, cédant pour cela à la tentation facile – et illégale – de placer sous surveillance téléphonique des cadres municipaux particulièrement exposés dans leurs fonctions ?

CHARLES VIAL

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La question Walesa

Je suis tombée les bras en croix en lisant ce matin dans le *Figaro* une déclaration de Lech Walesa au *Los Angeles Times* sur la question juive. Où ça ? En URSS, en France, aux Etats-Unis, en Argentine, au Canada ? Non, vous n'y êtes pas : en Pologne. C'est qu'il est beau avoir été massacré en masse, les juifs, il en reste encore des tas, bas. Beaucoup trop. Quelques milliers. Sur une population de 30 millions d'habitants.

Et, bon, mettez-vous à la place des Polonais, vu leur seul de tolérance, ça pose un problème. Le problème juif. Pas à Walesa, hein, attention. Lui, il est intervenu auprès du ministre de la culture pour pas qu'on démolisse les sites historiques juifs apparemment menacés. Et il a même participé – je vois pas très bien à quel titre – à l'attribution du prix Nobel de la paix à Elie Wiesel, alors, voyez.

Non, ce qu'il constate, c'est qu'une partie de l'élite politique, qu'elle soit polonaise ou juive – vous apprécierez la distinction – refuse d'aborder la question sous prétexte que « le simple fait d'y faire référence est déjà faire preuve d'antisémitisme ». Ça, c'est bien les intellos, avec leur manie de

couper les cheveux en quatre. Le peuple, lui, il se gène pas pour la poser, la question : Qu'est-ce que ces gens-là viennent foutre dans notre pays ? C'est pas parce qu'ils y sont nés, leurs parents, leurs grands-parents, leurs arrière-arrière-grands-parents aussi, qu'ils doivent y rester. Allez, rous ! Et comme il est proche du peuple, Walesa, il est bien obligé de répondre à ses plaintes et à ses craintes.

Un exemple ? Au cours d'un de ses derniers meetings, quelqu'un lui a fait passer par écrit une accusation en règle contre différents responsables et conseillers juifs que son attaché de presse a essayé de suer. Grâce à Dieu, Walesa s'est rendu compte de la manœuvre, et il s'y est opposé avec la plus grande fermeté : Tu vas me lire ça, à voix haute, et me passer le micro pour que je puisse m'expliquer sur ce point extrêmement délicat.

Il a raison. Si ses concitoyens sont antisémites, la faute à qui ? Pas à lui, toujours ! Lui, ce qu'il veut, c'est faire président, et c'est pas pour trois ou quatre malheureux milliers de voix isolées qu'il va ignorer le formidable phénomène de rejet dont elles sont l'objet.

A l'Assemblée nationale

M. Jospin : il faut préserver les écoles des « convulsions du monde extérieur »

A l'occasion des questions orales à l'Assemblée nationale, mercredi 17 octobre, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a évoqué les événements survenus dans plusieurs lycées de la région parisienne. « Nous souhaitons que les écoles demeurent à l'abri, qu'elles soient des lieux d'éducation et de savoir, où les jeunes soient le plus possible préservés des convulsions du monde extérieur », a déclaré M. Jospin. Il a souligné que le recteur et l'inspecteur d'académie de Créteil s'étaient rendus dans les établissements concernés et que les responsables du ministère avaient examiné, avec le cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, « les mesures propres à assurer la sécurité aux abords des établissements ».

A propos du renforcement des moyens d'encadrement et de surveil-

lance dans les lycées, M. Jospin a rappelé que 500 postes de surveillants ont été créés depuis deux ans. « Etes-vous prêts à des efforts supplémentaires pour mieux encadrer les établissements ? » a demandé le ministre de l'éducation nationale. Si l'on peut faire plus, ce n'est pas moi qui m'en plains. Nous travaillons en relation avec la délégation interministérielle à la ville (DIV). Nous avons augmenté le nombre des personnels ATOS, qui exercent des tâches d'encadrement, alors qu'ils avaient fait l'objet de suppressions massives avant 1983.

« Au total, a conclu le ministre, il ne faut ni sous-estimer les problèmes de violence ni les généraliser. Il existe en France quelque 10 000 établissements scolaires, où règne un excellent climat. »

RUGBY

Les All Blacks battus par une sélection de la Côte d'Azur

Les All Blacks, équipe nationale de rugby de Nouvelle-Zélande, ont mal engagé la dixième tournée qu'ils effectuent en France, en étant battus (19-15), mercredi 17 octobre à Toulon, par une excellente sélection de la Côte d'Azur. Les champions du monde de rugby, dont la série de cinquante matches sans défaite s'était interrompue en Australie en août, ont été ainsi dominés pour la deuxième fois consécutive. La sélection provençale disposait, il est vrai, de huit internationaux français actuels ou récents.

Les coups de pied de Jérôme Bianchi – trois pénalités – et de

Patrick Barthélémy – deux drops – mais surtout un essai en contre de David Jaubert, à l'heure de jeu, ont permis à cette équipe régionale de signer un exploit de taille, quatre ans après la victoire du XV de France sur les All Blacks à Nantes en 1986.

Les Néo-Zélandais n'ont entretenu l'illusion que sur un essai de Joe Stanley en milieu de premiers mi-temps, avant de sombrer. Trois pénalités de l'ouvreur néo-zélandais Simon Mannix ont complété le total d'une équipe visiteuse visiblement en rodage et n'ayant, peut-être, pas tout à fait surmonté la fatigue du décalage horaire.

Orages dans le Var et les Alpes-Maritimes

TOULON

Des pluies diluviennes sont tombées mercredi 17 octobre en fin d'après-midi sur l'est du Var et sur les Alpes-Maritimes. Une véritable trombe d'eau (plus de 150 millimètres au mètre carré par endroits) s'est abattue sur la région, bloquant la circulation sur la RN 7 durant deux heures, interrompant le trafic ferroviaire et causant une panique à Puget-sur-Argens, à Fréjus, et surtout dans la région de Cagnes où le Malvan, une petite rivière, a rapidement débordé, gagnant la chaussée où l'eau a atteint un mètre de hauteur.

Les sapeurs-pompiers devaient extraire les conducteurs et passagers de leurs véhicules. Vers 21 heures ils dégagèrent d'une de ces voitures le corps d'une conductrice de soixante ans, M^{me} Geneviève Glasner.

J. L.

Formation militaire ou unité-gadget ?

La brigade des compromis franco-allemands

MM. Jean-Pierre Chevènement et Gerhard Stoltenberg, ministres français et allemand de la défense, ont présidé, mercredi 17 octobre, à Malmshiem, près de Stuttgart, à la prise d'armes marquant la mise sur pied de la brigade franco-allemande dont on ne sait, dans le nouveau contexte européen, si elle tient d'une formation à vocation militaire concrète ou d'une unité-gadget conjointe.

MALMSHEIM

de notre envoyé spécial

Au signal, les quatre mille deux cents hommes de la brigade franco-allemande, au garde-à-vous devant leurs véhicules, ont revêtu leur nouveau béret. Double concession réciproque : le béret est bleu marine, à la française, mais il se casse sur l'oreille droite, à l'allemande, tandis que l'insigne – les deux drapeaux nationaux accolés – s'accroche sur la tranchée gauche relevée du béret, à la française, mais il est bien visible, en avant, sur le front, à l'allemande.

Ce compromis est à l'image même de cette brigade franco-allemande. Il aura fallu presque trois ans de préparation après l'accord, en novembre 1987, entre MM. François Mitterrand et Helmut Kohl pour en arriver là. « Nous avons tenu les délais », observe son « patron », le général Jean-Pierre Sengenien. Et voilà cette formation « unique en son genre », comme le dit le ministre français de la défense, officiellement mise sur pied dans son intégralité, mercredi 17 octobre, et défilant, sur la piste d'un terrain d'acro-club à Malmshiem, près de Stuttgart, devant M. Jean-Pierre Chevènement et son homologue allemand, M. Gerhard Stoltenberg.

Entre-temps, on a dû surmonter bien des obstacles. D'abord, la langue : tous les hommes ne manient pas bien les deux langues et, parfois, c'est l'anglais qui leur échappe. Ensuite, les horaires de travail, différents dans les deux armées : on commence plus tôt, dans l'armée allemande, mais les Français apprécient de finir, aussi,

plus tôt dans l'après-midi. La façon de commander, encore : on donne des ordres chez les Français et des « instructions » chez les Allemands, qui ont, de surcroît, conservé leur système de « médiateur » consulté sur la discipline, les promotions, voire l'organisation du travail. Sans parler, enfin, de la solde supérieure du soldat allemand ou de la cuisine, que tous s'accordent à trouver meilleure chez les Français.

Malgré tout, comme l'observe l'adjoint du général Sengenien, le colonel Günter Wasenberg, « nous n'avons pas assez d'unités mixtes dans la brigade, car il y a beaucoup de volontaires parmi les jeunes Allemands, qui viennent de loin et qui parlent le français ». Des dix formations qui composent la brigade, seuls sont mixtes l'état-major, la compagnie d'état-major et le bataillon de soutien. Les régiments français ou les bataillons allemands restent nationaux.

Un chapitre de l'histoire européenne

Depuis que l'idée de cette création militaire est venue, le 17 juin 1987, au chancelier Kohl, l'environnement géopolitique de la brigade en Europe a beaucoup changé. A l'est, le danger immédiat n'est plus ce qu'il a été ou ce que l'on a cru qu'il était. L'Allemagne est unifiée et elle est souveraine sur son territoire. Les forces alliées stationnées depuis 1945 commencent à se retirer, avec, entre autres, le départ de 20 000 soldats français (la moitié du corps d'armée) en 1991 et 1992. Dès lors, la brigade franco-allemande paraît aujourd'hui posée en l'air, comme un oiseau resté seul sur sa branche, sans mission bien précise ni structures de soutien.

« Un chapitre de l'histoire de l'Europe se tourne, un autre est à écrire. La première page de ce nouveau chapitre, nous l'écrivons avec la brigade franco-allemande », explique M. Chevènement, qui reconnaît, d'une part, qu'il est important de matérialiser l'amitié franco-allemande et que, d'autre part, « la brigade pose un problème de doctrine, de concept stratégique ». « Il faut que les concepts évoluent, ajoute-t-il, et le concept qui

M. Chevènement : « Il faut réfléchir à une dissuasion moderne »

Interrogé à sa sortie du conseil des ministres, mercredi 17 octobre, sur le débat en cours au sein du gouvernement et des états-majors, à propos de l'avenir de la force nucléaire stratégique de la France (le *Monde* du 17 octobre), le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré : « Il s'agit d'une réflexion qui est engagée depuis longtemps. Les deux composantes sol-sol et aéroportée seront en fin de vie à la fin de la décennie. Il faut réfléchir à une dissuasion moderne et crédible à l'horizon du prochain siècle ». M. Chevènement a estimé qu'il était cependant trop tôt pour dire : « Albin, c'est fini ».

La panoplie stratégique française comprend, outre les sous-marins nucléaires de la marine, deux « composantes » qui relèvent de l'armée de l'air : dix-huit missiles

sol-sol enterrés dans le plateau d'Albion, en Haute-Provence, et dix-huit bombardiers Mirage-IV armés d'un missile aéroporté.

Selon des estimations du ministère de la défense, les deux « composantes » de l'armée de l'air seraient dépassées à la fin du siècle. Leur remplacement, au sujet duquel le chef de l'Etat dit qu'il s'exprimerait cette semaine, pourrait faire appel à trois formules : ou un nouveau missile sol-sol, ou bien un nouveau missile aéroporté qui équiperait l'avion Rafale, ou encore les deux à la fois. A priori, le gouvernement semble rejeter la troisième éventualité pour lui préférer un nouvel armement nucléaire destiné au Rafale, étant entendu que le plateau d'Albion, en son terme, ne recevrait pas de successeur.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Environnement : « Pour que l'eau vive... », par Christian Bernard ; Arabes : « Le cadavre du petit bossu », par Zoulikha Boukortt ; Bibliographie : « Les préteurs... » 2

La crise du Golfe 3 et 4

Le sort du général Aoun

La France « ne livrera jamais » l'ancien dirigeant chrétien, déclare M. Dumas 5

L'examen du budget

La politique gouvernementale passée au crible par l'opposition... 10

SECTION B

Nobel de physique

et de chimie

Deux Américains et un Canadien sont lauréats du prix Nobel de physique pour la mise en évidence de la « quark », composant de base de la matière. Un autre Américain couronné par le prix Nobel de chimie pour ses travaux sur la synthèse organique 12

La délinquance à Paris

La préfecture de police annonce une stabilisation 13

Musique :

mort de Jorge Bolet

Un des derniers représentants de l'école romantique 15

SECTION C

LIVRES • IDÉES

Portrait de l'artiste en jeune Sarre • Le mentor-roi de Lamar-tine • Peter Fleming, gentleman aventurier • Le feuilleton de Michel Braudeau : Pascal Quignard 21 à 32

SECTION D

La 5 à Hachette ?

Soucieux de contrebalancer le poids de TF 1, le CSA semble prêt à accorder le contrôle de la 5 à Hachette 36

AFFAIRES

Le nouvel âge de Suez • Les commerçants et la réduction des délais de paiement 37 à 39

Une aide de l'Etat

à Thomson 40

Services

Abonnements 2
Annonces classées 34
Carnet 18
Echecs 18
Loto, Loterie 18
Marchés financiers 40-41
Météorologie 20
Mots croisés 18
Nominations 18
Radio-Télévision 20
Spectacles 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 octobre 1990 a été tiré à 527 587 exemplaires.

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES EN UNIVERSITE USA

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.

French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.08.19

Ils seront nus

... si demain ils ne portent pas les derrières créations des grandes griffes parisiennes aux couleurs d'automne, costumes, vestes, chemises, parkas, choisis à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (Près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

1520